

Schéma de développement du Territoire

Déclaration environnementale

1. Intégration des considérations environnementales du rapport sur les incidences environnementales dans le Schéma de Développement du Territoire

Conformément à l'art. D.II.3 §1^{er} al.2 du CoDT, le Gouvernement a fait réaliser un rapport sur les incidences environnementales du schéma de développement du territoire. Ce rapport a été réalisé par le bureau d'étude agréé STRATEC S.A. De ce RIE sont ressorties les principales incidences, des recommandations et des alternatives proposées par l'auteur.

L'auteur du RIE estime que projet de révision du schéma de développement du territoire :

- est globalement cohérent avec la planification régionale, notamment l'article D.I.1, § 1^{er} du CoDT et les quatre buts des objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire (article D.II.2 §2, alinéa 2), ainsi qu'avec les autres plans et programmes d'échelles supra régionale ou régionale ;
- répond de manière assez exhaustive à l'ensemble des enjeux auxquels devra faire face le développement du territoire wallon.

L'auteur du RIE a toutefois souligné le manque d'indicateurs, de normes ou de cibles permettant le suivi des objectifs qualitatifs ainsi que l'absence d'analyse prospective à l'horizon 2050 et a proposé une série d'indicateurs de suivi.

Le schéma de développement du territoire a été complété de mesures de suivi.

En matière d'**incidences** des principes de mises en œuvre et des éléments de la structure territoriale l'auteur du RIE estime qu'elles sont **généralement positives sur les différents domaines socio-économiques et de l'environnement** même si quelques points d'attention ont été relevés.

Une synthèse de ces incidences figure au point 2.4.1. du document. L'auteur du RIE n'a relevé **aucun effet négatif qui soit non négligeable**. Parmi les effets négatifs qu'il estime négligeables, il relève les effets sur :

- le patrimoine biologique, le paysage et le cadre de vie liés à la volonté d'améliorer et de valoriser les réseaux de transport et les équipements ;
- l'occupation du sol liée à la volonté de favoriser l'ancrage territorial de l'économie de la connaissance et des activités innovantes ;
- l'occupation du sol, le paysage et le cadre de vie liés à la volonté de gérer l'approvisionnement et le stockage de l'énergie ;
- les ressources naturelles et les déchets ainsi que sur l'économie liés à la volonté de répondre aux besoins actuels et futurs de logements ;
- les aspects démographiques et sociaux ainsi que sur l'économie liés à la volonté de gérer le territoire avec parcimonie ;
- l'économie liée à la volonté de limiter les risques technologiques ;
- les paysages et le cadre de vie liés à la volonté d'améliorer l'offre touristique.

Les recommandations générales portent, elles, sur deux aspects :

- l'intégration d'un lexique ;
- une distinction plus claire entre l'existant et le projet.

Ces recommandations ont été intégrées dans le schéma de développement du territoire.

Les mesures correctrices proposées par thématiques sont les suivantes :

- Structurer le territoire en l'inscrivant à la fois dans les réseaux économiques internationaux et régionaux :
 - lier le principe de mise en œuvre relatif à la connexion de la Wallonie avec les territoires extérieurs et les éléments de la structure territoriale en identifiant et intégrant sur les cartes les principaux points de connexions transrégionales et transfrontalières pour les différents réseaux .

Cette proposition a été intégrée dans le schéma de développement du territoire.

- ne pas limiter le renforcement de l'intégration des villes wallonnes dans les dynamiques des métropoles voisines aux pôles mais d'étendre le principe de mise en œuvre aux autres villes situées dans l'influence des métropoles voisines.

Le concept de villes a été remplacé par la notion de pôles mais le schéma de développement du territoire confirme l'option d'une inscription des pôles régionaux (8) dans les dynamiques socio-économiques en lien avec les villes situées à la périphérie de la Wallonie.

- Améliorer les réseaux de transport et favoriser la multi-modalité et l'inter-modalité :
 - définir des objectifs minimums de déploiement d'infrastructures dédiées aux modes actifs par sous-région.

Les déclinaisons des objectifs par sous-région relèvent des documents d'échelle infrarégionale.

- préconiser de localiser les activités génératrices d'un nombre important de déplacements de biens en priorité à proximité ou en connexion directe avec le chemin de fer ou le réseau fluvial.

Le principe « Répondre aux besoins des entreprises dans une perspective de développement durable et de gestion parcimonieuse du sol » a été complété par : « L'adéquation entre le profil de mobilité d'une activité et le profil d'accessibilité des lieux est prise en compte pour apprécier la pertinence de sa localisation. »

- Développer des partenariats et des projets innovants en mettant notamment l'accent sur les nouveaux modèles économiques (de proximité, circulaire, numérique) et en renforçant la compétitivité du territoire wallon :
 - ne pas limiter le principe de mise en œuvre visant à favoriser l'implantation des entreprises innovantes autour des universités uniquement mais de l'élargir aux centres de recherches, aux parcs scientifiques, aux clusters technologiques et aux pôles de compétitivité.

Cette proposition a été intégrée dans le schéma de développement du territoire (ajouts des parcs scientifiques (7) et centre de recherche agréés (22) et des centres thématiques de Spa (automobile) et Redu et Transinne (spatial)).

- élargir le principe de mise en œuvre visant à renforcer les initiatives en matière d'économie circulaire, à tous les autres modèles économiques émergents.

La proposition n'a pas été suivie. Le terme économie circulaire a cependant été défini dans le lexique.

- élargir le principe de mise en œuvre visant à généraliser la mise en place de circuits courts aux autres solutions durables.

Ce principe a été remplacé par le principe suivant : « Soutenir les dynamiques économiques de proximité et inclusives ».

- installer le wifi dans les transports publics de manière à faciliter le travail sur les trajets et améliorer l'attractivité des transports en communs.

Une mesure de gestion et de programmation a été ajoutée prévoyant l'installation du Wifi dans les gares et aux plateformes d'échange modal.

- aborder la question de la 5G.

Une mesure de gestion et de programmation visant la 5G a été ajoutée.

- conditionner la mise en œuvre de nouvelles zones d'habitat ou de zones d'activité économique à la présence de la 4G ou du haut débit plutôt que les deux.

Modifié comme suit : La mise en œuvre de nouvelles zones d'habitat ou d'activité économique est conditionnée à la présence de très haut débit ou à la possibilité de résorber ce manque.

- Veiller à une gestion durable de l'énergie (consommation, approvisionnement et stockage) :
 - mentionner dans les mesures de gestion et de programmation les éléments déjà mis en place pour réduire les consommations énergétiques du bâti et des entreprises (PEB, audits énergétiques, accords de branches, etc.).

Les mesures de gestion et de programmation visent maintenant la réalisation des objectifs chiffrés du pacte énergétique interfédéral belge (PEIB).

- Localiser les activités et les équipements et garantir l'attractivité des espaces urbanisés :
 - rappeler les mécanismes réglementaires qui entourent la redynamisation des centres urbains (site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, opération de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine ou zones d'initiatives privilégiées).

Les différents outils d'aménagement opérationnel sont intégrés dans les mesures visant à répondre au principe de Reconquérir les espaces urbanisés (PV1).

- Garantir des logements et des espaces de vie accessibles et mixtes, en favorisant la démarche participative :
 - garantir la mixité sociale dans les nouveaux projets de logements d'une certaine taille de prévoir un pourcentage minimum de logements accessibles aux faibles revenus.

La mixité sociale est visée dans l'objectif DE2 « Créer les conditions favorables à la diversité des activités et à l'adhésion sociale aux projets ». La question du pourcentage relève, elle, de la politique du logement.

- Gérer les ressources du territoire en veillant aux risques naturels et technologiques :
 - pour assurer une concentration de l'activité économique aux endroits pertinents, il est recommandé de préciser les zones d'enjeux régionaux et de définir les critères de bonne accessibilité par les modes doux et les transports en commun pour l'implantation de bureaux et de zones d'activités économiques.

Le principe « Répondre aux besoins des entreprises dans une perspective de développement durable et de gestion parcimonieuse du sol » a été complété par : « L'adéquation entre le profil de mobilité d'une activité et le profil d'accessibilité des lieux est prise en compte pour apprécier la pertinence de sa localisation ».

- pour les zones d'activités économiques existantes souffrant d'un déficit d'accessibilité en modes actifs ou en transport en commun, il est recommandé de conditionner leur développement à l'amélioration de cette accessibilité.

Le schéma de développement du territoire ne conditionne pas le développement des zones d'activité économique existantes mais priorise la requalification du bâti et des terrains à caractère économique situés dans les centralités et à proximité des points de connexion aux réseaux de transport en commun (PV1).

- envisager l'imposition de réalisation de schémas de développement communaux aux territoires qui n'en sont pas encore dotés ou de les actualiser pour ceux qui en sont dotés.

Le CoDT donne au schéma de développement du territoire une valeur indicative sur le plan juridique et ne contient aucune disposition qui permette de contraindre une commune à élaborer un schéma communal en vue le mettre en œuvre.

- préciser les objectifs de réduction de l'artificialisation par sous-région.

Les déclinaisons des objectifs par sous-région relèvent des documents d'échelle infrarégionale.

- définir des zones dans lesquelles une certaine densité de logement à l'hectare serait imposée.

Les déclinaisons des objectifs par sous-région relèvent des documents d'échelle infrarégionale.

L'auteur du RIE a également analysé les alternatives suivantes :

- L'alternative 0 : le maintien du schéma de développement du territoire dans sa version de 1999 (SDER)
 - ⇒ l'alternative 0 ne permet plus de répondre aux enjeux actuels.
- L'alternative 1 : un cadre de développement territorial évolutif vers l'atteinte d'objectifs davantage quantitatifs
 - ⇒ Peu réaliste car les objectifs en question dépendent souvent d'autres politiques sectorielles mais cette alternative laisse néanmoins apparaître des possibilités d'amélioration pour le projet de schéma de développement du territoire en quantifiant davantage certains éléments territoriaux importants
- L'alternative 2 : une stratégie territoriale basée davantage sur la vision prospective pour la Wallonie
 - ⇒ aboutirait certainement à un schéma très peu réaliste et très peu opérationnel. Néanmoins l'alternative 2 suggère également certaines améliorations possibles pour le projet de schéma de développement du territoire qui profiterait de liens plus prononcés entre la vision prospective et les objectifs, les principes de mise en œuvre et la structure territoriale

Le schéma de développement du territoire a été modifié pour quantifier davantage certains objectifs et pour mieux lier la vision et les objectifs.

2. Intégration des considérations environnementales issues des remarques et avis émis lors de la phase de consultation (enquête publique et avis des communes et des instances) dans le Schéma de Développement du Territoire.

Conformément à l'art. D.II.3 §2, al.1 du CoDT, le Gouvernement a soumis le projet de schéma, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales, à 21 séances de présentation et à l'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 22 octobre au 5 décembre 2018.

Conformément à l'art. D.II.3 §2, al.2 du CoDT, le projet de schéma de développement du territoire accompagné du rapport sur les incidences environnementales a été soumis le 19 octobre 2018 à l'avis du pôle « Aménagement du territoire », du pôle « Environnement », du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, de l'Union des villes et communes de Wallonie, de Wallonie développement et de la cellule autonome d'avis en développement durable.

L'avis des conseils communaux a, lui, été sollicité par courrier recommandé daté du 7 décembre 2018.

Conformément à l'article D.VIII.12 du CoDT, le projet de schéma de développement du territoire accompagné du rapport sur les incidences environnementales a été soumis aux autorités compétentes de la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Grand-Est (République française), la Région des Hauts-de-France (République française), du Land de Rhénanie-Palatinat (République fédérale d'Allemagne), du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne), de la Province de Limbourg (Royaume des Pays-Bas) et du Grand-Duché de Luxembourg.

Les réclamations, observations et avis qui ont été transmis à l'issue de l'enquête publique portent sur :
Le rapport sur les incidences environnementales.

Les Pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement » regrettent que les recommandations complémentaires qu'ils ont formulées sur le rapport sur les incidences environnementales durant l'élaboration du projet de schéma de développement du territoire n'aient pas été suivies mais leurs avis ne remettent pas en cause le caractère complet du rapport ou ses conclusions.

La Forme du document.

Au vu des remarques émises sur la forme du document, des modifications ont été apportées au texte.

Les modalités d'enquête publique.

Les dispositions du CoDT ont été respectées.

Les différences entre l'avant projet et le projet de schéma de développement du territoire.

Les différences relevées concernent deux documents dont la portée juridique n'est pas comparable. L'avant projet cité n'a aucune existence juridique au regard du CoDT et était utilisé pour enrichir la réflexion de ses concepteurs.

L'opérationnalisation du schéma de développement du territoire.

Le CoDT définit le schéma de développement du territoire comme un outil de stratégie territoriale auquel il donne une valeur indicative sur le plan juridique et ne contient aucune disposition qui permette de contraindre une commune à élaborer un schéma communal en vue de le mettre en œuvre.

Il projette de préciser les méthodes à utiliser pour mettre en œuvre les principes de gestion et de programmation qu'il énonce à travers des référentiels destinés aux autorités communales et aux développeurs de projet notamment grâce à l'expertise de la Conférence permanente du développement territorial.

Il n'exclut cependant pas d'accompagner la mise en œuvre du schéma de développement du territoire de mesures réglementaires destinées à fixer les méthodes à utiliser ou à en faciliter la concrétisation.

La clarification de plusieurs notions.

Les demandes de précisions ou de clarifications du texte ont été prises en compte. Le lexique a également été complété.

L'apparente contradiction entre certains objectifs.

Les objectifs ne sont pas hiérarchisés et il y a lieu d'avoir une lecture transversale des objectifs du schéma de développement du territoire.

Les constats et enjeux.

Les constats ont été établis sur la base de l'analyse contextuelle réalisée par la Conférence permanente du développement territorial. Ils relèvent des faits dont le Gouvernement wallon a pris acte sans y apporter de modifications. De légères modifications ont été apportées à certains constats ou enjeux pour donner suite aux réclamations, observations et avis formulés dans le cadre de l'enquête publique dans la mesure où elles ne modifiaient pas la portée de l'analyse contextuelle.

Les mesures de suivi.

Il a été donné suite aux mesures de suivi proposées dans les réclamations, observations et avis pour autant qu'elles soient pertinentes par rapport aux principes de mise en œuvre retenus et que la donnée puisse être facilement collectée.

Objectif SS.1 – Accroître le rôle de la Wallonie dans les dynamiques métropolitaines de niveau européen.

La priorité à accorder au développement de la Wallonie plutôt qu'à son positionnement.

Il ressort de l'analyse contextuelle que le développement de l'économie de la Wallonie ne peut s'envisager sans tenir compte de ses voisins. Son positionnement constituait d'ailleurs déjà l'une des options du SDER adopté en 1999, c'est pourquoi cette option est maintenue.

La priorité que le schéma de développement du territoire accorde aux dynamiques urbaines et économiques plutôt que rurales et environnementales.

Il ressort de l'analyse contextuelle que le fait urbain concerne majoritairement la Wallonie. Si le schéma de développement du territoire accorde une importance particulière à structurer le développement urbain, c'est aussi pour préserver le reste du territoire de l'urbanisation.

En outre, le schéma de développement du territoire ne privilégie en aucune façon l'économie urbaine par rapport à l'économie rurale, chacune d'elles faisant l'objet de propositions concrètes.

La manière dont le schéma de développement du territoire intègre Bruxelles et la dynamique métropolitaine qui l'entoure.

Le schéma de développement du territoire a été modifié de manière à intégrer de manière plus affirmée la dynamique métropolitaine de Bruxelles.

Les conséquences du renforcement des pôles majeurs sur les dynamiques et activités existantes sur le territoire et la localisation des activités nouvelles.

Il ressort de l'analyse contextuelle que le positionnement des pôles majeurs de Wallonie doit être renforcé, c'est donc à dessein que le schéma de développement du territoire prend l'option d'implanter prioritairement les nouvelles activités en lien avec les dynamiques métropolitaines de l'Europe du Nord-Ouest dans les pôles majeurs.

La dissemblance des dynamiques métropolitaines à l'œuvre à Charleroi et à Liège.

Les dynamiques métropolitaines à l'œuvre sont effectivement différentes à Liège à Charleroi. Ceci n'est cependant pas de nature à modifier l'option de se fonder sur deux pôles majeurs en Wallonie pour « Accroître le rôle de la Wallonie dans les dynamiques métropolitaines de niveau européen ».

La place prépondérante de Liège dans MAHHL et son agglomération.

La ville de Liège occupe en effet une place prépondérante dans MAHHL. Le texte a donc été modifié en ce sens.

La définition de l'agglomération de Charleroi (Châtelet, Courcelles, etc.).

Le projet de schéma de développement du territoire associait les communes de Charleroi et de Châtelet pour constituer le pôle majeur de Charleroi. Au vu des arguments développés dans les réclamations, ce pôle a été complété des communes de Courcelles et de Montigny-le-Tilleul.

L'intention de créer une université à Charleroi.

L'option est bien de faire des pôles majeurs des pôles d'excellence Une université joue à cet égard un rôle de premier plan et il importe dès lors de développer l'offre de filières universitaires à Charleroi, sans pour autant porter atteinte aux filières existantes.

La priorité accordée aux pôles majeurs pour la localisation des plateformes technologiques d'excellence.

L'option est intimement liée à la volonté de positionner Charleroi et Liège à l'échelle européenne. Toute concurrence interne à la Wallonie dans ce domaine serait de nature à déformer l'objectif poursuivi.

L'insertion de la Wallonie dans le réseau RTE-T et, en particulier, l'omission de portes d'entrée sur le territoire, en particulier à Mons, La Louvière et Athus.

La structure territoriale a été complétée en ce sens.

La justification des axes à renforcer et, en particulier, l'omission de Bruxelles/Namur/Luxembourg.

L'axe Bruxelles/Namur/Liège, comme celui qui relie Liège à la frontière allemande figurent au réseau RTE-T. Il se justifie en revanche de renforcer les axes Liège/Charleroi/Tournai et Mons/Valenciennes en raison de l'option d'accroître le rôle de Charleroi dans les dynamiques métropolitaines de niveau européen.

Le rang de l'agglomération de Mons par rapport à celui de Namur.

Le schéma de développement du territoire ne reconnaît pas d'autres qualifications à la ville de Namur que celle de capitale institutionnelle.

L'agglomération de Mons n'a ni le rang de Namur sur le plan institutionnel ni celui de Charleroi et de Liège à l'échelle européenne.

Objectif SS.2 - Insérer la Wallonie dans les réseaux socio-économiques transrégionaux et transfrontaliers.

Les structures de coopération retenues.

Le schéma de développement du territoire ne reconnaît que les structures de coopération transrégionales ou transfrontalières en raison de l'objectif poursuivi. La structure territoriale est complétée par la structure « Essaimage », qui ne figurait pas au projet de schéma de développement du territoire.

La portée, l'intensité et les plus-values des structures de coopération existantes.

Les structures retenues par le schéma de développement du territoire partagent toutes, à différents niveaux, l'ambition de relever les défis auxquels l'aménagement de leur territoire d'intervention est confronté.

La cohérence entre le schéma de développement du territoire et les schémas élaborés par les voisins de la Wallonie.

La cohérence entre le schéma de développement du territoire et les schémas élaborés par les voisins de la Wallonie a été analysée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales.

La priorité à accorder au renforcement des coopérations avec Bruxelles et la Flandre.

Le schéma de développement du territoire n'ignore pas que le renforcement des coopérations avec Bruxelles et la Flandre constitue un enjeu prioritaire pour la Wallonie. Il a été en outre renforcé pour ce qui concerne la Région flamande par l'inscription de deux aires de développement mutualisé et d'axes transrégionaux vers Anvers, Genk, Gent, Hasselt, Kortrijk, Leuven, Sint-Truiden, Ieper.

Les thématiques sur lesquelles fonder les coopérations (parcs naturels, patrimoine, contrats de rivière, bassins hydrographiques, etc.).

Le schéma de développement du territoire prend l'option de renforcer les coopérations existantes qui ont un fondement transrégional ou transfrontalier. Il reconnaît que d'autres potentialités de coopérations transfrontalières et transrégionales doivent être explorées dont il propose de suivre l'évolution à travers les mesures de suivi.

La mutualisation des services et des équipements.

Les principes relatifs à la mutualisation des services et des équipements sont définis à l'objectif DE.1. Leur mise en œuvre relève du niveau infrarégional.

Les critères retenus pour les pôles régionaux et la prise en compte des agglomérations constituées autour d'eux, sur le modèle de ce que le projet de schéma de développement du territoire propose pour les pôles majeurs.

Le projet de schéma de développement du territoire prend l'option de choisir les pôles régionaux à l'intérieur des espaces polarisés par les grandes villes situées aux frontières de la Wallonie (Bruxelles, Luxembourg et Lille) pour poursuivre l'objectif d'insérer la Wallonie dans les réseaux socio-économiques transrégionaux et transfrontaliers. Il impose en outre la présence d'au moins un site universitaire.

Ce dernier critère joue un rôle discriminant dans le cas d'une ville comme La Louvière dont la position sur le territoire permet de rencontrer incontestablement l'objectif poursuivi.

Il convient de l'amender au regard de la priorité accordée au positionnement de la Wallonie dans son environnement en proposant une alternative qui fait intervenir population et emploi.

La même nuance est apportée à la définition de l'étendue des pôles régionaux que celle qui avait adoptée pour les pôles majeurs, à savoir d'y associer les communes avec lesquelles ils constituent une conurbation. Il convient en effet d'associer Colfontaine, Frameries et Quaregnon au pôle régional de Mons et Manage au pôle régional de La Louvière.

Objectif SS.3 - S'appuyer sur la structure multipolaire de la Wallonie et favoriser la complémentarité entre territoires en préservant leurs spécificités.

L'équilibre entre les activités proposées entre pôles majeurs/pôles régionaux/pôles.

Les précisions que le schéma de développement du territoire apporte sur les activités, les équipements ou les services que devraient accueillir les pôles majeurs, les pôles régionaux ou les pôles ne portent que sur celles et ceux qui en font la spécificité. Il convient en effet d'attirer l'attention des autorités publiques sur la localisation adéquate de ces activités en particulier en vue de consolider le positionnement attendu des pôles dans les dynamiques et les réseaux économiques concernés.

La mise en réseau des spécificités des pôles.

Le schéma de développement du territoire encourage chaque pôle à imaginer son développement en mettant en avant les spécificités qui lui paraissent pertinentes pour autant que cela se fasse en concertation avec le territoire rural qu'il polarise.

La définition des pôles et les critères retenus.

L'option a été prise de s'appuyer sur un maillage du territoire constitué de structures urbaines existantes – ou centralités – largement rayonnantes ou pôles d'emplois reliées entre elles par un réseau de transports en commun ou partagés efficace.

La structure territoriale ainsi projetée retient nécessairement des centralités d'échelles diverses puisqu'elles dépendent des ressources et de la population concernées en fonction du maillage choisi. La volonté n'est donc pas de structurer le territoire de la Wallonie sur la base d'une hiérarchie entre les pôles fondée par exemple sur leurs populations respectives ou le niveau de leurs équipements, mais de mailler le territoire.

Ce maillage est de niveau régional et un maillage plus fin pourra être établi par les documents d'échelle infrarégionale.

La pertinence de certaines des liaisons projetées entre pôles.

Des modifications ont été apportées à la structure territoriale en réponse aux réclamations.

La manière de structurer les propositions relatives aux trois aires de développement.

Les principes de mise en œuvre communs aux aires de développement ont été rassemblés.

La hiérarchie entre les aires de développement : endogène, mutualisé, métropolitain.

Il n'existe donc pas de liens hiérarchiques entre elles.

Le positionnement attendu des aires.

Les aires de développement définies par le schéma de développement du territoire ne sont pas définies en fonction du caractère urbain ou rural du territoire concerné. Leur positionnement est indissociable de la spécificité des pôles situés sur les territoires concernés, de leur environnement économique et de leurs ressources.

Les aires de développement métropolitain ont pour objet de soutenir le positionnement des pôles majeurs et régionaux de Wallonie dans les dynamiques socio-économiques et de coopérations en lien avec les villes situées à sa périphérie.

Les aires de développement mutualisé ont pour objet de soutenir le positionnement de territoires frontaliers dans les dynamiques socio-économiques et de coopérations en lien avec la valorisation des ressources du territoire et des coopérations à développer avec les territoires voisins.

Les aires de développement endogène ont pour objet de soutenir le positionnement des pôles dans les dynamiques socio-économiques et de coopérations en lien avec une forte mobilisation des atouts locaux et d'accompagner la mutation de l'économie wallonne vers le développement des circuits courts et des réseaux de proximité, tant au niveau de la valorisation des ressources du territoire que de leur transformation, et du tourisme.

Ces précisions ont été apportées au texte.

La place des territoires ruraux dans les aires métropolitaines.

Les aires de développement métropolitain ne sont pas destinées à être entièrement urbanisées. Le schéma de développement du territoire décrit le développement qui y est attendu comme une conjonction d'initiatives visant à renforcer toutes les formes de coopération utiles au développement socio-économique de la Wallonie avec les villes situées à sa périphérie. Les territoires non-urbanisés doivent y être préservés et les développements qui y sont attendus n'ont pas pour conséquence de modifier l'équilibre existant entre zones destinées à l'urbanisation et zones non destinées à l'urbanisation.

Le caractère exclusif des développements attendus dans chacune des aires.

Il revient au schéma de développement du territoire d'opérer des choix parmi plusieurs voies possibles et d'exprimer la stratégie pour positionner la Wallonie vis-à-vis de ses voisins et structurer son territoire.

Les propositions du schéma de développement du territoire n'ont pas pour objet définir les développements attendus dans chacune des aires au-delà des seuls principes qu'il énonce et du respect de la stratégie élaborée.

Le caractère « simpliste » de la proposition qui ne permet pas de tenir compte de la complexité du territoire.

Le schéma de développement du territoire fixe deux critères pour définir les aires de développement : leur environnement et leurs ressources. Cette option conduit à définir dix aires de développement de trois types pour la Wallonie, dont les limites sont volontairement floues afin de permettre aux autorités publiques de les préciser en fonction de la trajectoire qu'elles se définissent.

Cette option est donc en adéquation avec l'ambition de fixer une structure territoriale au niveau régional qu'il appartiendra aux documents d'échelles infrarégionales de compléter.

Les écarts de la proposition par rapport au découpage figurant dans l'analyse contextuelle.

Les dix zones telles qu'illustrées au chapitre 6 de l'analyse contextuelle et les dix aires de développement du schéma de développement du territoire n'ont pas le même objet :

- Les premières rendent compte d'une structure existante (il s'agit de zones pour lesquelles une série d'enjeux communs semble émerger).

- les secondes rendent compte d'une option de développement territorial (elles regroupent autour des pôles les territoires qui partagent les mêmes perspectives de développement au sens de la structure territoriale du schéma de développement du territoire).

L'incompatibilité des propositions du schéma de développement du territoire avec des documents existants ou en projet.

La compatibilité des propositions formulées par le schéma de développement du territoire avec les engagements déjà pris par la Wallonie a été analysée par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales.

La compatibilité des propositions formulées par le schéma de développement du territoire avec les documents existants ou en projet d'échelles infrarégionales ne doit pas être analysée.

Les ambitions insuffisantes pour l'aire de développement endogène.

Le schéma de développement du territoire définit les aires de développement dans le cadre de l'objectif qui vise à positionner la Wallonie par rapport à ses voisins et à structurer son territoire. Il ne s'agit donc pas d'un projet de développement au sens économique du terme. Ce dernier est énoncé dans le cadre des principes de mise en œuvre des objectifs AM.2 et AM.3.

Objectif SS.4 - Faire du réseau des principales infrastructures de communication un levier de création de richesses et de développement durable.

Ce que le schéma de développement du territoire entend par réseau de communication et de transport « structurant ».

Le transport structurant vise le réseau des principales infrastructures de communication tel que défini à l'article R.II.21-1 du CoDT. Le libellé de l'objectif a été modifié de manière à clarifier sa portée.

Les intentions du Gouvernement wallon sur la dorsale ferroviaire wallonne.

L'option retenue est « de compléter le réseau [] par le développement d'une nouvelle dorsale ferroviaire [] entre la LGV1 et la LGV3 et de créer une gare LGV à Charleroi ».

L'opportunité d'achever le réseau transeuropéen de transport routier (réseau central à l'horizon 2030 et réseau global à l'horizon 2050).

L'achèvement du réseau transeuropéen de transport routier s'impose à la Wallonie en application d'un règlement européen auquel le Gouvernement wallon ne peut se soustraire.

L'opportunité de desservir l'aéroport de Charleroi par le train.

Le schéma de développement du territoire retient à cet égard deux mesures : optimiser la connexion des aéroports régionaux au réseau de communication ferroviaire à grande vitesse et améliorer la performance des liaisons entre l'aéroport de Charleroi et Bruxelles par les transports en commun. On ne peut déduire du texte une volonté particulière de desservir l'aéroport de Charleroi par le train.

Les mesures de gestion et de programmation projetées pour valoriser les réseaux de communication ferroviaire, fluvial et routier et l'opportunité de les compléter par d'autres propositions.

les modifications apportées à la structure territoriale résultent de l'analyse des options formulées par le projet de schéma de développement du territoire et des propositions issues de l'enquête publique en fonction des modifications apportées à la structure territoriale illustrant l'objectif SS.1.

Les connexions aux villes situées à l'extérieur de la Wallonie à partir des pôles régionaux.

Des modifications ont été apportées à la structure territoriale en réponse aux réclamations.

Objectif SS.5 - Articuler les dynamiques territoriales supralocales à l'échelle régionale et renforcer l'identité wallonne.

La prise en compte des dynamiques territoriales existantes et des développements locaux récents.

Le schéma de développement du territoire définit la stratégie territoriale à l'échelle de toute la Wallonie. Il n'est pas conçu comme une addition, ou même une synthèse, d'initiatives locales et/ou supralocales.

Le schéma de développement du territoire n'ignore cependant pas la richesse de ces dynamiques territoriales, mais entend les articuler à l'échelle régionale et renforcer l'identité wallonne.

Le risque de concurrence entre communes et les arbitrages à opérer.

L'option a été retenue de fixer des lignes de conduite pour chacune des aires de développement. Il appartient au Gouvernement wallon de les faire respecter dans le cadre de la tutelle que le CoDT organise pour l'approbation des outils d'aménagement supracommunaux.

La prise en compte des parcs naturels.

Sans contester les apports positifs au niveau supralocal des dynamiques liées à la gestion des parcs naturels, l'option retenue est de s'en tenir aux outils de développement territorial et d'aménagement du territoire du CoDT.

Objectif AM.1 - Rencontrer les besoins actuels et futurs en logements accessibles et adaptés aux évolutions sociodémographiques, énergétiques et climatiques

La répartition de la construction des nouveaux logements dans le temps.

Le nombre de logements à construire a été réévalué en fonction des dernières projections du bureau du plan et adapté aux deux horizons – 2030 et 2050 – fixés dans le schéma de développement du territoire.

Objectif AM.2 - Inscrire l'économie wallonne dans la société de la connaissance et dans l'économie de proximité, et (re)former sur son territoire les chaînes de transformation génératrices d'emploi

La faible prise en compte de l'économie traditionnelle dans le schéma de développement du territoire.

Les principes de mise en œuvre développés par l'objectif AM.3 répondent aux préoccupations exprimées pendant l'enquête publique.

L'économie de la connaissance et son ancrage sur le territoire.

Le schéma de développement du territoire est modifié en vue de ne pas se limiter à la situation actuelle des pôles de compétitivité (liste exemplative).

Le schéma de développement du territoire précise que le terme site universitaire englobe toutes les fonctions et développements en lien direct avec une université (campus, centre de recherches, ...) et mentionne clairement les Hautes écoles et les centres de recherches agréés comme pôles de compétence de l'économie de la connaissance.

Il vise également le réseau des parcs scientifiques, le centre d'innovation automobile de Spa-Francorchamps et le centre dédié au spatial de Redu et Transinne comme point d'ancrage de l'économie de la connaissance et des activités innovantes.

Les ressources et leur ancrage sur le territoire.

Le schéma de développement du territoire est modifié en vue de ne plus faire apparaître les prises d'eau publiques, celles-ci ne générant pas réellement de dynamique territoriale.

La liste des exploitations du sous-sol est modifiée et les filières de valorisation à proximité du gisement sont intégrées.

Le schéma de développement du territoire est modifié en vue de distinguer les massifs forestiers de résineux et les massifs forestiers de feuillus.

Le schéma de développement du territoire est également modifié en vue d'intégrer des sites de valorisation agricole en tant que points d'appui d'importance régionale.

Les sites de valorisation de la biomasse repris dans le schéma de développement du territoire sont issus du plan wallon des déchets – sites adoptés le 22 mars 2018 et identifiés comme installations publiques de compostage.

En ce qui concerne les demandes visant à intégrer d'autres ressources du territoire plus locales comme points d'appui d'un développement économique, celles-ci pourront être prises en compte aux échelles infrarégionales en fonction des spécificités locales ou supra-locales.

Une plus grande mise en avant de l'économie de proximité.

Le schéma de développement du territoire a été modifié afin d'intégrer des propositions relatives aux circuits courts alimentaires et aux ceintures alimentaires.

Les notions d'écologie industrielle et d'économie circulaire.

L'option a été retenue de permettre le développement de toute initiative sur le territoire. Il n'y a donc pas lieu de préciser toutes les formes que peuvent prendre ces notions dans le schéma de développement du territoire.

Les mesures de gestion et de programmation sur les volets agriculture et économie de proximité.

Le schéma de développement du territoire a été modifié en ce sens.

Objectif AM.3 - Anticiper les besoins économiques dans une perspective de développement durable et de gestion parcimonieuse du sol

Les nuances à apporter à la définition des pôles et points d'appui par rapport à l'accueil d'activités économiques.

Le schéma de développement du territoire vise à localiser le renforcement de l'activité économique sur le territoire en fonction de sa portée régionale. Cette logique sera détaillée et précisée via les plans, schémas et guides qui lui sont inférieurs en fonction de leur portée respective.

Les nuances à apporter à la localisation des activités industrielles/voies ferrées et fluviales.

Le schéma de développement du territoire ne fixe pas, mais oriente, les localisations des activités sur le territoire en fonction de leur pertinence en matière d'accès aux ressources, de mobilité, de synergies envisageables, ou autres dans une logique de développement durable.

Les impacts sur le climat d'un appui du développement économique basé sur les aéroports.

Les aéroports constituent des portes d'entrées de niveau international sur le territoire de la Wallonie dans le contexte de globalisation actuel. De plus, le secteur de l'aéronautique met lui aussi en place sa stratégie de déploiement à long terme dans une perspective de développement durable.

L'opportunité de garantir l'accès des entreprises à la ressource en eau.

La présence de la ressource en eau est un facteur important pour la localisation des activités économiques. Ce facteur est appuyé par le schéma régional d'exploitation des ressources en eau adopté par le Gouvernement wallon en 2015. Il est ajouté au principe de mise en œuvre visant à répondre aux besoins des entreprises dans une perspective de développement durable et de gestion parcimonieuse du sol.

La densification des parcs d'activités économiques.

La densification des parcs d'activités économiques est une mesure de gestion et de programmation permettant de mettre en œuvre le principe de répondre aux besoins économiques et de gestion parcimonieuse du sol et pas un objectif en soi. Les craintes formulées sont dès-lors jugées non fondées.

La compatibilité des principes de mise en œuvre poursuivis en matière de développement économique (e.a. mise à disposition d'espaces destinés à l'activité économique) et ceux qui sont poursuivis en matière d'environnement.

Le principe de mise en œuvre visant à anticiper les besoins en espaces destinés à l'activité économique nécessite une mesure de gestion et de programmation chiffrée. La question de la compatibilité entre l'activité économique et son environnement trouve également des réponses dans d'autres objectifs tels que les objectifs DE.2, PV.1, PV.2, PV.3 ou PV.4.

La mesure de gestion et de programmation relative au développement des zones d'activité économique sur des espaces préalablement artificialisés.

La mesure de gestion et programmation visant à développer 30 % des nouvelles zones d'activité économique sur des espaces déjà artificialisés à l'horizon 2030 et 100 % à l'horizon 2050 s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'option retenue par le Gouvernement wallon de mettre un terme à l'artificialisation du territoire à cet horizon. Elle n'entre pas en contradiction avec l'objectif PV.3.

Son opérationnalisation sera précisée après l'adoption du schéma de développement du territoire.

La mesure de gestion et de programmation relative à la densité d'occupation des espaces destinés à l'activité économique (COS 70%).

Ce COS est trop restrictif et difficilement atteignable. Le texte est modifié afin de l'élargir à une fourchette comprise entre 50 et 70 %.

Les différentes zones de développement de l'activité économique et les points d'appui du développement économique repris sur la structure territoriale.

Des modifications sont apportées à la structure territoriale afin de répondre à certaines réclamations jugées opportunes en fonction des réalités de terrain.

L'option a été retenue de faire figurer sur la structure territoriale les centralités à développer autour d'un nœud ferroviaire qui se situent hors des pôles. Il y a dès lors lieu de rajouter le nœud ferroviaire de Welkenraedt.

La liste des parcs d'activités économiques de niveau régional figurant à l'annexe 3 a été modifiée pour y intégrer des parcs d'activités économiques qui répondent au critère fixé par le projet de schéma de développement du territoire.

Objectif AM.4 - Inscrire la Wallonie dans la transition numérique

Le fait que les impacts de la révolution numérique ne soient pas assez appréhendés dans le schéma de développement du territoire.

Si le numérique touche effectivement plusieurs secteurs d'activité (commerce, services, santé, mobilité, etc.), il n'est abordé dans le schéma de développement du territoire que dans sa dimension territoriale.

L'inscription de la Wallonie dans la transition numérique sous-tend, par ailleurs, de nombreuses propositions formulées dans le cadre des objectifs SS.3, SS.5, DE.1. et DE.5.

L'option de réduire la fracture numérique entre territoires urbains et ruraux en résorbant les zones blanches n'est pas partagée par l'ensemble de la population.

Le Gouvernement wallon décide de maintenir ce principe de mise en œuvre car il s'inscrit dans le cadre du but qu'il poursuit de renforcer l'attractivité des territoires et la compétitivité des entreprises.

Il répond également à l'objectif de la stratégie Europe 2020 de mettre le haut débit rapide à disposition de tous les Européens au plus tard en 2020.

Le caractère nocif pour la santé des technologies de communication.

Le principe de mise en œuvre est accompagné d'un principe de précaution. Une analyse des incidences est en outre imposée avant la mise en œuvre de tout projet concret sur le territoire.

Les incidences du développement de véhicules autonomes, de la réalité connectée dans nos modes de travail, de nos modes de déplacement sur la façon d'aménager notre territoire.

Le rapport sur les incidences environnementales du projet de schéma de développement du territoire a analysé ces aspects. Il a été donné suite aux propositions qu'il a formulées dès lors qu'elles avaient une incidence sur le territoire.

Le fait de conditionner la mise en œuvre de nouvelles zones d'habitat ou d'activité économique à la présence de très haut débit ou à la possibilité de le résorber.

le principe de mise en œuvre est en adéquation avec le premier des buts poursuivis par les objectifs de développement territorial et d'aménagement du territoire et défini dans le CoDT, à savoir la lutte contre l'étalement urbain et l'utilisation rationnelle des territoires et des ressources.

AM.5 - Assurer l'accès à l'énergie à tous en s'inscrivant dans la transition énergétique

La politique énergétique de la Wallonie.

Le schéma de développement du territoire n'a pas pour vocation de définir la politique énergétique de la Wallonie mais bien d'en définir le volet territorial.

Le manque de prospective concernant le développement du réseau.

Le développement du réseau est de compétence fédérale. Seuls les réseaux existants ou déjà projetés peuvent être représentés sur la carte de la structure territoriale.

Le maintien ou non des centrales nucléaires.

La compétence sur le nucléaire relève de l'autorité fédérale.

Les sources d'énergie renouvelable à prendre en compte.

Le schéma de développement du territoire prend le parti de viser les énergies renouvelables dans leur ensemble par le principe de mise en œuvre « Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix de production » sans spécifier les actions à mener pour chaque source d'énergie.

La structure territoriale.

L'option retenue est de ne faire apparaître dans la structure territoriale du schéma de développement du territoire que les réseaux de transports de fluide et d'énergie faisant partie des réseaux principaux tels que définis par le CoDT.

Les différentes demandes d'ajouts aux différents réseaux pourront le cas échéant être prises en compte dans les schémas d'échelles infrarégionales.

Objectif DE.1 - Assurer l'accès à tous à des services, des commerces de proximité et des équipements dans une approche territoriale cohérente

L'équité territoriale et l'offre de services à développer sur toutes les parties du territoire où s'expriment des besoins, en particulier les territoires ayant connu une croissance démographique importante.

Les principes de mise en œuvre de l'objectif DE.1 ont été établis en cohérence avec la structure territoriale du schéma de développement du territoire projetée pour l'objectif SS.3. Cette approche constitue une réponse adaptée aux réalités territoriales puisqu'elle vise à concentrer, services, commerces et équipements de niveau régional dans des centralités situées dans des communes qui rayonnent largement au-delà d'elles mêmes ou concentrent l'emploi et à assurer un accès aisé à ces derniers pour le reste du territoire.

La pérennité des services de base, des équipements et des services de proximité doit cependant être assurée dans les territoires ruraux. Le texte a été modifié afin d'y apporter cette précision.

Le libellé de la mesure de gestion et de programmation concernant la localisation des ensembles commerciaux de plus de 2500 m².

Le libellé de la disposition a été modifié de manière à se conformer à la directive européenne.

Objectif DE.2 - Créer les conditions favorables à la diversité des activités et à l'adhésion sociale aux projets

Le renforcement de la diversité des activités dans les territoires ruraux, la nécessité de sensibiliser et d'associer davantage d'acteurs au processus participatif, notamment les acteurs économiques, le contenu du référentiel à élaborer, ainsi que sur la formulation des principes de mise en œuvre, des mesures de gestion et de programmation et des mesures de suivi.

Les précisions demandées ont été apportées au texte.

Objectif DE.3 - Développer des espaces publics de qualité, conviviaux et sûrs

Le caractère jugé trop urbain (extensions demandées pour le milieu rural et les parcs d'activités économiques) et incomplet des propositions, l'intérêt de créer une véritable trame verte et bleue qui irrigue tout le territoire et l'intérêt d'intervenir sur la qualité de la conception des espaces publics.

Les principes de mise en œuvre visent la conception de tous les espaces publics, qu'ils se situent dans les centralités ou non et dans les parcs d'activités économiques. Le texte a été modifié dans ce sens.

Les remarques relatives à la prise en compte des différents modes de transport dans la conception des espaces publics trouvent des réponses dans les principes de mise en œuvre développés dans le cadre des objectifs DE.4 et DE.5.

L'option de mettre en œuvre une trame verte et bleue qui irriguerait le territoire n'est pas retenue formellement mais trouve cependant une réponse dans les principes de mise en œuvre développés dans le cadre de l'objectif PV.2.

Il a été donné suite à l'observation sur la qualité de la conception des espaces publics.

Objectif DE.4 - Soutenir les modes de transport plus durables adaptés aux spécificités territoriales et au potentiel de demande

Le fait que les principes de mise en œuvre ne portent que sur le transport de personnes.

L'objectif vise bien le transport de personnes. Les principes de mise en œuvre relatifs au transport de biens sont exposés dans le cadre de l'objectif SS.4.

Le décalage entre les objectifs chiffrés dans les mesures de gestion et de programmation et la réalité.

Les enjeux écologiques et de santé publique en cause justifient l'ambition des mesures proposées.

Les villes où des modes structurants de transport en commun seront mis en œuvre.

Pour faire suite à la demande, le principe de mise en œuvre est étendu à tous les pôles régionaux.

Le réseau ferroviaire suburbain à développer.

L'option de développer un réseau ferroviaire suburbain uniquement à Charleroi et à Liège et de finaliser celui qui est en cours de construction autour de Bruxelles est maintenue. L'objectif SS.4 envisage quant à lui les liaisons ferroviaires à développer ou à renforcer entre les pôles régionaux et vers les villes situées à proximité de la Wallonie.

La finalité et la conception du réseau cyclable.

L'ambition est d'offrir une alternative à la voiture individuelle pour les déplacements domicile-école et domicile-travail et de faire évoluer un réseau à destination principalement touristique vers un outil de maîtrise de la mobilité quotidienne et de développement socio-économique local, y compris rural.

Les formes de motorisation vers lesquelles évoluer.

Le texte a été modifié pour viser les moteurs thermiques plutôt que le moteur à explosion.

La cohérence entre la carte de la structure territoriale de l'objectif et la carte de la structure territoriale de l'objectif SS.4.

Les deux cartes ont été coordonnées.

Objectif DE.5 - *Organiser la complémentarité des modes de transport*

Les effets de la localisation des mobipôles sur la concurrence entre les transports par train et par bus.

Il résulte de l'objectif poursuivi que c'est bien la complémentarité entre les deux modes de transport qui doit servir de ligne de conduite pour la localisation des mobipôles.

Le développement d'applications favorisant l'inter-modalité.

Des propositions sont développées dans les principes de mise en œuvre de l'objectif AM.4.

La continuité des trajets empruntés par les piétons.

Le renforcement de la continuité des chaînes de déplacement énoncé dans les principes de mise en œuvre concerne les piétons, les cyclistes et les personnes à mobilité réduite.

Plusieurs propositions d'interventions ciblées en différents points du territoire.

Il est donné suite aux propositions de niveau régional dans la structure territoriale de l'objectif SS.4. Il appartiendra aux autorités communales d'intégrer les propositions infrarégionales dans les documents qu'elles élaboreront.

L'identification des lieux ayant un potentiel d'intermodalité.

Il appartient aux autorités communales d'identifier les lieux ayant un potentiel d'intermodalité en collaboration avec les acteurs de la mobilité.

Objectif PV.1 - Renforcer l'attractivité des espaces urbanisés

L'intégration d'éléments relatifs à la végétalisation des espaces urbanisés.

Cet aspect est développé en PV.1 et en DE.3.

Les moyens à mobiliser en matière de friches.

Le chiffre de 3795 ha mentionné dans le texte provient de l'inventaire des sites à réaménager. Les sites à réaménager ne sont pas cartographiés dans le cadre du schéma de développement du territoire et devront être réalisés à une échelle infrarégionale lors de l'élaboration d'outils tels que les plans et schémas.

La mesure de gestion et de programmation relative à la reconversion de sites à réaménager démontre que le Gouvernement wallon a pris la pleine mesure de l'enjeu et qu'il entend y consacrer des montants très conséquents. Il ne revient pas à un outil de nature stratégique d'en préciser la programmation dans le temps.

Objectif PV.2 - Valoriser les patrimoines naturels, culturels et paysagers et les préserver des pressions directes et indirectes de l'urbanisation

La prise en compte de la chaîne des terrils à la fois en tant que patrimoine naturel, culturel et paysager.

Il n'est pas fait suite à cette demande. Certains terrils sont en effet déjà identifiés en tant que patrimoine culturel ou naturel ou sont repris au sein de périmètres d'intérêt paysager ADESA. Il n'y a cependant pas lieu de généraliser ces qualités reconnues individuellement à l'ensemble des terrils.

Le choix des sites à reprendre dans la structure territoriale et la méthodologie d'établissement des liaisons écologiques.

Le CoDT précise en son article D.II.2, §2, alinéa 4 les sites à reprendre dans la structure territoriale. Le lexique a cependant été complété afin de les définir précisément.

La question de la prise en compte des sites de grand intérêt biologique est confiée, par les principes de mise en œuvre, aux documents d'échelle supracommunale ou communale.

Les liaisons écologiques ont, elles, été adoptées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019.

La mise en œuvre d'une trame noire.

Les mesures de gestion et de programmation ont été complétées en vue de la mise en place progressive d'une trame noire.

La prise en compte du patrimoine culturel bâti.

L'option retenue est de ne faire apparaître sur les cartes de niveau régional que les éléments inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie. Suite aux différentes remarques, la carte est cependant modifiée afin de faire apparaître ces éléments en tant que monument, site ou ensemble paysager complété d'un liseré lorsque ceux-ci sont liés à un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique.

La prise en compte des points de vue et lignes de vue remarquables établis par l'ADESA.

Le texte du schéma de développement du territoire est complété en visant également la prise en compte, au même titre que les périmètres d'intérêt paysager, des points de vue et lignes de vue remarquables établis par l'ADESA.

La pertinence et les incidences de leurs éventuelles inscriptions au plan de secteur seront appréciées au cas par cas lors des révisions de plan de secteur en fonction des conclusions du rapport sur les incidences environnementales et de l'enquête publique.

L'impact paysager des éoliennes ou des pylônes de téléphonie ou de lignes électriques.

La réponse à cette préoccupation figure dans le principe de mise en œuvre « préserver les patrimoines de l'urbanisation ».

La prise en compte des chartes paysagères des parcs naturels.

Les mesures de gestion et de programmation sont complétées afin de les prendre en compte dans les schémas communaux et pluricommunaux ainsi que dans les guides communaux d'urbanisme.

Objectif PV.3 - Soutenir une urbanisation et des modes de production économes en ressources

L'opérationnalisation de la mesure de gestion et de programmation relative à l'arrêt de l'artificialisation.

La mesure de gestion et programmation visant l'arrêt de l'artificialisation à 2050 est une volonté forte du Gouvernement wallon.

La Conférence permanente du développement territorial a été chargée de mener une recherche et un vademécum sur la gestion du territoire avec parcimonie afin d'opérationnaliser cette mesure.

Le schéma de développement du territoire ne vise cependant ni la gouvernance ni la budgétisation ni la fiscalité en lien avec l'opérationnalisation de cette mesure de l'arrêt de l'artificialisation.

L'opérationnalisation de cette mesure sera précisée après l'adoption du schéma de développement du territoire.

Objectif PV.4 - Réduire la vulnérabilité du territoire et de ses habitants aux risques naturels et technologiques et à l'exposition aux nuisances anthropiques

La définition des risques naturels.

L'option retenue vise à la fois les risques naturels et les contraintes géotechniques ;

L'interdiction de toute nouvelle urbanisation dans les sites industriels.

L'option retenue est de réduire l'exposition de la population aux risques technologiques et industriels quelles que soient les zones où ils sont situés.

La disposition du schéma de développement du territoire est cependant limitée aux biens immobiliers exposés aux risques technologiques, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis notamment de zones destinées à l'urbanisation au plan de secteur, et s'applique aux nouvelles urbanisations qui présentent un nouveau risque pour la population ou sont de nature à augmenter un risque existant

Le renforcement des mesures de réduction du risque.

Plusieurs mesures de gestion et de programmation s'inscrivent dans cette perspective.

La nécessité d'anticiper les risques climatiques.

Cette problématique est de nature transversale. Outre la disposition relative aux îlots de fraîcheur, le schéma de développement du territoire l'intègre dans les objectifs Anticiper et Muter et Desservir Equilibrer.

L'intérêt d'accompagner la réduction de l'exposition de la population aux nuisances anthropiques par des mesures visant à réduire ces dernières elles-mêmes.

Les principes de mise en œuvre développés dans le cadre de la lutte contre l'étalement urbain ou la maîtrise de la mobilité en Wallonie constituent à cet égard des mesures structurelles de première importance. D'autres réponses sont à rechercher dans la politique d'environnement mise en œuvre en Wallonie.

La prise en compte des pollutions lumineuses et atmosphériques.

Les principes de mise en œuvre sont complétés afin de faire référence aux mesures du plan environnement santé.

L'adaptation de l'urbanisation aux abords des infrastructures de communication génératrices de bruit.

La Wallonie a fait réaliser des cartes de bruit liées aux sources principales telles que les grands axes routiers de plus de 6 millions de passages de véhicules par an et les grands axes ferroviaires de plus de 60 000 passages de trains par an. Il revient aux autorités communales d'en tirer les conclusions les plus appropriées en fonction des spécificités locales.

La qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux fait quant à elle l'objet de normes traduites dans le guide régional d'urbanisme.

Les mesures concernant la gestion des eaux.

Les mesures qui ont un impact territorial telles que la lutte contre l'imperméabilisation des sols ou l'interdiction de l'urbanisation à proximité de la source des cours d'eau ont été retenues.

Objectif PV.5 - Faire des atouts du territoire un levier de développement touristique

La stratégie touristique de la Wallonie.

Bien que le présent objectif vise de faire des atouts du territoire un levier de développement touristique, il n'a pas pour vocation de définir la stratégie touristique de la Wallonie mais bien d'en définir le volet territorial.

L'importance de favoriser un tourisme durable.

Le développement d'un tourisme durable est visé dans les principes de mise en œuvre. Son opérationnalisation est confiée à l'échelle infrarégionale et une définition lui est donnée dans le lexique.

La prise en considération de villes, villages, sites, territoires touristiques (patrimoine immatériel, vallées, plus beaux villages de Wallonie, etc.) et la pertinence des critères retenus.

Les sites touristiques au rayonnement important sont, au sens du schéma de développement du territoire, ceux qui accueillent plus de 100 000 visiteurs par an.

Le schéma de développement du territoire est complété de la liste des communes à haut indice de touristicité calculé par commune par le Commissariat Général au Tourisme (CGT).

La structure territoriale est complétée par les parcs naturels en raison de leur rôle dans le développement touristique de la Région.

Les vallées touristiques reprises sont celles dont le rayonnement touristique est de niveau régional. D'autres vallées touristiques pourront cependant être identifiées aux niveaux infrarégionaux.

L'arrêt TGV Pairi Daiza.

Sur base des données du CGT, cette option de renforcer l'accessibilité touristique du Hainaut et de l'ensemble Wallonie depuis la France apparaît comme cohérente avec la situation actuelle du tourisme wallon.

L'opportunité d'inscrire les aérodromes sur la structure territoriale.

La disposition vise à valoriser six aérodromes au titre de points d'appui d'un développement touristique. Cette option ne préjuge en rien d'un éventuel soutien aux énergies fossiles pour l'exercice des activités concernées.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CESW

AVIS

Réf. : AT.18.104.AV

Date d'approbation : 18/12/2018

Schéma de Développement du Territoire (SDT) – Projet de schéma**DONNEES INTRODUCTIVES**

Demandeur : Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement,
M. Carlo DI ANTONIO

Date de réception de la demande : 23/10/2018

Délai de remise d'avis : 60 jours

Référence légale : Article D.II.3, §2, alinéa 2 du CoDT

Historique : La CRAT a remis un avis sur les propositions d'objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire le 14/07/2017 (Ref. : CRAT/17/AV.320).
La CRAT a remis, avec le Pôle environnement, un avis sur le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au SDT le 24/11/2017 (Ref. : CRAT/17/AV.442).
Le Pôle Aménagement du territoire, avec le Pôle Environnement, ont remis un avis commun sur :
- le 1^{er} état d'avancement du RIE le 26/01/2018 (Ref. : AT.18.7.AV)
- le 2^{ème} état d'avancement du RIE le 13/04/2018 (Ref. : AT.18.30.AV)

Préparation de l'avis : Section Aménagement régional élargie
(4 réunions : 19/11/2018, 28/11/2018, 7/12/2018, 14/12/2018)
Le dossier a été présenté le 13/01/2018 par Messieurs T. BERTHET et J-C. JAUMOTTE de la Cellule du développement territorial et Madame F. THONET et Monsieur T. DUPAIX du Cabinet du Ministre DI ANTONIO

Date d'approbation de l'avis : 18/12/2018

Brève description du dossier :

Cette demande d'avis porte sur le projet de Schéma de Développement du Territoire (SDT). Ce projet a pour objet de réviser le SDER adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Avis – SDT

CESW

18/12/2018

1. CONSIDERATIONS GÉNÉRALES**1.1. Forme et clarté du document**

Le Pôle apprécie la forme et la clarté générale du document. Il relève l'effort de présentation et de structuration de celui-ci.

Le Pôle apprécie particulièrement la présence d'une partie introductive qui présente le rôle du SDT, le contextualise et le cadre. Cette partie aide à une bonne compréhension du SDT par tout un chacun.

Il salue la présence d'un lexique qui participe également à rendre le document accessible pour le plus grand nombre. Le Pôle estime toutefois que certaines notions méritent d'être précisées et devraient y être rajoutées dont : « quartier nouveau », « fonctions de métropolisation », « cœurs des villes et des villages » (distinction avec les notions de centre/centre urbain/centre-ville), « artificialisation », « ville » (par rapport à pôle), « ville Tonicités », « Community land trust », « zones d'initiatives privilégiées » ... Par ailleurs, certaines définitions doivent être actualisées, dont notamment celle des parcs naturels (décret du 03 juillet 2008).

Le Pôle émet cependant quelques regrets quant à la qualité de la cartographie. Les cartes manquent souvent de précision et de cohérence, menant à des difficultés de compréhension et de distinction entre l'existant et le 'à développer'. Le Pôle constate notamment les incohérences et incomplètes suivantes:

- L'absence d'une carte de synthèse prospective ;
- Les cartes n'ont pas de titre et ne sont pas référencées ;
- Certains éléments du texte ne sont pas repris sur les cartes, et inversement, certains éléments y apparaissent mais ne sont pas expliqués dans le texte qu'elles illustrent (ex. : carte SS1 : la gare LGV à créer à Charleroi n'est pas explicitée dans le texte ; carte SS4 : la « connexion transrégionale et transfrontalière à développer » entre Bruxelles, Namur et Luxembourg n'apparaît pas sur la carte ; carte AM5 : les canalisations ne sont pas citées dans le texte alors que reprises sur la carte...);
- Certaines cartes comporte des manques importants ou des informations non pertinentes (ex. : carte AM3, toutes les zones industrielles potentielles ne sont pas reprises...)
- La faible qualité des légendes : sur une même carte, un même logo est utilisé pour représenter des choses différents (ex. : carte SS1 : un même symbole désigne les gares du réseau LGV et les gares du réseau LGV portes d'entrée de Wallonie ; carte SS4 : les gares et aéroports extérieurs à la Wallonie sont représentés avec les mêmes logos que les gares LGV et aéroports à développer ...);
- Un manque de cohérence dans la précision des informations (ex. : sur plusieurs cartes (SS2, SS4...) un même symbole est utilisé pour les pôles wallons et les pôles extérieurs, les pôles extérieurs sont toutefois distingués en fonction de leur nombre d'habitants ce qui n'est pas le cas pour les pôles wallons. Si on suit cette logique de distinction, faut-il comprendre que les pôles wallons ont tous moins de 10.000 habitants ?);
- un manque de cohérence entre cartes (ex. : cartes SS1 et SS4 : la liaison transfrontalière entre Charleroi et Paris via Maubeuge figurant sur la carte SS1 n'est pas reprise sur la carte SS4 ; carte SS1, SS4 et PV4 : le point d'arrêt TGV à développer à Ath figurant sur la carte PV5 ne figure pas sur les cartes SS1 et SS4 ; carte SS4 et DE 4 : l'ancienne ligne de chemin de fer Libramont – Bastogne reprise comme « réseau cyclable à développer » sur la carte DE4 et comme « connexion ferroviaire transfrontalière à développer » sur la carte SS4...).

Le Pôle regrette qu'un document sur format papier n'ait pas été disponible à la demande, ce qui aurait permis une participation plus large.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

De manière plus générale, le Pôle remarque certains manques de cohérence à travers le texte. Ainsi des éléments d'échelle de précision ou d'échelle territoriale différentes sont parfois mis en relation et comparés (ex : les mesures de gestion et de programmation en AM1, PV3... mélangent des mesures ayant un impact territorial direct et des mesures complémentaires ayant un impact territorial indirect ou des mesures d'échelle globale et d'échelle plus particulière).

Le Pôle constate en outre une certaine confusion à travers le document entre les constats, enjeux, objectifs et vision. Il note également un usage non-cohérent de temps de conjugaison à travers le texte (le présent est tantôt utilisé pour décrire l'existant, tantôt utilisé pour décrire une vision prospective - ex. : constats de l'objectif PV1, AM5...). Ces deux éléments rendent la distinction compliquée entre ce qui est existant ou réalisé, et ce qui est attendu ou proposé. Le Pôle demande de mieux organiser le texte et d'uniformiser l'usage des temps afin que le lecteur puisse distinguer clairement les constats, enjeux, objectifs à atteindre... Le Pôle propose également que ces différents points soient bien définis et que les liens entre eux soient explicités.

En lien avec la remarque reprise au point 1.3, paragraphe 2 (page 4), il conviendrait de mettre graphiquement en évidence les objectifs.

En outre, le Pôle remarque que le texte reprend souvent des énumérations sous forme de listes sans préciser si celles-ci sont exhaustives ou explicatives. Il demande dès lors de revoir la formulation du corps de texte afin de, soit faire comprendre au lecteur qu'il s'agit d'exemples, soit être exhaustif lors des énumérations, soit supprimer les énumérations.

1.2. Gouvernance et opérationnalité

Sachant que le SDT est l'outil d'orientation de la politique territoriale régionale et qu'il a par conséquent un rôle majeur dans la gestion de ce territoire, le Pôle estime que la gouvernance aurait dû être développée dans ce document. Le Pôle relève en effet qu'aucun élément ou outil de gouvernance n'est repris, aucun acteur de mise en œuvre n'est clairement mentionné. Ce constat soulève donc la question de l'effectivité et de l'opérationnalité du document.

En effet, dans la mesure où le SDT ne reprend pas de considérations en matière de gouvernance, comment concrétiser les objectifs définis et comment s'assurer de sa mise en œuvre ?

Pour le Pôle, l'opérationnalisation du schéma nécessite notamment de :

- Définir des objectifs faisables et compatibles entre eux ;
- Définir les acteurs qui participeront à sa mise en œuvre et les impliquer (communes, intercommunales de développement économique, autres régions ...);
- Dégager et prioriser des budgets suffisants pour une réalisation effective ;
- Établir des procédures fluides et efficaces, le cas échéant, adapter, voir rationaliser, les procédures existantes ;
- Mettre en place des mesures de gestion et de programmation et des mesures de suivi efficaces et opérationnelles.

En matière d'objectifs, le Pôle se réjouit que le SDT affirme des ambitions importantes en matière de réduction de la consommation de sol, de création de logements, de préservation des patrimoines... Sans remettre en cause ces objectifs, le Pôle s'interroge sur leur faisabilité tant individuellement que collectivement. Le cumul de ces objectifs est-il possible ? Quels en sont les conséquences ? Cela a-t-il été quantifié ? (ex. : influence de la taille moyenne de l'habitat suite aux objectifs de densification et de

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

réduction de la consommation de sol notamment). Par ailleurs, certains objectifs peuvent se révéler antagonistes s'ils ne sont pas gérés correctement.

En ce qui concerne les acteurs, le Pôle constate que la mise en œuvre du SDT repose principalement sur la traduction de ses objectifs dans des schémas communaux ou pluricommunaux et donc, sur la capacité et la bonne volonté des communes. Comment la Région peut-elle positivement s'assurer que celles-ci adhèrent au document, se l'approprient et le mettent en application ? Quels sont les moyens dont elles vont disposer pour cela ? Comment les inciter à collaborer entre elles ? Si le Pôle salue la volonté d'impliquer les communes dans le projet de développement du territoire, il estime indispensable de s'assurer de leur adhésion au projet, dans ce cas, d'élaborer des schémas et guides prévus par le CoDT plutôt que des documents hybrides, et de prévoir des mesures d'accompagnement les incitant à le mettre en application (subsidés, facilitation des procédures, communication, concertation ...). Par ailleurs, les SDT proposés semblent ignorer trop souvent le cadre institutionnel et réglementaire (le Fédéral, la Région Bruxelles-Capitale, les accords de coopération interrégionale) et l'implication territoriale d'autres acteurs (les acteurs de mobilité tels qu'Infrabel, SNCB, les intercommunales...) sur lesquels reposent plusieurs objectifs et mesures. Le Pôle estime donc que la collaboration et la concertation entre l'ensemble des acteurs sont fondamentales.

La concrétisation du SDT passe aussi par la mise à disposition de budgets suffisants. Le SDT renvoie à plusieurs reprises à l'utilisation d'outils d'aménagement opérationnel que sont notamment les mécanismes de rénovation et de revitalisation urbaine et la reconversion des sites à réaménager (SAR). Or les moyens alloués à ces outils sont faibles. Il est donc indispensable que les budgets nécessaires y soient alloués. Ce choix budgétaire est d'ailleurs un levier intégralement à disposition du pouvoir régional.

Le Pôle informe à cet égard qu'il a émis ce 18 décembre 2018 (réf. : AT.18.106.AV), un avis d'initiative sur l'utilisation des budgets en matière d'outils d'aménagement opérationnel. Dans cet avis, le Pôle relève, d'une part, la faiblesse des budgets alloués aux opérations de reconstruction de la ville sur la ville et, d'autre part, le manque de visibilité sur l'ensemble des moyens alloués à la politique de la Ville en général. Le Pôle insiste dès lors sur la nécessité d'avoir une vision plus intégrée entre les différentes sources de subventionnement possibles et de rééquilibrer les budgets afin de mettre en place, le plus efficacement possible, la politique de développement territorial, et de redynamisation urbaine, portée par la Wallonie.

En matière de procédures, la mise en adéquation des procédures du CoDT avec le SDT et la fluidification de ces procédures afin d'assurer une meilleure efficacité sont indispensables.

Enfin, en ce qui concerne les mesures de gestion et de programmation et les mesures de suivi à mettre en place, le Pôle préconise des mesures les plus opérationnelles possibles. Il estime qu'une évaluation de leur opérationnalité et de leur pertinence devrait être faite. Par ailleurs, selon le Pôle, les mesures de gestion et de programmation énoncées dans le texte ne doivent être considérées ni comme exhaustives, ni comme cumulatives à partir du moment où les projets répondent aux objectifs poursuivis par le SDT.

1.3. Evolution du document

Le SDT établit une vision de la Wallonie aux horizons 2030 et 2050 et définit des objectifs pour y arriver. Par ailleurs, le SDT s'inscrit dans un monde en constante évolution (évolutions des mentalités, des pratiques, des connaissances, des technologies, impositions internationales...). Il va donc devoir rapidement évoluer de manière à rester en phase avec la société.

Pour le Pôle, les objectifs définis par le SDT constituent le socle de base destiné à persister jusqu'à 2030 et 2050. Le caractère évolutif du SDT se situe au niveau de ses mesures d'opérationnalisation et de sa

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

cartographie. Ce sont elles qui sont flexibles et vont devoir être adaptées de manière à assurer le caractère évolutif du SDT sans compromettre les objectifs qu'il a défini.

1.4. Mesures de suivi et évaluation

Le Pôle apprécie que le SDT intègre des mesures de suivi. Celles-ci sont importantes afin de pouvoir apprécier ses effets et cadrer son évolution.

Il regrette toutefois que le document ne précise pas la manière dont ces mesures ont été déterminées et vont être traitées et prises en compte.

Le Pôle insiste pour que les données de suivi récoltées soient centralisées de manière à mieux apprécier les tendances et à être accessibles en permanence et par tous.

De manière plus globale, le Pôle s'interroge sur la méthodologie d'évaluation dont fera l'objet le SDT dans son ensemble.

1.5. Dynamique métropolitaine versus dynamique interne, cohésion territoriale et synergie

Le Pôle apprécie la dynamique métropolitaine et multipolaire qui vise à affirmer des métropoles et pôles et irriguer le développement à partir de ceux-ci. Il estime toutefois que cette dynamique ne doit pas être exclusive et se faire au détriment de dynamiques territoriales et d'activités existantes situées en dehors de leur zone d'influence.

La notion de cohésion territoriale est un élément essentiel au développement de la Wallonie. Le Pôle regrette que cette notion ne soit pas mise en avant dans le document. Pour le Pôle, le développement de la Wallonie passe aussi par le soutien à ses zones en déshérence, l'accompagnement des dynamiques de développement endogènes et pas uniquement par le renforcement des pôles qui disposent de moyens propres.

De manière générale, le Pôle estime que les synergies et complémentarités sont à rechercher et privilégier avant tout arbitrage.

1.6. Liens territoriaux et institutionnels belges

Le Pôle relève que le SDT est essentiellement tourné vers l'extérieur et néglige les liens territoriaux et institutionnels belges. Ainsi les liens existants avec Bruxelles, notamment via la Fédération Wallonie-Bruxelles, le bassin d'emploi qu'elle représente et l'impact territorial qu'elle engendre en matière d'habitat, d'activités et de mobilité, sont négligés. Il en est de même concernant les liens avec la Flandre. Le Pôle rappelle pourtant que plusieurs mesures reposent sur d'autres niveaux de pouvoir ou sur des collaborations entre niveaux de pouvoir (niveau fédéral, coopération interrégionale, communauté germanophone...). Il demande de renforcer la lisibilité de ces liens dans le document proposé.

1.7. Articulation avec les autres politiques régionales

Le Pôle estime que l'articulation entre les différents documents stratégiques régionaux est un élément essentiel pour définir un réel projet global pour la Wallonie. Il insiste pour que le SDT s'inscrive complètement dans cette démarche. Il relève en particulier l'articulation essentielle entre le SDT et la future stratégie régionale de mobilité. Cette dernière devra s'inscrire dans la structure territoriale

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Avis – SDT

CESW

18/12/2018

établie par le SDT. Les articulations avec les documents suivants peuvent également être citées : le plan air climat énergie (PACE), le schéma régional de développement commercial (SRDC)...

1.8. Consultation préalable

Au vu du lien important entre mobilité et structure du territoire clairement mis en évidence dans le texte, le Pôle regrette le manque de consultation en amont des grands acteurs de la mobilité (SNCB, TEC...).

Il en est de même pour les communes. Etant donné le rôle primordial qui leur est donné dans la mise en œuvre du SDT et afin d'encourager leur adhésion au projet de territoire de la Wallonie, une consultation préalable aurait été pertinente.

2. CONSIDERATIONS RELATIVES A LA PARTIE INTRODUCTIVE

2.1. Qu'est ce que le schéma de développement du territoire ?

Comme signalé précédemment, le Pôle apprécie cette partie introductive du document.

Afin de mieux correspondre à la définition du Code du développement territorial (CoDT) (art. D.II. 2 § 1^{er}, alinéa 1) le Pôle demande toutefois d'adapter la 1^{ère} phrase du paragraphe 5 en remplaçant « peuvent définir » par « définissent » : « *Le schéma de développement territorial (SDT) est l'outil de nature juridique à travers lequel les autorités régionales ~~peuvent définir~~ définissent la stratégie qu'elles comptent mettre en œuvre pour traduire concrètement le projet qu'elles proposent sur le territoire.* »

Le Pôle estime également que le paragraphe 6 est ambigu. Pour le Pôle, le SDT est par définition un outil de gouvernance (voir point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4). Bien qu'ayant une influence certaine sur les décisions à prendre en matière de budget et subventions, il n'est cependant pas un outil de gouvernance ou de programmation en matière de budget. Dès lors pour plus de clarté, le mot « budgétaire » devrait prendre « s » et porter à la fois sur le terme « *gouvernance* » et le terme « *programmation* ».

2.2. Le cadre du projet de territoire de la Wallonie

2.2.1. Les priorités du Code du développement territorial

En ce qui concerne les priorités du Code du développement territorial, le Pôle émet différentes considérations quant à l'interprétation faite de ces priorités dans le SDT :

- Si le Pôle reconnaît qu'il faut mettre l'accent sur les métropoles, il estime qu'il ne faut pas oublier les dynamiques de développement socio-économique qui existent hors des métropoles ou axes métropolitains (voir point 1.5 des considérations générales, page 5). Ainsi, à la 2^{ème} phrase de l'alinéa 2, le Pôle estime qu'il convient d'ajouter « des pôles » après « métropoles » : « *Il s'agit de s'appuyer sur la dynamique des métropoles, des pôles et des réseaux...* ».
- Le Pôle rappelle l'indispensable notion de cohésion territoriale (voir point 1.5 des considérations générales, page 5). Le développement territorial de la Wallonie passe aussi par le soutien à ses territoires en déshérence et pas uniquement par le renforcement de ses pôles et métropoles. Il propose que cet élément soit ajouté, par exemple à la suite de la dernière phrase de l'alinéa 2 : « *Il*

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

s'agit également de soutenir la complémentarité, et la mise en réseau et la solidarité entre les des territoires, dont il convient de préserver les spécificités. »

Les équipements publics structurants (centres hospitaliers, sportifs ou culturels) sont des éléments de centralité à mettre en évidence comme les universités et parcs scientifiques. Le Pôle propose que ces éléments soient ajoutés dans la liste d'éléments cités à la 2^{ème} phrase de l'alinéa 2.

- Concernant l'alinéa 4 sur la maîtrise de la mobilité, le Pôle estime que la formulation visant la rationalisation du transport marchandise n'est pas claire. Le transport, essentiellement routier à l'heure actuelle, est rationnel. Il convient plutôt de le faire évoluer : « *Il s'agit non seulement de desservir les territoires urbanisés par d'autres modes de transport que la voiture individuelle à des coûts supportables mais aussi de rationaliser faire évoluer le transport marchandise ».*

2.2.2. Des défis à relever

Le Pôle estime que les atouts de la Wallonie ne reposent pas uniquement sur le savoir-faire de ses habitants, mais sur celui de l'ensemble des acteurs de la société. Il propose de modifier la 1^{ère} phrase du 2^{ème} paragraphe de la manière suivante : « *Ses atouts principaux sont l'espace dont elle dispose, les ressources primaires et naturelles de son territoire, la densité de son réseau de communication et les de ses savoir-faire de ses habitants*. »

Concernant les défis, le Pôle émet les considérations et les propositions d'adaptation suivantes :

- Cohésion sociale et santé : ces défis ne transparaissent pas dans le document. Ils ne sont ni déclinés de manière territoriale, ni traduits dans les mesures de mise en œuvre. Le Pôle suggère de les compléter comme suit, respectivement : « *...la Wallonie s'engage à protéger la santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge sur l'ensemble des territoires de la Wallonie*. »
- Mobilité : il convient d'intégrer la mobilité des marchandises : « *...la Wallonie affirme sa volonté de la maîtriser et de favoriser d'autres modes de transport que la voiture individuelle et le camion*. »
- Biodiversité et climat : le Pôle note que ces défis, contrairement aux autres défis énoncés, sont peu ambitieux et visent uniquement une réduction des menaces ou des impacts. Il convient de les adapter de manière à ce qu'ils soient plus ambitieux et positifs. Ainsi par exemple, le Pôle estime que le défi biodiversité devrait être complété comme suit : « *... la Wallonie s'engage à réduire les menaces sur les milieux naturels et les espèces, et à restaurer les services écosystémiques*. »
- Déchets : ce défi manque également d'ambition. Pour le Pôle, le meilleur déchet est celui qui n'existe pas. Il convient d'insister sur la minimisation de la production de déchets. Le Pôle propose l'adaptation suivante : « *...la Wallonie diminue sa production de déchets et privilégie les modes d'organisation de l'économie qui intègrent, la minimisation, le recyclage et la valorisation des déchets*. »

2.2.3. L'analyse contextuelle

Le Pôle apprécie le schéma présenté en bas de la page 10. Il regrette toutefois que le lien avec le schéma de développement de l'espace régional (SDER) n'y apparaisse pas. Il aurait été intéressant de reprendre ici, un bref bilan de ce dernier et de préciser si le SDT s'inscrit ou non dans sa continuité. Ce dernier point est précisé en page 16 du SDT.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

2.3. Une vision pour le territoire à l'horizon 2050**2.3.1. Une métropolisation qui irrigue la Wallonie dans la totalité de son réseau créatif**

Le Pôle estime que le texte relatif à ce point fait référence à des notions peu claires qu'il conviendrait de définir : « fonction de métropolisation », « district créatif wallon », « activités innovantes ».

Le Pôle encourage la dynamique métropolitaine proposée qui vise à affirmer les pôles majeurs de Charleroi et Liège et irriguer le développement à partir de ceux-ci. Il rappelle toutefois que cette dynamique ne doit pas être exclusive et se faire au détriment de l'existant. En fonction des spécificités locales et sous-régionales, les activités doivent pouvoir être maintenues et se développer en dehors des métropoles (voir point 1.5 des considérations générales, page 5).

Concernant les activités innovantes liées à la société de connaissance, le Pôle s'interroge sur la liste établie au paragraphe 2. Sur quelle base repose-t-elle ? Est-elle exhaustive et exclusive ? Les pôles de compétitivités wallons ont-ils été pris en compte ? Le Pôle propose de supprimer cette liste et d'adapter la phrase comme suit : « ... *activant l'ensemble du district créatif wallon autour d'activités innovantes et performantes liées à la société de la connaissance.* »

2.3.2. Une Wallonie qui a reconfiguré et retissé ses liens interrégionaux et transfrontaliers

Le Pôle estime que les liens entre les autres métropoles belges dont Bruxelles doivent être clairement affirmés. Il rappelle son point 1.6 des considérations générales en page 5.

Le Pôle s'interroge sur la pertinence de la dernière phrase de ce point 2. Celle-ci n'est pas claire, met en parallèle des notions différentes et inclut Namur et son rôle « diplomatique » sans lien avec le sujet évoqué.

2.3.3. Une Wallonie physiquement et numériquement connectée, créative, attractive et ouverte

En lien avec le point 2.2.2 (page 7), la mutation économique de la Wallonie n'est pas que portée par ses habitants. Le Pôle propose de modifier la phrase de la manière suivante : « *La Wallonie a réussi la mutation de son tissu économique en capitalisant tant sur la créativité de ses entrepreneurs et ses habitants que sur ses connexions avec le reste du monde* ».

2.3.4. La terre, le paysage, les êtres et les productions locales comme ressources et chaînes de valeurs territoriales

Dans le même ordre d'idée qu'au point précédent, l'implication de tous les acteurs du territoire est nécessaire et pas uniquement de ses habitants. Le Pôle propose de modifier l'avant-dernière phrase comme suit : « *Tout comme pour le patrimoine urbanistique et culturel, le maintien de la qualité du patrimoine naturel a fait l'objet d'une politique claire et d'une forte implication des habitants de tous les acteurs du territoire (habitants, pouvoirs publics, entreprises...)* »

2.3.5. Des transitions énergétique, climatique et démographique comme leviers territoriaux majeurs

Comme déjà énoncé précédemment (voir point 1.6 des considérations générales, page 5), le Pôle constate que le niveau fédéral est passé sous silence.

2.3.6. En conclusion : le co-développement de la Wallonie et de ses territoires

Le Pôle estime que le dernier paragraphe de la conclusion est en contradiction avec le point 1.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

2.4. Une stratégie territoriale pour la Wallonie

Le Pôle appuie la démarche de prendre appui sur des structures ou dynamiques existantes. Il estime toutefois que la question de l'efficacité de ces structures ou dynamiques sur lesquels prendre appui est primordiale et préalable. Il convient également de porter autant d'intérêt à ce qui se fait en interne à la Wallonie qu'à ce qui se fait via des coopérations extérieures.

Le Pôle estime également que l'efficacité des structures telles les aires de coopération transrégionale et transfrontalière, et en particulier les différentes structures existantes citées au paragraphe 2 de la page 18 (Communauté métropolitaine bruxelloise, Euregio Meuse-Rhin, Eurométropole, Grande Région, Parc des Trois Pays), doit être préalablement évaluée. Sur base de cette évaluation, une rationalisation de ces structures pourrait, le cas échéant, être envisagée.

Le Pôle estime que les dynamiques de coopération existantes supra-communales, internes à la Wallonie ou endogènes ne sont pas suffisamment mises en avant. Le Pôle demande donc que l'aire de développement endogène soit élargie de manière à intégrer l'ensemble de ces dynamiques locales existant sur la totalité du territoire wallon. Graphiquement, cette aire devrait donc recouvrir toute la Wallonie et les aires de développement métropolitain et mutualisé viendraient ainsi en surimpression de celle-ci.

Le Pôle estime que les différents types d'aires de développement (métropolitain, mutualisé et endogène) doivent être détaillés dans ce point. Il estime en outre qu'il existe une confusion qu'il convient de lever entre les aires de coopération transrégionale et transfrontalière et les aires de développement mutualisé.

Enfin, le Pôle estime que la liste reprise au premier paragraphe de la page 19 n'est pas pertinente étant donné qu'elle couvre la quasi-totalité du territoire wallon. Il propose la reformulation suivante : *« La localisation des activités économiques doit se faire tant en milieu urbain qu'en milieu rural, en adéquation avec les spécificités territoriales en prenant appui sur les points suivants »*.

3. CONSIDERATIONS PAR OBJECTIFS**3.1. Se positionner et structurer****3.1.1. SS.1 - Accroître le rôle de la Wallonie dans les dynamiques métropolitaines de niveau européen****a) Constats & Enjeux**

Ce premier objectif vise à s'appuyer sur les dynamiques et réseaux qui entourent la Wallonie pour assurer son propre développement. Pour le Pôle, la logique doit être inversée. La priorité doit être mise sur le développement wallon pour s'intéresser ensuite aux dynamiques exogènes qui lui seraient profitables.

Le Pôle s'étonne que Bruxelles et toute la dynamique métropolitaine qui l'entoure ne soient pas abordées (voir point 1.6 des considérations générales, page 5).

Le Pôle suggère de supprimer la référence au plan Marshall à la dernière phrase du 3^{ème} paragraphe des constats. En effet, il estime que cette référence n'a pas sa place dans un document stratégique avec une vision à long terme.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Le Pôle ne comprend pas la portée du chapitre « enjeux ». Sa formulation laisse à penser que les enjeux sont des sous-objectifs de l'objectif SS1. Par ailleurs les liens entre les objectifs, les constats et les enjeux ne sont pas très clairs. Le Pôle propose que ces différents points soient bien définis et que les liens éventuels entre eux soient décrits (voir point 1.1 des considérations générales, page 3).

b) *Principes de mise en œuvre et structure territoriale****Principe 1 : Renforcer l'ancrage des activités métropolitaines en Wallonie***

Le Pôle soutient le renforcement des pôles majeurs de Charleroi et Liège. Toutefois, il attire l'attention sur le fait que ce renforcement ne doit pas se faire au détriment des dynamiques et activités existantes en dehors de ceux-ci (voir point 1.5 des considérations générales, page 5).

Le Pôle s'interroge sur l'affirmation, au paragraphe 2, selon laquelle les pôles de Charleroi et de Liège devront disposer d'une université. Ambitionne-t-on de créer une université à Charleroi ou s'agit-il d'y renforcer les implantations existantes de l'ULB, de l'UCL et de U-Mons ?

Principe 2 : Renforcer l'attractivité des pôles de Charleroi et Liège et de la capitale régionale de Namur

Pour le Pôle, les métropoles doivent pouvoir accueillir tout type d'économie et pas uniquement « l'économie de la connaissance », comme le laisse sous-entendre le texte du paragraphe 1.

Comme déjà énoncé précédemment, le rôle de Namur dans la structure territoriale n'est pas à limiter à son statut de capitale wallonne (présence des administrations régionales) et à ses atouts touristiques et patrimoniaux. Namur est une ville tertiaire accueillant le siège de nombreux acteurs économiques. C'est aussi la troisième ville wallonne en termes d'habitants.

Enfin, le Pôle constate le changement d'échelle dans les propos très précis tenus au paragraphe 2 par rapport à ceux d'échelle plus générale des paragraphes 1 et 3.

Principe 3 : Connecter les pôles de Charleroi et Liège, la capitale régionale de Namur et les portes d'entrée de la Wallonie aux réseaux de communication de niveau européen

Le Pôle constate que le texte fait référence à trois ports wallons, or la Wallonie dispose de 4 ports autonomes. Le Pôle s'interroge sur les raisons de ne pas les avoir tous considérés.

Le Pôle remarque que les « axes à renforcer » (tous modes confondus) sont orientés uniquement vers la France ou internes à la Wallonie à l'exception de Bruxelles. Qu'en est-il des axes vers la Flandre ou l'Allemagne (ex. : Liège-Anvers, Liège- Ruhr). Le Pôle s'interroge également sur l'absence de l'axe vers Paris via Mons (Bruxelles-Paris-Mons).

Structure territoriale

Le Pôle constate que l'axe fluvial de la dorsale wallonne n'est pas représenté. Or celui-ci fait partie du réseau transeuropéen de transport RTE-T. Il demande que cet axe soit rajouté.

Comme énoncé ci-dessus, le Pôle estime que des axes à renforcer (en orange sur la carte) devraient être prévus et représentés vers la Flandre et l'Allemagne.

Le Pôle s'interroge sur la mention sur la carte d'une « gare LGV à créer » au niveau de Charleroi, sans toutefois être explicitée ailleurs dans le texte de cet objectif : dans quel réseau s'intègre-t-elle (nouvelle LGV à créer ? entre quelles gares ?) ? Où s'implanterait-elle : Charleroi-Sud, Charleroi-Ouest, au niveau de l'aéroport à Gosselies ? En outre, le Pôle s'interroge sur l'absence sur la carte du « point d'arrêt TGV à développer » au niveau d'Ath, qui apparaît sur la carte relative à l'objectif touristique (PV5) (voir point 1.1 des considérations générale, page 2).

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle constate que cet objectif ne donne lieu à aucune mesure de gestion et de programmation. Il s'interroge sur les raisons de cette absence et estime qu'il aurait été pertinent de préciser ici ce qu'on entend par le terme « renforcer » utilisé au niveau des trois principes de mise en œuvre de l'objectif SS1 (renforcer l'ancrage des activités métropolitaine, renforcer l'attractivité des pôles et axes de connexion à renforcer).

d) Mesures de suivi

Le Pôle estime que les mesures de suivi sont peu opérationnelles. Comment, sur base de l'évolution annuelle moyenne des exportations wallonnes de biens et services, identifier ce qui provient des métropoles ? Plutôt que le nombre et la diversité des formations proposées par pôle, le nombre de personnes formées est, selon le Pôle, plus parlant.

La dernière mesure de suivi telle que formulée : « *analyse de la connexion des aéroports aux transports en commun* » n'est pas quantifiable. Il s'agit plutôt d'une mesure de gestion. Il convient de la remplacer par l'évolution du nombre de personnes ayant utilisé les transports en commun pour parvenir aux aéroports.

3.1.2. SS.2 - Insérer la Wallonie dans les réseaux socio-économiques transrégionaux et transfrontaliers**a) Constats**

Le Pôle ne comprend pas l'allusion aux rééquilibrages à l'œuvre dans l'aire métropolitaine bruxelloise en matière d'emploi transrégional (paragraphe 3). Il demande que cette phrase soit expliquée.

Le dernier paragraphe des constats fait référence au programme de coopération transfrontalière Inter-reg. Le Pôle s'interroge sur les raisons de ne cibler que ce programme qui par ailleurs est de courte durée. Il propose dès lors de modifier la phrase comme suit : « *La Wallonie participe ~~au~~ à des programmes de coopération transfrontalière tels qu'Inter-reg qui visent à favoriser le développement partagé, solidaire et équilibré des territoires transfrontaliers [...].* »

Toujours dans ce paragraphe, le Pôle relève que la dernière phrase met en parallèle des domaines dont les logiques et les dynamiques sont différentes : les implantations commerciales ont une logique purement économique et concurrentielle alors que les autres domaines cités relèvent d'une logique de planification territoriale stratégique.

Le Pôle constate enfin que l'économie traditionnelle est oubliée alors qu'elle participe au réseau socio-économique et est porteuse de développement et créatrice d'emplois. Elle ne fait l'objet ni de constats, ni de mesures.

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale

Principe 1 : Positionner la Wallonie dans les réseaux socio-économiques et institutionnels transrégionaux et transfrontaliers et soutenir le développement des territoires frontaliers.

Comme signalé au point 2.4 (page 9), le Pôle s'interroge sur les plus-values réelles des structures de coopération existantes. Il rappelle également que des échanges et dynamiques efficaces existent en dehors de ces grands accords que ce soit en interne à la Wallonie ou avec l'extérieur.

Le Pôle demande enfin de définir clairement ce qu'on entend par réseau de coopération « Ville Tonicités ».

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Principe 2 : Mutualiser les services et les équipements entre les territoires frontaliers, les régions et les états voisins

S'il est évident que la mutualisation des services et équipements entre territoires frontaliers est pertinente et à encourager, il ne faut pas attendre passivement un développement qui viendrait uniquement de dynamiques extérieures. Pour le Pôle, la priorisation est à mettre sur les collaborations internes à la Wallonie. Il rappelle la nécessité de soutenir les dynamiques territoriales locales et la solidarité territoriale envers notamment, les territoires périphériques en déshérence (voir point 1.5 des considérations générales, page 5).

Principe 3 : Connecter les territoires frontaliers aux régions et aux états voisins

Le Pôle s'interroge sur le terme « ville » utilisé ici, par rapport à la notion de « pôle ». Le Pôle demande de clarifier cette notion.

En outre, au paragraphe 4, le Pôle s'étonne que les villes situées à proximité de la Wallonie dont la desserte doit être améliorée, sont quasi exclusivement françaises. Bruxelles, les villes flamandes (à l'exception de Leuven), allemandes et néerlandaises sont oubliées.

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle relève que les mesures de gestion et de programmation sont de type institutionnel et de gouvernance. Des mesures plus concrètes devraient aussi être privilégiées.

d) Mesures de suivi

A nouveau le Pôle rappelle son point 2.4. (page 9). Il estime que l'évaluation du nombre de coopérations transrégionales et transfrontalières n'a de sens que si on connaît exactement les contours de ces accords et que leur pertinence est vérifiée.

Le Pôle estime que les comptages routiers ne sont pas des données pertinentes car ils n'ont pas de liens avec les territoires frontaliers.

3.1.3. SS.3 - S'appuyer sur la structure multipolaire de la Wallonie et favoriser la complémentarité entre territoires en préservant leurs spécificités**a) Constats**

Le Pôle insiste sur l'adaptation des activités, services et équipements à la spécificité du territoire.

Contrairement à l'affirmation faite dans le dernier paragraphe, le Pôle estime que l'émergence et le développement d'activités économiques dans les territoires ruraux peuvent être compatibles avec la structure du territoire et sa lisibilité, en particulier lorsqu'il s'agit du développement d'activités économiques endogènes, au contraire d'activités exogènes qui s'y installeraient de manière à éviter les zones urbaines. Il propose donc la reformulation suivante du paragraphe : « La diffusion des de certains types d'activités économiques au sein des territoires ruraux ainsi que la localisation inadaptée de certaines réserves foncières peuvent, dans certains cas, porter atteinte à la structure du territoire et à sa lisibilité. »

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**Principe 1 : Consolider les pôles comme points d'appui du développement du territoire**

Comme déjà signalé précédemment, le Pôle demande de définir le terme « ville ».

Pour le Pôle, le développement de chaque territoire doit s'articuler à la dynamique des pôles ou villes qui rayonnent largement au-delà d'elles-mêmes plutôt que s'inscrire dans cette dynamique. En effet, les dynamiques de développement plus locales ne doivent pas être découragées uniquement sur base de ce critère. Le Pôle demande donc de modifier la 2^{ème} phrase du texte comme suit : « *L'ambition est d'articuler ~~insérer~~ le développement de chaque territoire a dans la dynamique de villes qui rayonnent largement au-delà d'elles-mêmes ou concentrent l'emploi.* ».

Au niveau des pôles et de leur détermination, le Pôle apprécie que la liste proposée soit ouverte et puisse évoluer en fonction des critères rencontrés ou non. Il s'interroge toutefois sur la méthode de détermination et s'étonne du choix de certains pôles (ex. : Sprimont-Aywaille).

Le Pôle attire également l'attention sur les impacts potentiels pour les villes non retenues comme pôle, notamment en matière de maintien et d'accueil d'infrastructures et d'activités économiques, et sur le risque de spirale négative éloignant toujours plus une ville non retenue, du statut de pôle.

Enfin, il estime que les ambitions données aux pôles sont bien plus poussées que celles énoncées pour les métropoles. Il conviendrait de les reprendre dans le texte relatif aux métropoles et de cibler ici uniquement ce qui est spécifique aux pôles.

Principe 2 : Connecter les pôles entre eux

Le Pôle demande de privilégier le renforcement des connexions existantes avant d'en créer de nouvelles. L'analyse de la pertinence de créer une nouvelle connexion est un préalable.

Principe 3 : Regrouper les territoires par projets de développement

La description faite ici des aires de développement est très générale et reprend à la fois des éléments communs à chacune d'elles ou de portée générale, et des éléments spécifiques. Le Pôle demande donc de regrouper les mesures transversales à l'ensemble de ces aires en préambule, et de reprendre ensuite, pour chaque aire, uniquement les mesures qui lui sont spécifiques.

Concernant l'aire de développement endogène, comme signalé précédemment (voir point 2.4, page 9), celle-ci doit être élargie de manière à intégrer et encourager l'ensemble des dynamiques supra-communales de développement, sur l'entièreté du territoire wallon. Graphiquement, cette aire devrait donc recouvrir toute la Wallonie. Les aires de développement métropolitain et mutualisé viendraient ainsi en surimpression de celle-ci.

Concernant l'aire de développement mutualisé, le Pôle s'étonne que celle-ci ne concerne que la zone frontalière avec la France, le Grand-Duché du Luxembourg et l'Allemagne. Cette aire devrait également concerner la zone frontalière avec la Région flamande.

Le Pôle attire l'attention sur la nécessité de corriger les différences qui se créent en matière de logement et de dynamique foncière au niveau de cette aire (voir point 3.2.1, objectif AM1, Mesures de gestion et de programmation en page 17).

Le Pôle s'étonne que la dynamique des parcs naturels n'est reprise et encouragée que dans l'aire de développement mutualisé. Pour le Pôle, le soutien à ces dynamiques, aux retombées socio-économiques positives, doit figurer dans toutes les aires de développement.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Enfin, le Pôle ne comprend pas l'intérêt du dernier paragraphe car il reprend des critères de mise en œuvre.

Structure territoriale

Comme signalé précédemment, le Pôle estime que l'aire de développement endogène devrait couvrir l'ensemble du territoire wallon. Les aires de développement métropolitain et mutualisé seraient quant à elles représentées en surimpression sur l'aire de développement endogène de manière à y ajouter leurs spécificités (voir point 1.6, page 5, et 2.4, page 9). Enfin l'aire de développement mutualisé recouvrirait également la frontière avec la Flandre.

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle constate que la mise en œuvre de ces objectifs passe par des collaborations à l'échelle supracommunale via notamment les schémas de développement pluricommunaux (SDP). Le Pôle estime que des collaborations sous-régionales devraient également être mises en exergue.

Si le Pôle salue la volonté d'impliquer les communes dans le développement du territoire, il estime indispensable de l'accompagner de moyens suffisants et adaptés pour s'assurer de leurs collaborations dans la mise en œuvre de tels outils (incitants, facilitations de procédures...). Le Pôle rappelle le point 1.2 des considérations générales (page 3 et 4).

d) Mesures de suivi

Le Pôle suggère l'ajout des mesures de suivi suivantes :

- Évolution des fonctions de services hospitaliers, scolaires et culturels en dehors des grandes agglomérations ;
- Évolution de la superficie totale en parc naturel.

3.1.4. SS.4 - Faire des réseaux de communication et de transport structurants un levier de création de richesses et de développement durable**a) Constats & Enjeux**

Le Pôle s'étonne de l'affirmation du paragraphe 5 selon laquelle la Wallonie ne dispose pas sur son territoire de plateformes de correspondance multimodales majeures pour le transport de marchandises à l'exception du Trilogiport et de l'aéroport de Liège. Les plateformes multimodales de Ghlin, Renory et Athus notamment ne sont-elles pas considérées comme majeures ? Qu'entend-t-on par majeur ?

Ce paragraphe fait également état du coût élevé de l'affrètement comme frein majeur au transport intermodal de marchandises pour les entreprises. Pour le Pôle, il est plus opportun de parler de « rupture de charge » plutôt que d'« affrètement ». Par ailleurs il n'y a pas que le coût qui est un frein, les difficultés d'organisation le sont aussi.

Le Pôle s'étonne que les données relatives à la part modale en voyageurs*kilomètres datent de 2009. Il relève également le constat sévère sur l'état des infrastructures qu'il conviendrait de nuancer.

Enfin le Pôle regrette de ne pas voir l'entretien des réseaux de transport dans les enjeux et demande qu'il soit ajouté.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**Principe 2 : Renforcer les points de connexion aux réseaux de communication et de transport**

Le Pôle attire l'attention sur la nécessaire compatibilité entre le développement aéroportuaire et le respect du décret « climat » adopté le 20 février 2014.

Structure territoriale

Le Pôle constate que cet objectif est traduit en deux cartes sans que la distinction entre celles-ci ne soit expliquée.

Il regrette qu'aucune des deux cartes de l'objectif SS4 ne reprend les liaisons existantes à améliorer. Seuls l'existant et le « à développer » sont représentés sans que la distinction entre ceux-ci soit toujours évidente. Le Pôle estime qu'il faudrait clarifier la situation entre l'existant, l'existant à améliorer et le « à développer/créer ».

Le Pôle constate que la « connexion transrégionale et transfrontalière à développer » entre Bruxelles, Namur et Luxembourg n'est pas reprise sur la première carte. Il demande que cette connexion y soit représentée de manière à traduire cartographiquement les principes de mise en œuvre et les mesures de gestion et de programmation.

Par ailleurs, le Pôle s'interroge sur la représentation graphique de la nouvelle dorsale wallonne à grande vitesse à développer entre Liège et Tournai (flèche verte sur la première carte). L'ambition est-elle de développer une gare LGV à Tournai ? Pour éliminer toute confusion, le Pôle estime qu'il serait plus judicieux de continuer la flèche verte de manière à la faire aboutir à Lille tout en la faisant clairement passer par Tournai.

En outre, le Pôle remarque que certains projets de développement ne sont pas repris sur cette carte comme le renforcement de certains ports et équipements de transport fluvial.

Enfin comme signalé précédemment (voir point 1.1 des considérations générales, page 2), le Pôle relève la faiblesse de la légende (gares et aéroports extérieurs à la Wallonie repris comme gare LGV et aéroport à développer) et le manque de cohérence avec d'autres cartes (absence de la liaison transfrontalière entre Charleroi et Paris via Maubeuge figurant sur la carte SS1, absence du point d'arrêt TGV à développer à Ath figurant sur la carte PV5...).

c) Mesures de gestion et de programmation

Comme signalé ci-dessus certaines mesures ne sont pas ou maladroitement représentées sur la carte de la structure territoriale (liaison transfrontalière à développer entre Bruxelles, Namur et Luxembourg, la dorsale wallonne à grande vitesse à développer entre Liège et Tournai).

Au niveau du réseau fluvial, le Pôle constate que les mesures concernent essentiellement et incomplètement le projet Seine-Escaut alors que d'autres infrastructures portuaires et liaisons fluviales sont à développer.

En ce qui concerne le réseau routier, aucune mesure en réponse à la contrainte principale des goulots d'étranglement relevée dans les constats n'est formulée. En outre, le Pôle s'interroge sur la pertinence de la connexion routière à développer entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays représentée sur la carte.

Concernant les points de connexions, le Pôle demande de vérifier l'exhaustivité des ports et plateformes ferroviaires cités. Le Pôle signale également que le permis relatif au projet d'allongement de la piste de Charleroi a été délivré et qu'il peut dès lors être supprimé.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

d) Mesures de suivi

Le Pôle signale que la notion de tonne-kilomètre est de moins en moins pertinente, il conviendrait de développer d'autres indicateurs.

3.1.5. SS.5 - Articuler les dynamiques territoriales supralocales à l'échelle régionale et renforcer l'identité wallonne**a) Principes de mise en œuvre**

Le Pôle rappelle le rôle primordial des autorités régionales pour l'opérationnalité de cet objectif (et du SDT en général) via des incitants. Les opérations de développement rural et autres outils d'aménagement opérationnel ne se feront pas sans soutien régional (voir aussi point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4).

b) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle regrette le manque d'originalité et d'ambition des mesures de gestion et de programmation. Elles se limitent uniquement aux outils du CoDT. Aucune référence à des démarches telles que les parcs naturels ou des outils spécifiques visant le soutien aux zones en difficulté par exemple, ne sont formulées.

3.2. Anticiper et muter**3.2.1. AM.1 - Rencontrer les besoins actuels et futurs en logements accessibles et adaptés aux évolutions socio-démographiques, énergétiques et climatique****a) Principes de mise en œuvre****Principe 1 : Valoriser les terrains et réutiliser les bâtiments « bien » situés**

Le Pôle estime que le terme « pôles résidentiels » est inadéquat et propose de le remplacer par « espaces résidentiels » afin de supprimer la référence à la notion de polarité qui n'est pas opportune ici.

Principe 2 : Faire évoluer la conception des logements

Le Pôle constate que le texte relatif à cet objectif est très orienté vers les nouvelles formes de logements (principe 2 et 3). Le Pôle estime que le logement traditionnel a également sa place via notamment des opérations de rénovation, de division ou de regroupement. Il demande donc que le texte soit revu de manière à intégrer le logement traditionnel et à mettre en avant les opérations d'adaptation de celui-ci. Ceci doit également s'accompagner de mesures facilitant et encourageant ces opérations (adaptation des règles, sensibilisations du public et des professionnels du secteur du logement, formations adaptées...).

De manière plus globale, le Pôle estime que le SDT doit considérer l'ensemble des formes de logement et modes d'intervention et pas uniquement les plus modernes. L'adéquation entre localisation et logement doit être privilégiée.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Principe 3 : Soutenir l'habitat alternatif et l'accès à la propriété

Pour le Pôle, l'accès à la propriété n'est pas une fin en soi au contraire de l'accès au logement. L'évolution actuelle de la société va d'ailleurs dans le sens d'une plus grande mise à disposition de biens et services et laisse supposer que l'accès à la propriété ne sera plus la priorité. Le Pôle estime que le SDT n'appréhende pas suffisamment cette évolution sociétale qui touche différents secteurs comme le logement et la mobilité. Il demande d'adapter l'intitulé de ce principe en remplaçant « propriété » par « logement » : « *Soutenir l'habitat alternatifs et l'accès au logement ~~à la propriété~~ ».*

Enfin de manière globale, le Pôle relève différents termes qu'il convient de clarifier : « quartiers nouveaux », « cœurs des villes et des villages », « Community land trust », « zones d'initiatives privilégiées », « éco-quartier »... Il propose de les rajouter dans le lexique. (voir point 1.1 des considérations générales, page 2)

b) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle demande que la deuxième phrase en gras soit adaptée car elle induit une mauvaise compréhension. C'est à partir de 2050 qu'il n'y aura plus d'artificialisation.

Le Pôle attire une nouvelle fois l'attention sur les difficultés de mise en œuvre du SDT (voir aussi point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4). Les mesures énoncées ici, qui visent la densification des cœurs des villes et des villages et la reconstruction sur terrains artificialisés, sont presque exclusivement du chef des communes (élaboration de schémas de développement (pluri)communaux, identification de zone d'enjeu régional, opérations de rénovation ou revitalisation urbaines...). Or il n'y a aucune garantie qu'elles les mettent en œuvre.

Le texte fait par ailleurs référence à la notion de « cœurs des villes et des villages » à densifier sans que celle-ci soit clairement définie. Il reviendra donc aux communes à la définir, menant ainsi à des interprétations différentes en fonction des communes en lien avec leurs réalités et possibilités. Ceci soulève également la question de la répartition des objectifs entre communes et donc de la transcommunalité.

Le Pôle attire également l'attention sur les zones du territoire en difficultés et rappelle le rôle correcteur que doit endosser la Région afin d'éliminer les disparités. Il convient de corriger les différences qui se créent en matière de logement dans les trois aires de développement définies, en prêtant une attention particulière aux zones de développement mutualisé. Cet aspect lié au logement doit figurer dans les descriptions des aires de développement mutualisé (voir point 3.1.3 sur l'objectif SS3, page 13).

Concernant la mesure visant l'utilisation des mécanismes de rénovation et de revitalisation, le Pôle rappelle que ceci n'est possible que si des moyens suffisants y sont alloués. Il rappelle son avis d'initiative sur l'utilisation des budgets en matière d'outils d'aménagement opérationnel (réf. : AT.18.106.AV du 18/12/2018) (voir aussi point 1.2 des considérations générales, page 4). Dans cet avis, le Pôle propose par ailleurs des critères de priorisation des projets basés sur leur efficience au regard des objectifs poursuivis par la Wallonie.

Le Pôle demande de compléter la mesure relative aux objectifs de création de logement par zone comme suit : « *Au niveau communal, fixer les objectifs de création de logements par zone en lien avec les besoins de nouveaux logements ».*

Le Pôle s'interroge enfin sur la pertinence de maintenir la mesure relative au désamiantage. Cette mesure présente une échelle différente des autres mesures proposées (très précise par rapport aux autres mesures de portée plus générale) et intègre à la fois des considérations en matière de santé et de technicité de construction.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

c) Mesures de suivi

Le Pôle estime que plus que le nombre de logements, c'est le pourcentage de mise en œuvre dans les zones identifiées qui est pertinent.

Le Pôle propose de remplacer le terme « humide » par « défectueux » afin de ne pas se focaliser uniquement sur les logements présentant des problèmes d'humidité.

3.2.2. AM.2 - Inscrire l'économie wallonne dans la société de la connaissance et dans l'économie de proximité, et (re)former sur son territoire les chaînes de transformation génératrices d'emploi**a) Constats**

Le Pôle salue la prise de conscience de la Wallonie sur ces ressources et l'intérêt d'en tirer profit.

Il relève toutefois que l'économie traditionnelle est à nouveau oubliée alors que celle-ci représente une place importante au sein de la Wallonie.

De manière plus générale, le Pôle relève une nouvelle fois que le SDT se positionne pour le futur en oubliant quelque peu l'existant qui pourtant, dans l'ensemble, pourra se maintenir et se développer.

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale

De manière transversale, pour mener à bien cet objectif et ses différents principes, il faut notamment que les procédures liées à l'obtention de permis soient facilitées. Il renvoie de manière plus globale au point 1.2 des considérations générales (page 3 et 4).

Principe 1 : Renforcer l'ancrage de l'économie de la connaissance et des activités innovantes sur le territoire

Concernant les points d'appui de première importance pour le développement de l'économie de la connaissance et des activités innovantes, le Pôle s'étonne que le « centre automobile de Spa-Francorchamps » y soit repris au même titre que les centres universitaires et parcs d'activités scientifiques, et s'interroge sur les raisons de ce choix.

Le Pôle estime par contre que les Hautes écoles, les centres de recherche et les grands équipements publics comme les centres hospitaliers... devraient être repris comme points d'appui (voir point 2.2.1, page 6).

Enfin, en ce qui concerne plus particulièrement les centres universitaires, le Pôle s'étonne que Gembloux ne soit pas cité dans les centres universitaires. S'il est considéré comme faisant partie de l'Université de Liège alors Arlon ne devrait pas apparaître non plus.

Principe 3 : Soutenir les dynamiques économiques de proximité et inclusives et les modes de production économes en ressources

Le Pôle appuie le soutien aux dynamiques économiques de proximité. Cependant, ces dynamiques ne sont pas toujours applicables ou appliquées.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Structure territoriale

La carte de la structure territoriale suscite plusieurs commentaires :

- L'enjeu de cette carte, selon le Pôle, est de localiser les ressources valorisables d'un point de vue économique. Les équipements publics sans vocation économique devraient y être soustraits, à l'exception, par exemple, des principales prises d'eau destinées à l'exportation en dehors de la Région. Ceci améliorerait grandement la lisibilité de la carte. Ces grands équipements publics pourraient par ailleurs être repris sur une carte spécifique ;
- Les informations reprises ne sont pas toujours exhaustives (ex. : certains captages publics ne sont pas repris, le focus semble être mis sur ceux de la SWDE ; certains sites de transformation du bois semblent manquants également), cohérentes en terme d'équivalence d'échelle (ex. : usines d'embouteillage internationales versus petites brasseries locales ; une scierie versus un parc d'activités dédié à la transformation du bois) et convaincantes au niveau de leur localisation ;
- Les réserves stratégiques (puits de mines, réseaux de chaleur...) ainsi que les gisements carriers, doivent notamment y être ajoutées.

c) Mesures de gestion et de programmation

Concernant les dynamiques économiques de proximité, il importe que les acteurs locaux puissent se joindre à la démarche. Le Pôle estime que la mise à disposition de tiers-lieux doit se faire en fonction des besoins de tous (entreprises mais aussi producteurs locaux et clients) et donc aussi en zone rurale. Le Pôle propose de modifier la phrase comme suit : « *Mettre à disposition des espaces de travail équipés, du type tiers-lieux, favorisant les interactions et les échanges entre clients, producteurs et entreprises existantes ou naissantes en lien avec les structures d'accompagnement à la création.* »

En ce qui concerne le soutien aux initiatives en matière d'économie circulaire, le Pôle estime que la mesure visant la mutualisation des équipements doit être élargie à l'ensemble des équipements et services pour lesquels c'est possible et pas uniquement aux équipements de gestion de l'énergie et des déchets comme stipulé dans le texte (ex. : parking...).

d) Mesures de suivi

La mesure de suivi qui concerne le nombre de points de vente n'est pas pertinente. L'important ici, est la valorisation locale de la ressource. Il convient donc de suivre la part de marché des ventes directes dans le total des ventes plutôt que le nombre de points de vente.

3.2.3. AM.3 - Anticiper les besoins économiques dans une perspective de développement durable et de gestion parcimonieuse du sol**a) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**Principe 1 : Anticiper les besoins en espaces destinés à l'activité économique

Le Pôle s'étonne de voir apparaître le circuit de Francorchamps et demande de le supprimer.

Concernant l'activité industrielle, le Pôle signale que l'approche visant à placer ce type d'activité le long des voies ferrées et fluviales est aujourd'hui quelque peu excessive. Il ne faut donc pas la généraliser mais plutôt l'appliquer en fonction des besoins spécifiques à une activité industrielle.

Le Pôle constate que le texte fait référence uniquement à trois zones portuaires wallonnes et s'interroge sur les raisons de ne citer que celles-là.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Principe 2 : Répondre aux besoins des entreprises de manière durable et économe du sol

Le Pôle rappelle le rôle d'exemple que doivent endosser les pouvoirs publics. Ainsi en matière de localisation des activités, il n'est plus envisageable que de grands équipements et services publics s'installent en dehors de zones bien desservies en moyens de transport alternatifs à la voiture (ex. le projet de centre hospitalier à Habay). Il propose donc de compléter le paragraphe 2 du principe 2 comme suit: « *Afin de réduire la part modale de la voiture, la localisation des activités du secteur tertiaire, tant public que privé, sera réfléchie en fonction des autres modes de transport et la localisation des commerces sera favorisée dans les centres-villes.* »

Le Pôle attire également l'attention sur le fait que la réutilisation de bâtiments ayant servi à l'accueil d'activités économiques n'est pas toujours possible (soit l'état du bâtiment ne le permet pas, soit le bâtiment n'est pas/plus adaptable au type d'activités prévus). La démolition/reconstruction sur la même parcelle est parfois une solution plus opportune (paragraphe 4 du principe 2).

Structure territoriale

La carte illustrant la structure territoriale suscite les questions et remarques suivantes :

- De manière générale, elle présente des incohérences avec la carte SS4 et semble mélanger des éléments existants et projetés.
- Concernant la zone de « site propice au développement de l'activité industrielle », le Pôle estime qu'elle n'est pas exhaustive. Le Pôle identifie notamment l'axe entre Namur et Huy, l'axe Virton-Athus ainsi que la zone de Wavre-Ottignies-Louvain-la-Neuve qui doivent être mentionnés sur cette carte.
- Concernant la « zone où favoriser la desserte ferroviaire fret », le Pôle s'interroge sur le tronçon entre Namur et Dinant. Il s'étonne également de ne pas voir repris le « corridor ferroviaire fret » entre Namur et Luxembourg (voir carte SS4).

b) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle s'interroge sur la possibilité d'atteindre le taux de 100% de réutilisation des espaces déjà artificialisés pour l'implantation de nouvelles zones d'activité économique d'ici 2050. Il estime que les scénarii pour concrétiser cet objectif doivent être vérifiés afin de se laisser, si nécessaire, une marge de manœuvre (voir point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4).

Le Pôle demande de remplacer le terme « préalablement » par « déjà » afin d'éviter toute mauvaise compréhension: « *Développer 30 % des nouvelles zones d'activité économique sur des espaces ~~préalablement~~ déjà artificialisés, notamment par la reconversion de friches ou sur des zones déjà consacrées par les outils planologiques à l'horizon 2030 et 100 % à l'horizon 2050.* »

Le Pôle considère qu'il ne faut pas viser une densification mais plutôt une bonne adéquation des activités avec la destination des zones d'activité économique. En effet, la densification a comme effet pervers potentiel de favoriser l'implantation d'entreprises pouvant se situer en centre-ville par exemple. Il convient donc de filtrer les activités pouvant s'implanter dans ces zones plutôt que de densifier à tout prix.

Le Pôle attire également l'attention sur les possibilités d'extension des entreprises. Un équilibre est à trouver entre densité raisonnable et besoin d'extension des entreprises. Dans cette optique, le Pôle s'étonne du coefficient d'occupation de sol proposé vu les exigences contenues dans d'autres réglementation notamment (Code de l'eau en matière d'infiltration, zone de recul SEVESO et services incendie). Ce coefficient doit dans tous les cas rester indicatif.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

c) Mesures de suivi

Le Pôle estime que la mesure de suivi relative au principe 2 ne correspond pas aux mesures de gestion prévues. Elle vise plutôt la mobilité. Des indicateurs permettant de mesurer l'occupation qualitative, les objectifs de 30% et 100% de réutilisation des terrains seraient plus pertinents.

3.2.4. AM.4 - Inscrire la Wallonie dans la transition numérique**a) Principes de mise en œuvre**

De manière générale, le Pôle estime que les impacts de la révolution numérique ne sont pas suffisamment appréhendés dans le projet de SDT. Ainsi par exemple, quels impacts faut-il attendre du développement des véhicules autonomes, de la réalité connectée... dans nos modes de travail, nos modes de déplacement, la façon d'aménager notre territoire... ?

Le Pôle demande de supprimer le dernier paragraphe en gras du premier principe de mise en œuvre. En effet, il estime qu'à partir du moment où l'objectif est de mettre en place le haut-débit partout, cette phrase n'est pas pertinente. De plus, il estime que l'habitat ne peut être conditionné à la présence de haut débit.

b) Mesures de gestion et de programmation

De manière générale, les mesures de gestion et de programmation ne sont pas des mesures pérennes et sont amenées à évoluer au cours du temps. Le Pôle demande donc de ne pas les présenter sous forme de liste fermée.

Le Pôle demande de définir la notion d' « infrastructure de recherche TIER 1 ».

Le Pôle est en outre surpris du choix d'illustrer cet objectif par la photo du métro léger de Charleroi.

c) Mesures de suivi

Le Pôle estime que les mesures de suivi sont trop limitatives. Il conviendrait par exemple, de définir ce qu'est une entreprise innovante et suivre l'évolution du nombre de telles entreprises et leur chiffre d'affaire.

3.2.5. AM.5 - Assurer l'accès à l'énergie à tous en s'inscrivant dans la transition énergétique**a) Constats & Enjeux**

Concernant les énergies renouvelables, le Pôle fait remarquer que les parcs photovoltaïques se développent et sont consommateurs d'espace.

Il attire également l'attention sur les contraintes environnementales liées aux parcs éoliens et sur le manque de planification quant à leur développement qui ne sont pas évoqués ici. Le Pôle rappelle qu'il a émis le 13/07/2018, un avis d'initiative sur le développement éolien en Wallonie (réf. : AT.18.40.AV) et réaffirme sa demande d'une cartographie de l'éolien wallon qui, selon lui, devrait se retrouver dans le SDT.

Enfin, le texte ne fait pas mention de la cogénération et des réseaux de chaleur. Il convient selon lui de l'ajouter.

En ce qui concerne les perspectives en terme de transition énergétique, le texte reprend à la fois des éléments déjà ou presque entièrement réalisés et des projets. Par ailleurs, il pointe le Borinage comme zone non desservie par le réseau de transport d'électricité très haute tension alors que ce n'est pas la seule zone du territoire wallon dans le cas.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Au niveau du paragraphe relatif au bâti wallon, de façon à être plus complet et englober l'ensemble des coûts liés à la dispersion des logements (coût d'investissement, de gestion, de distribution...), le Pôle demande d'adapter la deuxième phrase de la manière suivante : « *La dispersion des logements sur le territoire, liée à la périurbanisation, nécessite quant à elle ~~un renforcement~~ une augmentation de coût des équipements et des services et entraîne par conséquent une hausse des coûts de distribution.* »

Enfin, les enjeux énergétiques concernent à la fois le secteur résidentiel et le secteur économique. Le Pôle demande de compléter la première phrase des enjeux en ce sens.

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale

Le Pôle s'étonne que le texte ne fait pas référence aux canalisations reprises sur la carte.

Le Pôle estime que la compacité des bâtiments est une mesure parmi d'autres pour réduire la consommation énergétique du parc immobilier. Les règles et documents urbanistiques doivent être adaptés et simplifiés pour favoriser cette compacité. Le Pôle renvoie à nouveau au point 1.2 des considérations générales (page 3 et 4).

Structure territoriale

La carte de la structure territoriale nécessite d'être complétée afin de localiser les grandes unités de production et de stockage d'électricité (Tihange, Co...). En outre, il convient d'identifier Feluy étant donné qu'il s'agit de la seule connexion unique avec les réseaux de transport de fluides venant d'Anvers.

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle demande d'ajouter la planification du développement éolien dans les mesures de gestion. Un cadrage et une cartographie sont nécessaires pour le Pôle.

3.3. Desservir et équilibrer**3.3.1. DE.1 - Assurer l'accès à tous à des services, des commerces de proximité et des équipements dans une approche territoriale cohérente****a) Principes de mise en œuvre****Principe 1 : Structurer le territoire pour éviter les concurrences**

Le Pôle apprécie de voir apparaître clairement les « activités hospitalières » comme éléments structurants dans le projet de SDT (il rappelle sa remarque concernant les centres hospitaliers reprise au point 2.2.1., page 6).

Principe 2 : Garantir un meilleur accès aux services et équipements

Le Pôle demande de compléter l'avant-dernier paragraphe de la manière suivante : « *Afin de renforcer la cohésion sociale et territoriale, une « nouvelle proximité » doit être organisée à partir d'un maillage d'espaces partagés, multifonctionnels, flexibles (maisons (multi-)services, maisons de village, espaces récréatifs autour des plateformes d'échange modal, etc.)* ».

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle émet plusieurs réflexions concernant la mesure relative à l'implantation des ensembles commerciaux de plus de 2500 m² :

- L'application du principe visant la réduction de consommation de sol, devrait, du moins en partie, permettre de répondre à cette mesure ;
- Que ce soit en centre-ville ou en périphérie, le Pôle estime que l'implantation de tels ensembles commerciaux provoque une déstructuration des centres et des tissus commerciaux alentours.
- Le Pôle s'interroge sur l'opérationnalisation de cette mesure. Comment démontrer s'il y a ou non préjudice ?
- Ne faudrait-il pas, en priorité, axer les efforts sur la redynamisation des centres-villes, et cela pas uniquement dans une dimension commerciale ?

En conclusion, si le Pôle peut suivre le principe général de cette mesure, il demande qu'elle fasse l'objet d'une analyse préalable portant sur les résultats économiques des centres commerciaux actuels et de leurs effets sur le commerce diffus. Il demande également que des mesures visant le renforcement de la vitalité des noyaux urbains soient prises en priorité. Il rappelle le principe de non étalement urbain /réduction consommation de sol, et enfin, il insiste sur le caractère indicatif de cette mesure. Il propose, à tout le moins, de modifier la mesure de la manière suivante : « Autoriser les ensembles commerciaux de plus de 2.500 m² uniquement dans les centres villes et plus en périphérie, sauf à après avoir démontré démontrer qu'une installation périphérique qu'ils ne portent pas préjudice aux commerces dans les noyaux urbains environnants. »

c) Mesures de suivi

Le Pôle propose de rajouter les mesures de suivi suivantes :

- Evolution du nombre de naissances pour anticiper les besoins en crèches et autres structures d'accueil de la petite enfance ;
- Evolution du nombre de ménages s'installant et ayant des enfants en bas âge ;
- Evolution du nombre de cellules commerciales vides par commune et/ou agglomération ;
- Occupation des parcelles au voisinage des centres commerciaux, galeries marchandes, retail parks, hypermarchés, discounts, outlets et lifestyle centers.

3.3.2. DE.2 - Créer les conditions favorables à la diversité des activités et à l'adhésion sociale aux projets**a) Enjeux**

Le Pôle estime qu'avant d'arbitrer les conflits d'usage du sol, il faut favoriser la synergie et la mixité par des projets cumulant diverses fonctions. Les outils opérationnels d'urbanisme devraient être adaptés de manière à l'autoriser (ex : activités économique ou autres sur plusieurs étages, jardins suspendus sur parking...).

b) Principes de mise en œuvre**Principe 1 : Gérer la compatibilité entre les activités**

Le Pôle estime que la sensibilisation aux avantages de la mixité des activités ne doit pas être uniquement orientée vers les habitants, il est parfois utile de sensibiliser également les élus locaux et ce en particulier lorsqu'on évoque la réintégration d'une série d'activités économiques au cœur des villes et des villages. Le Pôle propose donc d'adapter la première phrase de ce principe comme suit :

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

« Pour pouvoir favoriser la diversité des activités sur un même territoire il est nécessaire de sensibiliser et de conscientiser les ~~habitants~~ citoyens et leurs élus aux avantages que peut offrir une mixité raisonnée des activités et une densification de l'occupation du sol. »

Principe 2 : Renforcer les démarches participatives

Le Pôle estime que tous les acteurs devraient être clairement associés aux processus de consultation et de concertation décrits. La participation doit dépasser la seule participation citoyenne. Il propose la modification suivante de la deuxième phrase du paragraphe 2 : « *La réhabilitation d'un quartier devra commencer par la prise en compte, avec l'ensemble des acteurs ~~les habitants~~, de la mixité existante, à reconnaître comme telle et à renforcer.* »

c) Mesures de gestion et de programmation

La première mesure de gestion vise l'élaboration d'un référentiel précisant les conditions de la compatibilité d'une activité avec le voisinage. Le Pôle estime que cet exercice devrait être réalisé de manière multilatérale et pas uniquement dans le sens évoqué. En effet, dans certaines situations, c'est la compatibilité d'une urbanisation résidentielle en projet qui doit être analysée au regard d'une activité existante.

Le Pôle note la nouvelle référence aux outils d'aménagement opérationnel que sont la revitalisation et la rénovation urbaines. Il rappelle sa remarque sur la faiblesse des moyens (+/- 8 millions € en 2018) octroyés annuellement pour ce type d'opérations alors qu'il s'agit d'un levier important pour mettre en œuvre le SDT (voir point 1.2 des considérations générales, page 4).

Le Pôle rappelle également sa demande de clarification de la notion de « quartiers nouveaux ». Il attire en outre l'attention sur le fait que selon lui ces « quartiers nouveaux » ne répondent pas toujours à des conditions de bonnes localisation, implantation et accessibilité.

Le Pôle demande également de clarifier les notions suivantes « territoires urbanisés », « territoires ruraux » afin d'éviter toute confusion. Il conviendrait de les rajouter au lexique.

d) Mesures de suivi

Le Pôle estime qu'il y a un manque de cohérence entre les principes de mise en œuvre et les mesures de suivi.

Il propose de rajouter les mesures de suivi suivantes :

- Evaluation de la place du processus participatif dans l'élaboration des schémas de développement communal et des schémas d'orientation local ;
- Part de « Quartiers Nouveaux » établis sur des terrains à requalifier et des sites dégradés.

3.3.3. DE.3 - Développer des espaces publics de qualité, conviviaux et sûrs**a) Principes de mise en œuvre****Principe 1 : Associer nature, bâti et paysage**

Le Pôle appuie le fait que « la nature doit être présente au cœur de la ville » et des villages. Il estime que cette nature doit pouvoir s'exprimer tant au sol qu'hors sol. Dès lors, de manière à pouvoir répondre aux objectifs en matière de densification et d'utilisation rationnelle du sol, des aménagements naturels hors-sol doivent pouvoir être envisagés et comptabilisés (ex. : murs et toitures végétalisés, jardins et potagers suspendus...) en complément aux exemples repris dans le texte.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Mesures de gestion et de programmation

Concernant la première mesure de gestion, le Pôle estime que la volonté d'assurer un minimum d'espaces verts dans les projets d'urbanisation est louable. Il attire toutefois l'attention sur les éléments suivants :

- La nécessité de l'accompagner de mesures autorisant l'urbanisation verticale en vue de permettre une densification suffisante et de dégager de plus vastes espaces au sol ;
- Le fait que cette mesure ne peut empiéter sur la notion de charges urbanistiques qui doit rester une approche spécifique à chaque projet.

Le Pôle propose donc la reformulation suivante de cette première mesure : « *Créer des espaces verts (privés ou publics) à usage collectif privés (à rétrocéder le cas échéant aux pouvoirs publics) à raison d'un minimum de 10 % de la superficie dans tous projets d'urbanisation de plus de 2 ha à condition que l'urbanisation verticale soit autorisée* ».

Il demande également de veiller, dans l'application de cette mesure, à ne pas empiéter sur la zone agricole et à favoriser la conservation des éléments écologiques existants. Il rappelle enfin que des éléments de nature hors-sol peuvent également être envisagés (voir paragraphe précédent).

Concernant la quatrième mesure de gestion et compte tenu des remarques déjà émises, le Pôle estime non indiqué d'orienter les faibles moyens régionaux de la rénovation urbaine vers les seuls espaces verts et les modes actifs. Il convient ici d'octroyer le soutien régional sur les postes jugés les plus pertinents de chaque projet, analysé individuellement.

c) Mesures de suivi

Le Pôle propose d'ajouter les mesures de suivi suivantes :

- Cartographier la variété du couvert végétal dans l'espace public en milieu rural et urbain ;
- Cartographier le réseau formé par l'espace public en fonction de son accessibilité aux différents modes de déplacement ;
- Part des processus participatifs dans l'élaboration des projets de rénovation, amélioration, et développement des espaces publics.

Il estime enfin que la mesure de suivi émise pour le principe visant à adapter la conception des espaces publics à leurs usagers n'est pas pertinente et devrait être remplacée par une évaluation de la perception de ces espaces.

3.3.4. DE.4 - Soutenir les modes de transport plus durables adaptés aux spécificités territoriales et au potentiel de demande

Le Pôle constate l'absence de prise en compte du transport de marchandises dans cet objectif. Si le titre et les constats sont généraux, la suite du texte se concentre uniquement sur le transport de personnes. Le Pôle estime dès lors qu'il convient, soit de compléter le texte avec le transport marchandises, soit de revoir le titre de cet objectif.

a) Principes de mise en œuvre et structure territoriale

Le Pôle demande de reformuler le premier paragraphe en modifiant le terme moteur « à explosion » par moteur « diesel et à essence ».

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Principe 1 : Développer des transports en commun performants et attractifs

Le Pôle s'étonne de la faiblesse de la référence au RER dans le texte. Or il s'agit d'un élément dont l'impact territorial sera extrêmement conséquent.

Le Pôle propose de modifier le deuxième paragraphe de la manière suivante : « *Et, là où les connexions ferroviaires ne sont pas établies, différents modes de déplacements alternatifs peuvent être développés en fonction des spécificités locales sur les réseaux routiers existants ~~infrastructures routières existantes~~.* »

Le Pôle estime que des modes structurants de transport en commun doivent être mis en œuvre aussi bien au niveau des pôles régionaux que des pôles majeurs. Il propose dès lors de modifier le dernier paragraphe de ce principe de la manière suivante : « *Des modes structurants de transport en commun seront mis en œuvre au niveau des pôles majeurs et régionaux à Charleroi, Liège, Mons et Namur.* »

En outre, par souci de cohérence, des modes structurants de transport en commun devraient également être mis en œuvre en connexion avec les pôles voisins de Lille (axes Tournai-Lille et Mouscron-Lille) et de Luxembourg (Arlon-Luxembourg et Virton-Luxembourg).

Principe 3 : Privilégier et/ou renforcer le déploiement de solutions de mobilité collectives ou partagées

A travers notamment les objectifs DE4 et DE5, et comme déjà évoqué au point 3.2.4 (AM4, page 21), le Pôle s'étonne de l'absence de référence aux évolutions futures en matière de mobilité, et notamment aux véhicules autonomes qui vont profondément transformer notre mobilité et notre rapport au territoire.

Dans la liste des éléments cités « en vue de limiter le volume du trafic routier », le Pôle demande de compléter le premier point comme suit « *Création d'un réseau express de covoiturage (RECO) en évitant les bandes d'arrêt d'urgence* ».

Principe 4 : Soutenir la transition vers d'autres formes de motorisation que le moteur à explosion

Comme évoqué ci-dessus, le Pôle recommande de reformuler ce principe pour l'étendre aussi bien au moteur à essence qu'au moteur diesel : « *Soutenir la transition vers d'autres formes de motorisation que le moteur diesel et à essence à explosion* ».

Structure territoriale

Le Pôle demande de représenter sur la carte la ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) de Mons-Borinage, comme cela est recommandé à la page 20 du complément du rapport sur les incidences environnementales.

Comme évoqué ci-dessus (principe 1), le Pôle estime que des réseaux suburbains « à développer » devraient apparaître vers Lille et Luxembourg. Il demande de compléter la carte de manière à ce qu'elle reprenne comme « réseau ferroviaire suburbain à développer » les axes suivants : Tournai-Lille, Mouscron-Lille, Arlon-Luxembourg et Virton-Luxembourg.

Enfin, le Pôle regrette le manque de cohérence entre cette carte et les cartes de l'objectif SS4 (en particulier la première des deux). Ainsi, par exemple, la carte DE4 présente l'ancienne ligne de chemin de fer Libramont – Bastogne dans le « réseau cyclable à développer » alors que la première carte SS4 reprend cette liaison ferroviaire comme « connexion ferroviaire transfrontalière à développer ». Le Pôle demande que cette carte soit mise en cohérence avec les cartes SS4.

Comme déjà évoqué précédemment, le Pôle regrette qu'aucune de ces cartes ne reprennent les liaisons existantes à améliorer ce qui devrait se faire en priorité avant d'envisager de nouvelles liaisons (voir point 3.1.4. SS4, Structure territoriale en page 15).

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle estime que la mesure visant à prévoir des parkings relais à proximité des gares pour les déplacements de longue distance est trop restrictive. En effet, il n'est pas toujours faisable de réaliser un parking relai près d'une gare. A l'inverse, certains endroits se prêtent bien à l'accueil de tels parkings sans pour autant avoir de gare à proximité directe (ex. : le parking relais actuel près du centre hospitalier régional de Namur). Il conviendrait de retravailler cette phrase de manière à élargir les possibilités.

Le Pôle demande de définir clairement le terme « transport collectif ». Selon lui, dans la mesure « *Augmenter la part modale en faveur des transports collectifs (en km parcourus)* », le transport collectif doit désigner tous véhicules transportant effectivement plusieurs personnes (covoiturage, bus...).

Concernant la réduction de la part modale de la voiture individuelle, c'est la part de la voiture individuelle utilisée en 'auto-solisme' qui doit être réduite. Le Pôle demande de compléter cette mesure en ce sens : « *Réduire la part modale de la voiture individuelle en 'auto-solisme' (en km parcourus).* »

Enfin, le Pôle relève que les chiffres énoncés ici sont à valeur indicative et doivent être entendus à l'échelle régionale.

c) Mesures de suivi

La mise en perspective du rapport d'activité ne semble pas suffisant pour atteindre le premier principe de mise en œuvre qui consiste à développer des transports en commun performants et attractifs. Le Pôle rappelle que l'une des clés pour y parvenir est de concerter les acteurs impliqués. Ceux-ci auraient dû être consultés en amont du projet de SDT afin d'établir des perspectives réalistes et réalisables (voir point 1.8. des considérations générales, page 6).

Le Pôle propose d'ajouter les mesures de suivi suivantes :

- Evolution de la surface de parcelles en zone d'habitat non bâties à moins de 700 mètres d'une gare SNCB ;
- Comptage des cyclistes ;
- Part modale du covoiturage.

3.3.5. DE.5 - Organiser la complémentarité des modes de transport**a) Constats & enjeux**

S'agissant d'un constat, le Pôle demande de compléter la première phrase du cinquième paragraphe par le réseau routier : « *Les plateformes multimodales se situent majoritairement sur l'axe reliant Liège et Mouscron, le long des réseaux de communication ferroviaire, et fluvial et routier.* »

En ce qui concerne les enjeux, le Pôle attire l'attention sur l'articulation (liaisons ou indépendances) des mobilités aux différentes échelles du territoire.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**Principe 1 : Développer les points de connexion intermodaux**

Le Pôle insiste sur la nécessité de connecter les mobipôles au réseau ferroviaire. Ainsi le premier paragraphe pourrait être complété comme suit : « Vu les avantages du train (site propre permanent, bilan environnemental très favorable, accès aux centres-villes sans congestion, confort de voyage non concurrentiel) et les budgets publics limités, les mobipôles et les liaisons bus express seront développés dans un esprit de complémentarité entre les transports par train et par bus, et non de concurrence ».

Principe 2 : Optimiser la continuité des chaînes de déplacements

Le Pôle estime qu'il conviendrait de faciliter l'accessibilité des entreprises à des alternatives à la route en insistant sur l'opérationnalité réelle à mettre en œuvre (notamment par une accélération et simplification de procédures).

Via la mobilité active, le Pôle estime que l'objectif DE5 peut s'ouvrir à la dimension santé. Il propose donc de compléter le texte de la manière suivante concernant les coupures et obstacles : « En zone rurale comme en zone urbanisée, les coupures des trajets piétons sont nombreuses, tantôt naturelles, tantôt construites (cours d'eau, dénivelés, ligne ferroviaire, route à fort trafic, grand îlot bâti...). En veillant à prévoir et préserver venelles, passages sous voies, passerelles et autres passages, on évitera la création de nouvelles coupures. On réduira les coupures existantes en permettant leur traversée confortable et sécurisée et en minimisant le temps de déplacement ».

c) Mesures de gestion et de programmation

En lien avec le paragraphe précédent, le Pôle demande d'ajouter une mesure de gestion visant à éviter des nouvelles coupures dans le déplacement des modes actifs et à réduire les coupures existantes en permettant des traversées confortables et sécurisée et en minimisant le temps de déplacement.

d) Mesures de suivi

Le Pôle propose d'ajouter les mesures de suivi suivantes :

- Evolution du nombre de modes actifs partagés (vélos, trottinettes...) et des emplacements de stationnement sécurisés pour vélos à proximité des gares ;
- Evolution de l'usage des voitures partagées : nombre de véhicules / utilisations / emplacements / usagers.

3.4. Préserver et valoriser**3.4.1. PV.1 - Renforcer l'attractivité des espaces urbanisés****a) Constats**

Le Pôle rappelle une nouvelle fois sa remarque générale sur l'opérationnalité du SDT et la nécessité que la Région se donne les moyens de ses ambitions et puisse assumer les principes directeurs (voir point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4).

De manière spécifique, le Pôle rappelle son avis d'initiative sur l'utilisation des budgets en matière d'outils d'aménagement opérationnel (réf. : AT.18.106.AV du 18/12/2018) déjà évoqué précédemment et dans lequel il insiste sur la nécessité d'avoir une vision plus intégrée entre les différentes sources de subventionnement possibles et de rééquilibrer les budgets afin de mettre en place, le plus efficacement possible, la politique de développement territorial et de redynamisation urbaine portée par la Wallonie.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Principe de mise en œuvre : Reconquérir les espaces urbanisés

Le Pôle estime que l'attractivité et le dynamisme des centres des villes et des villages sont liés à une concentration d'activités variées. L'activité économique, bien que moins polarisante, y a donc également sa place pour autant qu'elle soit compatible avec cette localisation centrale. Le Pôle propose de modifier la 1^{ère} phrase du paragraphe 2 comme suit : « *Les activités polarisantes telles que les commerces, services et équipements de même que des activités économiques compatibles doivent être maintenues et renforcées dans les centres des villes et des villages afin de les rendre plus attractifs* ».

Le Pôle estime que le maillage vert participe à la qualité de vie des espaces urbanisés et doit en faire partie intégrante. Il convient donc de tenir compte de la biodiversité et d'en préserver systématiquement un minimum dans les espaces urbanisés. Il ne s'agit donc pas de « reconquérir » les espaces urbanisés par de la végétalisation mais plutôt d'intégrer cette végétalisation dans ces espaces. Le Pôle demande de revoir le paragraphe 2 de la deuxième colonne en ce sens. Le Pôle attire également l'attention sur l'agriculture urbaine qui représente à cet effet une opportunité intéressante.

Le texte fait plusieurs fois mention de la notion de « quartiers nouveaux » sans qu'elle soit définie nulle part. Le Pôle rappelle de définir cette notion dans le lexique.

c) Mesures de gestion et de programmation

Concernant la reconversion des sites à réaménager (SAR), le Pôle se réjouit de l'ambition de reconvertir 100 hectares de SAR par an en vue d'atteindre, à l'horizon 2050, les 3.795 hectares de SAR actuellement reconnus. Il attire toutefois l'attention sur le fait que la réalisation de cet objectif ne signifie pas que l'ensemble des sites nécessitant une réhabilitation auront été couverts (il y aurait plus de 20.000 hectares d'après la SPAQuE). Il renvoie également au point 1.2 des considérations générales (page 3 et 4) sur le fait de pouvoir se donner les moyens de cette ambition.

Le Pôle s'interroge sur la pertinence de certaines mesures : Pourquoi « *prévoir des périmètres de remembrement urbain* » ? Pourquoi reprendre des outils tels que les zones d'initiatives privilégiées ou des opérations de réhabilitation paysagère et environnementale, qui n'ont jamais ou peu été mis en œuvre jusqu'ici ? De même, quant à la mesure visant l'inscription des quartiers « bien » localisés en zone d'enjeu communal. Cette zone est par définition bien localisée. Il convient à tout le moins de préciser le propos.

d) Mesures de suivi

Les indicateurs repris ici ne sont pas pertinents. Le Pôle demande de reprendre plutôt les indicateurs suivants :

- Evolution de la superficie au sol de SAR reconvertis ;
- Délai de concrétisation des SAR ;
- Superficie potentiellement utilisable (en m²) du bâti non occupé par commune.

3.4.2. PV.2 - Valoriser les patrimoines naturels, culturels et paysagers et les préserver des pressions directes et indirectes de l'urbanisation**a) Constats**

Le Pôle constate un déséquilibre dans le texte entre les patrimoines naturels et les patrimoines culturels et paysagers. Il demande de compléter les constats sur les patrimoines culturels et paysagers qui sont occultés dans le texte. Le Pôle signale par ailleurs que des synergies existent souvent entre ces différents patrimoines et méritent d'être relevées, mises en évidence et amplifiées.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

b) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**Principe 2 : Préserver les patrimoines de l'urbanisation**

Concernant le principe de préservation des patrimoines, le Pôle demande de modifier son titre de la manière suivante : « Préserver et intégrer les patrimoines de l'urbanisation ». En effet, la préservation des patrimoines est indépendante de l'urbanisation. Les patrimoines doivent être préservés que l'on soit ou non en zone urbanisée. En outre, le Pôle insiste sur le fait que la notion de préservation n'est pas une notion exclusive qui équivaudrait systématiquement à une « mise sous cloche » empêchant toutes autres actions. Les notions d'intégration et de synergie en font partie intégrante. Afin de s'assurer de cet aspect, le Pôle demande d'ajouter le terme « intégrer » dans le titre de ce principe comme stipuler plus haut et de compléter la première phrase de ce principe comme suit : « Les éléments bâtis et non bâtis de valeur patrimoniale doivent être préservés dans leur fonction de transmission de mémoire ».

Concernant le patrimoine culturel, le texte semble considérer uniquement le patrimoine ayant un statut (périmètres d'intérêt culturel, historique ou esthétique des plans de secteur, liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie). Le Pôle estime qu'il y a lieu de poursuivre activement la politique de protection et de restauration des patrimoines, et plus particulièrement ceux spécifiques aux sous-régions, qu'ils aient ou non un statut.

Le patrimoine paysager est identifié ici uniquement par les ensembles paysagers et les périmètres d'intérêt paysager (PIP) établis par l'ADESA. Le Pôle signale que différents outils existent ayant une finalité et des valeurs réglementaires variées (PIP du plan de secteur, charte paysagère des parcs naturels, atlas des paysages, points et lignes de vue remarquables établis par l'ADESA...). Il convient de prendre en compte ces différents outils et d'harmoniser l'ensemble en vue d'intégrer des éléments de patrimoine stabilisés et reconnus par tous dans une cartographie de gestion telle que le plan de secteur.

Le Pôle s'étonne que les parcs naturels ne soient pas développés car il s'agit d'un outil global permettant une préservation active des différents patrimoines et favorisant les synergies entre ceux-ci, sans l'opposer au développement économique par ailleurs.

Structure territoriale

Le Pôle constate que cet objectif est traduit en deux cartes, dont la première est en outre peu lisible, sans que la distinction entre celles-ci ne soit expliquée.

Le Pôle demande de rajouter les éléments suivants sur les cartes : les parcs naturels, les monuments et sites du patrimoine mondial (site RAMSAR, Geoparks...), y compris périphériques à la Wallonie. Il demande également, pour plus de lisibilité, de rapatrier sur la deuxième carte, les éléments du patrimoine culturel et paysager désignés comme tels en raison de leurs caractéristiques naturelles. La première carte ne reprenant que les éléments du patrimoine culturel et paysager n'étant pas liés à des caractéristiques naturelles.

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle considère qu'il convient d'abord de préserver et puis de valoriser et demande donc d'inverser les deux mesures.

Le Pôle demande d'ajouter aux mesures visant le patrimoine culturel, la finalisation de l'inventaire du patrimoine. Il demande également de faire référence aux chartes paysagères des parcs naturels dans les mesures relatives au patrimoine paysager.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

3.4.3. PV.3 - Soutenir une urbanisation et des modes de production économes en ressources**a) Constats**

Le Pôle remarque une confusion entre la notion pédologique du sol (qualité intrinsèque) et la notion foncière du sol. Si la première n'est pas renouvelable, la deuxième peut l'être. Il demande de clarifier le texte.

Le Pôle propose différentes adaptations du texte. La deuxième et la dernière phrases du paragraphe 2 sont modifiées comme suit : « Par l'urbanisation, l'air, l'eau et le sol - des ressources altérables - peuvent perdre ~~perdent~~ de leur qualité ce qui a des conséquences sur la santé des habitants de la Wallonie. » « Le territoire wallon est riche en ressources primaires (agriculture, sylviculture, et sous-sol) et en ressources naturelles (comme l'eau souterraine) qu'il convient de valoriser de manière raisonnée en veillant, le cas échéant, à leur renouvellement ou à leur préservation pour éviter leur épuisement, en privilégiant les synergies et, au besoin, ~~tout~~ en arbitrant leurs concurrences. » La première phrase du paragraphe 3 est modifiée comme suit : « Progressivement Tandis que certaines activités s'affirment sur le territoire, l'économie wallonne se transforme et de nouveaux secteurs deviennent porteurs d'investissements ».

Le Pôle attire également l'attention sur le bon usage des chiffres. Ainsi, dans le dernier paragraphe, le Pôle s'étonne de voir citer les villes de Couvin et Neufchâteau pour illustrer une hausse d'artificialisation importante. S'il est vrai que la hausse est importante, le taux d'artificialisation de ces villes reste faible.

b) Principes de mise en œuvre**Principe 1 : Réduire la consommation de sol**

Le Pôle demande que le terme « artificialisation » soit défini de manière précise dans le lexique.

Le Pôle partage la volonté d'une réduction globale de la consommation de sol à l'horizon 2050. Il estime toutefois indispensable de prévoir et mettre en place, dès à présent, des mesures d'accompagnement. Ainsi, le Pôle demande notamment de :

- Mettre en place des mesures positives visant à inciter les différents acteurs à s'inscrire dans la démarche (soutiens publics spécifiques à l'achat de terrains au cœur de villes et de villages, évolution positive de la fiscalité pour favoriser ces sites...);
- Assurer des budgets et des mécanismes de soutien aux opérations touchant au cœur des villes et des villages suffisants, efficaces et accessibles (rénovation et revitalisation urbaines, parties du budget des grandes villes, SAR...);
- Associer et impliquer l'ensemble des acteurs potentiels (SPW, Infrabel, SNCB...) (ex : mise à disposition des terrains Infrabel pour la réalisation de quartiers de gare) et veiller à la coordination des actions et des politiques;
- Prévoir un système performant et équitable de compensation des moins-values;
- Assurer la place de l'activité économique sur le territoire;
- Prévoir des mécanismes permettant de réduire les contentieux.

En outre, le Pôle s'interroge sur la façon de répartir et de phaser cet objectif sur l'ensemble du territoire et ses 262 communes ainsi que sur l'impact de cette mesure sur certains aspects spécifiques de l'utilisation de sol. Ainsi, comment articuler intégralement la fin de l'artificialisation aux ambitions économiques, énergétiques, de transport... de la Wallonie. Le Pôle estime qu'une certaine flexibilité du système doit être considérée (« portes de sorties »).

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Pour le Pôle un objectif aussi ambitieux que celui-ci impose une réflexion poussée sur son opérationnalisation. Le Pôle rappelle à cet effet sa remarque générale sur l'opérationnalité du SDT et notamment l'aspect faisabilité et compatibilité des objectifs, et la nécessité que la Région se donne les moyens de ses ambitions et puisse assumer les principes directeurs (voir point 1.2 des considérations générales, page 3 et 4).

Concernant la compatibilité des objectifs du SDT, le Pôle rappelle les objectifs en matière de création de nouveaux logements. Une augmentation de la densité dans les espaces urbanisés est donc inévitable (par exemple, réutilisation foncière, re-densification de certains types de bâtis, démolition-reconstruction, revitalisation et rénovation urbaines). Le Pôle estime que le texte reste très superficiel sur cet aspect.

Principe 2 : Exploiter les ressources du territoire de manière raisonnée

Le Pôle demande de supprimer la phrase faisant allusion à un inventaire des terres agricoles à préserver de l'urbanisation (deuxième phrase du paragraphe 2) car elle laisse supposer que les terres agricoles peuvent être urbanisées. Or, pour le Pôle, il ne pourrait s'agir que des terres agricoles en zone urbanisable au plan de secteur. De plus, comment définir les critères pour réaliser cet inventaire ?

Le Pôle propose d'adapter l'avant dernier paragraphe de la manière suivante : « *La consommation d'eau est réduite et le principe ~~les dispositifs~~ de protection des captages et des zones vulnérables pour les eaux souterraines ~~est sont~~ maintenus ~~et si nécessaire réévalué~~ ».*

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle signale le manque de cohérence dans les mesures proposées. Il conviendrait en effet de scinder les mesures ayant un impact territorial direct, des mesures complémentaires ayant un impact territorial indirect.

En lien avec les considérations émises précédemment, le Pôle s'interroge sur les objectifs chiffrés de consommation de terres non artificialisées. Au vu notamment des objectifs en matière de logement, le Pôle doute du réalisme des chiffres présentés et s'inquiète de l'impact de la taille du logement moyen en 2050 sur la qualité de vie.

Le Pôle estime qu'en matière de compensation de projets d'artificialisation, l'approche planologique devrait être complétée par approche 'services écosystémiques'. Le terme « recyclage » de terres déjà artificialisées n'est pas judicieux et mériterait d'être remplacé par « désartificialisation » pour éviter toute confusion. Le Pôle demande d'adapter la deuxième phrase de la mesure relative à la réduction de la consommation de sol comme suit : « *Cette mesure devra s'accompagner, notamment, d'un mécanisme permettant de compenser un projet d'artificialisation par une désartificialisation un recyclage de terres déjà artificialisées ou par des services écosystémiques dans les zones urbanisées ».*

Le Pôle demande d'ajouter les mesures suivantes :

- Repenser la localisation des zones urbanisables du plan de secteur de manière à éliminer l'urbanisation en ruban ;
- Organiser la collecte et l'utilisation des eaux captées par l'urbanisation ;
- Augmenter les surfaces végétalisées sur les bâtiments.

Le Pôle demande également de modifier les mesures suivantes comme suit :

- « *Mettre en œuvre une stratégie de communication sur la qualité et l'utilisation des matériaux à faible empreinte écologique (qu'ils soient recyclés ou non) recyclés dans le secteur de la construction » ;*
- « *Développer un outil permettant d'objectiver l'impact d'un qu'un projet d'urbanisation ~~fait peser~~ sur la collectivité ».*

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

d) Mesures de suivi

En lien avec ce qui précède, les mesures de suivi devront être complétées avec des mesures telles que l'évolution de l'urbanisation en ruban, l'augmentation des surfaces végétalisées... Le Pôle demande également de recenser le taux d'artificialisation des terres par type d'occupation (logement, activité économique...)

3.4.4. PV.4 - Réduire la vulnérabilité du territoire et de ses habitants aux risques naturels et technologiques et à l'exposition aux nuisances anthropiques**a) Constats & enjeux**

Le Pôle propose de supprimer l'artificialisation des sols des risques d'origine anthropique menaçant tant les activités humaines, la faune, la flore, le paysage. Il ne s'agit en effet pas d'un risque au même titre que les autres exemples cités, à savoir, les établissements SEVESO, le nucléaire entre autres. De plus, on en parle par ailleurs.

Le Pôle propose de modifier l'enjeu en remplaçant « constatés » par « identifiés » : « *Les risques naturels et technologiques et les nuisances anthropiques réellement constatés identifiés et avérés devront être pris en compte afin de les gérer et les intégrer dans la conception de l'aménagement du territoire pour éviter de geler des parties du territoire* ».

b) Principes de mise en œuvre

Le Pôle propose de modifier le premier principe en remplaçant risques « naturels » par risques « liés au milieu physique » car les risques énumérés dépassent les risques uniquement d'origine naturelle (ex. : affaissements miniers).

Le Pôle propose également de supprimer la deuxième phrase du deuxième principe car cette considération est déjà réglementée par ailleurs.

c) Mesures de gestion et de programmation

Le Pôle s'interroge sur la mesure visant l'interdiction de l'urbanisation des zones de sources. Qu'entend-on par zone de source ? S'agit-il de zone de captage, de zone de prise d'eau ? Le Pôle demande de préciser la mesure et de définir la notion de « zone de source ».

3.4.5. PV.5 - Faire des atouts du territoire un levier de développement touristique**a) Principes de mise en œuvre et structure territoriale**

Le Pôle attire l'attention sur le tourisme lié aux grands événements (bicentenaire de la bataille de Waterloo, festival de Dour,...) non évoqués ici alors qu'il a un impact territorial.

Le Pôle rappelle que le tourisme de type 'international lointain' n'est pas le seul type de tourisme de Wallonie. Le tourisme local et de proximité (régions et pays voisins) est très bien représenté. Les portes d'entrée du territoire ne se limitent donc pas aux deux seuls aéroports wallons.

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018

Structure territoriale

De manière générale, le Pôle s'interroge sur l'exhaustivité des sites touristiques majeurs (le domaine de Chevetogne n'est pas repris) et sur la pertinence du critère des 100.000 visiteurs par an.

Il s'interroge également sur les raisons de l'absence de la vallée du Viroin dans les vallées touristiques.

b) Mesures de gestion et de programmation & mesures de suivi

Le Pôle salue la mesure de gestion visant à faire un état des lieux des zones de loisirs inscrites au plan de secteur.

Il s'interroge par contre sur la pertinence de la mesure de suivi liée à ces mêmes zones. Le Pôle ne perçoit pas la valeur ajoutée apportée par l'évolution du nombre d'hectares en zone de loisirs.

4. AVIS SUR LE RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DU SDT

Le Pôle Aménagement du territoire a remis, avec le Pôle Environnement, deux avis sur les états d'avancement du rapport sur les incidences environnementales (Réf: AT.18.7.AV le 26/01/2018 et AT.18.30.AV le 13/04/2018).

Lors du second avis, les Pôles ont émis les commentaires qui suivent :

« Processus de consultation continue

Les Pôles saluent les consultations intermédiaires dont ils ont fait l'objet sur les projets de RIE. Le Gouvernement permet ainsi aux Pôles d'exercer pleinement leur rôle de fonction consultative.

En effet, à la lecture de la nouvelle version du RIE, ils constatent l'intégration d'un grand nombre des recommandations émises par les Pôles dans leur avis du mois de janvier 2018 ainsi qu'une meilleure prise en compte des contextes législatifs et territoriaux dans l'analyse des incidences environnementales. Les Pôles se réjouissent de constater une évolution du document sur base d'une collaboration constructive et itérative avec le bureau d'étude et le Gouvernement.

Recommandations complémentaires

L'examen du deuxième état d'avancement du RIE par les Pôles est une analyse en partie théorique dans la mesure où ce RIE a été adapté à une nouvelle version du SDT dont les Pôles ne disposent pas. Malgré cet élément, les Pôles émettent les quelques remarques suivantes :

- *Si la nouvelle version du RIE a gagné en qualité, des améliorations doivent encore être apportées, notamment en ce qui concerne :*
 - *L'évaluation environnementale des objectifs stratégiques, à approfondir.*
 - *La mesure PV.3 relative à la gestion du territoire avec parcimonie (fiche 21) : l'analyse de cette problématique fondamentale doit être poursuivie afin d'évaluer un taux de réalisation possible (voire probable) de la mesure en fonction des moyens mis en œuvre, d'identifier les conséquences environnementales directes et indirectes, et de qualifier les modalités (ou l'absence de modalités) de la mesure.*
 - *La mesure PV.4 relative à la gestion des risques naturels (fiche 22) : l'évaluation environnementale de la mesure doit être approfondie.*
- *La version finale du RIE doit spécifier sur quelle version du SDT les travaux ont été arrêtés.*
- *Le RIE doit mettre en avant ses recommandations et leur suivi.*

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS – SDT

CESW

18/12/2018


- *Si l'auteur du RIE a considéré que certaines recommandations ou remarques émises par les Pôles dans leur avis du mois de janvier 2018 n'ont pas pu être intégrées, il y aurait lieu qu'il fasse mention des raisons qui ont conduit à cette non prise en considération dans le chapitre prévu à cet effet.*

Schéma de développement territorial

Les Pôles notent que le RIE adopte une vision plus critique du SDT et formule des recommandations intéressantes et pertinentes qui sont soutenues par les Pôles. Les Pôles invitent dès lors les rédacteurs du SDT à suivre ces recommandations, notamment en ce qui concerne les alternatives proposées, en adaptant le projet de SDT. »

Le Pôle regrette que les recommandations complémentaires n'aient pas été suivies.

Le Pôle considère que le présent RIE aurait dû reprendre les principales conclusions du RIE de l'avant-projet d'arrêté adoptant les liaisons écologiques.



Samuël SAELENS
Président

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/20234]

16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Revision des von der Wallonischen Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Raumentwicklungsschemas — Addendum

Der oben erwähnte, im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Dezember 2019 auf Seite 111478 veröffentlichte Erlass muss durch folgenden Text ersetzt werden:

Das Raumentwicklungsschema

Umwelterklärung

1. Eingliederung der Umwelterwägungen des Umweltverträglichkeitsberichts in das Raumentwicklungsschema

Gemäß Art. D.II.3 § 1 Absatz 2 des GRE hat die Regierung einen Umweltverträglichkeitsbericht über das Raumentwicklungsschema erstellt. Dieser Bericht wurde von dem Studienbüro STRATEC S.A verfasst. Aus diesem Umweltverträglichkeitsbericht sind die Hauptauswirkungen, Empfehlungen und von dem Verfasser vorgeschlagenen Alternativen herausgekommen.

Der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts ist der Auffassung, dass das Raumentwicklungsschema:

- global im Einklang mit der regionalen Planung steht, insbesondere mit Artikel D.I.1 § 1 des GRE und den vier Zielsetzungen der regionalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung (Artikel D.II.2 § 2 Absatz 2), sowie mit anderen überregionalen oder regionalen Plänen und Programmen;
- relativ umfassend auf alle Herausforderungen eingeht, denen die Entwicklung des wallonischen Raums sich zu stellen hat;

Der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts hat jedoch hervorgehoben, dass Indikatoren, Normen oder Ziele zur Weiterverfolgung der qualitativen Ziele sowie eine prospektive Analyse bis zum Jahre 2050 fehlen, und hat eine Anzahl Überwachungsindikatoren vorgeschlagen;

Das Raumentwicklungsschema wurde mit Überwachungsmaßnahmen ergänzt.

Der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts kommt zu dem Schluss, dass die Auswirkungen der Grundsätze für die Durchführung der Ziele und der Elemente der Raumstruktur des Raumentwicklungsschemas **auf die verschiedenen untersuchten sozioökonomischen und ökologischen Bereiche im Allgemeinen positiv** sind, auch wenn einige zu beachtende Punkte festgestellt wurden;

Eine Zusammenfassung dieser Auswirkungen wird unter Punkt 2.4.1 des Dokuments aufgeführt. Der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts hat **keine Auswirkung festgestellt, die nicht unbedeutend ist**. Unter den negativen Auswirkungen, die er für gering hält, listet er die folgenden Auswirkungen:

- auf das biologische Erbe, die Landschaft und den Lebensrahmen, in Verbindung mit dem Willen zur Verbesserung und Aufwertung der Verkehrsnetze und -ausrüstungen;
- auf die Benutzung des Bodens in Verbindung mit dem Willen, die territoriale Verankerung der wissenschaftsbasierten Wirtschaft und der innovativen Tätigkeiten zu fördern;
- auf die Benutzung des Bodens, die Landschaft und den Lebensrahmen, in Verbindung mit dem Willen, die Versorgung und Lagerung von Energie zu verwalten;
- auf die natürlichen Ressourcen und die Abfälle sowie auf die Wirtschaft, in Verbindung mit dem Willen, den heutigen und zukünftigen Bedarf an Wohnungen nachzukommen;

- auf die demographischen und sozialen Aspekte sowie auf die Wirtschaft, in Verbindung mit dem Willen, das Gebiet sparsam zu verwalten;
- auf die Wirtschaft, in Verbindung mit dem Willen, die technologischen Risiken zu begrenzen;
- auf die Landschaften und den Lebensrahmen, in Verbindung mit dem Willen, das touristische Angebot zu verbessern.

Die allgemeinen Empfehlungen betreffen zwei Aspekte:

- die Eingliederung eines Lexikons;
- eine deutlichere Unterscheidung zwischen dem, was schon besteht, und dem, was geplant wird.

Diese Empfehlungen wurden in das Raumentwicklungsschema eingegliedert.

Es werden je nach Thematik folgende Berichtigungsmaßnahmen vorgeschlagen:

- Strukturierung des wallonischen Gebiets durch Eingliederung sowohl in die internationalen als auch in die regionalen Netze:
 - Verbindung des Umsetzungsprinzips in Bezug auf die Verbindung Walloniens mit den Außengebieten und den Elementen der territorialen Struktur durch die Identifizierung und Integration der wichtigsten transregionalen und grenzüberschreitenden Verbindungspunkte der verschiedenen Netze auf den Karten.

Dieser Vorschlag wurde in das Raumentwicklungsschema eingegliedert.

- die Stärkung der Integration der wallonischen Städte in die Dynamik der benachbarten Metropolen nicht auf die Pole zu beschränken, sondern das Prinzip der Umsetzung auf andere Städte auszudehnen, die sich im Einfluss der benachbarten Metropolen befinden.

Der Begriff der Städte wurde durch den Begriff der Pole ersetzt, aber das Raumentwicklungsschema bestätigt die Option der Einbeziehung der regionalen Pole (8) in die sozioökonomische Dynamik im Zusammenhang mit den am Rande der Wallonien gelegenen Städten..

- Verbesserung der Verkehrsnetze und Förderung von Multimodalität und Intermodalität:
 - Festlegung von Mindestzielen für den Ausbau der Infrastruktur für aktive Verkehrsträger nach Teilregionen.

Die Verteilung der Ziele nach Teilregionen ist in den subregionalen Dokumenten enthalten.

- Empfehlung, dass Tätigkeiten, die eine große Zahl von Warenbewegungen verursachen, vorrangig in der Nähe oder in direkter Verbindung mit dem Eisenbahn- oder Flussnetz angesiedelt werden sollten.

Der Grundsatz "Erfüllung der Bedürfnisse der Unternehmen im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung und eine sorgfältige Landbewirtschaftung" wurde ergänzt durch : "Die Angemessenheit zwischen dem Mobilitätsprofil einer Aktivität und dem Erreichbarkeitsprofil des Ortes wird berücksichtigt, um die Relevanz des Standortes zu beurteilen. »

- Entwicklung von Partnerschaften und innovativen Projekten mit besonderem Schwerpunkt auf neuen Wirtschaftsmodellen (lokal, zirkulär, digital) und Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit der wallonischen Region:
 - das Durchführungsprinzip nicht einschränken, um die Gründung innovativer Unternehmen nur im Umfeld der Universitäten zu fördern, sondern auf Forschungszentren, Wissenschaftsparks, Technologiecluster und Wettbewerbspole ausdehnen.

Dieser Vorschlag wurde in das Raumentwicklungsschema integriert (Hinzufügung von Wissenschaftsparks (7) und genehmigten Forschungszentren (22) sowie der Themenzentren von Spa (Automobil) und Redu und Transinne (Raum)).

- das Umsetzungsprinzip der Stärkung von Initiativen der Kreislaufwirtschaft auf alle anderen aufkommenden Wirtschaftsmodelle ausdehnen.

Dem Vorschlag wurde nicht gefolgt. Der Begriff der Kreislaufwirtschaft ist jedoch im Lexikon definiert worden.

- das Umsetzungsprinzip der Verallgemeinerung der Einführung von kurzen Versorgungswegen auf andere nachhaltige Lösungen auszudehnen.

Dieser Grundsatz wurde durch den folgenden Grundsatz ersetzt: "Unterstützung der lokalen und integrativen Wirtschaftsdynamik".

- Installation von WiFi im öffentlichen Verkehr, um die Arbeit auf den Strecken zu erleichtern und die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs zu verbessern.

Es wurde eine Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahme hinzugefügt, die die Installation von Wifi in den Bahnhöfen und an den Verkehrsträgertauschplattformen vorsieht.

- sich mit dem Thema 5G befassen.

Es wurde eine Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahme in Bezug auf die 5G hinzugefügt.

- die Einführung neuer Wohn- oder Gewerbegebiete vom Vorhandensein von 4G oder Breitband statt von beiden abhängig zu machen.

Wie folgt abgeändert: Die Einrichtung neuer Wohn- oder Gewerbegebiete wird von dem Vorhandensein einer sehr hohen Bandbreite oder der Möglichkeit ihrer Verringerung abhängig gemacht.

- Für eine nachhaltige Energieverwaltung sorgen (Verbrauch, Versorgung und Lagerung):
 - bei den Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahmen die bereits vorhandenen Elemente zur Verringerung des Energieverbrauchs in Gebäuden und Unternehmen zu erwähnen (PEB, Energieaudits, Branchenvereinbarungen usw.).

Die Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahmen zielen jetzt auf die Erreichung der quantifizierten Ziele des belgischen interföderalen Energiepakts (PEIB).

- Die Aktivitäten und Ausrüstungen lokalisieren und die Attraktivität urbaner Räume sichern:
 - Die verordnungsmäßigen Mechanismen um die Neodynamisierung der städtischen Zentren erinnern (neu zu gestaltender Standort, Landschafts- und Umweltsanierungsstandort, Areal für eine städtische Flurbereinigung, Maßnahme der städtischen Neubelebung, der Stadterneuerung oder bevorzugte Initiativgebiete).

Die verschiedenen operativen Planungsinstrumente sind in die Maßnahmen integriert, mit denen auf das Prinzip der Rückgewinnung urbanisierter Räume (PV1) reagiert werden soll.

- Zugängliche und gemischte Wohn- und Lebensräume garantieren und einen partizipatorischen Ansatz fördern:
 - bei neuen Wohnungsprojekten einer bestimmten Größe die soziale Mischung dadurch sicherstellen, dass ein Mindestprozentsatz an Wohnungen vorgesehen wird, die für Menschen mit niedrigem Einkommen zugänglich sind.

Die soziale Mischung wird in dem Ziel DE2 "günstige Bedingungen für die Vielfalt der Aktivitäten und die soziale Teilhabe bei Projekten schaffen" angestrebt. Die Frage des Prozentsatzes ist eine Frage der Wohnungspolitik.

- Verwaltung der Ressourcen des Territoriums unter Berücksichtigung der natürlichen und technologischen Risiken:
 - Um eine Konzentration der wirtschaftlichen Aktivitäten an den jeweiligen Standorten zu gewährleisten, wird empfohlen, regionale Problemgebiete zu identifizieren und Kriterien für eine gute Erreichbarkeit durch sanfte Verkehrsmittel und öffentliche Verkehrsmittel für die Ansiedlung von Büros und Gewerbegebiete festzulegen.

Der Grundsatz "Erfüllung der Bedürfnisse der Unternehmen im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung und eine sorgfältige Landbewirtschaftung" wurde ergänzt durch : "Die Angemessenheit zwischen dem Mobilitätsprofil einer Aktivität und dem Erreichbarkeitsprofil des Ortes wird berücksichtigt, um die Relevanz des Standortes zu beurteilen. »

- Für bestehende Gewerbegebiete, die unter einer mangelnden Erreichbarkeit der aktiven oder öffentlichen Verkehrsmittel leiden, wird empfohlen, ihre Entwicklung von einer Verbesserung dieser Erreichbarkeit abhängig zu machen.

Das Raumentwicklungsschema bestimmt keine Bedingungen für die Entwicklung der bestehenden Gewerbegebiete sondern gibt den Vorrang der Aufwertung der Bausubstanz und der Gelände mit wirtschaftlichem Charakter in den zentralen Gebieten und in der Nähe der Anschlussstellen an die öffentlichen Verkehrsmittelnetze (PV1)

- erwägen, die Umsetzung von kommunalen Entwicklungsschemen in Gebieten, die noch nicht über diese verfügen, aufzuerlegen oder sie für diejenigen zu aktualisieren, die über diese verfügen.

Das GRE verleiht dem Raumentwicklungsschema einen rechtlichen Richtwert und enthält keine Bestimmung, die eine Gemeinde verpflichten würde, ein kommunales Schema zu erstellen, um es umzusetzen.

- die Ziele für die Reduzierung der Artifizialisierung nach Teilregionen spezifizieren.

Die Verteilung der Ziele nach Teilregionen ist in den subregionalen Dokumenten enthalten.

- Gebiete definieren, in denen eine bestimmte Wohnungsdichte pro Hektar vorgeschrieben würde.

Die Verteilung der Ziele nach Teilregionen ist in den subregionalen Dokumenten enthalten.

Der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts hat ebenfalls die folgenden alternativen Lösungen analysiert:

- Alternative 0: Erhaltung des Raumentwicklungsschemas in seiner Fassung vom Jahre 1999 (SDER)
 - ⇒ Die Alternative 0 erlaubt nicht mehr, den heutigen Herausforderungen nachzukommen.
- Alternative 1: ein Rahmen für die territoriale Entwicklung, der sich in Richtung auf das Erreichen von mehr quantitativen Zielen entwickelt
 - ⇒ Unrealistisch, weil die fraglichen Ziele oft von anderen sektoralen Politiken abhängen, aber diese Alternative zeigt dennoch Verbesserungsmöglichkeiten für den Entwurf des Raumentwicklungsschemas auf, indem bestimmte wichtige territoriale Elemente weiter quantifiziert werden.
- Alternative 2: eine territoriale Strategie, die sich mehr auf eine zukunftsorientierte Vision für Wallonien stützt
 - ⇒ würde sicherlich zu einem sehr unrealistischen und nicht-operativen Schema führen. Dennoch schlägt Alternative 2 auch einige mögliche Verbesserungen des Entwurfs des Raumentwicklungsschemas vor, die eine stärkere Verbindung zwischen der prospektiven Vision und den Zielen, den Umsetzungsprinzipien und der territorialen Struktur genießen würden.

Das Raumentwicklungsschema wurde geändert, um bestimmte Ziele stärker zu quantifizieren und um die Vision und die Ziele besser miteinander zu verknüpfen.

2. Integration der Umweltbelange, die sich aus den während der Konsultationsphase (öffentliche Umfrage und Stellungnahmen der Gemeinden und Behörden) geäußerten Bemerkungen und Meinungen ergeben, in das Raumentwicklungsschema.

In Übereinstimmung mit Art. D.II.3 §2, Abs.1 des GRE hat die Regierung den Schemaentwurf sowie den Umweltverträglichkeitsbericht 21 Vorstellungsversammlungen und der öffentlichen Untersuchung unterworfen.

Die öffentliche Untersuchung fand vom 22. Oktober bis zum 5. Dezember 2018 statt.

Gemäß Art. D.II.3, § 2 Absatz 2 des GRE wurde der Entwurf zum Raumentwicklungsschema zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht am 19. Oktober 2018 dem Ressort Raumordnung, dem Ressort Umwelt, dem Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie, der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie, "Wallonie développement" und der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung zur Stellungnahme unterbreitet.

Die Stellungnahme der Gemeinderäte wurde per Einschreiben vom 7. Dezember 2018 beantragt.

Gemäß Artikel D.VIII.12 des GRE wurde der Entwurf des Raumentwicklungsschemas zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht den zuständigen Behörden der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Groß-Ost-Region (Französische Republik), der Region Hauts-de-France (Französische Republik), des Landes Rheinland-Pfalz (Bundesrepublik Deutschland), des Landes Nordrhein-Westfalen (Bundesrepublik Deutschland), der Provinz Limburg (Königreich der Niederlande) und des Großherzogtums Luxemburg vorgelegt.

Die Beschwerden, Bemerkungen und Stellungnahmen, die am Ende der öffentlichen Untersuchung gesammelt wurden, betreffen Folgendes:

Umweltverträglichkeitsbericht

Die Ressorte "Raumordnung" und "Umwelt" bedauern, dass die zusätzlichen Empfehlungen, die sie über den Umweltverträglichkeitsbericht während der Erarbeitung des Entwurfs zum Raumentwicklungsschema geäußert hatten, nicht befolgt wurden, aber ihre Stellungnahmen stellen den vollständigen Charakter des Berichts oder dessen Schlussfolgerungen nicht in Frage.

Form des Dokuments

Angesichts der Bemerkungen über die Form des Dokuments wurden dem Text Abänderungen gebracht.

Modalitäten für die öffentliche Untersuchung

Die Bestimmungen des GRE wurden eingehalten.

Unterschiede zwischen dem Vorentwurf und dem Entwurf des Raumentwicklungsschemas;

Die festgestellten Unterschiede betreffen zwei Dokumente, deren rechtliche Tragweite nicht vergleichbar ist. Der vorgenannte Vorentwurf hat keine rechtliche Existenz in Bezug auf das GRE und wurde zur Bereicherung des Denkens seiner Entwerfer verwendet.

Operationalisierung des Raumentwicklungsschemas

Das GRE definiert das Raumentwicklungsschema als ein Instrument der territorialen Strategie, dem es einen rechtlichen Richtwert verleiht, und enthält keine Bestimmung, die eine Gemeinde verpflichten würde, ein kommunales Schema zu erstellen, um es umzusetzen.

Es plant, die Methoden zur Umsetzung der von ihr dargelegten Verwaltungs- und Programmierungsprinzipien durch Referenzsysteme für Kommunalbehörden und Projektentwickler zu spezifizieren, insbesondere dank der Expertise der Ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung.

Es schließt jedoch die Möglichkeit nicht aus, die Durchführung des Raumentwicklungsschemas mit verordnungsmäßigen Maßnahmen zu begleiten, die darauf abzielen, die anzuwendenden Methoden festzulegen oder deren Umsetzung zu erleichtern.

Klärung mehrerer Begriffe

Bitten um Klärung oder Klarstellung des Textes wurden berücksichtigt. Das Lexikon wurde ebenfalls vervollständigt.

Scheinbarer Widerspruch zwischen bestimmten Zielen.

Die Ziele sind nicht hierarchisiert, und es besteht die Notwendigkeit einer transversalen Lesart der Ziele des Raumentwicklungsschemas.

Feststellungen und Herausforderungen

Die Feststellungen wurden auf der Grundlage der von der Ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung durchgeführten Kontextanalyse gemacht. Sie beziehen sich auf Fakten, die die Wallonische Regierung zur Kenntnis genommen hat, ohne sie zu ändern. An bestimmten Feststellungen oder Fragen wurden geringfügige Änderungen vorgenommen, um auf die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung formulierten Beschwerden, Bemerkungen und Stellungnahmen zu reagieren, sofern sie den Umfang der kontextgebundenen Analyse nicht geändert haben.

Begleitungsmaßnahmen

Den in den Beschwerden, Bemerkungen und Stellungnahmen vorgeschlagenen Folgemaßnahmen wurde stattgegeben, sofern sie für die gewählten Umsetzungsgrundsätze relevant sind und die Daten leicht erhoben werden können.

Ziel SS.1. Die Rolle der Wallonie innerhalb der Dynamik der Großstädte auf europäischer Ebene stärken.

Vorrang, der der Entwicklung der Wallonie vor ihrer Positionierung einzuräumen ist.

Aus der Kontextanalyse ergibt sich, dass die Entwicklung der Wirtschaft der Wallonie nicht ohne Berücksichtigung ihrer Nachbarn betrachtet werden kann. Ihre Positionierung war bereits eine der Optionen des 1999 angenommenen Entwicklungsschemas des regionalen Raumes; deshalb wurde diese Option beibehalten.

Vorrang, den das Raumentwicklungsschema der städtischen und wirtschaftlichen Dynamik vor der ländlichen und ökologischen Dynamik einräumt.

Aus der Kontextanalyse ergibt sich, dass die städtische Form hauptsächlich die Wallonie betrifft. Wenn das Raumentwicklungsschema der Strukturierung der Stadtentwicklung besondere Bedeutung beimisst, ist es auch mit dem Ziel, den Rest des Territoriums vor der Urbanisierung zu bewahren.

Außerdem begünstigt das Raumentwicklungsschema die städtische Wirtschaft in keiner Weise gegenüber der ländlichen Wirtschaft, denn beide Gegenstand konkreter Vorschläge sind.

Art und Weise, wie das Raumentwicklungsschema Brüssel und die damit verbundene Dynamik der Metropolen integriert;

Das Raumentwicklungsschema wurde geändert, so dass er die Dynamik der Metropolen in Brüssel stärker integriert.

Die Folgen der Stärkung der wichtigsten Pole auf die bestehende Dynamik und auf die auf dem Gebiet bereits bestehende Aktivitäten und den Standort der neuen Aktivitäten.

Aus der Kontextanalyse ergibt sich, dass die Positionierung der großen Pole der Wallonie gestärkt werden muss. Das Raumentwicklungsschema sieht also von vornherein die Möglichkeit vor, Aktivitäten im Zusammenhang mit der Dynamik der Metropolen Nordwesteuropas in den großen Polen vorrangig anzusiedeln.

Unterschiede der metropolitanen Dynamik in Charleroi und Lüttich.

Die Dynamik als Metropole ist in der Tat in Lüttich anders als in Charleroi. Dies dürfte jedoch nicht die Option der Wallonischen Regierung ändern, sich auf zwei wichtige Pole in der Wallonie zu stützen, um "die Rolle der Wallonie innerhalb der Dynamik der Großstädte auf Europäischer Ebene zu stärken".

Vorherrschende Stellung von Lüttich in MAHHL und sein Ballungsraum.

Die Stadt Lüttich hat eine vorherrschende Stellung in MAHHL. Der Text ist daher entsprechend geändert worden.

Definition des Ballungsraumes von Charleroi (Châtelet, Courcelles usw.)

In dem Entwurf des Raumentwicklungsschemas wurden die Gemeinden Charleroi und Châtelet miteinbezogen, um das wichtigste Zentrum von Charleroi zu bilden. Im Lichte der in den

Beschwerden vorgebrachten Argumente wurde das Pol mit den Gemeinden Courcelles und Montigny-le-Tilleul ergänzt.

Absicht, eine Universität in Charleroi zu gründen.

Die Wahl der Wallonischen Regierung besteht in der Tat darin, große Kompetenzzentren einzurichten. Eine Universität spielt in dieser Hinsicht eine führende Rolle, daher ist es wichtig, das Angebot an Universitätskursen in Charleroi auszubauen, ohne die bestehenden Kurse zu beeinträchtigen.

Vorrang, der den großen Zentren für den Standort von technologischen Exzellenzplattformen eingeräumt wird.

Die Option ist eng mit dem Wunsch verbunden, Charleroi und Lüttich auf europäischer Ebene zu positionieren. Jede Konkurrenz innerhalb der Wallonie in diesem Bereich würde dazu führen, dem angestrebten Ziel zu schaden.

Aufnahme der Wallonie in das TEN-T-Netz und insbesondere die Unterlassung von Eintrittstoren in das Gebiet, insbesondere in Mons, La Louvière und Athus.

Die diesbezügliche territoriale Struktur wurde in diesem Sinne vervollständigt.

Begründung der zu verstärkenden Achsen und insbesondere das Weglassen von Brüssel/Namur/Luxemburg.

Die Achse Brüssel/Namur/Lüttich, wie diejenige, die Lüttich mit der deutschen Grenze verbindet, ist Teil des TEN-T-Netzes. Es ist aber gerechtfertigt, die Achsen Lüttich/Charleroi/Tournai und Mons/Valenciennes zu stärken, wegen der Wahl, die Rolle Charlerois in der Dynamik der Metropolen auf europäischer Ebene zu stärken.

Rang des Ballungsraums von Mons im Verhältnis mit demjenigen von Namur.

In dem Raumentwicklungsschema werden keine anderen Qualifikationen als die der institutionellen Hauptstadt für die Stadt Namur anerkannt.

Der Ballungsraum von Mons hat weder den institutionellen Rang von Namur noch denjenigen von Charleroi und Lüttich auf europäischer Ebene.

Ziel SS.2 - Die Wallonie in überregionale und grenzüberschreitende sozialwirtschaftliche Netze integrieren.

Gewählte Kooperationsstrukturen.

Im Raumentwicklungsschema werden aufgrund des verfolgten Ziels nur überregionale oder grenzüberschreitende Kooperationsstrukturen anerkannt. Die Gebietsstruktur wird mit der Struktur "Essaimage", die nicht im Entwurf des Raumentwicklungsschemas aufgenommen war, vervollständigt.

Umfang, Intensität und Mehrwerte der bestehenden Kooperationsstrukturen.

Die im Raumentwicklungsschema beibehaltenen Strukturen teilen alle auf verschiedenen Ebenen den Ehrgeiz, den Herausforderungen bei der Entwicklung ihres Interventionsgebiets zu begegnen.

Kohärenz zwischen dem Raumentwicklungsschema und den Plänen der Nachbarn der Wallonie.

Die Kohärenz zwischen dem Raumentwicklungsschema und den von den Nachbarn der Wallonie erstellten Plänen wurde vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts analysiert.

Der Stärkung der Zusammenarbeit mit Brüssel und Flandern zu gebender Vorrang.

Im Raumentwicklungsschema ist es klar, dass die Stärkung der Zusammenarbeit mit Brüssel und Flandern ein vorrangiges Thema für die Wallonie ist. In der Flämischen Region wurde sie außerdem durch die Ausweisung von zwei gemeinsamen Entwicklungsgebieten und überregionalen Achsen nach Antwerpen, Genk, Gent, Hasselt, Kortrijk, Löwen, Sint-Truiden, Ieper gestärkt.

Themen, auf denen die Zusammenarbeit basieren sollen (Naturparks, Kulturerbe, Flussverträge, hydrographische Becken usw.).

Das Raumentwicklungsschema sieht die Möglichkeit vor, die bestehenden Zusammenarbeitsformen auf transregionaler oder grenzüberschreitender Basis zu stärken. Es wird anerkannt, dass weitere mögliche grenzüberschreitende und transregionale Kooperationen geprüft werden müssen, deren Entwicklung es durch Folgemaßnahmen überwachen will.

Gemeinsame Nutzung von Dienstleistungen und Ausrüstungen.

Die Grundsätze für die gemeinsame Nutzung von Diensten und Ausrüstungen sind in Ziel DE.1 definiert und ihre Umsetzung erfolgt auf subregionaler Ebene.

Kriterien für die Regionalzentren und die Berücksichtigung der um sie herum gebildeten Ballungsräume nach dem Vorbild dessen, was der Entwurf des Raumentwicklungsschemas für die Hauptzentren vorsieht.

Der Entwurf des Raumentwicklungsschemas sieht die Möglichkeit vor, regionale Zentren innerhalb der von den Großstädten an den Grenzen der Wallonie (Brüssel, Luxemburg, Lille) polarisierten Gebiete zu wählen, um das Ziel der Integration der Wallonie in transregionale und grenzüberschreitende sozioökonomische Netze zu verfolgen. Es erfordert auch das Vorhandensein mindestens eines Universitätsstandortes.

Das letztgenannte Kriterium spielt im Falle einer Stadt wie La Louvière, deren Lage auf dem Territorium es zweifellos ermöglicht, das angestrebte Ziel zu erreichen, eine diskriminierende Rolle.

Es besteht der Anlass, es in Bezug auf die Priorität, die der Positionierung der Wallonie in ihrem Umfeld beigemessen wird, zu ändern, indem eine Alternative vorgeschlagen wird, die die Bevölkerung und Beschäftigung betrifft.

Bei der Definition des Anwendungsbereichs der regionalen Pole wird dieselbe Unterscheidung wie die für die großen Pole getroffen, nämlich die Gemeinden, mit denen sie einen Ballungsraum bilden,

zu assoziieren. Colfontaine, Frameries und Quaregnon sollten tatsächlich mit dem regionalen Pol von Mons und Manage am regionalen Pol von La Louvière verbunden werden.

Ziel SS.3 - Auf die multipolare Struktur der Wallonie aufbauen und die Komplementarität zwischen den Gebieten unter Beibehaltung ihrer Besonderheiten fördern.

Das Gleichgewicht der vorgeschlagenen Aktivitäten zwischen den Hauptpolen/regionalen Polen/Polen.

Die Einzelheiten, die das Raumentwicklungsschema für die Tätigkeiten, Ausrüstungen oder Dienstleistungen vorsieht, die von den großen Polen, regionalen Polen oder Polen durchgeführt werden sollten, betreffen nur diejenigen, die sie spezifisch machen. In der Tat ist es notwendig, die Aufmerksamkeit der Behörden auf den angemessenen Standort dieser Tätigkeiten zu lenken, insbesondere im Hinblick auf die Konsolidierung der erwarteten Positionierung der Polen in den betreffenden dynamischen und wirtschaftlichen Netzwerken.

Vernetzung der Spezifitäten der Pole.

Das Raumentwicklungsschema ermutigt jeden Pol, sich seine eigene Entwicklung vorzustellen, indem er die spezifischen Merkmale hervorhebt, die er für relevant hält, vorausgesetzt, dies geschieht in Absprache mit dem ländlichen Gebiet, das er polarisiert.

Definition der Pole und gewählte Kriterien

Die Option wurde gewählt, sich auf ein Netz bestehender städtischer Strukturen - oder Zentralitäten - zu stützen, die weitgehend strahlende oder arbeitsbezogene Zentren sind, die durch ein effizientes öffentliches oder gemeinsames Verkehrsnetz miteinander verbunden sind.

In der so geplanten territorialen Struktur werden notwendigerweise Zentralitäten verschiedener Größenordnungen beibehalten, da sie von den Ressourcen und der betroffenen Bevölkerung nach der gewählten Vermaschung abhängen. Der Wille besteht nicht darin, das Territorium der Wallonie auf der Grundlage einer Hierarchie zwischen den Polen zu strukturieren, die sich beispielsweise auf ihre jeweilige Bevölkerung oder die Ebene ihrer Einrichtungen stützt, sondern das Territorium zu vermaschen.

Diese Vermaschung gilt auf regionaler Ebene und eine feinere Vermaschung kann durch subregionale Dokumente erstellt werden.

Relevanz einiger der geplanten Verbindungen zwischen den Polen.

Als Reaktion auf die Beschwerden wurden Änderungen an der territorialen Struktur vorgenommen.

Art und Weise, wie die Vorschläge für die drei Entwicklungsbereiche strukturiert werden können.

Die gemeinsamen Umsetzungsgrundsätze für die Entwicklungsbereiche wurden gesammelt.

Hierarchie zwischen den Entwicklungsbereichen: endogen, gemeinsam, metropolitan.

Es besteht keine hierarchischen Verbindungen zwischen ihnen.

Erwartete Positionierung der Gebiete.

Die im Raumentwicklungsschema festgelegten Entwicklungsgebiete sind nicht nach dem städtischen oder ländlichen Charakter des betreffenden Gebiets definiert. Ihre Positionierung ist untrennbar mit der Besonderheit der in den betreffenden Gebieten gelegenen Pole, ihrem wirtschaftlichen Umfeld und ihren Ressourcen verbunden.

Der Zweck der Metropolenentwicklungsgebiete besteht darin, die Positionierung der großen und regionalen Pole der Wallonie in der sozioökonomischen Dynamik und Zusammenarbeit in Verbindung mit den Städten an ihrem Rand zu unterstützen.

Der Zweck der gemeinsamen Entwicklungsgebiete besteht darin, die Positionierung der Grenzgebiete in der sozioökonomischen Dynamik und Zusammenarbeit im Zusammenhang mit der Entwicklung der Ressourcen des Gebiets und der Zusammenarbeit mit benachbarten Gebieten zu unterstützen.

Der Zweck der endogenen Entwicklungsgebiete besteht darin, die Positionierung der Pole in der sozioökonomischen und Kooperationsdynamik im Zusammenhang mit einer starken Mobilisierung lokaler Trümpfe zu unterstützen und die Umwandlung der wallonischen Wirtschaft hin zur Entwicklung von kurzen Transportwegen und lokalen Netzen sowohl im Hinblick auf die Aufwertung der Ressourcen des Gebiets als auch auf deren Verarbeitung und auf Tourismus zu unterstützen.

Diese Details wurden in den Text aufgenommen.

Platz der ländlichen Gebiete in den Metropolgebieten.

Die Metropolenentwicklungsgebiete sollen nicht vollständig verstädtert werden. das Raumentwicklungsschema beschreibt die erwartete Entwicklung als eine Kombination von Initiativen, die darauf abzielen, alle Formen der Zusammenarbeit zu stärken, die für die sozioökonomische Entwicklung der Wallonie mit den Städten an seiner Peripherie nützlich sind dort müssen nicht verstädterte Gebiete erhalten bleiben und die dort erwarteten Entwicklungen verändern das bestehende Gleichgewicht zwischen den für die Verstädterung bestimmten Gebieten und den nicht für die Verstädterung bestimmten Gebieten nicht.

Ausschließliche Natur der erwarteten Entwicklungen in jedem der Gebiete.

Es ist Aufgabe des Raumentwicklungsschemas, zwischen verschiedenen Möglichkeiten zu wählen und die Strategie der Wallonischen Regierung zum Ausdruck zu bringen, um die Wallonie gegenüber ihren Nachbarn zu positionieren und ihr Gebiet zu strukturieren.

Der Zweck der Vorschläge im Raumentwicklungsschema besteht nicht darin, die erwarteten Entwicklungen in jedem der Gebiete über die darin dargelegten Grundsätze und die Einhaltung der entwickelten Strategie hinaus zu definieren.

"Vereinfachter" Charakter des Vorschlags, der es nicht ermöglicht, der Komplexität des Gebiets Rechnung zu tragen.

Das Raumentwicklungsschema legt zwei Kriterien für die Definition von Entwicklungsgebieten fest: ihre Umwelt und ihre Ressourcen. Diese Option führt zur Definition von zehn Entwicklungsgebieten von drei Arten für die Wallonie, deren Grenzen bewusst vage sind, damit die Behörden sie entsprechend dem von ihnen selbst definierten Weg spezifizieren können. Diese Option stimmt dann mit dem Bestreben überein, eine territoriale Struktur auf regionaler Ebene zu schaffen, Dokumente auf subregionaler Ebene werden diese Struktur vervollständigen.

Abweichungen des Vorschlags betreffend die Aufteilung der Kontextanalyse.

Die zehn Zonen, wie sie in Kapitel 6 der Kontextanalyse dargestellt sind, und die zehn Entwicklungsgebiete des Raumentwicklungsschemas haben nicht den gleichen Zweck:

- die Ersten widerspiegeln eine bestehende Struktur - dies sind Zonen, für die eine Reihe gemeinsamer Herausforderungen zu entstehen scheint

- während die zweiten eine territoriale Entwicklungsoption widerspiegeln (sie gruppieren um die Pole diejenigen Gebiete, die die gleichen Entwicklungsperspektiven im Sinne der territorialen Struktur des Raumentwicklungsschemas haben).

Unvereinbarkeit der Vorschläge im Raumentwicklungsschema mit bestehenden oder geplanten Dokumenten.

Die Vereinbarkeit der im Raumentwicklungsschema formulierten Vorschläge mit den bereits von der Wallonie eingegangenen Verpflichtungen wurde vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts analysiert.

Die Vereinbarkeit der im Raumentwicklungsschema formulierten Vorschläge muss mit bestehenden oder geplanten Dokumenten auf subregionaler Ebene nicht analysiert werden.

Unzureichende Ambitionen für das endogene Entwicklungsgebiet.

Das Raumentwicklungsschema definiert die Entwicklungsgebiete im Rahmen des Ziels, das darauf abzielt, die Wallonie gegenüber ihren Nachbarn zu positionieren und ihr Gebiet zu strukturieren. Es handelt sich daher nicht um ein Entwicklungsprojekt im wirtschaftlichen Sinne des Wortes. Dieses wird im Rahmen der Grundsätze der Umsetzung der Ziele AM.2 und AM.3 festgelegt.

Ziel SS.4 - Das Netzwerk der wichtigsten Kommunikationsinfrastrukturen zu einem Hebel für die Schaffung von Wohlstand und nachhaltige Entwicklung machen.

Was das Raumentwicklungsschema unter dem Begriff "strukturierendes Kommunikations- und Verkehrsnetz" versteht.

Das strukturierende Netz zielt auf das Netz der Hauptverkehrsinfrastrukturen im Sinne von Artikel R.II.21-1 des GRE ab. Der Wortlaut des Ziels wurde geändert, um seinen Anwendungsbereich zu klären.

Absichten der Wallonischen Regierung bezüglich der wallonischen Ost-West-Bahntrasse

Die folgende Option wurde gewählt : " Vervollständigung des Netzes[] durch die Entwicklung einer neuen Eisenbahntrasse [] zwischen der Hochgeschwindigkeitslinie 1 und der Hochgeschwindigkeitslinie 3 und die Schaffung eines TGV-Bahnhofs in Charleroi".

Möglichkeit, das transeuropäische Straßennetz zu vervollständigen (zentrales Netz bis 2030 und globales Netz bis 2050).

In Anwendung einer europäischen Verordnung, der sich die Wallonische Regierung nicht entziehen kann, ist die Fertigstellung des transeuropäischen Straßenverkehrsnetzes für die Wallonie notwendig.

Möglichkeit, den Flughafen Charleroi mit dem Zug zu erreichen.

Das Raumentwicklungsschema umfasst zwei Maßnahmen in dieser Hinsicht: Optimierung der Anbindung der Regionalflughäfen an das Netz der Hochgeschwindigkeitsbahn und Verbesserung der Leistung der öffentlichen Verkehrsverbindungen zwischen dem Flughafen Charleroi und Brüssel. Aus dem Text kann kein besonderer Wunsch, den Flughafen Charleroi mit dem Zug zu bedienen, abgeleitet werden.

Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahmen, die darauf abzielen, den Wert der Eisenbahn-, Binnenschiffahrts- und Straßenkommunikationsnetze zu erhöhen, und die Möglichkeit, sie durch andere Vorschläge zu ergänzen.

Die Änderungen an der territorialen Struktur ergeben sich aus der Analyse der im Entwurf des Raumentwicklungsschemas formulierten Optionen und der am Ende der öffentlichen Untersuchung übermittelten Vorschläge im Lichte der Änderungen an der territorialen Struktur, die das Ziel SS.1 widerspiegeln.

Verbindungen zu Städten außerhalb der Wallonie von regionalen Polen aus.

Als Reaktion auf die Beschwerden wurden Änderungen an der territorialen Struktur vorgenommen.

Ziel SS.5 - Artikulation der überörtlichen Gebietsdynamik auf regionaler Ebene und Stärkung der wallonischen Identität.

Berücksichtigung der bestehenden Arten der territorialen Dynamik und der jüngsten lokalen Entwicklungen.

Das Raumentwicklungsschema definiert die territoriale Strategie der Wallonischen Regierung auf der Ebene der gesamten Wallonie. Es ist nicht als Ergänzung oder gar als Synthese lokaler und/oder überregionaler Initiativen gedacht.

Das Raumentwicklungsschema ignoriert jedoch nicht den Reichtum dieser territorialen Dynamik, sondern beabsichtigt, sie auf regionaler Ebene zu artikulieren und die territoriale Identität der Wallonie zu stärken.

Risiko der Konkurrenz zwischen den Gemeinden und zu treffende Schlichtungen.

Es wurde gewählt, Leitlinien für jedes der Entwicklungsgebiete festzulegen. Es ist Aufgabe der Wallonischen Regierung, dafür zu sorgen, dass sie im Rahmen der Aufsicht, die das GRE für die Genehmigung suprakommunaler Entwicklungsinstrumente organisiert, eingehalten werden.

Berücksichtigung der Naturparke.

Auch ohne die positiven Beiträge der Dynamik im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung von Naturparks auf überlokaler Ebene zu bestreiten, wird dennoch die Option gewählt, sich auf die Instrumente der territorialen Entwicklung und der Raumplanung des GRE zu beschränken.

Ziel AM.1 - Den aktuellen und zukünftigen Bedarf an barrierefreiem Wohnen, der sich dem soziodemografischen energetischen und Klimawandel anpasst, decken

Zeitliche Verteilung des Baus von neuen Wohnungen

Die Zahl der zu errichtenden Wohnungen wurde auf der Grundlage der neuesten Projektionen des Planungsbüros neu bewertet und an die beiden im Raumentwicklungsschema festgelegten Termine - 2030 und 2050 - angepasst.

Ziel AM.2 - Integration der wallonischen Wirtschaft in die Wissensgesellschaft und die lokale Wirtschaft und (Um-)bildung der Verarbeitungsketten, die Arbeitsplätze auf ihrem Gebiet schaffen.

Schlechte Berücksichtigung der traditionellen Wirtschaft in dem Raumentwicklungsschema.

Die von Ziel AM.3 entwickelten Umsetzungsgrundsätze tragen den bei der öffentlichen Untersuchung geäußerten Bedenken Rechnung.

Wissensbasierte Wirtschaft und deren Verankerung innerhalb des Gebiets.

Das Raumentwicklungsschema wird geändert, um sich nicht auf die heutige Lage der Wettbewerbspole zu begrenzen (als Beispiel geltende Liste).

Im Raumentwicklungsschema wird erklärt, dass der Begriff Universitätsstandort alle Funktionen und Entwicklungen umfasst, die direkt mit einer Universität zusammenhängen (Campus, Forschungszentrum usw.) und die Hochschulen und zugelassenen Forschungszentren werden eindeutig als Kompetenzzentren für die wissensbasierte Wirtschaft genannt.

Es werden ebenfalls das Netz der Wissenschaftsparks, das Spa-Francorchamps Automotive Innovation Centre und das Zentrum über Raumfahrt Redu und Transinne als Ankerpunkt für die wissensbasierte Wirtschaft und innovative Tätigkeiten erwähnt.

Ressourcen und ihre Verankerung innerhalb des Gebiets.

Das Raumentwicklungsschema wird abgeändert, so dass öffentliche Wasserentnahmen nicht mehr aufgeführt werden, da sie keine wirkliche territoriale Dynamik erzeugen.

Die Liste der Untergrundbetriebe wird abgeändert und die Wege zur Erschließung dieser Ressource in der Nähe der Lagerstätte werden einbezogen.

Das Raumentwicklungsschema wird abgeändert, um die Nadelwaldflächen und Laubwaldflächen zu unterscheiden.

Das Raumentwicklungsschema wird ebenfalls abgeändert, um Standorte zur landwirtschaftlichen Aufwertung als Stützpunkte auf regionaler Ebene einzubeziehen.

Die in das Raumentwicklungsschema als Biomasse-Rückgewinnungsstandorte aufgenommenen Standorte sind aus dem wallonischen Plan für Abfall abgeleitet und wurden am 22. März 2018 angenommen und als öffentliche Kompostierungsanlagen ausgewiesen.

Die Anträge auf Einbeziehung anderer territorialer Ressourcen als Stützpunkte für die wirtschaftliche Entwicklung werden auf subregionaler Ebene entsprechend den lokalen oder überlokalen Besonderheiten berücksichtigt werden können.

Stärkere Betonung der lokalen Wirtschaft.

Das Raumentwicklungsschema wurde geändert, um Vorschläge für kurze Versorgungswege für Lebensmittel und sogenannte "Lebensmittelgürtel" zu integrieren.

Begriffe Industrieökologie und Kreislaufwirtschaft.

Es wurde die Option gewählt, die Entwicklung jeder Initiative auf dem Gebiet zu ermöglichen. Daher ist es nicht notwendig, die Formen, die diese Konzepte annehmen können, im Raumentwicklungsschema näher zu bestimmen.

Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen über die Komponente Landwirtschaft und lokale Wirtschaft.

Das Raumentwicklungsschema wurde in diesem Sinne abgeändert.

Ziel AM.3 - Die wirtschaftlichen Bedürfnisse aus Sicht einer nachhaltigen Entwicklung und sparsamen Bodenbewirtschaftung vorausplanen

Nuancen, die bei der Definition der Pole und Stützpunkte in Bezug auf die Aufnahme von wirtschaftlichen Aktivitäten zu berücksichtigen sind.

Das Raumentwicklungsschema zielt darauf ab, die Stärkung der Wirtschaftstätigkeit im Gebiet entsprechend seinem regionalen Geltungsbereich zu lokalisieren. Diese Logik wird durch die ihm nach ihrem jeweiligen Geltungsbereich unterlegenen Pläne, Schemen und Leitfäden detailliert und spezifiziert.

Nuancen, die an den Standort der Industrie-, Bahn- und Flussaktivitäten gebracht werden sollen.

Im Raumentwicklungsschema wird der Standort der Tätigkeiten im Gebiet nicht bestimmt, sondern nach ihrer Relevanz für den Zugang zu Ressourcen, Mobilität, mögliche Synergien oder anderen in einer Logik der nachhaltigen Entwicklung geleitet.

Klimaauswirkungen der Unterstützung der flughafenbasierten Wirtschaftsentwicklung.

Flughäfen sind im Rahmen der derzeitigen Globalisierung internationale Tore nach die Wallonie. Außerdem setzt der Luftfahrtsektor auch seine langfristige Einsatzstrategie im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung um.

Möglichkeit, den Zugang der Unternehmen zu den Wasserressourcen zu gewährleisten.

Das Vorhandensein von Wasserressourcen ist ein wichtiger Faktor für die Standortwahl wirtschaftlicher Tätigkeiten. Dieser Faktor wird durch das von der Wallonischen Regierung im Jahr 2015 verabschiedete regionale Programm zur Nutzung der Wasserressourcen unterstützt; er wird zu dem Umsetzungsprinzip hinzugefügt, das darauf abzielt, die Bedürfnisse der Unternehmen im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung und eine sparsame Landbewirtschaftung zu decken.

Verdichtung der Gewerbegebiete.

Die Verdichtung von Wirtschaftsparks ist eine Verwaltungs- und Planungsmaßnahme, die es ermöglicht, den Grundsatz der Deckung der wirtschaftlichen Bedürfnisse und der sparsamen Bodenbewirtschaftung umzusetzen. Sie ist kein Ziel an sich. Die geäußerten Befürchtungen gelten also als unbegründet.

Vereinbarkeit der für die wirtschaftliche Entwicklung verfolgten Umsetzungsgrundsätze (u.A. Bereitstellung von Räumen für die wirtschaftliche Tätigkeit) mit denen für die Umwelt

Der Grundsatz der Durchführung, der darauf abzielt, den Bedarf an für die Wirtschaftstätigkeit bestimmten Flächen vorwegzunehmen, erfordert eine quantifizierte Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahme. Die Frage der Vereinbarkeit von Wirtschaftstätigkeit und Umwelt wird auch durch andere Ziele wie DE.2, PV.1, PV.2, PV.3 oder PV.4 beantwortet.

Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahme zur Entwicklung von Gewerbegebieten in zuvor künstlich umgestalteten Gebieten.

Die Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahme zur Entwicklung von 30 % der neuen Gewerbegebiete in Bereichen, die bereits bis 2030 und bis 2050 künstlich gemacht wurden, steht vollkommen im Einklang mit der von der Wallonischen Regierung gewählten Option, der künstlichen Umgestaltung des Gebiets bis zu diesem Zeitpunkt ein Ende zu setzen. Sie widerspricht dem Ziel PV.3 nicht.

Die Operationalisierung der Maßnahme wird nach der Annahme des Raumentwicklungsschemas festgelegt.

Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahme im Zusammenhang mit der Besetzungsdichte von Gebieten, die für eine wirtschaftliche Tätigkeit bestimmt sind (Flächennutzungskoeffizient 70%).

In der Erwägung, dass dieser Schwellenwert des Flächennutzungskoeffizienten zu restriktiv und schwer zu erreichen ist. Der Text wird geändert, um ihn auf einen Bereich zwischen 50 und 70 % auszudehnen.

Verschiedene Bereiche der Entwicklung der Wirtschaftstätigkeit und in die territoriale Struktur einbezogene Unterstützungspunkte für die wirtschaftliche Entwicklung

Die territoriale Struktur wird geändert, um auf bestimmte Forderungen zu reagieren, die unter Berücksichtigung der Gegebenheiten vor Ort für angemessen erachtet werden;

Es wurde die Option gewählt, die zu entwickelnden Zentralitäten um einen außerhalb der Pole liegenden Eisenbahnknoten in die territoriale Struktur aufzunehmen. Daher ist es notwendig, den Eisenbahnknoten Welkenraedt hinzuzufügen.

Die in Anhang 3 vorhandene Liste der regionalen Gewerbegebiete auf regionaler Ebene wurde abgeändert, um Gewerbegebiete aufzunehmen, die dem Kriterium des Entwurfs des Raumentwicklungsschemas entsprechen.

Ziel AM.4 - Die Wallonie dem digitalen Wandel verschreiben

Tatsache, dass die Auswirkungen der digitalen Revolution im Raumentwicklungsschema nicht ausreichend behandelt werden.

Die digitale Technologie betrifft zwar mehrere Tätigkeitsbereiche (Handel, Dienstleistungen, Gesundheit, Mobilität usw.), wird aber im Raumentwicklungsschema nur in ihrer territorialen Dimension berücksichtigt.

Die Einbeziehung der Wallonie in den digitalen Übergang liegt auch vielen der Vorschläge zugrunde, die im Rahmen der Ziele SS.3, SS.5, DE.1 und DE.5 unterbreitet wurden.

Wahl, die digitale Kluft zwischen städtischen und ländlichen Gebieten durch die Verringerung der Weißflächen zu verringern, wird nicht von der gesamten Bevölkerung geteilt.

Die Wallonische Regierung beschließt, diesen Durchführungsgrundsatz beizubehalten, weil er Teil ihres Ziels ist, die Attraktivität der Gebiete und die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen zu stärken.

Er trägt ebenfalls dazu bei, das Ziel der Strategie Europa 2020 zu erreichen, Hochgeschwindigkeitsbreitband für alle Europäer bis spätestens 2020 verfügbar zu machen.

Gesundheitsschädlichkeit der Kommunikationstechnologien

Das Umsetzungsprinzip wird von einem Vorsorgeprinzip begleitet. Vor der Durchführung eines konkreten Projekts auf dem Gebiet wird eine Analyse der Auswirkungen auferlegt.

Auswirkungen der Entwicklung autonomer Fahrzeuge, der "vernetzten" Realität in unseren Arbeitsmethoden, unserer Verkehrsmodi auf die Art und Weise, wie wir unser Gebiet planen.

Im Umweltverträglichkeitsbericht des Entwurfs des Raumentwicklungsschemas wurden diese Aspekte analysiert. Den darin unterbreiteten Vorschläge wurde stattgegeben, wenn sie Auswirkungen auf das Gebiet hatten.

Einrichtung neuer Wohn- oder Gewerbegebiete wird von dem Vorhandensein einer sehr hohen Bandbreite oder der Möglichkeit ihrer Verringerung abhängig gemacht.

Der Grundsatz der Umsetzung steht im Einklang mit dem ersten der Ziele der Raumentwicklung und der Raumordnung, das im GRE definiert ist, nämlich der Bekämpfung der Zersiedelung und der rationellen Nutzung von Gebieten und Ressourcen.

AM.5 - Den Zugang aller zu Energie im Rahmen der Energiewende sichern

Energiepolitik in der Wallonie

Das Raumentwicklungsschema zielt nicht darauf ab, die Energiepolitik der Wallonie festzulegen, sondern ihre territoriale Dimension zu definieren.

Der Mangel an Weitsicht bei der Entwicklung des Netzwerks.

Der Ausbau des Stromübertragungsnetzes ist eine föderale Zuständigkeit. Nur bestehende oder bereits geplante Netze können auf der Karte der Gebietsstruktur dargestellt werden.

Beibehaltung oder Nichtbeibehaltung von Kernkraftwerken

Die Zuständigkeit für die Kernenergie fällt in die Zuständigkeit der föderalen Behörden.

Zu berücksichtigende erneuerbare Energiequellen.

Das Raumentwicklungsschema zielt darauf ab, erneuerbare Energien als Ganzes durch den Umsetzungsgrundsatz "Erhöhung des Anteils erneuerbarer Energien am Produktionsmix" zu fördern, ohne die für jede Energiequelle zu ergreifenden Maßnahmen festzulegen.

Gebietsstruktur.

Es wurde die Option gewählt, in die territoriale Struktur des Raumentwicklungsschemas nur Flüssigkeit- und Energietransportnetze aufzunehmen, die Teil der vom GRE definierten Hauptnetze sind.

Die verschiedenen Anträge auf Ergänzungen zu den verschiedenen Netzen können gegebenenfalls in den subregionalen Schemen berücksichtigt werden.

Ziel DE.1 - Den Zugang aller zu Dienstleistungen, lokalen Geschäften und Einrichtungen in einem kohärenten regionalen Ansatz gewährleisten.

Territoriale Gerechtigkeit und Erbringung von Dienstleistungen, die in allen Teilen des Gebiets, in denen der Bedarf zum Ausdruck kommt, zu entwickeln sind, insbesondere in Gebieten, die ein erhebliches Bevölkerungswachstum erfahren haben

Die Grundsätze für die Umsetzung von Ziel DE.1 wurden im Einklang mit der für Ziel SS.3 vorgeschlagenen Gebietsstruktur des Raumentwicklungsschemas festgelegt; dieser Ansatz ist eine an die territorialen Gegebenheiten angepasste Antwort, da er darauf abzielt, Dienstleistungen, Geschäfte und Einrichtungen auf regionaler Ebene in Zentralitäten innerhalb der Gemeinden zu konzentrieren, die weit über ihre eigenen Grenzen hinausgehen oder die Beschäftigung konzentrieren und für den Rest des Gebiets einen leichten Zugang zu diesen gewährleisten.

Die Nachhaltigkeit der Grundversorgung, der Ausrüstung und der lokalen Dienstleistungen in den ländlichen Gebieten muss gewährleistet sein. Der Text wurde abgeändert, um dies klarzustellen.

Wortlaut der Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahme bezüglich des Standorts von Gewerbegebieten mit mehr als 2500 m².

Der Wortlaut der Bestimmung wurde geändert, um der europäischen Richtlinie zu entsprechen.

Ziel DE.2 - Günstige Bedingungen für die Vielfalt der Aktivitäten und die soziale Mitarbeit bei Projekten schaffen

Die Erhöhung der Vielfalt der Tätigkeiten in den ländlichen Gebieten, die Notwendigkeit, das Bewusstsein zu schärfen und mehr Akteure in den Beteiligungsprozess einzubeziehen, insbesondere die Wirtschaftsakteure, den Inhalt des zu entwickelnden Referenzrahmens sowie die Formulierung von Durchführungsgrundsätzen, Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahmen und Überwachungsmaßnahmen.

Die geforderten Klarstellungen zum Text wurden vorgenommen.

Ziel DE.3.- Qualitativ hochwertige, freundliche und sichere öffentliche Räume entwickeln

Vorschläge, die als zu städtisch (beantragte Erweiterungen für ländliche Gebiete und Gewerbegebiete) und unvollständig angesehen werden, Interesse an der Schaffung einer echten grünen und blauen Infrastruktur, die das gesamte Gebiet bewässert, und Relevanz von Maßnahmen zur Verbesserung der Qualität der Gestaltung öffentlicher Räume.

Die Umsetzungsgrundsätze zielen auf die Gestaltung aller öffentlichen Räume ab, unabhängig davon, ob sie sich in Zentralitäten oder nicht und in Gewerbegebieten befinden. Der Text wurde in diesem Sinne geändert.

Die Bemerkungen zur Berücksichtigung der verschiedenen Verkehrsmittel bei der Gestaltung öffentlicher Räume werden in den im Rahmen der Ziele DE.4 und DE.5 entwickelten Umsetzungsgrundsätzen beantwortet.

Die Option, eine grüne und blaue Infrastruktur einzurichten, die das Gebiet bewässern würde, wurde nicht formell gewählt, dennoch findet sie eine Antwort in den im Rahmen des Ziels PV.2 entwickelten Umsetzungsgrundsätzen.

Der Bemerkung über die Qualität der Gestaltung öffentlicher Räume wird stattgegeben.

Ziel DE.4.- Unterstützung nachhaltigerer Verkehrsträger, die an spezifische territoriale Merkmale und Nachfragepotenziale angepasst sind.

Tatsache, dass die Umsetzungsgrundsätze nur für den Personenverkehr gelten.

Das Ziel betrifft tatsächlich den Personenverkehr. Die Umsetzungsgrundsätze für den Güterverkehr sind im Rahmen des Ziels SS.4 festgelegt.

Lücke zwischen den quantifizierten Zielen in den Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahmen und der Realität.

Die fraglichen ökologischen und gesundheitlichen Aspekte rechtfertigen die Ambitionen der vorgeschlagenen Maßnahmen.

Städte, in denen die Strukturierung der öffentlichen Verkehrsmittel umgesetzt wird.

Es wird dem Ersuchen, den Grundsatz der Umsetzung auf alle regionalen Pole auszudehnen, Folge geleistet.

Das zu entwickelnde Vorort-Eisenbahnnetz.

Die Option wird aufrechterhalten, ein Vorortbahnnetz nur in Charleroi und Lüttich zu entwickeln und das derzeit im Bau befindliche Vorortbahnnetz um Brüssel herum abzuschließen. Das Ziel SS.4 sieht vor, dass die Eisenbahnverbindungen zwischen den regionalen Polen und den Städten in der Nähe der Wallonie entwickelt oder verstärkt werden.

Zweck und Gestaltung des Fahrradnetzes.

Das Bestreben besteht darin, eine Alternative zum Privatfahrzeug für die Fahrten zwischen dem Wohnort und der Schule und zwischen dem Wohnort und dem Arbeitsplatz anzubieten, und ein Netz, das hauptsächlich für den Tourismus bestimmt ist, zu einem Instrument zur Beherrschung der täglichen Mobilität und der lokalen sozioökonomischen Entwicklung, einschließlich der ländlichen Entwicklung, auszubauen.

Formen der Motorisierung, nach denen bestreben werden soll.

Der Text wurde geändert, um sich auf Wärmekraftmotoren statt auf Verbrennungsmotoren zu beziehen.

Kohärenz zwischen der Karte der territorialen Struktur des Ziels und der Karte der territorialen Struktur des Ziels SS.4.

Die zwei Karten wurden koordiniert.

Ziel DE.5.- Die gegenseitige Ergänzung der Verkehrsmittel organisieren

Auswirkungen des Standorts der Mobipole auf den Wettbewerb zwischen Schienen- und Busverkehr.

Es ergibt sich aus dem verfolgten Ziel, dass die Komplementarität zwischen den beiden Verkehrsträgern tatsächlich als Leitlinie für den Standort von Mobipolen dienen muss.

Entwicklung von Anwendungen, die die Intermodalität fördern.

Vorschläge werden nach den Grundsätzen für die Umsetzung des Ziels AM.4 entwickelt.

Kontinuität der von den Fußgängern benutzten Strecken.

Die in den Umsetzungsgrundsätzen festgelegte Stärkung der Kontinuität der Beförderungsketten betrifft Fußgänger, Radfahrer und Personen mit eingeschränkter Mobilität.

Mehrere Vorschläge für gezielte Maßnahmen in verschiedenen Teilen des Gebiets.

Den Vorschlägen auf regionaler Ebene in der territorialen Struktur des Ziels SS.4 wird stattgegeben; Es wird Aufgabe der Kommunalbehörden sein, die subregionalen Vorschläge in die von ihnen erstellten Dokumente aufzunehmen.

Identifizierung von Orten mit intermodalem Potenzial.

Es obliegt den Kommunalverwaltungen, in Zusammenarbeit mit den Akteuren der Mobilität Orte mit intermodalem Potenzial zu ermitteln.

Ziel PV.1.- Die Attraktivität urbaner Räume stärken

Integration von Elementen im Zusammenhang mit der Begrünung von städtischen Gebieten.

Dieser Aspekt wird in PV.1 und DE.3 entwickelt.

Die zu mobilisierenden Mittel für Brachflächen.

Die im Text genannte Zahl von 3795 ha stammt aus dem Verzeichnis der neu zu gestaltenden Standorte. Die neu zu gestaltenden Standorte werden nicht im Rahmen des Raumentwicklungsschemas kartographiert sondern sind auf subregionaler Ebene bei der Entwicklung von Instrumenten wie Plänen und Schemen durchzuführen.

Die Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahme im Zusammenhang mit der Umstellung der neu zu gestaltenden Standorte zeigt, dass die Wallonische Regierung die Herausforderung voll und ganz angenommen hat und beabsichtigt, sehr große Summen dafür aufzuwenden. Es ist nicht die Rolle eines strategischen Instruments, ihre zeitliche Planung zu spezifizieren.

Ziel PV.2.- Das Natur-, Kultur- und Landschaftserbe aufwerten und vor direktem und indirektem Druck der Verstädterung schützen

Berücksichtigung der Haldenkette als Natur-, Kultur- und Landschaftserbe.

Diesem Antrag wurde nicht stattgegeben. Einige Halden sind bereits als Kultur- oder Naturerbe ausgewiesen, oder sind in Bereiche von ADESA-Umkreise von landschaftlichem Interesse einbezogen. Es ist jedoch nicht notwendig, diese einzeln anerkannten Qualitäten auf alle Halden zu verallgemeinern.

Wahl der Standorte, die in die territoriale Struktur einbezogen werden sollen und Methode zur Auswahl von ökologischen Verbindungen

In dem GRE werden in Artikel D.II.2, § 2 Absatz 4 die in die territoriale Struktur aufzunehmenden Standorte genannt. Das Lexikon wurde vervollständigt, um sie genau zu definieren.

Die Frage der Berücksichtigung von Gebieten von hohem biologischem Interesse wird nach den Umsetzungsgrundsätzen in Dokumenten auf überkommunaler oder kommunaler Ebene behandelt.

Die ökologischen Verbindungen wurden durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019 angenommen.

Einführung eines Biotopverbunds ohne Beleuchtung

Die Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahmen wurden im Hinblick auf die schrittweise Einführung eines Biotopverbunds ohne Beleuchtung ergänzt.

Berücksichtigung des bebauten Kulturerbes

Die gewählte Option besteht darin, auf den Karten regionaler Ebene nur die Elemente, die auf der Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonie aufgeführt sind, darzustellen. Infolge der verschiedenen Bemerkungen wird jedoch die Karte geändert, um diese Elemente als Denkmal, Stätte oder Landschaftsensemble darzustellen und sie mit einer Umrandung zu versehen, wenn sie mit einem Gebiet von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse verbunden sind.

Berücksichtigung der von ADESA festgelegten bemerkenswerten Standpunkte und Sichtlinien.

Der Text des Raumentwicklungsschemas wird dadurch vervollständigt, dass auch die von ADESA festgelegten bemerkenswerten Standpunkte und Sichtlinien so wie die Umkreise von landschaftlichem Interesse berücksichtigt werden sollen.

Die Relevanz oder die Auswirkungen ihrer eventuellen Eintragung im Sektorenplan werden bei der Revision des Sektorenplans auf der Grundlage der Ergebnisse des Umweltverträglichkeitsberichts und der öffentlichen Untersuchung von Fall zu Fall bewertet.

landschaftliche Auswirkungen von Windkraftanlagen oder Telefon- oder Strommasten.

Die Antwort auf dieses Bedenken ist in dem Umsetzungsprinzip "Erhaltung des Erbes vor der Verstädterung" enthalten.

Berücksichtigung der Landschaftscharta von Naturparks.

Die Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahmen werden vervollständigt, um sie in den kommunalen und multikommunalen Plänen sowie in den kommunalen Stadtplanungsleitfäden zu berücksichtigen.

Ziel PV.3.- Unterstützung der Verstädterung und ressourceneffizienter Produktionsmethoden

Operationalisierung der Verwaltungs- und Programmierungsmaßnahme im Zusammenhang mit der Einstellung der künstlichen Umgestaltung des Bodens.

Die Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahme zur Eindämmung der künstlichen Umgestaltung bis 2050 ist ein starker Wunsch der Wallonischen Regierung.

Die Ständige Konferenz zur territorialen Entwicklung wurde beauftragt, eine Forschung durchzuführen und einen Leitfaden über die sparsame Bodennutzung des Gebiets zu erstellen, um diese Maßnahme umzusetzen.

Das Raumentwicklungsschema zielt nicht auf Governance, Budgetierung oder Besteuerung im Zusammenhang mit der Operationalisierung dieser Maßnahme zur Einstellung der künstlichen Umgestaltung ab.

Die Operationalisierung dieser Maßnahme wird nach der Annahme des Raumentwicklungsschemas festgelegt.

Ziel PV.4.- Die Krisenanfälligkeit eines Gebiets und seiner Bewohner gegenüber natürlichen und technologischen Risiken und der Exposition gegenüber anthropogenen Beeinträchtigungen verringern

Definition von Naturrisiken.

Die gewählte Option deckt sowohl natürliche Risiken als auch geotechnische Beschränkungen ab.

Verbot einer neuen Verstädterung in Industriegebieten.

Die gewählte Option besteht darin, die Aussetzung der Bevölkerung technologischen und industriellen Risiken unabhängig von den Gebieten, in denen sie sich befinden, zu verringern.

Die Bestimmung des Raumentwicklungsschemas beschränkt sich jedoch auf Immobilien, die technologischen Risiken ausgesetzt sind, wobei der Notwendigkeit Rechnung zu tragen ist, einen angemessenen Abstand insbesondere zu den im Sektorenplan für die Verstädterung bestimmten Gebieten einzuhalten, und sie gilt für neue Verstädterungsmaßnahmen, die ein neues Risiko für die Bevölkerung darstellen oder ein bestehendes Risiko erhöhen können.

Stärkung der Maßnahmen zur Risikominderung.

Mehrere Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahmen stehen mit dieser Perspektive im Einklang.

Notwendigkeit, Klimarisiken zu antizipieren.

Dieses Problem ist gebietsübergreifender Natur. Zusätzlich zu der Bestimmung über die Kühlinself integriert es das Raumentwicklungsschema in die Ziele "antizipieren und verändern" und "erschliessen und ausgleichen".

Relevanz, die Verringerung der Exposition der Bevölkerung gegenüber anthropogenen Belästigungen durch Maßnahmen zu begleiten, um diese zu reduzieren.

Die im Rahmen der Bekämpfung der Zersiedelung der Städte oder der Kontrolle der Mobilität in der Wallonie entwickelten Umsetzungsgrundsätze stellen in dieser Hinsicht Strukturmaßnahmen von größter Bedeutung dar. Andere Maßnahmen sind in der Umweltpolitik, die in der Wallonie durchgeführt wird, zu suchen.

Berücksichtigung von Licht- und Luftverschmutzung.

Die Umsetzungsgrundsätze werden vervollständigt, um sich auf die Maßnahmen des Umwelt- und Gesundheitsplans zu beziehen.

Anpassung der Verstärkung an das Umfeld lärmerzeugender Kommunikationsinfrastrukturen.

Die Wallonie hat Lärmkarten für Hauptquellen wie Hauptverkehrsstraßen mit mehr als 6 Millionen Fahrzeugpassagen pro Jahr und Hauptseisenbahnen mit mehr als 60 000 Zugpassagen pro Jahr erstellen lassen. Es obliegt den Kommunalbehörden, die geeignetsten Schlussfolgerungen auf der Grundlage der lokalen Besonderheiten zu ziehen.

Die akustische Qualität der Bauten, einschließlich derer in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der regionalen Flughäfen ist Gegenstand von Normen, die in dem regionalen Leitfaden für den Städtebau aufgenommen werden.

Maßnahmen zur Wasserwirtschaft.

Es wurden die Maßnahmen mit territorialen Auswirkungen gewählt, wie die Bekämpfung der Bodenversiegelung oder das Verbot der Urbanisierung in der Nähe der Quelle von Wasserläufen.

Ziel PV.5.- Aus den Gebietsvorteilen einen Hebel für die Tourismusentwicklung machen

Touristische Strategie der Wallonie.

Dieses Ziel zielt zwar darauf ab, die Trümpfe des Gebiets zu einem Hebel für die Entwicklung des Tourismus zu machen, aber ist nicht dazu bestimmt, die Tourismusstrategie der Wallonie, sondern ihre territoriale Komponente zu definieren.

Wichtigkeit der Förderung eines nachhaltigen Tourismus.

Die Entwicklung eines nachhaltigen Tourismus wird in den Umsetzungsgrundsätzen erwähnt. Seine Operationalisierung wird der subregionalen Ebene übertragen und eine Definition wird im Glossar gegeben.

Berücksichtigung von Städten, Dörfern, Stätten, touristischen Gebieten (immaterielles Erbe, Täler, die schönsten Dörfer in der Wallonie usw.) und Relevanz der gewählten Kriterien.

Touristische Orte mit erheblichem Einfluss im Sinne des Raumentwicklungsschemas des Gebiets sind diejenigen, die mehr als 100.000 Besucher pro Jahr empfangen.

Das Raumentwicklungsschema wird durch die Liste der Gemeinden mit einem hohen Tourismusindex vervollständigt; dieser Index wird durch das "Commissariat Général au Tourisme" (CGT) berechnet.

Die Gebietsstruktur wird mit den Naturparks aufgrund ihrer Rolle bei der touristischen Entwicklung der Region vervollständigt.

Bei den einbezogenen touristischen Tälern handelt es sich um solche, deren touristischer Einfluss von regionaler Bedeutung ist. Andere touristische Täler können jedoch auf subregionaler Ebene identifiziert werden.

TGV-Haltestelle Pairi Daiza

Auf der Grundlage der Daten des CGT scheint diese Option zur Stärkung der touristischen Zugänglichkeit von Hennegau und der Wallonie von Frankreich aus mit der derzeitigen Situation des wallonischen Tourismus vereinbar zu sein.

Möglichkeit, Flugplätze in der Gebietsstruktur zu registrieren.

Die Bestimmung zielt darauf ab, sechs Flugplätze als Stützpunkte für die Entwicklung des Tourismus zu entwickeln. Diese Option greift in keiner Weise einer möglichen Unterstützung der Wallonischen Regierung für fossile Brennstoffe bei der Ausübung der betreffenden Tätigkeiten vor.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

CESW

STELLUNGNAHME

Ref.: AT.18.104.104.AV
Datum der Genehmigung: 18/12/2018

Raumentwicklungsschema (RES) - Schemaprojekt**EINFÜHRUNGSDATEN**

<u>Antragsteller:</u>	Minister für Raumordnung und Umwelt, M. Carlo DI ANTONIO
<u>Datum des Eingang des Antrags:</u>	23/10/2018
<u>Frist für die Einreichung der Stellungnahme:</u>	60 Tage
<u>Rechtlicher Hinweis:</u>	Artikel D.II.3, §2, Absatz 2 des GRE
<u>Chronologischer Überblick:</u>	<p>Das CRAT hat am 14.07.2017 eine Stellungnahme zu den Vorschlägen für regionale Ziele für Raumentwicklung und Raumordnung abgegeben (Ref.: CRAT/17/AV.320).</p> <p>Das CRAT hat zusammen mit dem Umweltzentrum am 24.11.2017 eine Stellungnahme zum Entwurf des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts (UVB) über das RES abgegeben (Ref.: CRAT/17/AV.442).</p> <p>Das Zentrum für Raumordnung hat zusammen mit dem Zentrum Umwelt eine gemeinsame Stellungnahme zu folgenden Themen abgegeben:</p> <ul style="list-style-type: none"> - den ersten Fortschrittsbericht des UVB vom 26.01.2018 (Ref.: AT.18.7.AV) - den zweiten Fortschrittsbericht des UVB vom 13.04.2018 (Ref.: AT.18.30.AV)
<u>Vorbereitung der Stellungnahme:</u>	<p>Abteilung für erweiterte Regionalplanung (4 Sitzungen: 19/11/2018, 28/11/2018, 7/12/2018, 14/12/2018)</p> <p>Die Akte wurde am 13.01.2018 von den Herren T. BORTHET und J-C. JAUMOTTE der Zelle für räumliche Entwicklung und Frau F. THONET und Herr T. DUPAIX vom Kabinett des Ministers DI ANTONIO vorgestellt</p>
<u>Datum der Genehmigung:</u>	18/12/2018
<u>Kurze Beschreibung der Akte:</u>	<p>Dieses Ersuchen um Stellungnahme betrifft den Entwurf des Raumentwicklungsschemas (RES). Ziel dieses Projekts ist die Überarbeitung des von der wallonischen Regierung am 27. Mai 1999 angenommenen ESRR.</p>

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

1. ALLGEMEINE ÜBERLEGUNGEN**1.1. Form und Klarheit des Dokuments**

Das Zentrum schätzt die Form und die allgemeine Klarheit des Dokuments. Es bemerkte den Aufwand, wie dieses präsentiert und strukturiert wurde.

Das Zentrum schätzt besonders die Anwesenheit eines Einführungsteils, das die Rolle des RES darstellt, es kontextualisiert und den Rahmen bildet. Dieser Abschnitt hilft jedem, das RES zu verstehen.

Es begrüßte das Vorhandensein eines Glossars, das auch dazu beitrug, das Dokument so vielen Menschen wie möglich zugänglich zu machen. Das Zentrum ist jedoch der Ansicht, dass bestimmte Konzepte geklärt werden müssen und ergänzt werden sollten, darunter: „neuer Stadtteil“, „Metropolisierungsfunktionen“, „Herzen von Städten und Dörfern“ (Unterscheidung mit den Konzepten Zentrum/Stadtkern/Stadtzentrum), „Denaturierung“, „Stadt“ (in Bezug auf das Zentrum), „Stadt Tonicités“, „Community Land Trust“, „bevorzugte Initiativgebiete“ usw. Darüber hinaus müssen bestimmte Definitionen aktualisiert werden, einschließlich derjenigen von Naturparks (Dekret vom 3. Juli 2008).

Das Zentrum drückt jedoch sein Bedauern über die Qualität der Kartografie aus. Die Karten mangeln oftmals an Präzision und Kohärenz, was zu Schwierigkeiten beim Verständnis und der Unterscheidung zwischen dem Bestehenden und dem „zu Entwickelnden“ führt. Insbesondere stellt das Zentrum die folgenden Inkonsistenzen und Unvollständigkeiten fest:

- Das Fehlen einer prospektiven Synthesekarte;
- Die Karten haben keinen Titel und sind nicht referenziert;
- Einige Elemente des Textes sind nicht auf den Karten enthalten, und umgekehrt erscheinen einige Elemente auf ihnen, werden aber in dem Text, den sie veranschaulichen, nicht erklärt (z. B. SS1-Karte: der in Charleroi einzurichtende Hochgeschwindigkeitsbahnhof wird im Text nicht erklärt; SS4-Karte: die zu entwickelnde „überregionale und grenzüberschreitende Verbindung“ zwischen Brüssel, Namur und Luxemburg erscheint nicht auf der Karte; AM5-Karte: die Kanalisationen werden im Text nicht erwähnt, während sie auf der Karte enthalten sind...);
- Einige Karten enthalten große Lücken oder irrelevante Informationen (z. B. AM3-Karte, nicht alle potenziellen Industriegebiete sind enthalten...).
- Die schlechte Qualität der Legenden: auf der gleichen Karte wird das gleiche Logo verwendet, um verschiedene Dinge darzustellen (z. B.: SS1-Karte: das gleiche Symbol bezeichnet die Bahnhöfe des Hochgeschwindigkeitsnetzes und die Bahnhöfe der Hochgeschwindigkeitsnetzes, die die Tore zur Wallonie darstellen; SS4-Karte: die Bahnhöfe und Flughäfen außerhalb der Wallonie werden mit den gleichen Logos dargestellt wie die zu entwickelnden Hochgeschwindigkeitsbahnhöfe und Flughäfen...);
- Mangelnde Kohärenz in der Genauigkeit der Informationen (z. B.: auf mehreren Karten (SS2, SS4...) wird für die wallonischen Zentren und die äußeren Zentren das gleiche Symbol verwendet, wobei die äußeren Zentren nach ihrer Einwohnerzahl unterschieden werden, was bei den wallonischen Zentren nicht der Fall ist. Wenn wir dieser Logik der Unterscheidung folgen, bedeutet dies dann, dass die wallonischen Zentren alle weniger als 10.000 Einwohner aufweisen?
- ein Mangel an Kohärenz zwischen den Karten (z. B. SS1- und SS4-Karten: Die grenzüberschreitende Verbindung zwischen Charleroi und Paris über Maubeuge auf der SS1-Karte ist nicht in der SS4-Karte enthalten; SS1-, SS4- und PV4-Karte: der in Ath auf der PV5-Karte zu entwickelnde TGV-Haltepunkt ist nicht in den SS1- und SS4-Karten enthalten; SS4 und DE 4-Karte: Die ehemalige Eisenbahnlinie Libramont - Bastogne wurde als „zu entwickelndes

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Radwegenetz“ auf der DE4-Karte und als „zu entwickelnde grenzüberschreitende Eisenbahnverbindung“ auf der SS4-Karte übernommen...).

Das Zentrum bedauert, dass ein Papierdokument auf Anfrage nicht verfügbar war, was eine breitere Beteiligung ermöglicht hätte.

Generell stellt das Zentrum bestimmte Inkonsistenzen im gesamten Text fest. So sind Elemente unterschiedlicher Präzisions- oder Gebietsskalen manchmal miteinander verbunden und verglichen (z. B. Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen in AM₁, PV₃..., wobei Maßnahmen mit direkten territorialen Auswirkungen und ergänzende Maßnahmen mit indirekten territorialen Auswirkungen oder Maßnahmen von globaler und spezifischerer Größenordnung untereinander gemischt werden).

Das Zentrum stellt auch fest, dass es in dem Dokument eine gewisse Verwirrung zwischen den Ergebnissen, Herausforderungen, Zielen und Visionen gibt. Er stellt auch eine inkonsistente Verwendung der Konjugationszeit im gesamten Text fest (die Gegenwart wird manchmal zur Beschreibung der bestehenden, manchmal zur Beschreibung einer zukünftigen Vision verwendet - z. B. PV₁ Feststellungen der Ziele, AM₅...). Diese beiden Elemente machen die Unterscheidung zwischen dem, was vorhanden oder erreicht ist, und dem, was erwartet oder vorgeschlagen wird, kompliziert. Das Zentrum bittet darum, den Text besser zu organisieren und die Nutzung der Zeit zu standardisieren, damit der Leser die Feststellungen, Themen und die zu erreichenden Ziele klar unterscheiden kann... Das Zentrum schlägt auch vor, dass diese verschiedenen Punkte klar definiert und die Zusammenhänge zwischen ihnen geklärt werden.

Im Zusammenhang mit der Bemerkung in Punkt 1.3 Absatz 2 (Seite 5) sollten die Ziele grafisch hervorgehoben werden.

Darüber hinaus stellt das Zentrum fest, dass der Text oft Aufzählungen in Form von Listen enthält, ohne anzugeben, ob sie vollständig oder erläuternd sind. Es bat daher, den Wortlaut des Textkörpers zu überprüfen, um dem Leser entweder klarzumachen, dass es sich um Beispiele handelt, oder bei Aufzählungen vollständig zu sein oder diese zu löschen.

1.2. Selbstverwaltung und Operationalität

In dem Wissen, dass das RES das Leitinstrument für die regionale Gebietspolitik ist und daher eine wichtige Rolle bei der Verwaltung dieses Gebiets spielt, ist das Zentrum der Ansicht, dass die Selbstverwaltung in diesem Dokument hätte entwickelt werden müssen. Das Zentrum stellt fest, dass keine Selbstverwaltungselemente oder -instrumente enthalten sind und keine umsetzenden Akteure klar erwähnt werden. Diese Beobachtung wirft daher die Frage nach der Wirksamkeit und Operationalität des Dokuments auf.

In der Tat, soweit das RES keine Überlegungen in Hinblick auf Selbstverwaltung enthält, wie können die definierten Ziele erreicht und wie kann ihre Umsetzung sichergestellt werden?

Für das Zentrum erfordert die Operationalisierung des Schemas insbesondere Folgendes:

- Untereinander realisierbare und kompatible Ziele definieren;
- Die Akteure definieren, die sich an der Umsetzung beteiligen, und diese einbeziehen (Gemeinden, Interkommunale der Wirtschaftsentwicklung, sonstige Regionen usw.);
- Ausreichende Budgets für eine effektive Umsetzung freistellen und priorisieren;
- Flüssige und effiziente Verfahren ausarbeiten, gegebenenfalls bestehende Verfahren anpassen oder selbst rationalisieren;
- Effektive und operative Verwaltungs-, Planungs- und Überwachungsmaßnahmen umsetzen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

In Bezug auf die Ziele begrüßt das Zentrum, dass das RES hohe Ambitionen in Bezug auf die Reduzierung des Flächenverbrauchs, die Schaffung von Wohnraum, die Erhaltung des Erbes usw. hat. Ohne diese Ziele in Frage zu stellen, hinterfragt das Zentrum ihre Machbarkeit, sowohl einzeln als auch gemeinsam. Ist es möglich, diese Ziele zu kombinieren? Was sind die Folgen? Wurde dies quantifiziert (z. B. Einfluss der durchschnittlichen Lebensraumgröße nach den Zielen der Verdichtung und insbesondere der Reduzierung des Flächenverbrauchs)? Darüber hinaus können sich einige Ziele als antagonistisch erweisen, wenn sie nicht ordnungsgemäß verwaltet werden.

Was die Akteure betrifft, so stellt das Zentrum fest, dass die Umsetzung des RES hauptsächlich auf der Umsetzung ihrer Ziele in kommunale oder multinationale Pläne und damit auf der Kapazität und dem guten Willen der Gemeinden beruht. Wie kann die Region positiv sicherstellen, dass sich diese an das Dokument halten, es annehmen und umsetzen? Welche Ressourcen werden sie dafür aufwenden müssen? Wie können sie zur Zusammenarbeit ermutigt werden? Das Zentrum begrüßt zwar die Bereitschaft, die Gemeinden in das Gebietsentwicklungsprojekt einzubeziehen, hält es jedoch für unerlässlich, sicherzustellen, dass sie sich an das Projekt halten, in diesem Fall die vom GRE vorgesehenen Systeme und Leitfäden anstelle von hybriden Dokumenten zu entwickeln und flankierende Maßnahmen zur Förderung ihrer Umsetzung vorzusehen (Subventionen, Erleichterung von Verfahren, Kommunikation, Konzertierung usw.). Darüber hinaus scheinen die vorgeschlagenen RES allzu oft den institutionellen und regulatorischen Rahmen (landesweit, Region Brüssel-Hauptstadt, interregionale Kooperationsabkommen) und die territoriale Beteiligung anderer Akteure (Mobilitätsakteure wie Infrabel, SNCB/NMBS, interkommunale Unternehmen usw.) zu ignorieren, auf denen mehrere Ziele und Maßnahmen basieren. Das Zentrum ist daher der Ansicht, dass Zusammenarbeit und Konzertierung zwischen allen Beteiligten von grundlegender Bedeutung sind.

Die Umsetzung des RES erfordert auch die Bereitstellung ausreichender Budgets. Das RES bezieht sich mehrfach auf den Einsatz operativer Planungsinstrumente wie Stadterneuerungs- und Revitalisierungsmechanismen und die Neuerschließung von Sanierungsstandorten (SS). Die Ressourcen, die diesen Instrumenten zur Verfügung stehen, sind jedoch begrenzt. Daher ist es unerlässlich, dass diesen die notwendigen Budgets zugewiesen werden. Diese Haushaltsentscheidung ist übrigens ein Hebel, der der Regionalbehörde uneingeschränkt zur Verfügung steht.

In diesem Zusammenhang teilt das Zentrum mit, dass es am 18. Dezember 2018 eine Initiativstellungnahme zur Verwendung von Budgets für operative Planungsinstrumente abgegeben hat (Az.: AT.18.106.AV). In dieser Stellungnahme stellt das Zentrum einerseits fest, dass die für den Wiederaufbau der Stadt in der Stadt bereitgestellten Mittel gering sind und andererseits, dass alle Ressourcen, die für die Stadtpolitik im Allgemeinen bereitgestellt werden, nicht sichtbar sind. Das Zentrum betont daher die Notwendigkeit einer stärker integrierten Sichtweise zwischen den verschiedenen möglichen Subventionsquellen und einer Neugewichtung der Haushalte, um die von der Wallonie geführte Politik der territorialen Entwicklung und der städtischen Revitalisierung so effektiv wie möglich umzusetzen.

Was die Verfahren betrifft, so ist es unerlässlich, die Verfahren des GRE mit dem RES in Einklang zu bringen und sie fließender zu gestalten, um eine höhere Effizienz zu gewährleisten.

Was schließlich die Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen und die zu ergreifenden Überwachungsmaßnahmen betrifft, so empfiehlt das Zentrum die bestmöglichen operativen Maßnahmen. Es ist der Auffassung, dass eine Bewertung ihrer Operationalität und Relevanz vorgenommen werden sollte. Darüber hinaus sollten nach Ansicht des Zentrums die im Text dargelegten Verwaltungs- und Programmplanungsmaßnahmen weder vollständig noch kumulativ sein, solange die Projekte den Zielen des RES entsprechen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

1.3. Entwicklung des Dokuments

Das RES legt eine Vision der Wallonie bis 2030 und 2050 fest und definiert Ziele zu ihrer Verwirklichung. Darüber hinaus ist das RES Teil einer sich ständig verändernden Welt (Veränderungen in Einstellungen, Praktiken, Wissen, Technologien, internationalen Besteuerungen usw.). Es muss sich daher schnell entwickeln, um im Einklang mit der Gesellschaft zu bleiben.

Für das Zentrum bilden die vom RES definierten Ziele die Grundlage für die Dauer bis 2030 und 2050. Der evolutionäre Charakter des RES liegt in seinen Operationalisierungsmaßnahmen und seiner Kartografie. Sie sind diejenigen, die flexibel sind und angepasst werden müssen, um den evolutionären Charakter des RES zu gewährleisten, ohne die von ihm definierten Ziele zu gefährden.

1.4. Überwachungs- und Bewertungsmaßnahmen

Das Zentrum schätzt, dass das RES Überwachungsmaßnahmen beinhaltet. Diese sind wichtig, um ihre Auswirkungen beurteilen und ihre Entwicklung ausrichten zu können.

Es bedauert jedoch, dass in dem Dokument nicht angegeben ist, wie diese Maßnahmen festgelegt wurden und wie sie behandelt und berücksichtigt werden.

Das Zentrum besteht darauf, dass die gesammelten Kontrolldaten zentralisiert werden sollten, um Trends besser einschätzen zu können und jederzeit und für alle zugänglich zu sein.

Generell stellt das Zentrum die Bewertungsmethode in Frage, die für das RES als Ganzes anzuwenden ist.

1.5. Metropolitische versus interne Dynamik, territorialer Zusammenhalt und Synergie

Das Zentrum schätzt die metropolitische und multipolare Dynamik, die darauf abzielt, Metropolen und Zentren zu bestätigen und die darauf aufbauende Entwicklung zu beeinflussen. Es ist jedoch der Auffassung, dass diese Dynamik nicht exklusiv sein darf und nicht zu Lasten der territorialen Dynamik und der bestehenden Tätigkeiten außerhalb ihres Einflussbereichs gehen darf.

Der Begriff des territorialen Zusammenhalts ist ein wesentliches Element für die Entwicklung der Wallonie. Das Zentrum bedauert, dass dieser Begriff im Dokument nicht hervorgehoben ist. Für das Zentrum bedeutet die Entwicklung der Wallonie auch die Unterstützung seiner benachteiligten Gebiete, die Unterstützung der endogenen Entwicklungsdynamiken und nicht nur die Stärkung der Zentren, die über eigene Ressourcen verfügen.

Im Allgemeinen ist das Zentrum der Ansicht, dass Synergien und Komplementaritäten vor einer Arbitrage gesucht und priorisiert werden sollten.

1.6. Belgische territoriale und institutionelle Verbindungen

Das Zentrum stellt fest, dass das RES im Wesentlichen nach außen gerichtet ist und die territorialen und institutionellen Verbindungen Belgiens vernachlässigt. So werden die bestehenden Verbindungen zu Brüssel, insbesondere über die Föderation Wallonie-Brüssel, das von ihr vertretene Arbeitsmarktgebiet und die damit verbundenen territorialen Auswirkungen auf Wohnen, Aktivitäten und Mobilität vernachlässigt. Gleiches gilt für die Verbindungen zu Flandern. Das Zentrum weist jedoch darauf hin, dass mehrere Maßnahmen auf anderen Machtebenen oder auf der Zusammenarbeit zwischen den Machtebenen (Bundesebene, interregionale Zusammenarbeit, deutschsprachige Gemeinschaft etc.)

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

basieren. Es forderte, dass die Verständlichkeit dieser Zusammenhänge in dem vorgeschlagenen Dokument verstärkt wird.

1.7. Ausgestaltung mit anderen Regionalpolitiken

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Verbindung zwischen den verschiedenen regionalen strategischen Dokumenten ein wesentliches Element bei der Definition eines echten globalen Projekts für die Wallonie ist. Es betonte, dass das RES diesem Ansatz voll und ganz entsprechen sollte. Insbesondere stellt es fest, dass ein wesentlicher Zusammenhang zwischen dem RES und der künftigen regionalen Mobilitätsstrategie besteht. Letztere muss Teil der vom RES festgelegten Gebietsstruktur sein. Die Links zu den folgenden Dokumenten können ebenfalls erwähnt werden: der Luftklima- und Energieplan (LKEP), das regionale Schema zur Handelsentwicklung (RSHE)...

1.8. Vorherige Konsultation

Angesichts des wichtigen Zusammenhangs zwischen Mobilität und der Struktur des Gebietes, der im Text deutlich hervorgehoben wird, bedauert das Zentrum, dass im Vorfeld der großen Mobilitätsakteure (SNCB/NMBS, TEC...) keine Konsultation stattfindet.

Gleiches gilt für die Gemeinden. Angesichts der wesentlichen Rolle, die ihnen bei der Durchführung des RES zukommt, und um ihre Unterstützung für das Gebietsprojekt der Wallonie zu fördern, wäre eine vorherige Konsultation angebracht gewesen.

2. ÜBERLEGUNGEN ZUM EINFÜHRUNGSTEIL

2.1. Was ist das Raumentwicklungsschema?

Wie bereits erwähnt, bewertet das Zentrum diesen einleitenden Teil des Dokuments.

Um der Definition des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE) besser zu entsprechen (Art. D.II. 2 § 1 Abs. 1 Nr. 1), fordert das Zentrum jedoch, den ersten Satz von Absatz 5 anzupassen, indem „können definieren“ durch „definieren“ ersetzt wird: *Das Raumentwicklungsschema (RES) ist das rechtliche Instrument, mit dem die regionalen Behörden die Strategie definieren können*, die sie zur Umsetzung des von ihnen vorgeschlagenen Projekts im Gebiet verfolgen wollen.“

Das Zentrum ist ebenfalls der Ansicht, dass Absatz 6 mehrdeutig ist. Für das Zentrum ist das RES per Definition ein Selbstverwaltungsinstrument (siehe Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seiten 3 und 4). Obwohl es einen entscheidenden Einfluss auf Entscheidungen über Budgets und Subventionen hat, ist es kein Instrument der Selbstverwaltung oder Planung in Hinblick auf das Budget. Aus Gründen der Klarheit sollte das Wort „haushaltsrechtlich“ im Plural verstanden werden und sich sowohl auf den Begriff „Selbstverwaltung“ als auch auf den Begriff „Planung“ beziehen.

2.2. Der Projektrahmen für das Gebiet der Wallonie

2.2.1. Die Prioritäten des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Im Hinblick auf die Prioritäten des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung macht das Zentrum verschiedene Erwägungen zur Auslegung dieser Prioritäten im RES:

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

- Das Zentrum erkennt zwar die Notwendigkeit an, sich auf Metropolen zu konzentrieren, hält es aber für wichtig, die Dynamik der sozioökonomischen Entwicklung, die außerhalb von Metropolregionen oder Achsen existiert, nicht zu vergessen (siehe Punkt 1.5 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 5). So hält es das Zentrum im zweiten Satz von Absatz 2 für angebracht, „Zentren“ nach „Metropolen“ hinzuzufügen: *„Es geht darum, auf der Dynamik von Metropolen, Zentren und Netzwerken aufzubauen...“*.
- Das Zentrum erinnert an den wesentlichen Begriff des territorialen Zusammenhalts (siehe Punkt 1.5 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 5). Die territoriale Entwicklung der Wallonie erfordert auch die Unterstützung ihrer verlassenen Gebiete und nicht nur die Stärkung ihrer Zentren und Metropolen. Es schlägt vor, dieses Element hinzuzufügen, z. B. nach dem letzten Satz von Absatz 2: *„Es geht auch darum, die Komplementarität, Vernetzung und Solidarität zwischen den Gebieten zu unterstützen, deren Besonderheiten es zu erhalten gilt.“*

Öffentliche Strukturierungseinrichtungen (Krankenhäuser, Sport- oder Kulturzentren) sind zentrale Elemente, wie Universitäten und Wissenschaftsparks. Das Zentrum schlägt vor, diese Elemente in die Liste der in Absatz 2 Satz 2 genannten Elemente aufzunehmen.

- In Bezug auf Absatz 4 zur Kontrolle der Mobilität ist das Zentrum der Ansicht, dass der Wortlaut zur Rationalisierung des Güterverkehrs nicht klar ist. Der Transport, derzeit hauptsächlich auf der Straße, ist rational. Vielmehr sollte sie geändert werden: *„Es geht nicht nur darum, städtische Gebiete mit anderen Verkehrsmitteln als dem Privatwagen zu vertretbaren Kosten zu bedienen, sondern auch darum, den Güterverkehr zu ~~rationalisieren~~ entwickeln“*.

2.2.2. Künftige Herausforderungen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass das Vermögen der Wallonie nicht nur auf dem Know-how ihrer Bewohner, sondern auch auf dem aller Akteure der Gesellschaft beruht. Es schlägt vor, den ersten Satz des zweiten Absatzes wie folgt zu ändern: *„Ihre Hauptvorteile sind der ihr zur Verfügung stehende Raum, die primären und natürlichen Ressourcen ihres Gebiets, die Dichte ihres Kommunikationsnetzes und ~~das~~ ihr Know-how ~~seiner Bewohner~~.“*

Im Hinblick auf die Herausforderungen macht das Zentrum die folgenden Überlegungen und Anpassungsvorschläge:

- Sozialer Zusammenhalt und Gesundheit: Diese Herausforderungen spiegeln sich nicht in dem Dokument wider. Sie werden weder räumlich angewendet noch in den Durchführungsmaßnahmen berücksichtigt. Das Zentrum schlägt vor, sie wie folgt zu ergänzen: *„... die Wallonie setzt sich für den Schutz der Gesundheit und das Wohlergehen aller Menschen jeden Alters in allen Teilen der Wallonie ein.“*
- Mobilität: Es ist notwendig, die Mobilität von Gütern zu integrieren: *„... die Wallonie bekräftigt ihren Willen, sie zu kontrollieren und andere Verkehrsträger als den privaten Pkw und Lkw zu fördern.“*
- Artenvielfalt und Klima: Das Zentrum stellt fest, dass diese Herausforderungen im Gegensatz zu den anderen genannten Herausforderungen nicht sehr ehrgeizig sind und nur darauf abzielen, Bedrohungen oder Auswirkungen zu verringern. Sie sollten angepasst werden, um ehrgeiziger und positiver zu sein. So ist das Zentrum beispielsweise der Ansicht, dass die Herausforderung der Artenvielfalt wie folgt bewältigt werden sollte: *„... die Wallonie setzt sich dafür ein, die Bedrohung der natürlichen Umwelt und der Arten zu verringern und die Ökosystemleistungen wiederherzustellen.“*
- Abfälle: Dieser Herausforderung mangelt es auch an Ehrgeiz. Für das Zentrum ist der beste Abfall jener, den es nicht gibt! Der Schwerpunkt sollte auf der Minimierung der Abfallerzeugung liegen. Das Zentrum schlägt folgende Anpassung vor: *„... die Wallonie reduziert seine*

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Abfallproduktion und fördert die Organisationsformen der Wirtschaft, die die Integration, die Minimierung, das Recycling und die Verwertung von Abfällen umfassen.“

2.2.3. Kontext-Analyse

Das Zentrum bewertet das Diagramm am Ende von Seite 10. Es bedauert jedoch, dass der Zusammenhang mit dem Entwicklungsschema des regionalen Raumes (ESRR) nicht besteht. Es wäre interessant gewesen, an dieser Stelle eine kurze Bewertung des Letzteren vorzunehmen und zu präzisieren, ob das RES Teil ihrer Kontinuität ist oder nicht. Dieser letzte Punkt ist auf Seite 16 des RES angegeben.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

2.3. Eine Vision für das Gebiet der Wallonie bis 2050**2.3.1. Eine Metropolisierung, die die Wallonie in ihrem gesamten kreativen Netzwerk versorgt**

Das Zentrum ist der Ansicht, dass sich der Text zu diesem Punkt auf unklare Konzepte bezieht, die definiert werden sollten: „Metropolisierungsfunktion“, „Wallonischer Kreativbezirk“, „Innovative Aktivitäten“.

Das Zentrum unterstützt die vorgeschlagene Dynamik der Metropolen, die darauf abzielt, die großen Zentren Charleroi und Lüttich zu stärken und die darauf aufbauende Entwicklung zu fördern. Es weist jedoch darauf hin, dass diese Dynamik nicht exklusiv sein darf und keinen Nachteil für das bestehende System darstellen darf. Abhängig von den lokalen und subregionalen Besonderheiten müssen die Aktivitäten auch außerhalb der Metropolen gepflegt und entwickelt werden können (siehe Punkt 1.5 der allgemeinen Erwägungen, Seite 5).

Im Hinblick auf innovative Aktivitäten im Zusammenhang mit der Wissensgesellschaft stellt das Zentrum die in Absatz 2 genannte Liste in Frage. Auf welcher Grundlage basiert sie? Ist sie erschöpfend und exklusiv? Wurden die wallonischen Wettbewerbs-Cluster berücksichtigt? Das Zentrum schlägt vor, diese Liste zu streichen und den Satz wie folgt anzupassen: „... den gesamten wallonischen Kreativbezirk um innovative und leistungsstarke Aktivitäten im Zusammenhang mit der Wissensgesellschaft aktivieren.“

2.3.2. Eine Wallonie, die ihre interregionalen und grenzüberschreitenden Verbindungen neugestaltet und gewoben hat

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Verbindungen zwischen den anderen belgischen Metropolregionen, einschließlich Brüssel, klar dargelegt werden müssen. Es erinnert an ihren Punkt 1.6 der allgemeinen Erwägungen auf Seite 5.

Das Zentrum stellt die Relevanz des letzten Satzes dieses Punktes 2 in Frage, der unklar ist, verschiedene Vorstellungen widerspiegelt und Namur und seine „diplomatische“ Rolle ohne Bezug zum behandelten Thema einbezieht.

2.3.3. Eine physisch und digital verbundene, kreative, attraktive und offene Wallonie

Im Zusammenhang mit Punkt 2.2.2 (Seite 7) wird der wirtschaftliche Wandel der Wallonie nicht nur von seinen Bewohnern vorangetrieben. Das Zentrum schlägt vor, den Satz wie folgt zu ändern: *„Es ist der Wallonie gelungen, ihr wirtschaftliches Gefüge zu verändern, indem sie sowohl die Kreativität ihrer Unternehmer und Bewohner als auch ihre Verbindungen zum Rest der Welt nutzt.“*

2.3.4. Das Land, die Landschaft, die Menschen und die lokale Produktion als territoriale Ressourcen und Wertschöpfungsketten

Wie im vorherigen Punkt ist auch hier die Einbeziehung aller Beteiligten im Gebiet und nicht nur seiner Bewohner erforderlich. Das Zentrum schlägt vor, den vorletzten Satz wie folgt zu ändern: *„Wie beim städtischen und kulturellen Erbe war die Erhaltung der Qualität des Naturerbes Gegenstand einer klaren Politik und der starken Beteiligung der Bewohner aller Interessengruppen des Gebiets (Einwohner, Behörden, Unternehmen usw).“*

2.3.5. Energetische, Klima- und demografische Veränderungen als wichtige territoriale Hebel

Wie bereits oben erwähnt (siehe Punkt 1.6 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 5), stellt das Zentrum fest, dass die föderale Ebene ignoriert wird.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

2.3.6. Fazit: die gemeinsame Entwicklung der Wallonie und ihrer Gebiete

Nach Ansicht des Zentrums steht der letzte Absatz der Schlussfolgerung im Widerspruch zu Punkt 1.

2.4. Eine territoriale Strategie für die Wallonie

Das Zentrum unterstützt den Ansatz, auf bestehenden Strukturen oder Dynamiken aufzubauen. Es ist jedoch der Ansicht, dass die Frage der Wirksamkeit dieser Strukturen oder Dynamiken, auf denen aufgebaut werden soll, entscheidend ist und vorangehend gestellt werden muss. Es ist auch wichtig, den internen Maßnahmen in der Wallonie ebenso viel Aufmerksamkeit zu schenken wie den Maßnahmen der externen Zusammenarbeit.

Das Zentrum ist auch der Ansicht, dass die Wirksamkeit von Strukturen wie transregionale und grenzüberschreitende Kooperationsgebiete, insbesondere die verschiedenen in Absatz 2 von Seite 18 genannten bestehenden Strukturen (Brüsseler Metropolregion, Euregio Maas-Rhein, Eurometropole, Großregion, Parc des Trois Pays), im Voraus bewertet werden müssen. Auf der Grundlage dieser Bewertung könnte gegebenenfalls eine Rationalisierung dieser Strukturen erwogen werden.

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die bestehende Kooperationsdynamik, die überkommunal, wallonisch oder endogen existiert, nicht ausreichend hervorgehoben wird. Das Zentrum fordert daher, das endogene Entwicklungsgebiet zu erweitern, um all diese lokalen Dynamiken, die im gesamten wallonischen Gebiet vorhanden sind, zu integrieren. Grafisch gesehen sollte dieses Gebiet daher die gesamte Wallonie umfassen, sodass die städtischen und gemeinsamen Entwicklungsgebiete es somit überlagern würden.

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die verschiedenen Arten von Entwicklungsgebieten (metropolisch, gemeinschaftlich und endogen) in diesem Abschnitt näher erläutert werden sollten. Es ist weiter der Ansicht, dass es Verwirrung gibt, die zwischen überregionalen und grenzüberschreitenden Kooperationsgebieten und gemeinsamen Entwicklungsgebieten beseitigt werden muss.

Schließlich ist das Zentrum der Ansicht, dass die Liste im ersten Absatz von Seite 19 nicht relevant ist, da sie fast das gesamte wallonische Gebiet umfasst. Es schlägt folgende Neuformulierung vor: *„Der Standort der Wirtschaftstätigkeiten muss sowohl in städtischen als auch in ländlichen Gebieten liegen, basierend auf folgenden Punkten in Übereinstimmung mit den spezifischen territorialen Merkmalen“.*

3. ERWÄGUNGEN NACH ZIELEN**3.1. Sich positionieren und strukturieren****3.1.1. SS.1 – Die Rolle der Wallonie innerhalb der Dynamik der Großstädte auf europäischer Ebene stärken****a) Feststellungen & Herausforderungen**

Dieses erste Ziel bezweckt, auf der Dynamik und den Netzwerken um die Wallonie herum aufzubauen, um ihre eigene Entwicklung zu sichern. Für das Zentrum muss die Logik umgekehrt werden. Der wallonischen Entwicklung und dann der exogenen Dynamik, die für sie von Vorteil wäre, muss Vorrang eingeräumt werden.

Das Zentrum ist überrascht, dass Brüssel und die gesamte Dynamik der Metropole, die es umgibt, nicht angesprochen werden (siehe Punkt 1.6 der allgemeinen Erwägungen, Seite 5).

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Das Zentrum schlägt vor, den Verweis auf den Marshallplan im letzten Satz des dritten Absatzes der Bemerkungen zu streichen. Es ist nämlich der Ansicht, dass dieser Hinweis in einem strategischen Dokument mit einer langfristigen Vision keinen Platz hat.

Das Zentrum versteht den Umfang des Kapitels „Herausforderungen“ nicht. Sein Wortlaut deutet darauf hin, dass es sich bei den Themen um Teilziele der Zielvorgabe SS1 handelt. Darüber hinaus sind die Zusammenhänge zwischen Zielen, Erkenntnissen und Fragen nicht ganz klar. Das Zentrum schlägt vor, diese verschiedenen Punkte klar zu definieren und etwaige Verbindungen zwischen ihnen zu beschreiben (siehe Punkt 1.1 der allgemeinen Erwägungen, Seite 3).

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 1: Die Verankerung der metropolischen Aktivitäten in der Wallonie stärken**

Das Zentrum unterstützt die Stärkung der wichtigsten Zentren Charleroi und Lüttich. Es weist jedoch darauf hin, dass diese Stärkung nicht zu Lasten der bestehenden Dynamik und der Aktivitäten außerhalb von diesen gehen sollte (siehe Punkt 1.5 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 5).

Das Zentrum stellt die Aussage in Absatz 2 in Frage, dass die Zentren Charleroi und Lüttich eine Universität haben sollten. Besteht der Ehrgeiz, eine Universität in Charleroi zu gründen, oder geht es darum, die bestehenden Einrichtungen der ULB, UCL und U-Mons zu stärken?

Grundsatz 2: Die Attraktivität der Zentren Charleroi und Lüttich und der Regionalhauptstadt Namur erhöhen

Für das Zentrum müssen die Metropolregionen in der Lage sein, alle Arten von Volkswirtschaften und nicht nur die „wissensbasierte Wirtschaft“ aufzunehmen, wie der Text von Absatz 1 andeutet.

Wie bereits erwähnt, sollte sich die Rolle Namurs in der Gebietsstruktur nicht auf seinen Status als wallonische Hauptstadt (Vorhandensein von Regionalverwaltungen) und seine touristischen und kulturellen Werte beschränken. Namur ist eine tertiäre Stadt, in der sich der Hauptsitz vieler Wirtschaftsakteure befindet. Sie ist auch die drittgrößte wallonische Stadt, was die Einwohnerzahl betrifft.

Schließlich stellt das Zentrum die Änderung des Umfangs der sehr spezifischen Bemerkungen in Absatz 2 im Vergleich zu denen eines allgemeineren Umfangs in den Absätzen 1 und 3 fest.

Grundsatz 3: Die Zentren Charleroi und Lüttich, die regionale Hauptstadt Namur und die Eingangstore zur Wallonie in die europäischen Kommunikationsnetze miteinander verbinden.

Das Zentrum stellt fest, dass sich der Text auf drei wallonische Häfen bezieht, obgleich die Wallonie 4 autonome Häfen besitzt. Das Zentrum fragt sich nach den Gründen, warum nicht alle berücksichtigt wurden.

Das Zentrum stellt fest, dass die „zu verstärkenden Achsen“ (alle Verkehrsträger kombiniert) nur auf Frankreich oder die Wallonie, mit Ausnahme von Brüssel, ausgerichtet sind. Was ist mit den Achsen nach Flandern oder Deutschland (z. B. Lüttich-Antwerpen, Lüttich-Ruhr)? Das Zentrum ist auch besorgt über das Fehlen der Achse nach Paris über Mons (Brüssel-Paris-Mons).

Gebietsstruktur

Das Zentrum stellt fest, dass die Flussachse des Wallonischen Rückens nicht dargestellt ist. Er ist jedoch Teil des transeuropäischen Verkehrsnetzes TEN. Es bat darum, diese Achse hinzuzufügen.

Wie bereits erwähnt, ist das Zentrum der Ansicht, dass die zu verstärkenden Achsen (in orange auf der Karte) geplant und gegenüber Flandern und Deutschland dargestellt werden sollten.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Das Zentrum fragt sich nach der Erwähnung eines „zu schaffenden Hochgeschwindigkeitsbahnhofs“ in Charleroi auf der Karte, ohne jedoch an anderer Stelle im Text dieses Ziels erläutert zu werden: In welches Netz passt er (eine neu anzulegende Hochgeschwindigkeitsstrecke? zwischen welchen Bahnhöfen?) Wo würde sie sich befinden: Charleroi-Sud, Charleroi-Ouest, am Flughafen in Gosselies? Darüber hinaus stellt das Zentrum das Fehlen auf der Karte des zu entwickelnden „TGV-Haltepunktes“ in Ath in Frage, der auf der Karte in Bezug auf das touristische Ziel (PV5) zu erkennen ist (siehe Punkt 1.1 der allgemeinen Erwägungen, Seite 2).

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum stellt fest, dass dieses Ziel keine Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen nach sich zieht. Es fragte sich, warum dies nicht der Fall war, und hielt es für angebracht, hier zu präzisieren, was mit dem Begriff „Stärkung“ in den drei Grundsätzen zur Umsetzung der Zielvorgabe SS1 gemeint war (Stärkung der Verankerung der städtischen Aktivitäten, Stärkung der Attraktivität der zu verstärkenden Zentren und Verbindungsachsen).

d) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Überwachungsmaßnahmen nur wenig operativ sind. Wie können wir auf der Grundlage der durchschnittlichen jährlichen Entwicklung der wallonischen Exporte von Waren und Dienstleistungen feststellen, was aus den Metropolen kommt? Anstatt die Anzahl und Vielfalt der vom Zentrum angebotenen Schulungen zu erhöhen, ist die Anzahl der ausgebildeten Personen nach Ansicht des Zentrums sinnvoller.

Die letzte Folgemaßnahme „Analyse der Verbindung von Flughäfen mit den öffentlichen Verkehrsmitteln“ ist so ausgedrückt nicht quantifizierbar. Vielmehr handelt es sich um eine Verwaltungsmaßnahme. Sie sollte durch die Entwicklung der Zahl der Personen ersetzt werden, die öffentliche Verkehrsmittel genutzt haben, um Flughäfen zu erreichen.

3.1.2. SS.2 – Die Wallonie in überregionale und grenzüberschreitende sozialwirtschaftliche Netze integrieren**a) Feststellungen**

Das Zentrum versteht nicht den Hinweis auf den stattfindenden Ausgleich der überregionalen Beschäftigung im Großraum Brüssel (Ziffer 3). Es bat darum, diesen Satz zu erklären.

Der letzte Absatz der Feststellungen bezieht sich auf das Programm für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit Inter-reg. Das Zentrum erörtert die Gründe, warum es sich nur auf dieses ebenfalls kurzfristig angelegte Programm konzentriert. Es schlägt daher vor, den Satz wie folgt zu ändern: „Die Wallonie beteiligt sich an Programmen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit wie Inter-reg, die darauf abzielen, die gemeinsame, solidarische und ausgewogene Entwicklung der Grenzgebiete zu fördern“.

Noch in diesem Absatz stellt das Zentrum fest, dass der letzte Satz Bereiche betrifft, deren Logik und Dynamik unterschiedlich sind: Handelsunternehmen haben eine rein wirtschaftliche und wettbewerbsorientierte Logik, während die anderen genannten Bereiche Teil einer strategischen Raumordnungslogik sind.

Schließlich stellt das Zentrum fest, dass die traditionelle Wirtschaft vergessen wird, obwohl sie am sozioökonomischen Netzwerk teilnimmt und eine Quelle der Entwicklung und Schaffung von Arbeitsplätzen ist. Sie ist weder Gegenstand von Feststellungen noch von Maßnahmen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 1: Die Wallonie in überregionalen und grenzüberschreitenden sozioökonomischen und institutionellen Netzwerken positionieren und die Entwicklung von Grenzgebieten unterstützen**

Wie unter Punkt 2.4 (Seite 10) erwähnt, hinterfragt das Zentrum den tatsächlichen Mehrwert der bestehenden Kooperationsstrukturen. Es weist auch darauf hin, dass außerhalb dieser großen Abkommen ein effektiver Austausch und eine effektive Dynamik bestehen, sowohl innerhalb der Wallonie als auch mit der Außenwelt.

Schließlich fordert das Zentrum eine klare Definition dessen, was mit einem Kooperationsnetzwerk „Ville Tonicités“ gemeint ist.

Grundsatz 2: Dienstleistungen und Einrichtungen zwischen Grenzgebieten, Regionen und Nachbarstaaten gemeinsam nutzen

Ogleich klar ist, dass die Bündelung von Diensten und Einrichtungen zwischen Grenzgebieten relevant ist und gefördert werden muss, sollte nicht tatenlos eine Entwicklung erwartet werden, die ausschließlich aus der Außendynamik resultieren würde. Für das Zentrum sollte der internen Zusammenarbeit in der Wallonie Vorrang eingeräumt werden. Es erinnert daran, dass die lokale territoriale Dynamik und die territoriale Solidarität insbesondere gegenüber den verlassenen Randgebieten unterstützt werden müssen (siehe Punkt 1.5 der allgemeinen Überlegungen, Seite 5).

Grundsatz 3: Die Grenzgebiete an benachbarte Regionen und Staaten anbinden

Das Zentrum hinterfragt den hier verwendeten Begriff „Stadt“ in Bezug auf den Begriff „Zentrum“. Das Zentrum bittet um eine Klärung dieses Begriffs.

Darüber hinaus ist das Zentrum in Ziffer 4 überrascht, dass die Städte in der Nähe der Wallonie, deren Service verbessert werden muss, fast ausschließlich französische Städte sind. Brüssel, die flämischen (außer Löwen), deutschen und niederländischen Städte wurden außer acht gelassen.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum stellt fest, dass Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen einen institutionellen und Selbstverwaltungscharakter besitzen. Auch konkretere Maßnahmen sollten Vorrang erhalten.

d) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum erinnert noch einmal an den Punkt 2.4 (Seite 10). Es ist der Ansicht, dass die Bewertung der Anzahl der überregionalen und grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nur dann sinnvoll ist, wenn die genauen Grundzüge dieser Abkommen bekannt sind und ihre Relevanz überprüft wird.

Nach Ansicht des Zentrums sind Straßenzählungen keine relevanten Daten, da sie keine Verbindungen zu Grenzgebieten haben.

3.1.3. SS.3 - Auf die multipolare Struktur der Wallonie aufbauen und die Komplementarität zwischen den Gebieten unter Beibehaltung ihrer Besonderheiten fördern**a) Feststellungen**

Das Zentrum besteht darauf, Aktivitäten, Dienstleistungen und Ausrüstung an die Besonderheiten des Gebiets anzupassen.

Im Gegensatz zu der Aussage im letzten Absatz ist das Zentrum der Ansicht, dass die Entstehung und Entwicklung von Wirtschaftstätigkeiten in ländlichen Gebieten mit der Struktur des Gebietes und seiner

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Verständlichkeit vereinbar sein kann, insbesondere wenn es um die Entwicklung endogener Wirtschaftstätigkeiten geht, im Gegensatz zu exogenen Tätigkeiten, die sich dort so niederlassen würden, dass die urbanen Zonen vermieden werden. Es schlägt daher folgende Neuformulierung des Absatzes vor: *„Die Ausbreitung bestimmter Arten von Wirtschaftstätigkeiten in ländlichen Gebieten und die unangemessene Lage bestimmter Landreserven kann in einigen Fällen die Struktur des Gebiets und seine Verständlichkeit beeinträchtigen.*

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 1: Die Zentren als Stützpunkte für die Entwicklung des Gebiets konsolidieren**

Wie bereits oben erwähnt, fordert das Zentrum eine Definition des Begriffs „Stadt“.

Für das Zentrum muss die Entwicklung jedes Gebietes mit der Dynamik der Zentren oder Städte verbunden sein, deren Einfluss weit über deren Grenzen reicht, anstatt Teil dieser Dynamik zu sein. Tatsächlich sollte eine stärkere lokale Entwicklungsdynamik nicht allein auf der Grundlage dieses Kriteriums vermieden werden. Das Zentrum beantragt daher, den zweiten Satz des Textes wie folgt zu ändern: „Das Ziel ist es, die Entwicklung jedes Gebietes mit der Dynamik von Städten zu verknüpfen, deren Einfluss weit über deren Grenzen reicht oder die Arbeitsplätze konzentrieren.“

In Bezug auf die Zentren und deren Bestimmung schätzt das Zentrum, dass die vorgeschlagene Liste offen bleibt und sich nach den erfüllten oder nicht erfüllten Kriterien entwickeln kann. Es fragte sich jedoch nach der Bestimmungsmethode und war überrascht über die Wahl bestimmter Zentren (z. B. Sprimont-Aywaille).

Das Zentrum weist auch auf die potenziellen Auswirkungen auf Städte hin, die nicht als Zentren ausgewählt wurden, insbesondere im Hinblick auf den Erhalt und den Betrieb von Infrastrukturen und Wirtschaftstätigkeiten, und auf das Risiko einer negativen Spirale, die eine nicht ausgewählte Stadt immer weiter vom Status eines Zentrums entfernt.

Schließlich ist es der Ansicht, dass die an die Zentren gestellten Ambitionen viel höher sind als jene, die für die Metropolen zum Ausdruck gebracht werden. Sie sollten in den Text zu den Metropolen aufgenommen und nur die zentrumsspezifischen sollten hier berücksichtigt werden.

Grundsatz 2: Die Zentren untereinander verbinden

Das Zentrum fordert, dass der Stärkung bestehender Verbindungen Vorrang vor der Schaffung neuer Verbindungen eingeräumt wird. Die Analyse der Relevanz bei der Schaffung einer neuen Verbindung ist Voraussetzung.

Grundsatz 3: Die Gebiete nach Entwicklungsprojekten zusammenfassen

Die Beschreibung der Entwicklungsgebiete ist hier sehr allgemein gehalten und umfasst sowohl gemeinsame oder allgemein anwendbare Elemente als auch spezifische Elemente. Das Zentrum bittet daher, die Maßnahmen über alle diese Bereiche hinweg als Präambel zusammenzufassen und dann für jeden Bereich nur die Maßnahmen aufzunehmen, die spezifisch für ihn sind.

Das endogene Entwicklungsgebiet, wie bereits erwähnt (siehe Punkt 2.4, Seite 10), muss so erweitert werden, dass es die gesamte überkommunale Entwicklungsdynamik im gesamten wallonischen Gebiet integriert und fördert. Grafisch gesehen sollte sich dieses Gebiet daher auf die gesamte Wallonie erstrecken. Die städtischen und gemeinsamen Entwicklungsgebiete würden sie somit überlagern.

Was das gemeinsame Entwicklungsgebiet betrifft, so ist das Zentrum überrascht, dass es sich nur um das Grenzgebiet zu Frankreich, dem Großherzogtum Luxemburg und Deutschland handelt. Dieses Gebiet sollte auch das Grenzgebiet zur Flämischen Region umfassen.

Das Zentrum weist darauf hin, dass die Unterschiede, die in Bezug auf die Wohn- und Landdynamik in diesem Bereich entstehen, korrigiert werden müssen (siehe Punkt 3.2.1, Ziel AM1, Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen auf Seite 17).

Das Zentrum ist überrascht, dass die Dynamik von Naturparks nur im gemeinsamen Entwicklungsgebiet aufgegriffen und gefördert wird. Für das Zentrum muss die Unterstützung dieser Dynamik mit positivem sozioökonomischem Nutzen in allen Entwicklungsbereichen erfolgen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Schließlich versteht das Zentrum den Sinn des letzten Absatzes nicht, da er die Umsetzungskriterien beschreibt.

Gebietsstruktur

Wie bereits erwähnt, ist das Zentrum der Ansicht, dass das endogene Entwicklungsgebiet das gesamte wallonische Gebiet umfassen sollte. Metropolitanische und gemeinsame Entwicklungsgebiete würden das endogene Entwicklungsgebiet überlagern, um deren spezifische Merkmale hinzuzufügen (siehe Punkt 1.6, Seite 6 und 2.4, Seite 10). Schließlich würde das gemeinsame Entwicklungsgebiet auch die Grenze zu Flandern umfassen.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum stellt fest, dass die Umsetzung dieser Ziele eine Zusammenarbeit auf überkommunaler Ebene erfordert, insbesondere durch plurikommunale Entwicklungsschemen (PES). Das Zentrum ist der Ansicht, dass auch subregionale Kooperationen hervorgehoben werden sollten.

Das Zentrum begrüßt zwar den Wunsch, die Kommunen in die Entwicklung des Gebietes einzubeziehen, hält es jedoch für unerlässlich, ausreichende und geeignete Ressourcen zur Verfügung zu stellen, um sicherzustellen, dass sie bei der Umsetzung solcher Instrumente (Anreize, Vereinfachung der Verfahren usw.) zusammenarbeiten. Das Zentrum erinnert an Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen (Seiten 3 und 4).

d) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum schlägt die folgenden Überwachungsmaßnahmen vor:

- Entwicklung der Funktionen von Dienstleistungen in den Bereichen Krankenhäuser, Schulen und Kultur außerhalb der großen städtischen Gebiete;
- Entwicklung der Gesamtfläche von Naturparks.

3.1.4. SS.4 - Aus den strukturierenden Kommunikations- und Verkehrsnetzen einen Hebel für die Schaffung von Wohlstand und nachhaltige Entwicklung machen**a) Feststellungen & Herausforderungen**

Das Zentrum ist überrascht von der Aussage in Ziffer 5, dass die Wallonie mit Ausnahme des Trilogiport und des Flughafens Lüttich über keine großen multimodalen Knotenpunkte für den Güterverkehr auf seinem Gebiet verfügt. Werden insbesondere die multimodalen Plattformen von Ghlin, Renory und Athus nicht als wichtig angesehen? Was ist unter hauptsächlich zu verstehen?

In diesem Absatz werden auch die hohen Kosten für die Befrachtung als großes Hindernis für den intermodalen Güterverkehr für Unternehmen genannt. Für das Zentrum ist es sinnvoller, von „Lastausfall“ zu sprechen als von „Befrachtung“. Darüber hinaus sind nicht nur die Kosten ein Hindernis, sondern auch die organisatorischen Schwierigkeiten.

Das Zentrum ist überrascht, dass die Daten über den modalen Anteil der Passagiere*Kilometer aus dem Jahr 2009 stammen. Er nimmt auch die strenge Feststellung des Zustands der Infrastrukturen zur Kenntnis, die es zu differenzieren gilt.

Schließlich bedauert das Zentrum, dass die Instandhaltung der Verkehrsnetze nicht zu den Herausforderungen zählt, und fordert, dass sie hinzugefügt wird.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 2: Die Verbindungspunkte zu Kommunikations- und Verkehrsnetzen ausbauen**

Das Zentrum weist darauf hin, dass die Kompatibilität zwischen der Entwicklung der Flughäfen und der Beachtung des am 20. Februar 2014 verabschiedeten „Klima“-Erlasses gewährleistet sein muss.

Gebietsstruktur

Das Zentrum stellt fest, dass dieses Ziel in zwei Karten zum Ausdruck kommt, ohne dass die Unterscheidung zwischen ihnen erklärt wurde.

Es bedauerte, dass keine der beiden Karten der SS4-Zielvorgabe die bestehenden Verbindungen enthielt, die verbessert werden müssen. Nur das Bestehende und das „Zu Entwickelnde“ werden dargestellt, ohne dass die Unterscheidung zwischen ihnen immer offensichtlich ist. Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Situation zwischen dem Bestehenden, dem zu verbessernden Bestehenden und dem „zu Entwickelnden/Erstellenden“ geklärt werden sollte.

Das Zentrum stellt fest, dass die „zu entwickelnde überregionale und grenzüberschreitende Verbindung“ zwischen Brüssel, Namur und Luxemburg nicht auf der ersten Karte enthalten ist. Es bittet darum, dass diese Verbindung so dargestellt wird, dass die Grundsätze der Durchführung sowie die Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen kartografisch festgelegt werden.

Darüber hinaus prüft das Zentrum die grafische Darstellung der neuen wallonischen Hochgeschwindigkeits-Zugverbindung, die zwischen Lüttich und Tournai ausgebaut werden soll (grüner Pfeil auf der ersten Karte). Ist es das Ziel, einen Hochgeschwindigkeitsbahnhof in Tournai anzulegen? Um Verwirrung zu vermeiden, hält es das Zentrum für angemessener, den grünen Pfeil über Tournai bis Lille zu verlängern.

Darüber hinaus stellt das Zentrum fest, dass einige Entwicklungsprojekte, wie die Stärkung bestimmter Häfen und Flussverkehrsanlagen, nicht in diese Karte aufgenommen wurden.

Schließlich stellt das Zentrum, wie bereits erwähnt (siehe Punkt 1.1 der allgemeinen Erwägungen, Seite 2), die Schwäche der Legende (Stationen und Flughäfen außerhalb der Wallonie, die als Hochgeschwindigkeitsbahnhöfe und zu entwickelnde Flughäfen übernommen wurden) und die mangelnde Übereinstimmung mit anderen Karten fest (Fehlen der grenzüberschreitenden Verbindung zwischen Charleroi und Paris über Maubeuge auf der SS1-Karte, Fehlen des in Ath zu entwickelnden TGV-Haltepunktes auf der PV5-Karte usw.).

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Wie bereits erwähnt, sind einige Maßnahmen auf der Karte der Gebietsstruktur nicht oder nicht gut dargestellt (grenzüberschreitende Verbindung zwischen Brüssel, Namur und Luxemburg, wallonische Hochgeschwindigkeits-Zugverbindung zwischen Lüttich und Tournai).

Was das Flussnetz betrifft, so stellt das Zentrum fest, dass die Maßnahmen hauptsächlich und unvollständig das Projekt Seine-Escout betreffen, während andere Hafeninfrastrukturen und Flussverbindungen auszubauen sind.

Was das Straßennetz betrifft, so werden keine Maßnahmen formuliert, um auf die in den Ergebnissen festgestellten Engpässe zu reagieren. Darüber hinaus berücksichtigt das Zentrum die Relevanz der zu entwickelnden Straßenverbindung zwischen Cerexhe-Heuseux und Beaufays auf der Karte

Bezüglich der Anschlussstellen fordert das Zentrum eine Überprüfung der Vollständigkeit der genannten Häfen und Bahnsteige. Das Zentrum gibt ebenfalls an, dass die Genehmigung für das Projekt zur Verlängerung der Start- und Landebahn Charleroi erteilt wurde und somit widerrufen werden kann.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

d) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum weist darauf hin, dass das Konzept der Tonnenkilometer zunehmend irrelevant wird und andere Indikatoren entwickelt werden sollten.

3.1.5. SS.5 - Die überörtliche Gebietsdynamik auf regionaler Ebene anordnen und die wallonische Identität stärken**a) Umsetzungsgrundsätze**

Das Zentrum erinnert an die wesentliche Rolle der regionalen Behörden bei der Umsetzung dieses Ziels (und des RES im Allgemeinen) durch Anreize. Die Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung und sonstige Instrumente der operativen Planung werden ohne regionale Unterstützung nicht möglich sein (siehe auch Punkt 1.2 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 3 und 4).

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum bedauert den Mangel an Originalität und Ehrgeiz der Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen. Sie beschränken sich ausschließlich auf die Instrumente des GRE. Es wird nirgends auf Ansätze wie Naturparks oder spezifische Instrumente zur Unterstützung, z. B. auf Gebiete in Schwierigkeiten, verwiesen.

3.2. Antizipieren und verändern**3.2.1. AM.1 - Den aktuellen und zukünftigen Bedarf an barrierefreiem Wohnen, der sich dem soziodemografischen energetischen und Klimawandel anpasst, decken****a) Grundsätze für die Umsetzung****Grundsatz 1: Grundstücke aufwerten und „gut“ gelegene Gebäude erneut nutzen**

Das Zentrum hält den Begriff „Wohnzentren“ für unzureichend und schlägt vor, ihn durch „Wohnräume“ zu ersetzen, um den hier unpassenden Verweis auf den Begriff der Polarität zu streichen.

Grundsatz 2: Wohnkonzepte voranbringen

Das Zentrum stellt fest, dass der Text zu diesem Ziel sehr stark auf neue Wohnformen ausgerichtet ist (Grundsätze 2 und 3). Das Zentrum ist der Ansicht, dass der traditionelle Wohnungsbau auch insbesondere durch Renovierung, Aufteilung oder Gruppierung seinen Platz hat. Es fordert daher, dass der Text überarbeitet wird, um den traditionellen Wohnungsbau einzubeziehen und die Anpassungsmaßnahmen des traditionellen Wohnungsbaus hervorzuheben. Dies muss auch durch Maßnahmen zur Erleichterung und Förderung dieser Maßnahmen ergänzt werden (Anpassung der Vorschriften, Sensibilisierung der Öffentlichkeit und der Fachleute im Wohnungswesen, angemessene Ausbildung usw.).

Generell ist das Zentrum der Ansicht, dass das RES alle Formen von Wohnraum und Interventionsmöglichkeiten berücksichtigen muss und nicht nur die modernsten. Die Angemessenheit zwischen Standort und Wohnraum sollte Vorrang haben.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Grundsatz 3: Unterstützung von alternativen Wohnformen und Zugang zu Hauseigentum

Für das Zentrum ist der Zugang zu Eigentum kein Selbstzweck, im Gegensatz zum Zugang zu Wohnungen. Die gegenwärtige Entwicklung der Gesellschaft geht auch in Richtung einer besseren Verfügbarkeit von Waren und Dienstleistungen und legt nahe, dass der Zugang zu Eigentum nicht mehr die Priorität sein wird. Das Zentrum ist der Ansicht, dass das RES diese gesellschaftliche Entwicklung, die verschiedene Sektoren wie Wohnen und Mobilität betrifft, nicht ausreichend versteht. Es forderte, den Titel dieses Grundsatzes anzupassen, indem „Eigentum“ durch „Wohnung“ ersetzt wird: „*Alternativwohnungen und Zugang zu Wohnungen Eigentum unterstützen*“.

Schließlich hebt das Zentrum in allgemeiner Form verschiedene Begriffe hervor, die geklärt werden müssen: „neue Stadtteile“, „Herzen der Städte und Dörfer“, „Community Land Trust“, „bevorzugte Initiativgebiete“, „Ökoviertel“... Es schlägt vor, sie in das Glossar aufzunehmen. (Siehe Punkt 1.1 der Allgemeinen Erwägungen, Seite 2).

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum bittet darum, den zweiten fettgedruckten Satz anzupassen, weil er zu Missverständnissen führt. Ab 2050 wird es keine Denaturierung mehr geben.

Das Zentrum weist erneut auf die Schwierigkeiten bei der Umsetzung des RES hin (siehe auch Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seiten 3 und 4). Die hier dargelegten Maßnahmen, die darauf abzielen, die Herzen der Städte und Dörfer zu verdichten und auf denaturierten Grundstücken neu zu bauen, fallen fast ausschließlich in die Zuständigkeit des Gemeindevorstehers ((Erstellung von (pluri)kommunalen Entwicklungsplänen, Identifizierung regionaler Interessengebiete, Sanierungsarbeiten oder Stadterneuerungen usw.)). Es gibt jedoch keine Garantie dafür, dass sie diese umsetzen werden.

Der Text verweist auch auf den Begriff „Herzen von Städten und Dörfern“, die ohne klare Definition verdichtet werden sollen. Es liegt daher an den Gemeinden, diese zu definieren, was zu unterschiedlichen Interpretationen je nach Gemeinde in Bezug auf ihre Realitäten und Möglichkeiten führt. Damit stellt sich auch die Frage nach der Verteilung der Ziele auf die Gemeinden und damit nach der Transkommunalität.

Das Zentrum macht auch auf die Gebiete in Schwierigkeiten aufmerksam und erinnert an die Korrekturfunktion, die die Region spielen muss, um Disparitäten zu beseitigen. Die Unterschiede in den Wohnverhältnissen in den drei definierten Entwicklungsgebieten sollten unter besonderer Berücksichtigung der gemeinsamen Entwicklungsgebiete korrigiert werden. Dieser Wohnaspekt sollte in die Beschreibung der gemeinsamen Entwicklungsgebiete aufgenommen werden (siehe Punkt 3.1.3 des Ziels SS3, Seite 13).

Bezüglich der Maßnahme zur Nutzung von Mechanismen der Sanierung und Stadterneuerung weist das Zentrum darauf hin, dass dies nur möglich ist, wenn ihm ausreichende Ressourcen zugewiesen werden. Es erinnert an seine Initiativstellungnahme zur Verwendung von Haushaltsmitteln für operative Planungsinstrumente (vgl. AT.18.106.AV vom 18.12.2018) (siehe auch Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seite 4). In dieser Stellungnahme schlägt das Zentrum auch Kriterien für die Priorisierung von Projekten vor, die auf ihrer Effizienz im Verhältnis zu den von der Wallonie verfolgten Zielen basieren.

Das Zentrum bittet darum, die Maßnahme zu den Zielen der Wohnungsgründung nach Zone wie folgt zu ergänzen: „*Auf kommunaler Ebene sollten Ziele für die Schaffung von Wohnraum nach Zonen festgelegt werden, die dem Bedarf an neuem Wohnraum entsprechen.*“

Schließlich stellt das Zentrum in Frage, ob eine Aufrechterhaltung der Asbestsanierungsmaßnahme relevant ist. Diese Maßnahme unterscheidet sich von den anderen vorgeschlagenen Maßnahmen (sehr

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

genau im Vergleich zu anderen Maßnahmen von allgemeinem Umfang) und berücksichtigt sowohl gesundheitliche als auch bautechnische Aspekte.

c) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass der Prozentsatz der Umsetzung in den identifizierten Zonen relevanter ist als die Anzahl der Wohneinheiten.

Das Zentrum schlägt vor, den Begriff „feucht“ durch „defekt“ zu ersetzen, um sich nicht nur auf Wohnungen mit Feuchtigkeitsproblemen zu konzentrieren.

3.2.2. AM.2 - Die wallonische Wirtschaft in die Wissensgesellschaft und in die lokale Wirtschaft integrieren und arbeitsplatzschaffende Verarbeitungsketten auf dem wallonischen Gebiet reformieren**a) Feststellungen**

Das Zentrum begrüßt das Bewusstsein der Wallonie für diese Ressourcen und das Interesse, sie zu nutzen.

Es stellt jedoch fest, dass die traditionelle Wirtschaft wieder einmal in Vergessenheit gerät, obwohl sie einen wichtigen Teil der Wallonie darstellt.

Generell stellt das Zentrum noch einmal fest, dass sich das RES für die Zukunft positioniert und das Bestehende etwas vergisst, das jedoch insgesamt aufrechterhalten und weiterentwickelt werden könnte.

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur

Um dieses Ziel und seine verschiedenen Grundsätze zu erreichen, ist es insbesondere erforderlich, dass die Verfahren zum Erhalt von Genehmigungen erleichtert werden. Es verweist allgemeiner auf Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen (Seiten 3 und 4).

Grundsatz 1: Die Verankerung von wissensbasierter Wirtschaft und innovativen Aktivitäten auf dem Gebiet fördern

Was die wichtigsten Unterstützungspunkte für die Entwicklung der wissensbasierten Wirtschaft und der innovativen Aktivitäten betrifft, so ist das Zentrum überrascht, dass das „Automobilzentrum von Spa-Francorchamps“ genauso aufgeführt ist, wie Universitätszentren und Wissenschaftsparks, und fragt sich, warum diese Entscheidung getroffen wurde.

Andererseits ist das Zentrum der Ansicht, dass Universitäten, Forschungszentren und große öffentliche Einrichtungen wie Krankenhäuser etc. als Unterstützungspunkte einbezogen werden sollten (siehe Punkt 2.2.1, Seite 6).

Was schließlich insbesondere die Universitätszentren betrifft, so ist das Zentrum überrascht, dass Gembloux nicht unter den Universitätszentren erwähnt wird. Wenn Gembloux als Teil der Universität Lüttich gilt, sollte auch Arlon nicht aufgeführt werden.

Grundsatz 3: Die lokalen und integrativen wirtschaftlichen Dynamiken und ressourcenschonenden Produktionsmethoden unterstützen

Das Zentrum fördert die Unterstützung der lokalen Wirtschaftsdynamik. Diese Dynamik ist jedoch nicht immer anwendbar oder wird nicht immer angewendet.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Gebietsstruktur

Die Karte der Gebietsstruktur gibt Anlass zu mehreren Anmerkungen:

- Die Herausforderung dieser Karte besteht nach Ansicht des Zentrums darin, Ressourcen zu finden, die aus wirtschaftlicher Sicht verwertet werden können. Öffentliche Einrichtungen ohne wirtschaftlichen Zweck sollten ausgeschlossen werden, mit Ausnahme beispielsweise der hauptsächlich Wasserentnahmen, die für den Export außerhalb der Region bestimmt sind. Dies würde die Verständlichkeit der Karte erheblich verbessern. Diese großen öffentlichen Einrichtungen könnten auch auf einer spezifischen Karte aufgeführt werden;
- Die Informationen sind nicht immer vollständig (z. B.: einige öffentliche Entnahmestellen werden nicht genannt, der Fokus scheint auf jenen der SWDE zu liegen; einige Holzverarbeitungsstandorte scheinen ebenfalls zu fehlen), konsistent in Bezug auf die Skalenäquivalenz (z. B. internationale Abfüllbetriebe versus kleine lokale Brauereien; ein Sägewerk versus ein Gewerbegebiet für die Holzverarbeitung) und überzeugend in Bezug auf den Standort;
- Strategische Reserven (Minenschächte, Wärmenetze etc.) sowie Steinbruchvorkommen müssen hinzugefügt werden.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Im Hinblick auf die lokale Wirtschaftsdynamik ist es wichtig, dass sich die lokalen Akteure dem Prozess anschließen können. Nach Ansicht des Zentrums muss die Bereitstellung von Drittorten nach den Bedürfnissen aller (Unternehmen, aber auch lokaler Produzenten und Kunden) und damit auch im ländlichen Raum erfolgen. Das Zentrum schlägt vor, den Satz wie folgt zu ändern: „*Bereitstellung von ausgestatteten Arbeitsräumen, wie Drittorte, die die Interaktion und den Austausch zwischen Kunden, Erzeugern und bestehenden Unternehmen begünstigen, im Zusammenhang mit den Strukturen zur Förderung der Unternehmensgründung.*“

Im Hinblick auf die Unterstützung von Initiativen im Bereich der Kreislaufwirtschaft ist das Zentrum der Ansicht, dass die Maßnahme zur Bündelung von Ausrüstungen auf alle Ausrüstungen und Dienstleistungen ausgedehnt werden sollte, für die dies möglich ist, und zwar nicht nur auf die im Text vorgesehenen Ausrüstungen der Energie- und Abfallwirtschaft (z. B. Parkplätze...).

d) Überwachungsmaßnahmen

Die Überwachungsmaßnahme bezüglich der Anzahl der Verkaufspunkte ist nicht relevant. Wichtig ist hier die lokale Entwicklung der Ressource. Daher ist es angebracht, den Marktanteil des Direktvertriebs anhand des Gesamtumsatzes und nicht anhand der Anzahl an Verkaufspunkten zu ermitteln.

3.2.3. AM.3 - Die wirtschaftlichen Bedürfnisse aus Sicht einer nachhaltigen Entwicklung und sparsamen Bodenbewirtschaftung vorausplanen**a) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 1: Den Raumbedarf für wirtschaftliche Tätigkeiten antizipieren

Das Zentrum ist überrascht, dass die Automobilrennstrecke von Francorchamps erscheint und bittet darum, sie zu löschen.

Was die Industrietätigkeit betrifft, so weist das Zentrum darauf hin, dass der Ansatz, diese Art von Tätigkeit entlang der Schienen- und Wasserwege zu platzieren, inzwischen etwas übertrieben ist. Sie sollte daher nicht verallgemeinert, sondern entsprechend den spezifischen Bedürfnissen einer Industrietätigkeit angewendet werden.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Das Zentrum stellt fest, dass sich der Text nur auf drei wallonische Hafenzonen bezieht und fragt sich, warum diese die einzigen sind, die erwähnt werden.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Grundsatz 2: Auf nachhaltige und bodenschonende Weise den Bedarf der Unternehmen erfüllen

Das Zentrum erinnert an die beispielhafte Rolle, die die Behörden spielen müssen. In Bezug auf den Standort der Aktivitäten ist es daher nicht mehr denkbar, dass sich große öffentliche Einrichtungen und Dienste außerhalb von Zonen niederlassen, die durch alternative Verkehrsmittel zum Auto gut bedient werden (z. B. das Krankenhausprojekt Habay). Er schlägt daher vor, Absatz 2 des Grundsatzes 2 wie folgt zu ergänzen: *„Um den Anteil des Autos zu verringern, wird die Lage der Aktivitäten des privaten wie öffentlichen Dienstleistungssektors im Verhältnis zu anderen Verkehrsmitteln überdacht und die Lage der Geschäfte in den Stadtzentren bevorzugt.*

Das Zentrum weist auch darauf hin, dass die erneute Nutzung von Gebäuden, die der Aufnahme wirtschaftlicher Tätigkeiten dienen, nicht immer möglich ist (entweder erlaubt der Zustand des Gebäudes dies nicht, oder das Gebäude ist nicht bzw. nicht mehr an die Art der geplanten Tätigkeiten anpassbar). Der Abbruch/Wiederaufbau auf dem gleichen Grundstück ist manchmal eine geeignetere Lösung (Absatz 4 von Grundsatz 2).

Gebietsstruktur

Die Karte zur Darstellung der Gebietsstruktur wirft folgende Fragen und Kommentare auf:

- Im Allgemeinen ist sie mit der SS4-Karte unvereinbar und scheint bestehende und geplante Elemente zu vermischen.
- In Bezug auf die Zone „Standort, der für die Entwicklung der Industrietätigkeit günstig ist“, hält das Zentrum diese für unvollständig. Da Zentrum identifiziert insbesondere die Achse zwischen Namur und Huy, die Virton-Athus-Achse und das Gebiet Wavre-Ottignies-Neu-Löwen, das auf dieser Karte erwähnt werden muss.
- Im Hinblick auf die „Zone, in der der Schienengüterverkehr gefördert werden kann“, prüft das Zentrum den Abschnitt zwischen Namur und Dinant. Es ist auch überrascht, dass der „Schienengüterverkehrskorridor“ zwischen Namur und Luxemburg nicht aufgeführt wurde (siehe Karte SS4).

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum prüft die Möglichkeit, bis 2050 die 100%ige Wiederverwendungsrate bereits denaturierter Flächen für die Einrichtung neuer Wirtschaftszonen zu erreichen. Es ist der Auffassung, dass die Szenarien zur Erreichung dieses Ziels überprüft werden müssen, um gegebenenfalls Handlungsspielraum zu lassen (siehe Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seiten 3 und 4).

Das Zentrum fordert, dass der Begriff „zuvor“ durch „bereits“ ersetzt wird, um Missverständnisse zu vermeiden: *„Bis 2030 30 % der neuen Wirtschaftszonen in ~~zuvor~~ bereits denaturierten Gebieten entwickeln, insbesondere durch die Umwandlung von Ödland oder in Gebieten, die bereits *mit planerischen Instrumenten ausgestattet sind, und 100 % bis 2050.**

Nach Ansicht des Zentrums ist es nicht notwendig, auf eine Verdichtung hinzuarbeiten, sondern auf eine gute Angemessenheit der Aktivitäten mit dem Ziel der Wirtschaftszonen. Tatsächlich besteht der potenzielle negative Effekt der Verdichtung darin, die Niederlassung von Unternehmen zu fördern, die sich beispielsweise im Stadtzentrum befinden können. Daher ist es notwendig, die Aktivitäten, die in diesen Bereichen etabliert werden können, zu filtern und nicht um jeden Preis zu verdichten.

Das Zentrum macht auch auf die Expansionsmöglichkeiten von Unternehmen aufmerksam. Es muss ein Gleichgewicht zwischen einer angemessenen Dichte und der Notwendigkeit einer Expansion der Unternehmen gefunden werden. In diesem Zusammenhang ist das Zentrum von dem vorgeschlagenen Flächennutzungskoeffizienten insbesondere angesichts der Anforderungen anderer Vorschriften überrascht (Wassergesetzbuch zur Versickerung, Seveso-Bauwischzone und Feuerwehr) Dieser Koeffizient muss in allen Fällen indikativ bleiben.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

c) Überwachungsmaßnahmen

Nach Ansicht des Zentrums entspricht die Überwachungsmaßnahme in Bezug auf Grundsatz 2 nicht den geplanten Verwaltungsmaßnahmen. Es geht mehr um die Mobilität. Mit Indikatoren zur Messung der qualitativen Nutzung wären die Ziele von 30 % und 100 % Landnutzung relevanter.

3.2.4. AM.4 - Die Wallonie dem digitalen Wandel verschreiben**a) Umsetzungsgrundsätze**

Im Allgemeinen ist das Zentrum der Ansicht, dass die Auswirkungen der digitalen Revolution im Entwurf des RES nicht ausreichend verstanden werden. Zum Beispiel: welche Auswirkungen können wir von der Entwicklung autonomer Fahrzeuge, der vernetzten Realität etc. in unseren Arbeitsmethoden, unseren Verkehrsmitteln, der Art und Weise, wie wir unser Gebiet planen usw. erwarten?

Das Zentrum bittet darum, den letzten Absatz des ersten Umsetzungsprinzips in Fettdruck zu streichen. Es ist nämlich der Ansicht, dass dieser Satz nicht relevant ist, wenn es darum geht, großflächig einen Hochleistungs-Internetzugang einzurichten. Darüber hinaus ist es der Ansicht, dass Lebensräume nicht durch das Vorhandensein von Hochleistungs-Internetzugängen konditioniert werden können.

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Generell sind Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen keine dauerhaften Maßnahmen und unterliegen zeitlichen Veränderungen. Das Zentrum fordert daher, dass sie nicht in Form einer geschlossenen Liste präsentiert werden.

Das Zentrum fordert, den Begriff „Forschungsinfrastruktur TIER 1“ zu definieren.

Das Zentrum ist auch überrascht von der Entscheidung, dieses Ziel mit dem Foto der Stadtbahn von Charleroi zu veranschaulichen.

c) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Überwachungsmaßnahmen zu einschränkend sind. So wäre es beispielsweise angebracht, zu definieren, was ein innovatives Unternehmen ist, und die Entwicklung der Anzahl dieser Unternehmen und ihres Umsatzes zu verfolgen.

3.2.5. AM.5 – Im Rahmen der Energiewende den Zugang zu Energie für jedermann sichern**a) Feststellungen & Herausforderungen**

Im Bereich der erneuerbaren Energien weist das Zentrum darauf hin, dass sich Photovoltaikparks entwickeln und Flächen verbrauchen.

Es verweist auch auf die mit Windparks verbundenen Umweltschutzbedingungen und die fehlende Planung ihrer Entwicklung, die hier nicht erwähnt werden. Das Zentrum erinnert daran, dass es am 13.07.2018 eine Initiativstellungnahme zur Entwicklung der Windenergie in der Wallonie abgegeben hat (Ref.: AT.18.40.AV) und bekräftigt seine Forderung nach einer Kartografie der wallonischen Windenergie, die seiner Meinung nach in den RES aufgenommen werden sollte.

Schließlich wird im Text nicht auf die KWK- und Wärmenetze eingegangen. Seiner Ansicht nach sollten sie hinzugefügt werden.

Was die Perspektiven für die Energiewende betrifft, so enthält der Text sowohl bereits oder fast vollständig abgeschlossene Elemente als auch Projekte. Darüber hinaus weist es auf die Borinage als ein

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Gebiet hin, das nicht durch das Hochspannungsstromnetz versorgt wird, obwohl es in diesem Fall nicht das einzige Gebiet der Wallonie ist.

Was den Absatz über den wallonischen Wohnungsbau anbelangt, so fordert das Zentrum, um vollständiger zu sein und alle mit der Verteilung des Wohnungsbestands verbundenen Kosten (Investitionen, Verwaltung, Vertriebskosten usw.) zu erfassen, eine Anpassung des zweiten Satzes wie folgt: *„Die mit der Periurbanisierung verbundene Verteilung des Wohnungsbestands auf dem Gebiet erfordert eine Erhöhung der Kosten für Ausrüstung und Dienstleistungen und führt daher zu einer Erhöhung der Vertriebskosten“*.

Schließlich betreffen Energiefragen sowohl den Wohn- als auch den Wirtschaftssektor. Das Zentrum bittet deshalb, den ersten Satz der Herausforderungen in diesem Zusammenhang zu vervollständigen.

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur

Das Zentrum ist überrascht, dass sich der Text nicht auf die Kanalisationen auf der Karte bezieht.

Nach Ansicht des Zentrums ist die Kompaktheit von Gebäuden eine von vielen Maßnahmen, um den Energieverbrauch des Gebäudebestandes zu reduzieren. Die Regeln und Dokumente der Stadtplanung müssen angepasst und vereinfacht werden, um diese Kompaktheit zu fördern. Das Zentrum erinnert erneut an Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen (Seiten 3 und 4).

Gebietsstruktur

Die Karte der Gebietsstruktur muss vervollständigt werden, um die großen Stromerzeugungs- und Speichereinheiten (Tihange, Coo...) zu lokalisieren. Darüber hinaus sollte Feluy identifiziert werden, da es die einzige einzelne Verbindung mit den Fluidtransportnetzen aus Antwerpen ist.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum fordert, die Entwicklungsplanung für Windenergie in die Verwaltungsmaßnahmen einzubeziehen. Ein Rahmen und eine Kartografie sind für das Zentrum notwendig.

3.3. Bedienen und ausbalancieren

3.3.1. DE.1 -Den Zugang aller zu Dienstleistungen, örtlichen Geschäften und Einrichtungen in einem zusammenhängenden territorialen Ansatz sichern

a) Umsetzungsgrundsätze

Grundsatz 1: Das Gebiet strukturieren, um die Konkurrenz zu vermeiden

Das Zentrum schätzt es, dass „Krankenhausaktivitäten“ im RES-Entwurf deutlich als strukturierende Elemente erscheinen (es erinnert an seine Bemerkung zu den in Ziffer 2.2.1., Seite 6 genannten Krankenhauszentren).

Grundsatz 2: Einen besseren Zugang zu Diensten und Einrichtungen gewährleisten

Das Zentrum bittet darum, den vorletzten Absatz wie folgt abzuschließen: *„Um den sozialen und territorialen Zusammenhalt zu stärken, muss eine „neue Nähe“ auf der Grundlage eines Netzes von gemeinsamen, multifunktionalen und flexiblen Räumen ((Multi-)Dienstleistungshäuser, Dorfhäuser, Erholungsräume um modale Austauschplattformen herum usw.)) organisiert werden“*.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum unterbreitet mehrere Überlegungen über die Maßnahme zur Errichtung von Handelskomplexen mit mehr als 2500 m²:

- Die Anwendung des Grundsatzes der Verringerung des Flächenverbrauchs sollte es zumindest teilweise ermöglichen, diese Maßnahme zu erfüllen;
- Ob im Stadtzentrum oder am Stadtrand ist das Zentrum der Ansicht, dass die Errichtung solcher Geschäftskomplexe zu einem Strukturverlust der Zentren und der umliegenden Geschäftsnetze führt.
- Das Zentrum erwägt die Operationalisierung dieser Maßnahme. Wie kann man nachweisen, ob ein Schaden vorliegt oder nicht?
- Sollten die Bemühungen nicht vorrangig auf die Revitalisierung der Innenstädte und nicht nur auf die kommerzielle Dimension ausgerichtet sein?

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass das Zentrum, wenn es dem allgemeinen Grundsatz dieser Maßnahme folgen kann, fordert, dass es Gegenstand einer vorherigen Analyse der wirtschaftlichen Ergebnisse der derzeitigen Einkaufszentren und ihrer Auswirkungen auf den diffusen Handel wird. Es bittet ferner, dass vorrangige Maßnahmen ergriffen werden, um die Vitalität der städtischen Kerne zu stärken. Es erinnerte an den Grundsatz der Nicht-Ausdehnung von Städten / Verringerung des Flächenverbrauchs und betonte schließlich den indikativen Charakter dieser Maßnahme. Es schlägt zumindest vor, die Maßnahme wie folgt zu ändern: *„Gewerbekomplexe von mehr als 2500 m² nur in den Innenstädten und mehr in den Vororten genehmigen, es sei denn, es wurde nachgewiesen, nachdem nachgewiesen wurde, dass eine periphere Anlage diese Unternehmen in den umliegenden städtischen Zentren keinen Schaden zufügt“*.

c) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum schlägt vor, folgende Überwachungsmaßnahmen hinzuzufügen:

- Entwicklung der Anzahl der Geburten, um den Bedarf an Krippen und anderen Einrichtungen der frühkindlichen Betreuung zu erkennen;
- Entwicklung der Anzahl der neuen Haushalte mit kleinen Kindern;
- Entwicklung der Anzahl von leer stehenden Geschäftsräumen pro Gemeinde und/oder Ballungsraum;
- Besetzung von Parzellen in der Nähe von Einkaufszentren, Einkaufspassagen, Retail Parks, Hypermärkten, Discountern, Outlet- und Lifestyle-Zentren.

3.3.2. DE.2 – Günstige Bedingungen für die Vielfalt der Aktivitäten und die gesellschaftliche Akzeptanz von Projekten schaffen**a) Herausforderungen**

Das Zentrum ist der Ansicht, dass, bevor Landnutzungskonflikte gelöst werden, die Synergie und Vielfalt durch Projekte gefördert werden müssen, die verschiedene Funktionen kombinieren. Die operativen Instrumente der Stadtplanung sollten so angepasst werden, dass sie dies ermöglichen (z. B. wirtschaftliche oder andere Aktivitäten auf mehreren Etagen, hängende Gärten über Parkplätzen usw.).

b) Umsetzungsgrundsätze

Grundsatz 1: Die Kompatibilität zwischen den Aktivitäten managen

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Sensibilisierung für die Vorteile der Vielfalt der Aktivitäten nicht nur auf die Einwohner ausgerichtet sein sollte, sondern manchmal auch auf die lokalen Abgeordneten, insbesondere wenn es um die Wiedereingliederung einer Reihe von wirtschaftlichen Aktivitäten im Herzen von Städten und Dörfern geht. Das Zentrum schlägt daher vor, den ersten Satz dieses Grundsatzes wie folgt anzupassen: „*Um die Vielfalt der Aktivitäten auf dem gleichen Gebiet zu fördern, ist es notwendig, die ~~Bewohner~~ Bürger und ihre Abgeordneten für die Vorteile einer durchdachten Mischung von Aktivitäten und einer Verdichtung der Flächennutzung zu sensibilisieren*“.

Grundsatz 2: Partizipative Ansätze stärken

Das Zentrum ist der Ansicht, dass alle Beteiligten klar in die beschriebenen Konsultations- und Konzertierungsprozesse einbezogen werden sollten. Die Beteiligung muss über die reine Bürgerbeteiligung hinausgehen. Es schlägt folgende Änderung des zweiten Satzes von Absatz 2 vor: „*Die Sanierung eines Stadtteils sollte zunächst unter Berücksichtigung der bestehenden Vielfalt zusammen mit allen Beteiligten ~~den Bewohnern~~ erfolgen, die als solche anerkannt und gestärkt werden müssen*“.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Die erste Verwaltungsmaßnahme zielt darauf ab, einen Referenzrahmen zu entwickeln, der die Bedingungen für die Vereinbarkeit einer Tätigkeit mit der Nachbarschaft festlegt. Nach Ansicht des Zentrums sollte diese Übung multilateral und nicht nur in dem genannten Sinne durchgeführt werden. Tatsächlich muss in manchen Situationen die Kompatibilität einer geplanten Wohnraumverdichtung im Verhältnis zu einer bestehenden Aktivität analysiert werden.

Das Zentrum stellt den neuen Bezug zu operativen Planungsinstrumenten wie Stadtsanierung und -renovierung fest. Es erinnerte an seine Bemerkung zu den begrenzten Mitteln (+/- 8 Mio. € im Jahr 2018), die jährlich für diese Art von Vorhaben bereitgestellt werden, obwohl sie ein wichtiger Hebel für die Umsetzung der RES sind (siehe Punkt 1.2 der allgemeinen Überlegungen, Seite 4).

Das Zentrum erinnert auch an seine Forderung nach Klärung des Begriffs „neue Stadtteile“. Es weist auch darauf hin, dass diese „neuen Stadtteile“ seiner Meinung nach nicht immer die Bedingungen einer guten Lage, Einrichtung und Erreichbarkeit erfüllen.

Das Zentrum bittet auch um Klärung folgender Begriffe: „urbanisierte Gebiete“, „ländliche Gebiete“, um Verwechslungen zu vermeiden. Sie sollten dem Lexikon hinzugefügt werden.

d) Überwachungsmaßnahmen

Nach Ansicht des Zentrums besteht ein Mangel an Kohärenz zwischen den Umsetzungsgrundsätzen und den Überwachungsmaßnahmen.

Es schlägt vor, folgende Überwachungsmaßnahmen hinzuzufügen:

- Bewertung des Ortes des partizipativen Prozesses bei der Ausarbeitung von kommunalen Entwicklungsplänen und lokalen Orientierungsplänen;
- Anteil der „Neuen Stadtteile“, die auf Grundstücken errichtet wurden, die zu aufzuwertenden Flächen/Standorten mit Erneuerungsbedarf gehören.

3.3.3. DE.3 – Hochwertige, benutzerfreundliche und sichere öffentliche Räume entwickeln**a) Umsetzungsgrundsätze**Grundsatz 1: Natur, Gebäude und Landschaft miteinander verbinden

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Das Zentrum unterstützt die Tatsache, dass „die Natur im Herzen der Stadt und in den Dörfern“ präsent sein muss. Es ist der Ansicht, dass diese Natur sowohl auf als außerhalb des Bodens zum Ausdruck gebracht werden muss. Um die Ziele der Verdichtung und der rationellen Nutzung des Bodens erreichen zu können, muss es daher möglich sein, neben den im Text genannten Beispielen auch natürliche oberirdische Entwicklungen (z. B. bepflanzte Mauern und Dächer, hängende Gärten und Gemüsegärten usw.) zu berücksichtigen und zu zählen.

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Was die erste Verwaltungsmaßnahme betrifft, so hält das Zentrum den Wunsch nach einer Mindestanzahl von Grünflächen in Stadtentwicklungsprojekten für lobenswert. Es weist jedoch auf die folgenden Elemente hin:

- Die Notwendigkeit, sie mit Maßnahmen zu begleiten, die eine vertikale Urbanisierung erlauben, um eine ausreichende Verdichtung zu ermöglichen und mehr Platz am Boden freizumachen;
- Die Tatsache, dass diese Maßnahme nicht in den Begriff der städtebaulichen Lasten übergreifen darf, die ein projektbezogener Ansatz bleiben müssen.

Das Zentrum schlägt daher folgende Neuformulierung dieser ersten Maßnahme vor: „Grünflächen (private oder öffentliche) für die kollektive private Nutzung (die gegebenenfalls an die öffentliche Hand zurückzugeben sind) von mindestens 10 % der Fläche in allen Urbanisierungsprojekten von mehr als 2 ha schaffen, sofern eine vertikale Urbanisierung genehmigt wird“.

Es fordert ferner, dass bei der Anwendung dieser Maßnahme darauf geachtet wird, dass sie nicht auf die landwirtschaftliche Fläche übergreift und dass die Erhaltung der bestehenden ökologischen Merkmale gefördert wird. Schließlich erinnert es daran, dass auch Elemente oberirdischer Art berücksichtigt werden können (siehe vorheriger Absatz).

Im Hinblick auf die vierte Verwaltungsmaßnahme und unter Berücksichtigung der bereits gemachten Bemerkungen hält es das Zentrum für unangebracht, die begrenzten regionalen Ressourcen für die Stadtsanierung ausschließlich auf Grünflächen und aktive Verkehrsträger zu richten. Für die relevantesten Punkte eines jeden Projekts sollte eine regionale Unterstützung bereitgestellt und individuell analysiert werden.

c) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum schlägt vor, folgende Überwachungsmaßnahmen hinzuzufügen:

- Die Vielfalt der Vegetationsdecke im öffentlichen Raum in ländlichen und städtischen Gebieten kartografieren;
- Das durch den öffentlichen Raum gebildete Netzwerk entsprechend seiner Zugänglichkeit für verschiedene Verkehrsmittel kartografieren;
- Anteil der partizipativen Prozesse bei der Gestaltung von Projekten zur Renovierung, Verbesserung und Entwicklung öffentlicher Räume.

Schließlich ist es der Ansicht, dass die Überwachungsmaßnahme zum Grundsatz der Anpassung der Gestaltung öffentlicher Räume an ihre Nutzer nicht relevant ist und durch eine Bewertung der Wahrnehmung dieser Räume ersetzt werden sollte.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

3.3.4. DE.4 - Nachhaltige, an die territorialen Besonderheiten und das Nachfragepotenzial angepasste Verkehrsmittel fördern

Das Zentrum stellt fest, dass der Güterverkehr bei diesem Ziel nicht berücksichtigt wird. Während der Titel und die Ergebnisse allgemein sind, konzentriert sich der Rest des Textes ausschließlich auf den Personenverkehr. Das Zentrum hält es daher für angebracht, den Text entweder mit dem Güterverkehr zu vervollständigen oder den Titel dieses Ziels zu ändern.

a) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur

Das Zentrum bittet darum, den ersten Absatz neu zu formulieren, indem der Begriff „*Verbrennungsmotor*“ in „*Diesel- und Benzinmotor*“ *geändert wird*.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Grundsatz 1: Effiziente und attraktive öffentliche Verkehrsmittel entwickeln

Das Zentrum ist überrascht über die Schwäche des Verweises auf das RER im Text. Dennoch handelt es sich um ein Element, dessen territoriale Auswirkungen von großer Bedeutung sein werden.

Das Zentrum schlägt vor, den zweiten Absatz wie folgt zu ändern: „*Und dort, wo keine Schienenverbindungen bestehen, können verschiedene alternative Verkehrsträger entsprechend den lokalen Besonderheiten des bestehenden Straßennetzes ~~der bestehenden Infrastrukturen~~ entwickelt werden.*“

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Strukturierung der öffentlichen Verkehrsmittel sowohl in regionalen als auch in großen Ballungszentren erfolgen muss. Es schlägt daher vor, den letzten Absatz dieses Grundsatzes wie folgt zu ändern: „*Die strukturellen öffentlichen Verkehrsmittel werden in den großen und regionalen Zentren in Charleroi, Lüttich, Mons und Namur umgesetzt.*“

Darüber hinaus sollte aus Gründen der Kohärenz auch die Strukturierung der öffentlichen Verkehrsmittel in Verbindung mit den benachbarten Zentren von Lille (Achsen Tournai-Lille und Mouscron-Lille) und Luxemburg (Arlon-Luxemburg und Virton-Luxemburg) erfolgen.

Grundsatz 3: Den Einsatz von Lösungen zur kollektiven oder geteilten Mobilität bevorzugen und/oder verstärken

Durch die Ziele DE4 und DE5 und wie bereits in Punkt 3.2.4 (AM4, Seite 25) erwähnt, ist das Zentrum überrascht, dass es keine Referenz zu zukünftigen Entwicklungen in der Mobilität gibt, insbesondere zu autonomen Fahrzeugen, die unsere Mobilität und unsere Beziehung zum Gebiet grundlegend verändern werden.

In der Liste der genannten Elemente „zur Begrenzung des Verkehrsaufkommens“ bittet das Zentrum, den ersten Punkt wie folgt abzuschließen: „*Schaffung eines Express-Fahrgemeinschaftsnetzes (RECO) unter Vermeidung von Pannestreifen.*“

Grundsatz 4: Den Übergang zu anderen Motorarten als den Verbrennungsmotor unterstützen

Wie bereits erwähnt, empfiehlt das Zentrum, diesen Grundsatz neu zu formulieren, um ihn sowohl auf Benzin- als auch auf Dieselmotoren auszudehnen: „*Den Übergang zu anderen Motorformen als Diesel- und Benzinmotoren*“ unterstützen.

Gebietsstruktur

Das Zentrum bittet darum, die Strecke für Busse mit hohem Serviceniveau (BHNS) Mons-Borinage auf der Karte darzustellen, wie auf Seite 20 der Ergänzung zum Umweltverträglichkeitsbericht empfohlen.

Wie bereits erwähnt (Grundsatz 1), ist das Zentrum der Ansicht, dass in Lille und Luxemburg „zu entwickelnde“ Vorstadtnetze entstehen sollten. Es bat darum, die Karte so zu vervollständigen, dass sie die folgenden Achsen als „zu entwickelndes Stadtbahnnetz“ beinhaltet: Tournai-Lille, Mouscron-Lille, Arlon-Luxemburg und Virton-Luxemburg.

Schließlich bedauert das Zentrum die mangelnde Kohärenz zwischen dieser Karte und den Karten des SS4-Ziels (insbesondere der ersten der beiden). So zeigt beispielsweise die Karte DE4 die ehemalige Eisenbahnlinie Libramont - Bastogne im „zu entwickelnden Fahrradnetz“, während die erste SS4-Karte diese Bahnverbindung als „zu entwickelnde grenzüberschreitende Bahnverbindung“ darstellt. Das Zentrum bittet darum, dass diese Karte den SS4-Karten angeglichen wird.

Wie bereits erwähnt, bedauert das Zentrum, dass keine dieser Karten bestehende und zu verbessernde Verbindungen enthält, was vorrangig geschehen sollte, bevor neue Verbindungen in Betracht gezogen werden (siehe Punkt 3.1.4). SS4, Gebietsstruktur auf Seite 15).

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Maßnahme zur Bereitstellung von Park&Ride-Parkplätzen in der Nähe von Bahnhöfen für den Fernverkehr zu restriktiv ist. Tatsächlich ist es nicht immer möglich, einen Park&Ride-Parkplatz in der Nähe eines Bahnhofs anzulegen. Andererseits eignen sich einige Orte gut für die Einrichtung solcher Parkplätze, ohne dass sich ein Bahnhof in unmittelbarer Nähe befindet (z. B. der aktuelle Park&Ride-Parkplatz in der Nähe des regionalen Krankenhauszentrums Namur). Dieser Satz sollte überarbeitet werden, um die Möglichkeiten zu erweitern.

Das Zentrum fordert eine klare Definition des Begriffs „öffentlicher Verkehr“. Ihm zufolge muss sich in der Maßnahme „den Anteil am Verkehrsaufkommen zugunsten des öffentlichen Verkehrs (in gefahrenen km) erhöhen“ der öffentliche Verkehr auf alle Fahrzeuge beziehen, die tatsächlich mehrere Personen befördern (Fahrgemeinschaften, Busse...).

Was die Reduzierung des Anteils am Verkehrsaufkommen der Privatwagen betrifft, so muss der Anteil des „einfach besetzten“ Privatwagens reduziert werden. Das Zentrum bittet darum, diese Maßnahme in diesem Sinne zu vervollständigen: „Den Anteil des „einfach besetzten“ Privatwagens (in gefahrenen km) reduzieren.

Schließlich stellt das Zentrum fest, dass die hier angegebenen Zahlen indikativ sind und auf regionaler Ebene verstanden werden sollten.

c) Überwachungsmaßnahmen

Die Langzeitanalyse des Tätigkeitsberichts scheint nicht ausreichend, um den ersten Grundsatz der Umsetzung zu erreichen, der in der Entwicklung effizienter und attraktiver öffentlicher Verkehrsmittel besteht. Das Zentrum weist darauf hin, dass einer der Schlüssel dazu die Konzertierung der beteiligten Akteure ist. Diese hätten vor dem Entwurf des RES konsultiert werden sollen, um realistische und erreichbare Perspektiven zu ermitteln (siehe Punkt 1.8 der allgemeinen Erwägungen, Seite 6).

Das Zentrum schlägt vor, folgende Überwachungsmaßnahmen hinzuzufügen:

- Entwicklung der Grundfläche von Grundstücken in unbebauten Wohngebieten, die weniger als 700 Meter von einem SNCB-Bahnhof entfernt liegen;
- Zählung von Radfahrern;
- Anteil der Fahrgemeinschaften.

3.3.5. DE.5 - Die gegenseitige Ergänzung der Verkehrsmittel organisieren**a) Feststellungen & Herausforderungen**

In Bezug auf eine Feststellung bittet das Zentrum, den ersten Satz des fünften Absatzes um das Straßennetz zu ergänzen: „Multimodale Plattformen befinden sich hauptsächlich auf der Achse, die Lüttich und Mouscron verbindet, entlang der Bahn-, Fluss- und Straßenverkehrsnetze“.

Im Hinblick auf die anstehenden Fragen weist das Zentrum auf den Zusammenhang (Verknüpfungen oder Unabhängigkeit) der Mobilität auf verschiedenen Ebenen des Gebietes hin.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 1: Intermodale Anschlusspunkte entwickeln**

Das Zentrum besteht auf der Notwendigkeit, die Mobipole an das Schienennetz anzuschließen. Somit könnte der erste Absatz wie folgt vervollständigt werden: „Angesichts der Vorteile der Bahn (permanenter Standort, sehr günstige Umweltbilanz, staufreie Zufahrt zu den Innenstädten, konkurrenzfreier Reisekomfort) und begrenzter öffentlicher Budgets werden Mobipole und Express-Busverbindungen im Sinne der Komplementarität zwischen Schienen- und Busverkehr und nicht des Wettbewerbs entwickelt“.

Grundsatz 2: Die Kontinuität der Beförderungsketten verbessern

Das Zentrum hält es für zweckmäßig, den Zugang der Unternehmen zu Alternativen zum Straßenverkehr zu erleichtern, indem auf der tatsächlichen Operationalität bestanden wird (insbesondere durch Beschleunigung und Vereinfachung der Verfahren).

Durch aktive Mobilität glaubt das Zentrum, dass sich das DE5-Ziel in Hinblick auf den Aspekt der Gesundheit öffnen kann. Es schlägt daher vor, den Text in Bezug auf die Einschnitte und Hindernisse wie folgt zu vervollständigen: „Sowohl in ländlichen als auch in städtischen Gebieten gibt es viele Einschnitte in Fußgängerwege, natürliche wie baulich bedingte (Flüsse, Steigungen, Eisenbahnlinien, stark befahrene Straßen, große Gebäudeblöcke usw.). Durch die Planung und Erhaltung von Gassen, Unterführungen, Gehwegen und Kreuzungen werden neue Einschnitte vermieden. Bestehende Einschnitte werden reduziert, indem sie bequem und sicher durchfahren werden und können und indem die Reisezeit minimiert wird“.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Im Zusammenhang mit dem vorigen Absatz fordert das Zentrum, dass eine Verwaltungsmaßnahme hinzugefügt wird, um weitere Einschnitte in aktive Fortbewegungsarten zu vermeiden und bestehende Einschränkungen zu reduzieren, indem komfortable und sichere Überfahrten ermöglicht und die Reisezeit minimiert werden.

d) Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum schlägt vor, folgende Überwachungsmaßnahmen hinzuzufügen:

- Entwicklung der Anzahl der gemeinsamen aktiven Verkehrsmittel (Fahrräder, Tretroller usw.) und der sicheren Fahrradabstellplätze in der Nähe von Bahnhöfen.
- Entwicklung der Nutzung von Gemeinschaftsfahrzeugen: Anzahl der Fahrzeuge / Nutzungen / Standorte / Nutzer.

3.4. Erhalten und aufwerten**3.4.1. PV.1 – Verbesserung der Attraktivität verstärkter Räume****a) Feststellungen**

Das Zentrum bekräftigt erneut seine allgemeine Bemerkung zur Operationalität des RES und zur Notwendigkeit, dass sich die Region mit den Mitteln ausstattet, um ihren Ambitionen gerecht zu werden und die Leitprinzipien übernehmen zu können (siehe Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seiten 3 und 4).

Insbesondere erinnert das Zentrum an seine bereits erwähnte Initiativstellungnahme zur Verwendung von Budgets für operative Planungsinstrumente (Az.: AT.18.106.AV vom 18.12.2018), in der es die Notwendigkeit einer stärker integrierten Sichtweise zwischen den verschiedenen möglichen

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Subventionsquellen und der Neugewichtung der Budgets betont, um die von der Wallonie unterstützte Politik der Raumentwicklung und Stadterneuerung so effektiv wie möglich umzusetzen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Umsetzungsprinzip: Rückgewinnung von urbanisierten Räumen

Das Zentrum ist der Ansicht, dass die Attraktivität und Dynamik der Stadt- und Ortszentren mit einer Konzentration von vielfältigen Aktivitäten verbunden ist. Die Wirtschaftstätigkeit, obgleich sie weniger polarisierend ist, hat dort ebenfalls ihren Platz, solange sie mit dieser zentralen Lage vereinbar ist. Das Zentrum schlägt vor, den ersten Satz von Absatz 2 wie folgt zu ändern: „*Polarisierende Aktivitäten wie Geschäfte, Dienstleistungen und Einrichtungen sowie kompatible wirtschaftliche Aktivitäten müssen in Stadt- und Dorfzentren erhalten und gestärkt werden, um sie attraktiver zu machen.*“

Das Zentrum ist der Ansicht, dass das grüne Netzwerk zur Lebensqualität in städtischen Gebieten beiträgt und ein integraler Bestandteil davon sein muss. Daher muss die Artenvielfalt berücksichtigt und ein Minimum davon systematisch in städtischen Gebieten erhalten werden. Es geht also nicht darum, städtische Räume durch Begrünung „zurückzugewinnen“, sondern diese Begrünung in diese Räume zu integrieren. Das Zentrum beantragt, dass Absatz 2 der zweiten Spalte entsprechend geändert wird. Das Zentrum macht auch auf die städtische Landwirtschaft aufmerksam, die zu diesem Zweck eine interessante Möglichkeit darstellt.

Der Text verweist mehrfach auf den Begriff „neue Stadtteile“, ohne ihn irgendwo zu definieren. Das Zentrum erinnert uns daran, diesen Begriff im Glossar zu definieren.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Was die Umstellung der Sanierungsstandorte (SS) betrifft, so begrüßt das Zentrum das Bestreben, 100 Hektar SS pro Jahr umzuwandeln, um bis 2050 die derzeit anerkannten 3.795 Hektar SS zu erreichen. Es weist jedoch darauf hin, dass die Erreichung dieses Ziels nicht bedeutet, dass alle Sanierungsstandorte abgedeckt sind (nach der SPAQUE existieren mehr als 20.000 Hektar). Es verweist auch auf Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen (Seiten 3 und 4) zur Tatsache, dass wir uns mit den Mitteln ausstatten können, um dieser Ambition gerecht zu werden.

Das Zentrum hinterfragt die Relevanz bestimmter Maßnahmen: Warum „*Areale für eine städtische Flurbereinigung planen*“? Warum Instrumente wie bevorzugte Initiativgebiete oder Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen in Anspruch nehmen, die bisher noch nie oder selten umgesetzt wurden? Ebenso im Hinblick auf die Maßnahme zur Registrierung von „guten“ Stadtteilen von kommunalem Interesse. Dieses Gebiet ist per Definition gut gelegen. Zumindest sollte der Zweck geklärt werden.

d) Überwachungsmaßnahmen

Die hierin enthaltenen Indikatoren sind nicht relevant. Das Zentrum bittet darum, stattdessen die folgenden Indikatoren zu verwenden:

- Entwicklung der Bodenfläche von umgewandelten SS;
- Frist für die Fertigstellung der SS;
- Potenziell nutzbare Fläche (in m²) des Gebäudes, die nicht von der Gemeinde genutzt wird.

3.4.2. PV.2 - Das Natur-, Kultur- und Landschaftserbe aufwerten und vor direktem und indirektem Druck der Verstädterung schützen**a) Feststellungen**

Das Zentrum stellt ein Ungleichgewicht im Text zwischen Naturerbe und Kultur- und Landschaftserbe fest. Es bat darum, die im Text versteckten Feststellungen zum Kultur- und Landschaftserbe zu vervollständigen. Das Zentrum weist auch darauf hin, dass zwischen diesen verschiedenen Erben oft Synergien bestehen, die es verdienen, erfasst, hervorgehoben und verstärkt zu werden.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

b) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**Grundsatz 2: Das urbane Kulturerbe schützen**

Im Hinblick auf die Erhaltung des Erbes beantragt das Zentrum, seinen Titel wie folgt zu ändern: „Das Erbe der Urbanisierung erhalten und integrieren“. Tatsächlich ist die Erhaltung des Erbes unabhängig von der Urbanisierung. Das Erbe muss erhalten bleiben, unabhängig davon, ob man sich in einem urbanisierten Gebiet befindet oder nicht. Darüber hinaus besteht das Zentrum darauf, dass der Begriff der Erhaltung kein exklusiver Begriff ist, der systematisch auf eine „Abschottung“ hinausläuft und andere Handlungen verhindert. Die Konzepte der Integration und Synergie sind ein integraler Bestandteil davon. Um diesen Aspekt zu gewährleisten, bittet das Zentrum, den Begriff „integrieren“ in den Titel dieses Grundsatzes aufzunehmen, wie oben beschrieben, und den ersten Satz dieses Grundsatzes wie folgt zu ergänzen: „*Gebaute und ungebauete Elemente von historischem Wert* müssen in ihrer Funktion der *Übermittlung von Erinnerungen* erhalten bleiben“.

Was das Kulturerbe betrifft, so scheint der Text nur das Kulturerbe mit Status zu berücksichtigen (Bereiche von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse in Sektorenplänen, Liste des außergewöhnlichen Erbes der Wallonie). Das Zentrum hält es für notwendig, die Politik des Schutzes und der Wiederherstellung des Kulturerbes aktiv zu verfolgen, insbesondere jenes der Teilregionen, unabhängig davon, ob sie einen Status haben oder nicht.

Das Landschaftserbe wird hier nur durch von ADESA eingerichtete Landschaftseinheiten und Areale von landschaftlichem Interesse (ALI) identifiziert. Das Zentrum weist darauf hin, dass es verschiedene Instrumente mit unterschiedlichen Zielen und regulatorischen Werten gibt (ALI des Sektorenplans, Landschaftscharta von Naturparks, Landschaftsatlant, bemerkenswerte Standpunkte und von ADESA festgelegte Blickrichtungen...). Diese verschiedenen Instrumente müssen berücksichtigt und harmonisiert werden, um stabilisierte und allgemein anerkannte Elemente des Erbes in eine Managementkarte wie den Sektorenplan zu integrieren.

Das Zentrum ist überrascht, dass Naturparks nicht entwickelt werden, obgleich sie ein globales Instrument sind, das die aktive Erhaltung des unterschiedlichen Erbes ermöglicht und Synergien zwischen diesen fördert, ohne der wirtschaftlichen Entwicklung anderswo entgegenzuwirken.

Gebietsstruktur

Das Zentrum stellt fest, dass dieses Ziel in zwei Karten zum Ausdruck kommt, von denen die Erste kaum lesbar ist, ohne dass die Unterscheidung zwischen ihnen erklärt wurde.

Das Zentrum bittet darum, die Karten um folgende Elemente zu ergänzen: Naturparks, Denkmäler und Stätten des Weltkulturerbes (RAMSAR-Stätte, Geoparks...), auch solche, die am Rande der Wallonie liegen. Es bittet ferner, dass im Interesse einer besseren Verständlichkeit die Elemente des Kultur- und Landschaftserbes, die aufgrund ihrer natürlichen Merkmale als solche ausgewiesen sind, auf der zweiten Karte aufgeführt werden. Die erste Karte zeigt nur die Elemente des Kultur- und Landschaftserbes, die nicht mit natürlichen Merkmalen verbunden sind.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum hält es für notwendig, zunächst zu erhalten und dann zu verbessern, und erbittet daher die Umkehrung der beiden Maßnahmen.

Das Zentrum bittet darum, die Maßnahmen zum Schutz des Kulturerbes um die Fertigstellung des Kulturerbeinventars zu ergänzen. Es bat ebenfalls darum, sich bei Maßnahmen zum Landschaftserbe auf die Landschaftscharta von Naturparks zu beziehen.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

3.4.3. PV.3 - Eine Urbanisierung sowie ökonomische und ressourcenschonende Produktionsmethoden fördern**a) Feststellungen**

Das Zentrum stellt eine Verwechslung zwischen der pedologischen Begriffsbestimmung (intrinsische Qualität) und der grundeigentumsspezifischen Begriffsbestimmung fest. Wenn die Erste nicht erneuerbar ist, kann es die Zweite sein. Es bat um eine Klarstellung des Textes.

Das Zentrum schlägt verschiedene Anpassungen des Textes vor. Der zweite und letzte Satz von Absatz 2 wird wie folgt geändert: *„Durch die Urbanisierung ~~verlieren~~ können Luft, Wasser und Boden - veränderliche Ressourcen - ihre Qualität verlieren, was Folgen für die Gesundheit der wallonischen Bevölkerung hat. „Das wallonische Gebiet ist reich an Primärressourcen (Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Untergrund) und natürlichen Ressourcen (z. B. Grundwasser), die rational erschlossen werden müssen, indem gegebenenfalls ihre Erneuerung oder Erhaltung sichergestellt wird, um ihre Erschöpfung zu vermeiden, indem Synergien gefördert werden und, falls erforderlich, indem über ihren Wettbewerb entschieden wird. „Der erste Satz von Absatz 3 wird wie folgt geändert. „~~Allmählich~~ Während sich einige Aktivitäten in dem Gebiet behaupten, verändert sich die wallonische Wirtschaft und neue Sektoren werden zu einer Investitionsquelle“.*

Das Zentrum weist auch auf die korrekte Verwendung von Zahlen hin. So ist das Zentrum im letzten Absatz überrascht, dass die Städte Couvin und Neufchâteau zitiert werden, um eine deutliche Zunahme der Denaturierung zu veranschaulichen. Obgleich der Anstieg in der Tat signifikant ist, bleibt die Denaturierungsrate dieser Städte nach wie vor gering.

b) Umsetzungsgrundsätze**Grundsatz 1: Den Flächenverbrauch reduzieren**

Das Zentrum bittet, dass der Begriff „Denaturierung“ im Glossar genau definiert wird.

Das Zentrum teilt den Wunsch, den Flächenverbrauch bis 2050 insgesamt zu senken. Es hält es jedoch für unerlässlich, jetzt Begleitmaßnahmen zu planen und durchzuführen. Daher bittet das Zentrum insbesondere darum:

- positive Maßnahmen umzusetzen, um die verschiedenen Akteure zur Teilnahme am Konzept zu ermutigen (spezifische öffentliche Unterstützung für den Erwerb von Grundstücken im Herzen von Städten und Dörfern, positive Steueränderungen zur Förderung dieser Standorte...);
- ausreichende, effektive und zugängliche Budgets und Fördermechanismen für die wichtigsten Stadt- und Dorffunktionen sicherzustellen (Stadterneuerung und -revitalisierung, Teile des Großstadthaushalts, SS...);
- alle potenziellen Interessengruppen (ÖDW, Infrabel, SNCB...) zu verknüpfen und einzubeziehen (z. B.: Bereitstellung von Infrabel-Land für den Bau von Bahnhofsvierteln) und die Koordination von Aktionen und Richtlinien sicherzustellen;
- ein effizientes und faires System zum Ausgleich von Verlusten zu gewährleisten;
- den Platz der wirtschaftlichen Tätigkeit auf dem Gebiet sicherzustellen;
- Mechanismen zur Reduzierung von Rechtsstreitigkeiten bereitzustellen.

Darüber hinaus prüft das Zentrum, wie diese Zielvorgabe im gesamten Gebiet und in seinen 262 Gemeinden aufgeteilt und umgesetzt werden kann, sowie die Auswirkungen dieser Maßnahme auf bestimmte spezifische Aspekte der Landnutzung. Wie kann man also das Ende des Flächenverbrauchs mit den Wirtschafts-, Energie- und Transportzielen der Wallonie umfassend verknüpfen? Das Zentrum ist der Ansicht, dass eine gewisse Flexibilität des Systems berücksichtigt werden muss („Ausgangstore“).

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Für das Zentrum erfordert ein so ehrgeiziges Ziel wie dieses eine eingehende Reflexion über seine Operationalisierung. Das Zentrum erinnert hierzu erneut an seine allgemeine Bemerkung zur Operationalität des RES und insbesondere zur Machbarkeit und Kompatibilität der Ziele sowie zur Notwendigkeit, dass sich die Region mit den Mitteln ausstattet, um ihren Ambitionen gerecht zu werden und die Leitprinzipien übernehmen zu können (siehe Punkt 1.2 der allgemeinen Erwägungen, Seiten 3 und 4).

Was die Kompatibilität der Ziele des RES betrifft, so erinnert das Zentrum an die Ziele für die Schaffung neuer Wohnungen. Eine Zunahme der Dichte in den urbanisierten Räumen ist daher unvermeidlich (z. B. Landnutzung, Wiederverdichtung bestimmter Gebäudearten, Abbruch / erneuter Aufbau, Stadterneuerung und Renovierung). Das Zentrum ist der Ansicht, dass der Text in Bezug auf diesen Aspekt sehr oberflächlich bleibt.

Grundsatz 2: Die Ressourcen des Gebiets nachhaltig nutzen

Das Zentrum bittet darum, den Satz zu streichen, der sich auf ein Inventar der landwirtschaftlichen Flächen bezieht, die vor Verstädterung zu schützen sind (zweiter Satz von Absatz 2), weil dieser zur Annahme verleitet, dass landwirtschaftliche Flächen urbanisiert werden können. Für das Zentrum könnte es sich jedoch nur um landwirtschaftliche Flächen in einem urbanisierbaren Gebiet in Bezug auf den Sektor handeln. Wie können darüber hinaus die Kriterien für die Durchführung dieser Inventur definiert werden?

Das Zentrum schlägt vor, den vorletzten Absatz wie folgt anzupassen: *„Der Wasserverbrauch wird reduziert und das Prinzip ~~die Einrichtungen~~ zum Schutz von Entnahmen und gefährdeten Gebieten für das Grundwasser ~~werden~~ beibehalten und gegebenenfalls neu bewertet“.*

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum weist auf die mangelnde Kohärenz der vorgeschlagenen Maßnahmen hin. Maßnahmen mit direkten territorialen Auswirkungen sollten in ergänzende Maßnahmen mit indirekten territorialen Auswirkungen aufgeteilt werden.

In Übereinstimmung mit den oben dargelegten Erwägungen betrachtet das Zentrum die quantifizierten Ziele für den Verbrauch von nicht denaturiertem Land. Insbesondere im Hinblick auf die Wohnziele bezweifelt das Zentrum den Realismus der vorgelegten Zahlen und ist besorgt über die Größe der Durchschnittswohnung im Jahre 2050 und deren Auswirkungen auf die Lebensqualität.

Das Zentrum ist der Ansicht, dass bei der Kompensation von Denaturierungsprojekten der planologische Ansatz durch einen Ansatz „Ökosystemdienstleistungen“ ergänzt werden sollte. Der Begriff „Recycling“ von bereits denaturiertem Land ist nicht angemessen und sollte durch „Umwandlung von bereits denaturiertem Land“ ersetzt werden, um Verwechslungen zu vermeiden. Das Zentrum bittet, den zweiten Satz der Maßnahme zur Verringerung des Flächenverbrauchs wie folgt anzupassen: *„Diese Maßnahme sollte insbesondere durch einen Mechanismus zur Kompensation eines Denaturierungsprojekts durch eine Umwandlung von bereits denaturiertem Land, Recycling von bereits denaturiertem Land oder durch Ökosystemdienstleistungen in städtischen Gebieten ergänzt werden“.*

Das Zentrum schlägt vor, folgende Maßnahmen hinzuzufügen:

- Die Lage der urbanisierbaren Flächen im Sektorenplan überdenken, um die bandartige Verstädterung zu beseitigen;
- Die Sammlung und Nutzung von Wasser organisieren, das durch die Urbanisierung gesammelt wird;
- Die Anzahl der Grünflächen auf Gebäuden erhöhen.

Das Zentrum bittet ebenfalls, folgende Maßnahmen wie folgt zu ändern:

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

- „Eine Kommunikationsstrategie zur Qualität und Verwendung von ~~recyclen~~ recycelten Materialien mit geringem ökologischen Fußabdruck (ob recycelt oder nicht) umsetzen, die im Bausektor zum Einsatz kommen.“
- Ein Tool zur Objektivierung der Auswirkungen eines Urbanisierungsprojekts auf die Gemeinde entwickeln.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

d) Überwachungsmaßnahmen

In diesem Zusammenhang müssen die Überwachungsmaßnahmen durch Maßnahmen wie die Entwicklung der bandartigen Verstädterung, die Zunahme der Vegetationsflächen usw. ergänzt werden. Das Zentrum bittet ferner, den Grad der Denaturierung von Land nach Art der Besiedlung (Wohnen, Wirtschaftstätigkeit usw.) zu ermitteln.

3.4.4. PV.4 - Die Krisenanfälligkeit eines Gebiets und seiner Bewohner gegenüber natürlichen und technologischen Risiken und der Exposition gegenüber anthropogenen Beeinträchtigungen verringern**a) Feststellungen & Herausforderungen**

Das Zentrum schlägt vor, die Denaturierung von Böden von den Risiken anthropogenen Ursprungs zu befreien, die menschliche Aktivitäten, Fauna, Flora und Landschaft bedrohen. Dies ist kein mit den anderen genannten Beispielen vergleichbares Risiko, nämlich SEVESO-Einrichtungen und unter anderem Kernkraft. Weiter wird im Übrigen darüber gesprochen.

Das Zentrum schlägt vor, die Herausforderung zu ändern, indem „festgestellt“ durch „identifiziert“ ersetzt wird. *Natürliche und technologische Risiken sowie tatsächliche* und nachgewiesene anthropogene Belästigungen müssen berücksichtigt werden, damit sie bewältigt und in die Raumordnung integriert werden können, um zu verhindern, dass Teile des Gebiets einfrieren“.

b) Umsetzungsgrundsätze

Das Zentrum schlägt vor, das erste Prinzip zu modifizieren, indem „natürliche“ Risiken durch „umgebungsspezifische“ Risiken ersetzt wird, da die aufgeführten Risiken jene Risiken übersteigen, die ausschließlich natürlichen Ursprungs sind (z. B. Bergsenkung).

Das Zentrum schlägt ebenfalls vor, den zweiten Satz des zweiten Grundsatzes zu streichen, da diese Erwägung bereits an anderer Stelle geregelt ist.

c) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen

Das Zentrum prüft die Maßnahme, die darauf abzielt, die Urbanisierung von Quellzonen zu verbieten. Was versteht man unter Quellzone? Handelt es sich um ein Einzugsgebiet, ein Wassereinzugsgebiet? Das Zentrum bittet darum, die Maßnahme zu klären und den Begriff „Quellzone“ zu definieren.

3.4.5. PV.5 - Aus den Gebietsvorteilen einen Hebel für die Tourismusentwicklung machen**a) Grundsätze der Umsetzung und Gebietsstruktur**

Das Zentrum weist auf den Tourismus im Zusammenhang mit wichtigen Veranstaltungen hin (Zweihundertjahrfeier der Schlacht von Waterloo, Dour-Festival...), die hier nicht erwähnt werden, obwohl sie eine territoriale Wirkung haben.

Das Zentrum weist darauf hin, dass der internationale Tourismus nicht die einzige Form des Tourismus in der Wallonie ist. Der lokale und lokale Tourismus (benachbarte Regionen und Länder) ist sehr gut vertreten. Die Eingangstore zum Gebiet sind daher nicht nur auf die beiden wallonischen Flughäfen beschränkt.

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

Gebietsstruktur

Im Allgemeinen stellt das Zentrum die Vollständigkeit der wichtigsten touristischen Sehenswürdigkeiten (das Gut Chevetogne ist nicht enthalten) und die Relevanz des Kriteriums von 100.000 Besuchern pro Jahr in Frage.

Es fragte sich auch, warum das Viroin-Tal unter den touristischen Tälern nicht aufgeführt ist.

b) Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen & Überwachungsmaßnahmen

Das Zentrum begrüßt die Verwaltungsmaßnahme, die darauf abzielt, eine Bestandsaufnahme der im Sektorenplan enthaltenen Erholungsgebiete durchzuführen.

Es fragte sich jedoch nach der Relevanz der Überwachungsmaßnahme in Bezug auf dieselben Bereiche. Das Zentrum erkennt nicht den Mehrwert, der durch die Entwicklung der Hektarzahl in den Erholungsgebieten entsteht.

4. STELLUNGNAHME ZUM BERICHT ÜBER DIE AUSWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT DES RES

Das Zentrum für Raumordnung hat zusammen mit dem Zentrum für Umwelt zwei Stellungnahmen zum Stand des Umweltverträglichkeitsberichts abgegeben (Ref: AT.18.7.AV am 26.01.2018 und AT.18.30.AV am 13.04.2018).

In der zweiten Stellungnahme äußerten sich die Zentren wie folgt:

Laufendes Konsultationsverfahren

Die Zentren begrüßen die Zwischenkonsultationen zu den Projekten des UVB, deren Gegenstand sie waren. Die Regierung ermöglicht es den Zentren somit, ihre beratende Funktion uneingeschränkt wahrzunehmen.

Bei der Kenntnisnahme der neuen Version des UVB stellen sie fest, dass viele der Empfehlungen der Zentren in ihrer Stellungnahme vom Januar 2018 berücksichtigt wurden und dass die rechtlichen und territorialen Rahmenbedingungen bei der Analyse der Umweltauswirkungen besser berücksichtigt wurden. Die Zentren stellen mit Genugtuung fest, dass das Dokument auf der Grundlage einer konstruktiven und iterativen Zusammenarbeit mit dem Planungsbüro und der Regierung entstanden ist.

Zusätzliche Empfehlungen

Die Überprüfung des zweiten Fortschrittsberichts des UVB durch die Zentren ist eine teilweise theoretische Analyse, da dieser UVB an eine neue Version des RES angepasst wurde, über die die Zentren nicht verfügen. Trotz dieses Elements machen die Zentren die folgenden Beobachtungen:

- *Die neue Version des UVB hat zwar an Qualität gewonnen, doch müssen noch Verbesserungen vorgenommen werden, insbesondere in Bezug auf:*
 - *Die Umweltbewertung von strategischen Zielen, die weiterentwickelt werden sollen.*
 - *Die Maßnahme PV.3 zur schonenden Landbewirtschaftung (Blatt 21):
Die Analyse dieses grundlegenden Problems muss fortgesetzt werden, um eine mögliche (oder sogar wahrscheinliche) Umsetzungsrate der Maßnahme entsprechend den eingesetzten Mitteln zu bewerten, die direkten und indirekten Umweltfolgen zu ermitteln und die Modalitäten (oder das Fehlen von Modalitäten) der Maßnahme zu qualifizieren.*
 - *Maßnahme PV.4 zur Verwaltung des natürlichen Risikos (Blatt 22):
Die Umweltprüfung der Maßnahme muss sorgfältig durchgeführt werden.*
- *In der endgültigen Version des UVB muss angegeben werden, bei welcher Version des RES die Arbeiten eingestellt wurden.*

ZENTRUM FÜR RAUMORDNUNG

STELLUNGNAHME – RES

CESW

18/12/2018

- *Der UVB muss seine Empfehlungen und deren Umsetzung hervorheben.*
- *Wenn der Verfasser des UVB der Ansicht war, dass bestimmte Empfehlungen oder Bemerkungen der Zentren in ihrer Stellungnahme vom Januar 2018 nicht berücksichtigt werden konnten, sollte er die Gründe nennen, die dazu geführt haben, dass diese in dem zu diesem Zweck vorgesehenen Kapitel nicht berücksichtigt wurden.*

Raumentwicklungsschema

Die Zentren stellen fest, dass der UVB eine kritischere Version des RES annimmt und interessante und relevante Empfehlungen gibt, die von den Zentren unterstützt werden. Die Zentren ersuchen daher die Verfasser des RES, diesen Empfehlungen, insbesondere im Hinblick auf die vorgeschlagenen Alternativen, zu folgen und den Entwurf des RES anzupassen."

Das Zentrum bedauert, dass den zusätzlichen Empfehlungen nicht gefolgt wurde.

Nach Ansicht des Zentrums hätte dieser UVB die wichtigsten Schlussfolgerungen des UVB aus dem Vorentwurf eines Dekrets zur Annahme ökologischer Verbindungen übernehmen sollen.

Samuël SAELENS
Präsident

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/20234]

**16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van de herziening van
het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999. — Addendum**

Bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2019, op blz. 111478, dient te worden aangevuld als volgt:

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Milieuverklaring

1. Integratie van milieuoverwegingen uit het milieueffectenverslag in het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overeenkomstig art. D.II.3 §1, lid 2 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, heeft de regering een verslag laten opstellen over de milieueffecten van het ruimtelijk ontwikkelingsplan. Dit verslag is opgesteld door het erkende STRATEC S.A. adviesbureau. De belangrijkste effecten, aanbevelingen en alternatieven die de auteur heeft voorgesteld, zijn uit dit milieueffectenverslag naar voren gekomen.

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag acht dat het ontwerp van herziening van het ruimtelijk ontwikkelingsplan:

- in de grote lijnen samenhang vertoont met de gewestelijke planificatie, inzonderheid met artikel D.I.1, § 1, van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling en de vier doelen van de gewestelijke doelstellingen inzake ruimtelijke ontwikkeling en ruimtelijke ordening (artikel D.II.2, § 2, lid 2), evenals met de andere plannen en programma's op bovengewestelijke of gewestelijke schaal;
- een quasi volledig antwoord biedt op alle uitdagingen die de ontwikkeling van het Waalse grondgebied zal moeten aangaan.

De auteur van het milieueffectenverslag heeft echter gewezen op het ontbreken van indicatoren, normen of doelstellingen voor de opvolging van de kwalitatieve doelstellingen en het ontbreken van een prospectieve analyse tot 2050 en heeft een reeks opvolgingsindicatoren voorgesteld.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan werd aangevuld met opvolgingsmaatregelen.

De auteur van het milieueffectenverslag acht dat de effecten van de uitvoeringsbeginselen en de elementen van de ruimtelijke structuur **over het algemeen positief zijn op de verschillende sociaal-economische en leefmilieugerelateerde gebieden**, hoewel enkele aandachtspunten zijn vastgesteld;

Een samenvatting van deze effecten wordt gegeven in punt 2.4.1. van het document. De auteur van het milieueffectenverslag heeft **geen significante nadelige gevolgen vastgesteld**. Van de negatieve effecten die hij als verwaarloosbaar beschouwt, merkt hij de effecten op :

- het biologische erfgoed, het landschap en de leefomgeving die verband houden met de wens om de vervoersnetwerken en -voorzieningen te verbeteren en te versterken;
- de grondinneming in verband met de wil om de territoriale verankering van de kenniseconomie en van de innovatieve activiteiten te bevorderen;
- de grondinneming, het landschap en de leefomgeving in verband met de bereidheid om de energievoorziening en -opslag te beheren;
- de natuurlijke hulpbronnen en de afval en de economie met betrekking tot het voldoen aan de huidige en toekomstige huisvestingsbehoeften ;
- de demografische, sociale en economische aspecten die verband houden met de bereidheid om het grondgebied spaarzaam te beheren;
- de economie in verband met de wens om technologische risico's te beperken;

- de landschappen en de leefomgeving die verband houden met de wens om het toeristisch aanbod te verbeteren.

De algemene aanbevelingen richten zich op twee aspecten:

- de opname van een lexicon ;
- een duidelijker onderscheid tussen het bestaande en het project.

Deze aanbevelingen werden opgenomen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Per thema worden de volgende corrigerende maatregelen voorgesteld :

- Structurering van het grondgebied door het op te nemen in zowel internationale als regionale economische netwerken:
 - het uitvoeringsprincipe met betrekking tot de verbinding van Wallonië met de externe gebieden en de elementen van de territoriale structuur verbinden door de belangrijkste transregionale en grensoverschrijdende verbindingpunten voor de verschillende netwerken op de kaarten te identificeren en te integreren.

Dit voorstel werd opgenomen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

- de versterking van de integratie van de Waalse steden in de dynamiek van de aangrenzende metropolen niet beperken tot de beleidskernen, maar het principe van de uitvoering uitbreiden naar andere steden die binnen de invloedssfeer van de aangrenzende metropolen liggen.

Het concept van de steden werd vervangen door het begrip van de kernen, maar het ruimtelijk ontwikkelingsplan bevestigt de mogelijkheid om de gewestelijke kernen (8) op te nemen in de sociaal-economische dynamiek in verband met de steden in de periferie van Wallonië.

- Verbetering van de vervoersnetwerken en bevordering van de multimodaliteit en de intermodaliteit :
 - de minimumdoelstellingen voor de invoering van infrastructuur voor actieve modi per subregio omschrijven.

De uitsplitsing van de doelstellingen per subregio valt onder de verantwoordelijkheid van de subregionale documenten.

- aanbevolen wordt dat activiteiten die een groot aantal goederenbewegingen genereren, bij voorrang in de buurt van of in directe verbinding met het spoorweg- of binnenvaartnet worden gelokaliseerd.

Het principe « de noden van bedrijven vervullen in een perspectief van duurzame ontwikkeling en spaarzaam bodemgebruik » wordt aangevuld door : « Er wordt rekening gehouden met de adequaatheid tussen het mobiliteitsprofiel van een activiteit en het toegankelijkheidsprofiel van de plaats om de relevantie van de locatie te beoordelen.

- Ontwikkeling van partnerschappen en innovatieve projecten, met bijzondere nadruk op nieuwe economische modellen (lokaal, circulair, digitaal) en versterking van de concurrentiekracht van het Waalse Gewest:
 - het uitvoeringsbeginsel tot het stimuleren van de oprichting van innovatieve bedrijven niet beperken rond universiteiten alleen, maar het uitbreiden tot onderzoekscentra, wetenschapsparken, technologieclusters en concurrentiepolen.

Dit voorstel is geïntegreerd in het territoriaal ontwikkelingsplan (toevoeging van wetenschapsparken (7) en erkende onderzoekscentra (22) en de thematische centra van Spa (automobielsector) en Redu en Transinne (ruimtevaart).

- het uitvoeringsbeginsel van de versterking van circulaire economie-initiatieven uitbreiden tot alle andere opkomende economische modellen.

Het voorstel is niet gevolgd. De term circulaire economie is echter gedefinieerd in het lexicon.

- het principe van de veralgemening van de toepassing van korte circuits uitbreiden tot de andere duurzame oplossingen.

Dit beginsel is vervangen door het volgende beginsel: « Ondersteuning van de lokale en inclusieve economische dynamiek ».

- het installeren van wifi in het openbaar vervoer om het werk onderweg te vergemakkelijken en de aantrekkelijkheid van het openbaar vervoer te verbeteren.

Er is een beheers- en programmeringsmaatregel toegevoegd die voorziet in de installatie van Wifi in stations en op modale uitwisselingsplatforms.

- de kwestie van de 5G aanpakken.

Er is een beheers- en programmeringsmaatregel voor 5G toegevoegd.

- de implementatie van nieuwe habitat- of economische activiteitszones afhankelijk maken van de aanwezigheid van 4G of breedband in plaats van beide.

Gewijzigd als volgt : De implementatie van nieuwe gebieden van habitat of economische activiteit is afhankelijk van de aanwezigheid van een zeer hoog debiet of de mogelijkheid om dit gebrek te doen verdwijnen.

- Zorgen voor een duurzaam energiebeheer (verbruik, bevoorrading en opslag) :
 - in de beheers- en programmeringsmaatregelen de reeds bestaande elementen vermelden om het energieverbruik in gebouwen en bedrijven te verminderen (EPB, energieaudits, branche-overeenkomsten, enz.).

De beheers- en programmeringsmaatregelen zijn nu gericht op het bereiken van de gekwantificeerde doelstellingen van het Belgische interfederaal energiepact (PEIB).

- Activiteiten en faciliteiten lokaliseren en de aantrekkelijkheid van verstedelijkte gebieden garanderen :
 - herinneren aan de reglementaire mechanismen rond de revitalisering van de stadscentra (landelijke of stadsruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden, herin te richten sites, sites met landschappelijke en milieuperopwaarderingen).

De verschillende operationele inrichtingsinstrumenten zijn geïntegreerd in de maatregelen die bedoeld zijn om in te spelen op het principe van de terugwinning van verstedelijkte ruimten (PV1).

- Toegankelijke en gemengde leefruimtes garanderen, waarbij een participatieve aanpak wordt bevorderd :
 - zorgen voor sociale gemengdheid in nieuwe woningbouwprojecten van een bepaalde omvang, zorgen voor een minimumpercentage aan woningen dat toegankelijk is voor mensen met een laag inkomen.

Sociale diversiteit wordt nagestreefd in de doelstelling DE2 "Het scheppen van voorwaarden die gunstig zijn voor de diversiteit van activiteiten en sociale steun voor projecten". De kwestie van het percentage is een kwestie van huisvestingsbeleid.

- Beheer van de hulpbronnen van het grondgebied door zorg te dragen voor natuurlijke en technologische risico's :
 - om ervoor te zorgen dat de economische activiteit op de relevante locaties wordt geconcentreerd, wordt aanbevolen regionale probleemgebieden aan te wijzen en criteria voor een goede toegankelijkheid via zachte vervoerswijzen en openbaar vervoer vast te stellen voor de vestiging van kantoren en economische bedrijfsruimten.

Het principe « de noden van bedrijven vervullen in een perspectief van duurzame ontwikkeling en spaarzaam bodemgebruik » wordt aangevuld door : « Er wordt rekening gehouden met de adequaatheid tussen het mobiliteitsprofiel van een activiteit en het toegankelijkheidsprofiel van de plaats om de relevantie van de locatie te beoordelen ».

- voor bestaande bedrijfsruimten die te kampen hebben met een gebrek aan actieve vervoerswijzen of openbaar vervoer, wordt aanbevolen de ontwikkeling ervan afhankelijk te maken van de verbetering van deze toegankelijkheid.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan stelt geen voorwaarden aan de ontwikkeling van bestaande bedrijfsruimten, maar geeft voorrang aan de herkwalificatie van gebouwen en terreinen met een economisch karakter die zich in de centraliteiten en in de buurt van de verbindingpunten met het openbaar vervoer (PV1) bevinden.

- overwegen om de uitvoering van gemeentelijke ontwikkelingsplannen op te leggen aan gebieden die deze nog niet hebben, of om deze plannen te actualiseren voor gebieden die ze wel hebben.

Het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling geeft het ruimtelijk ontwikkelingsplan een indicatieve juridische waarde en bevat geen enkele bepaling die een gemeente verplicht een gemeentelijk plan op te stellen om het uit te voeren.

- de doelstellingen specificeren voor het verminderen van de artificialisering per subregio.

De uitsplitsing van de doelstellingen per subregio valt onder de verantwoordelijkheid van de subregionale documenten.

- de gebieden definiëren waarin een bepaalde huisvestingsdichtheid per hectare zou worden opgelegd.

De uitsplitsing van de doelstellingen per subregio valt onder de verantwoordelijkheid van de subregionale documenten.

De auteur van het milieueffectenverslag heeft ook de volgende alternatieven geanalyseerd:

- Alternatief 0: handhaving van de versie van 1999 van het ruimtelijk ontwikkelingsplan (een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (Franse afkorting SDER));
 - ⇒ alternatief 0 voldoet niet meer aan de huidige uitdagingen.
- Alternatief 1: Een ruimtelijk ontwikkelingskader dat zich ontwikkelt in de richting van de verwezenlijking van meer kwantitatieve doelstellingen
 - ⇒ Onrealistisch omdat de doelstellingen in kwestie vaak afhankelijk zijn van ander sectoraal beleid, maar dit alternatief toont toch mogelijkheden voor verbetering van het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan door het verder kwantificeren van bepaalde belangrijke ruimtelijke elementen
- Alternatief 2: een ruimtelijke strategie die meer gebaseerd is op een toekomstgerichte visie voor Wallonië
 - ⇒ zou zeker leiden tot een zeer onrealistische en niet-operationele regeling Alternatief 2 stelt echter ook enkele mogelijke verbeteringen van het ontwerp van ruimtelijke ontwikkeling voor, die gebaat zouden zijn bij een sterkere koppeling tussen de prospectieve visie en de doelstellingen, uitvoeringsbeginselen en ruimtelijke structuur

De ruimtelijk ontwikkelingsplan is gewijzigd om bepaalde doelstellingen meer te kwantificeren en de visie en doelstellingen beter op elkaar af te stemmen.

2. Integratie van de milieuoverwegingen die voortvloeien uit de opmerkingen en adviezen die tijdens de raadplegingsfase zijn geuit (openbaar onderzoek en adviezen van de gemeenten en instanties) in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Overeenkomstig art. D.II.3 §2, lid 1 van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling, heeft de Regering het ontwerp van plan, alsook het milieueffectenverslag, voorgelegd aan 21 presentatiezittingen en aan het openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek heeft plaatsgevonden van 22 oktober tot 5 december 2018.

Overeenkomstig art. D.II.3 §2, al.2 van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling, werd het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan, vergezeld van het milieueffectenverslag, op 19 oktober 2018 voor advies voorgelegd aan de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" en de beleidsgroep "Leefmilieu", van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië), de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië, "Wallonie Développement" en de autonome adviesverleningscel voor duurzame ontwikkeling.

Het advies van de gemeenteraden werd gevraagd bij aangetekende brief van 7 december 2018.

Overeenkomstig artikel D.VIII.12 van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling werd het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan, vergezeld van het milieueffectenverslag, voorgelegd aan de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de regio Hauts-de-France (Franse Republiek), de deelstaat Rijnland-Palts (Bondsrepubliek Duitsland), de deelstaat Noord-Rijnland-Westfalen (Bondsrepubliek Duitsland), de provincie Limburg (Koninkrijk der Nederlanden) en het Groothertogdom Luxemburg.

De bezwaren, bemerkingen en adviezen die ingediend zijn na het openbaar onderzoek hebben betrekking op :

Het milieueffectenverslag.

De beleidsgroepen « Ruimtelijke Ordening » en « Leefmilieu » betreuren dat de bijkomende aanbevelingen die zij tijdens de opmaak van het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan hebben gedaan met betrekking tot het milieueffectenverslag, niet zijn opgevolgd, maar hun adviezen doen geen afbreuk aan de volledigheid van het verslag of de conclusies ervan.

De Vorm van het document.

Naar aanleiding van de opmerkingen over de vorm van het document zijn enkele wijzigingen in de tekst aangebracht.

De modaliteiten voor het openbaar onderzoek -

De bepalingen van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling werden nageleefd.

De verschillen tussen het voorontwerp en het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

De geconstateerde verschillen hebben betrekking op twee documenten waarvan de juridische reikwijdte niet vergelijkbaar is. Het aangehaalde ontwerpproject heeft geen juridisch bestaansrecht ten aanzien van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling en werd gebruikt om het denken van de ontwerpers te verrijken.

De operationalisering van het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling definieert het ruimtelijk ontwikkelingsplan als een instrument van de territoriale strategie waaraan het een indicatieve juridische waarde geeft en bevat geen enkele bepaling die een gemeente verplicht een gemeentelijk plan op te stellen om het uit te voeren ;

Hij is van plan de methoden te specificeren die moeten worden gebruikt om de door haar vastgestelde beheers- en programmeringsbeginselen ten uitvoer te leggen door middel van referentiesystemen voor gemeentelijke overheden en projectontwikkelaars, met name dankzij de deskundigheid van de Permanente Conferentie van de ruimtelijke ontwikkeling.

Hij sluit echter niet uit dat de uitvoering van het ruimtelijk ontwikkelingsplan vergezeld kan gaan van regelgevende maatregelen om de te gebruiken methoden te bepalen of de uitvoering ervan te vergemakkelijken.

Verduidelijking van meerdere begrippen.

Er is rekening gehouden met verzoeken om verduidelijking of uitleg van de tekst. Het lexicon is ook voltooid.

De schijnbare tegenstrijdigheid tussen bepaalde doelstellingen.

De doelstellingen zijn niet hiërarchisch en er is behoefte aan een transversale lezing van de doelstellingen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

De vaststellingen en uitdagingen

De vaststellingen zijn gebaseerd op de contextuele analyse die is uitgevoerd door de Permanente Conferentie van de ruimtelijke ontwikkeling. Zij hebben betrekking op feiten waarvan de Waalse regering kennis heeft genomen zonder er wijzigingen in aan te brengen. Kleine wijzigingen zijn aangebracht in bepaalde vaststellingen of uitdagingen om gevolg te geven aan de bezwaren, opmerkingen en adviezen die in het kader van het openbaar onderzoek zijn geformuleerd, voor zover deze de draagwijdte van de contextuele analyse niet hebben gewijzigd.

De opvolgingsmaatregelen.

De in de klachten, opmerkingen en adviezen voorgestelde opvolgingsmaatregelen zijn opgevolgd, op voorwaarde dat zij relevant zijn voor de vastgestelde uitvoeringsbeginselen en dat de gegevens gemakkelijk kunnen worden verzameld.

Doelstelling PS.1 - De rol van Wallonië in de Europese grootstedelijke dynamiek vergroten

De prioriteit die moet worden gegeven aan de ontwikkeling van Wallonië in plaats van aan de positionering ervan.

Uit de contextanalyse blijkt dat de ontwikkeling van de Waalse economie niet kan worden overwogen zonder rekening te houden met haar buurlanden. Haar positionering was reeds een van de opties van het in 1999 aangenomen ontwerp voor een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (Franse afkorting SDER), daarom wordt deze optie gehandhaafd.

De prioriteit die in het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt toegekend aan de stedelijke en economische dynamiek in plaats van aan de plattelands- en milieudynamiek.

Uit de contextanalyse blijkt dat de stedelijke realiteit vooral betrekking heeft op Wallonië. Indien het ruimtelijk ontwikkelingsplan bijzonder belang hecht aan de structurering van de stedelijke ontwikkeling, moet het ook de rest van het grondgebied voor verstedelijking behoeden.

Bovendien, is het ruimtelijk ontwikkelingsplan geenszins bevorderlijk voor de stedelijke economie ten opzichte van de plattelandseconomie, waarvoor concrete voorstellen worden gedaan.

De manier waarop het ruimtelijk ontwikkelingsplan Brussel en de metropolitane dynamiek eromheen integreert.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan werd gewijzigd om de metropolitane dynamiek van Brussel sterker te integreren.

De gevolgen van de versterking van de grote beleidskernen voor de bestaande dynamiek en activiteiten op het grondgebied en de locatie van nieuwe activiteiten.

Uit de contextanalyse blijkt dat de positionering van de grote kernen van Wallonië moet worden versterkt, er wordt dus in het ruimtelijk ontwikkelingsplan bewust gekozen voor de mogelijkheid om in de grote kernen prioriteit te geven aan activiteiten die verband houden met de grootstedelijke dynamiek van Noordwest-Europa in de grote kernen.

De verschillen tussen de stedelijke dynamiek in Charleroi en Luik.

De grootstedelijke dynamiek is in Luik inderdaad anders dan in Charleroi. Dit verandert echter niets aan de optie om zich te baseren op twee belangrijke kernen in Wallonië voor « De rol van Wallonië te versterken in de dynamiek van de metropolitane gebieden op Europees niveau ».

De voorrangspositie van Luik in de MAHHL en haar agglomeratie.

De stad Luik neemt inderdaad een overheersende plaats in de MAHHL. De tekst werd in die zin gewijzigd.

De definitie van de agglomeratie van Charleroi (Châtelet, Courcelles, enz.).

Het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan brengt de gemeenten Charleroi en Châtelet samen tot de belangrijkste kern van Charleroi. In het licht van de argumenten die in de beweringen worden aangevoerd, werd deze kern aangevuld met de gemeenten Courcelles en Montigny-le-Tilleul.

Het voornemen om een universiteit op te richten in Charleroi.

De keuze bestaat erin om van de grote kernen, kernen van excellentie te maken ; Een universiteit speelt hierbij een leidende rol en het is daarom belangrijk is om het aanbod van universitaire opleidingen in Charleroi uit te breiden, zonder dat dit ten koste gaat van de bestaande opleidingen.

De prioriteit die wordt gegeven aan grote kernen voor de locatie van technologische excellentieplatformen.

De keuze is nauw verbonden met de wens om Charleroi en Luik op de Europese schaal te positioneren. Elke concurrentie binnen Wallonië op dit gebied zou de nagestreefde doelstelling kunnen verzwakken.

De opname van Wallonië in het TEN-V-netwerk en, in het bijzonder, het weglaten van de toegangspoorten tot het grondgebied, in het bijzonder in Bergen, La Louvière en Athus.

De territoriale structuur werd in dit opzicht vervolledigt.

De rechtvaardiging van de aan te scherpen assen en, in het bijzonder, het weglaten van Brussel/Namen/Luxemburg.

De as Brussel/Namen/Luik, zoals die tussen Luik en de Duitse grens, maak deel uit van het TEN-V-netwerk. Anderzijds is het gerechtvaardigd om de assen Luik/Charleroi/Tournai en Bergen/Valenciennes te versterken vanwege de mogelijkheid om de rol van Charleroi in de dynamiek van de metropolitane gebieden in Europa te versterken.

De rang van de agglomeratie van Bergen ten opzichte van Namen.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan erkent geen andere kwalificaties dan die van institutionele hoofdstad voor de stad Namen.

De agglomeratie van Bergen heeft noch de institutionele rang van Namen, noch die van Charleroi en Luik op Europese schaal.

Doelstelling PS.2 - Wallonië integreren in transregionale en grensoverschrijdende socio-economische netwerken.

De weerhouden samenwerkingsstructuren.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan erkent alleen transregionale of grensoverschrijdende samenwerkingsstructuren vanwege het nagestreefde doel. De territoriale structuur wordt aangevuld door de "Essaimage"(verspreiding)-structuur, die niet is opgenomen in het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

De omvang, intensiteit en meerwaarde van de bestaande samenwerkingsstructuren.

De structuren die in het ruimtelijk ontwikkelingsplan worden gehandhaafd, delen, alle op verschillende niveaus de ambitie om de uitdagingen aan te gaan die de ordening van hun grondgebied van interventie met zich meebrengt.

De samenhang tussen het ruimtelijk ontwikkelingsplan en de plannen van de buurlanden van Wallonië.

De coherentie tussen het ruimtelijk ontwikkelingsplan en de plannen van de buurlanden van Wallonië is door de auteur van het milieueffectenverslag geanalyseerd.

De prioriteit die moet worden gegeven aan de versterking van de samenwerking met Brussel en Vlaanderen.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan is er zich van bewust dat de versterking van de samenwerking met Brussel en Vlaanderen een prioriteit is voor Wallonië. Het is ook in het Vlaamse Gewest versterkt door de aanwijzing van twee gemeenschappelijke ontwikkelingsgebieden en transregionale assen naar Antwerpen, Genk, Gent, Hasselt, Kortrijk, Leuven, Sint-Truiden, Ieper.

De thema's waarop de samenwerking kan worden gebaseerd (natuurparken, erfgoed, riviercontracten, hydrografische bekkens, enz.).

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan maakt gebruik van de mogelijkheid om de bestaande transregionale of grensoverschrijdende samenwerking te versterken. Hij erkent dat andere mogelijkheden voor grensoverschrijdende en transregionale samenwerking moeten worden onderzocht, waarvan de evolutie door middel van vervolgmaatregelen zal worden gevolgd.

Deling van diensten en uitrusting

De beginselen met betrekking tot het delen van diensten en uitrusting zijn gedefinieerd in doelstelling DE.1. De uitvoering ervan vindt plaats op subregionaal niveau.

De criteria die zijn vastgesteld voor de regionale centra en de overweging van de agglomeraties die errond zijn gevormd, op basis van het model dat in het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan voor de grote kernen wordt voorgesteld.

Het ontwerp voor het ruimtelijk ontwikkelingsplan biedt de mogelijkheid om gewestelijke kernen te kiezen in de gebieden die gepolariseerd worden door de grote steden aan de grenzen van Wallonië (Brussel, Luxemburg, Rijsel) en de regio's Maastricht, Aken en Hasselt, teneinde de doelstelling van de integratie van Wallonië in de transregionale en grensoverschrijdende sociaaleconomische netwerken na te streven; Het legt bovendien de aanwezigheid van minstens één universitaire locatie op.

Dit laatste criterium speelt een discriminerende rol in het geval van een stad als La Louvière, die met haar ligging op het grondgebied ongetwijfeld aan het nagestreefde doel kan voldoen.

Het moet gewijzigd worden in het licht van de prioriteit die gegeven wordt aan de positionering van Wallonië in zijn omgeving, door een alternatief voor te stellen dat een alternatief biedt op het gebied van bevolking en werkgelegenheid.

Dezelfde nuance wordt voorzien voor de definitie van de oppervlakte van de regionale kernen als voor de grote kernen, namelijk de gemeenten associëren waarmee zij een stedengroep vormen. Men dient inderdaad Colfontaine, Frameries en Quaregnon in verband te brengen met de regionale kern van Bergen en Manage met de regionale kern van La Louvière.

Doelstelling PS3 - Op de multipolaire structuur van Wallonië voortbouwen en de complementariteit tussen gebieden bevorderen

Het evenwicht tussen de voorgestelde activiteiten tussen hoofdkernen/regionale kernen/kernen.

De verduidelijkingen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan over de activiteiten, de uitrustingen of de diensten die in de hoofdkernen, de regionale kernen of de kernen terecht zouden moeten komen, hebben enkel betrekking op wat deze kernen specifiek maakt. De aandacht van de overheid moet inderdaad gevestigd worden op het vinden van een passende plaats voor deze activiteiten in het bijzonder om de verwachte positionering van de kernen te consolideren in de betrokken dynamische ontwikkelingen en economische netwerken.

Een netwerk bouwen rond de specifieke kenmerken van de kernen.

Iedere kern in het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt ertoe aangezet, zijn ontwikkeling te bedenken via het benadrukken van zijn, voor hem relevante, specifieke kenmerken voor zover dit in overleg gebeurt met het omliggend ruraal gebied.

Omschrijving van de kernen en in aanmerking genomen criteria

De optie waarvoor gekozen werd, bestaat in een ondersteunende vermazing van het grondgebied door de bestaande stedelijke structuren -of centrumfuncties met een brede uitstraling of kernen van werkgelegenheid onderling verbonden door een sterk netwerk van openbaar vervoer of gedeeld vervoer.

De aldus overwogen gebiedsstructuur neemt noodzakelijkerwijs centrumsteden en -gemeenten op diverse schalen in aanmerking daar ze afhankelijk zijn van de bestaande middelen en bevolkingen in functie van de gekozen vermazing. De wil is dus niet om het Waals grondgebied te structureren via hiërarchisch opgestelde kernen die bv berusten op de verscheidene bevolkingsgroepen of op het niveau van uitrustingen, maar om het grondgebied te vermazen.

Deze vermazing is regionaal van omvang en een fijnere vermazing kan worden vastgesteld aan de hand van documenten op subregionale schaal.

De relevantie van sommige overwogen kernverbindingen.

Wijzigingen werden aangebracht aan de gebiedsstructuur, als antwoord op de bezwaren.

De wijze van structurering van de voorstellen over drie ontwikkelingsgebieden.

De gemeenschappelijke beginselen van uitvoering voor de ontwikkelingsgebieden werden samengebracht.

De hiërarchie tussen de ontwikkelingsgebieden : endogeen, onderling, grootstedelijk.

Van hiërarchische banden is er geen sprake.

De positionering, verwacht van de gebieden.

De ontwikkelingsgebieden uit het ruimtelijk ontwikkelingsplan werden niet bepaald in functie van het stedelijk of landelijk karakter van het betrokken gebied. Hun positionering is onlosmakelijk verbonden met de specificiteit van de kernen, gelegen in desbetreffende gebieden, hun economische omgeving en hun middelen.

De grootstedelijke ontwikkelingsgebieden moeten de positionering van de voornaamste regionale kernen van Wallonië ondersteunen in de sociaal-economische en samenwerkingsdynamiek met de in rand gelegen steden.

De gebieden van onderlinge ontwikkeling strekken ertoe, de positionering te ondersteunen van grensgebieden in de sociaal-economische en samenwerkingsdynamiek met de positieve valorisering van de middelen van het gebied en de samenwerking die te overwegen valt met aangrenzende gebieden.

De endogene ontwikkelingsgebieden strekken ertoe, de positionering te ondersteunen van de kernen in de sociaal-economische en samenwerkingsdynamiek die nauw verband houdt met een sterke inzet van lokale troeven en de verandering in de Waalse economie naar het ontwikkelen van korte circuits en buurtnetten te ondersteunen, zowel voor de positieve valorisering van de middelen van het gebied als voor hun omschakeling en het toerisme.

Deze tekst is nader uitgewerkt.

Plaats van ruraal gebied in grootstedelijk gebied.

De grootstedelijke ontwikkelingsgebieden mogen niet volledig verstedelijkt worden. Het ruimtelijk ontwikkelingsplan omschrijft de verwachte ontwikkeling als het samengaan van initiatieven voor sterkere vormen van samenwerking voor de sociaal-economische ontwikkeling van Wallonië met de aangrenzende randsteden. Het niet verstedelijkt gebied dient daar gevrijwaard te worden en de daar verwachte ontwikkelingen mogen het bestaand evenwicht tussen verstedelijking en niet-verstedelijking niet wijzigen.

In elk ontwikkelingsgebied ontwikkelingen tot stand brengen met een exclusief karakter.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan moet keuzes maken tussen verschillende mogelijke wegen en moet de strategie uitdrukken om Wallonië te positioneren ten opzichte van zijn burens en diens grondgebied structureren.

De voorstellen van het ruimtelijk ontwikkelingsschema strekken er niet toe de verwachte ontwikkelingen in elk ontwikkelingsgebied vollediger te omschrijven dan wat in enkel van de verwoorde beginselen staat en dan het uitgewerkte beleid.

Het « simplistisch » karakter van het voorstel dat geen enkele rekening houdt met de complexiteit van het gebied.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan legt twee criteria vast om de ontwikkelingsgebieden te bepalen : namelijk omgeving en middelen. Deze optie leidt er onmiddellijk toe, tien ontwikkelingsgebieden voor Wallonië in drie types op te delen, waarvan de grenzen opzettelijk vaag werden gehouden zodat de overheid de kans zou krijgen om deze nader te omschrijven in functie van het traject dat ze voor zichzelf kiezen. Deze optie staat dus in verhouding tot het vaststellen van een gebiedsstructuur op regionaal niveau dat verder aangevuld zal moeten worden met beleidsdocumenten op subregionale schaal.

Het verschil van het voorstel tegenover de afbakening opgenomen in de contextanalyse.

De tien gebieden zoals geïllustreerd in hoofdstuk 6 van de contextanalyse en de tien ontwikkelingsgebieden van het ruimtelijk ontwikkelingsplan zijn inhoudelijk niet dezelfde :

- Eerstgenoemden houden rekening met een bestaande structuur (namelijk gebieden waarin een reeks gemeenschappelijke uitdagingen naar voren blijken te treden).

- laatstgenoemden zijn de uiting van een optie inzake ruimtelijke ontwikkeling (zij verbinden via een kern gebieden die dezelfde ontwikkelingsperspectieven delen in de zin van de ruimtelijke structuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan).

De onverenigbaarheid van de voorstellen van het ruimtelijk ontwikkelingsplan met bestaande of in ontwerp zijnde documenten.

De verenigbaarheid van de voorstellen uit het ruimtelijk ontwikkelingsplan met de reeds aangegane verbintenissen van Wallonië is door de auteur van het milieueffectenverslag onderzocht.

De verenigbaarheid van de voorstellen uit het ruimtelijk ontwikkelingsplan met de bestaande of in ontwerp zijnde documenten op subregionale schaal dient niet onderzocht te worden.

Onvoldoende ambities voor endogene ontwikkelingsgebieden.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan bepaalt de ontwikkelingsgebieden in het kader van de doelstelling die ertoe strekt, Wallonië te positioneren ten opzichte van zijn burens en zijn grondgebied te structureren. Het betreft dus geen ontwikkelingsproject in economische termen. Deze ontwikkeling wordt verwoord in het kader van de ontsluitingsprincipes van de doelstellingen AM.2 en AM.3.

Doelstelling SS.4 - Het net van hoofdverkeersstructuren inzetten als hefboom voor de creatie van welvaart en duurzame ontwikkeling

Wat het ruimtelijk ontwikkelingsplan verstaat onder « structurerend » verkeers- en vervoersnet.

Het structurerend vervoer beoogt het netwerk van de voornaamste verkeersinfrastructuren zoals bepaald in artikel R.II.21-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. De formulering van de doelstelling is gewijzigd om het toepassingsgebied ervan te verduidelijken.

De intenties van de Waalse Regering in verband met de spooras dwars door Wallonië.

De gekozen optie bestaat erin het net « aan te vullen » met de ontwikkeling van een nieuwe dorsale spooras tussen LGV1 en LGV3 en een hogesnelheidsstation in Charleroi te bouwen.

De kans om het trans-Europees wegvervoersnet te voltooien (centraal net tegen 2030 en globaal net tegen 2050).

De voltooiing van het trans-Europees vervoersnet wordt Wallonië opgelegd overeenkomstig een Europese verordening waar Wallonië niet onderuit kan.

De kans om de luchthaven van Charleroi via een treinverbinding te bedienen.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan legt in dat opzicht twee maatregelen vast : de aansluiting van de regionale luchthavens met het hogesnelheidsnet optimaliseren en naar een sterkere performantie streven tussen de luchthaven van Charleroi en Brussel via het openbaar vervoer. Uit de tekst blijkt geen wil om de luchthaven van Charleroi via een spoorverbinding te bedienen

De ontworpen beheers- en programmatiemaatregelen om de verkeersassen via het spoor, de binnenvaart en over de weg positief te benutten en de kans om ze aan te vullen met andere voorstellen.

de wijzigingen in de gebiedsstructuur zijn de uiting van de analyse van de in het ruimtelijk ontwikkelingsplan geformuleerde opties en van de voorstellen die voortvloeien uit het openbaar onderzoek naar gelang van de wijzigingen in de territoriale structuur die het doel SS.1 illustreren.

De aansluitingen op steden buiten Wallonië, vanuit deze regionale kernen.

Wijzigingen zijn aan de gebiedsstructuur aangebracht, als antwoord op de bezwaren.

Doelstelling SS.5 - De supralokale gebiedsdynamiek op gewestelijke schaal aansluiten en de Waalse identiteit sterker maken

Het in overweging nemen van de bestaande gebiedsdynamiek en de recente lokale ontwikkelingen.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan bepaalt de gebiedsstrategie op schaal van Wallonië als geheel. Het is niet als een loutere optelling of zelfs samenvatting van lokale en/of bovenlokale initiatieven opgevat.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan kijkt evenwel niet naast de rijkdom van deze gebiedsdynamiek, maar wil elke schakel daarin op elkaar laten aansluiten en wil zo de Waalse identiteit sterker maken.

Het risico op onderlinge gemeentelijke concurrentie en het maken van toewijzingen en keuzes.

Er is gekozen voor het vaststellen van gedragslijnen voor elk ontwikkelingsgebied. De Waalse Regering moet ze in acht doen nemen in het kader van het toezicht waarin het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling voorziet voor de goedkeuring van de bovengemeentelijke ruimtelijke ordeningsinstrumenten.

Het in overweging nemen van de natuurparken.

Zonder de positieve inbreng, op bovenlokaal niveau, van de dynamiek voortvloeiend uit het beheer van natuurparken te betwisten is er voor gekozen om zich te beperken tot de ruimtelijke ontwikkelings- en ordeningsinstrumenten uit het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Doel AM.1 - Inspelen op de huidige en toekomstige behoeften aan toegankelijke woningen die aangepast zijn aan de evoluties op sociaal-demografisch, energie- en klimaatvlak

De spreiding in de tijd van de bouw van nieuwe woningen.

Het aantal te bouwen woningen werd herbeoordeeld in functie van de laatste projecties van het planbureau, en werd aangepast aan twee tijdslijnen (2030 en 2050), vastgesteld in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Doelstelling AM.2 - De Waalse economie op laten gaan in de kennismaatschappij en de buurteconomie, en op Waals grondgebied de be- en verwerkingslijnen die tewerkstelling genereren, (her)vormen

De zwakke inoverwegingname van de traditionele economie in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

De ontsluitingsbeginselen opgenomen in AM.3 spelen in op de bekommernissen die in het openbaar onderzoek tot uiting kwamen.

De kenniseconomie en de verankering ervan in het grondgebied.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt gewijzigd om zich niet te beperken tot de huidige toestand van de concurrentiepolen (illustratieve lijst).

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan bepaalt dat de term universiteitscampus alle functies en ontwikkelingen behelst die rechtstreeks te maken hebben met een universiteit (campus, onderzoekscentrum...) en het ruimtelijk ontwikkelingsplan maakt duidelijk melding van de hogescholen en erkende onderzoekscentra als kenniscentra in de kenniseconomie.

Het richt zich ook op het net van wetenschapsparken, het automobielinnovatiecentrum Spa-Francorchamps en het centrum voor ruimteonderzoek Redu-Transinne als een verankeringspunt voor de kenniseconomie en innoverende activiteiten.

Hun middelen en verankering in het grondgebied.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt zodanig gewijzigd dat de publieke waterwinningen niet meer zichtbaar zijn, daar ze niet werkelijk een gebiedsdynamiek genereren.

De lijst ondergrondse uitbatingen wordt gewijzigd en de bedrijvenketen in de nabijheid van de afzetting worden opgenomen. Het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt zodanig gewijzigd dat een onderscheid wordt gemaakt tussen naald- en bladhoudende bosarealen.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt ook gewijzigd om landbouwverwerkingspunten als steunpunten van gewestelijk belang op te nemen.

De punten, opgenomen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan als punten waar de biomassa positief verwerkt wordt, zijn uit het Waals afvalstoffenbenuttingsplan per steunpunt van 22 maart 2018 afkomstig en zijn gemerkt als publieke composteerinstallaties.

Wat betreft verzoeken om andere, meer lokale hulpgronden van het grondgebied op te nemen als steunpunten voor economische ontwikkeling, kunnen ze op subregionaal niveau in aanmerking worden genomen naar gelang van de specifieke lokale of supra-lokale kenmerken.

Meer nadruk leggen op nabijheidseconomie.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan werd gewijzigd om de voorstellen op te nemen betreffende korte voedselketens en de concentrische voedselzones.

De begrippen industriële ecologie en circulaire economie.

Er is gekozen voor de mogelijkheid tot ontwikkeling van gebiedsgerelateerde initiatieven. Het is dus niet nodig om de vormen die deze begrippen kunnen aannemen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan dienen nader te bepalen.

Beheers- en programmeringsmaatregelen aan de onderdelen landbouw en nabijheidseconomie.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan werd in die zin gewijzigd.

Doelstelling AM.3 - De economische noden anticiperen in een perspectief van duurzame ontwikkeling en spaarzaam bodemgebruik

Nodige nuancering van de begrippen kern en steunpunt ten opzichte van het vestigen van economische activiteit.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan streeft naar een sterkere economische gebiedsgebonden activiteit in functie van de regionale draagwijdte ervan. Deze logica zal omstandiger en nader bepaald worden via lagere instrumenten als plannen, schema's en handleidingen ieder met zijn draagwijdte.

Nodige nuancering van de lokalisering van de industriële/spoor- en binnenvaartgebonden activiteiten.

De lokalisering van activiteiten op het grondgebied in functie van hun relevantie inzake bereikbaarheid van optionele middelen, mobiliteit, samenwerkingen of andere in een logica van duurzame ontwikkeling worden in het ruimtelijk ontwikkelingsplan niet vastgesteld maar wel georiënteerd.

Impacten van een ondersteuning van economische ontwikkeling in luchthavenactiviteit op het klimaat.

In de huidige globaliseringscontext zijn de luchthavens internationale toegangspoorten tot het Waalse grondgebied. De vliegtuigbouw stippelt eveneens zijn ontplooiingsstrategie op lange termijn in een perspectief van duurzame ontwikkeling uit.

De kans om de onderneming de toegang tot waterrijkdommen te verlenen.

De aanwezigheid van waterrijkdommen is een belangrijke factor voor het lokaliseren van economische activiteit. Deze factor wordt ondersteund door het regionaal plan voor exploitatie van waterrijkdommen, dat door de Regering in 2015 is aangenomen. Deze factor is een aanvulling op het ontsluitingsprincipe dat inspeelt op de noden van bedrijven in een perspectief van duurzame ontwikkeling en spaarzaam bodembebruik.

Een dichtere bezetting van bedrijfsparken.

De dichtere bezetting van bedrijfsparken is een beheers- en programmatiemaatregel die als ontsluiting geldt van het beginsel van invulling van economische noden en van spaarzaam bodembebruik en is niet een doel op zich. De geuite bekommernissen worden bijgevolg ongegrond geacht.

Verenigbaarheid tussen nagestreefde ontsluitingsbeginselen inzake economische ontwikkeling (o.a. het beschikbaar stellen van ruimte voor economische activiteit) en ontsluitingsbeginselen inzake leefmilieu.

Het ontsluitingsbeginsel waarbij geanticipeerd wordt op behoefte aan ruimte voor economische activiteit vereist een becijferde beheers- en programmeringsmaatregel. De vraag inzake verenigbaarheid tussen economische activiteit en leefmilieu waarin zij zich afspeelt, wordt eveneens beantwoord in andere doelen zoals de doelen DE.2, PV.1, PV.2, PV.3 of PV.4.

Beheers- en programmeringsmaatregel met betrekking tot vestiging van bedrijfsruimten in vooraf verharde ruimten.

De beheers- en programmeringsmaatregel met het oog op het bereiken van 30% nieuwe bedrijfsruimten op reeds verharde ruimten tegen 2030 en 100% tegen 2050 kadert perfect in de beleidskeuze van de Waalse Regering die de betonstop tegen die tijdshorizon ambieert. Deze maatregel is niet in tegenspraak met doelstelling PV.3

Deze maatregel wordt verder operationeel gemaakt na aanneming van het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Beheers- en programmeringsmaatregelen met betrekking tot de bebouwingsdichtheid van ruimten voor economische activiteit (bodembezettingscoëfficiënt 70%).

Deze bodembezettingscoëfficiënt is te restrictief is en is moeilijk na te streven. De tekst wordt gewijzigd zodat de speling verbreed wordt naar een marge tussen 50 en 70%.

De verschillende bedrijfsruimten voor economische activiteit en de steunpunten voor economische ontwikkeling in de gebiedsstructuur.

Wijzigingen zijn aangebracht in de gebiedsstructuur om in te gaan op bezwaren die in functie van de reële omstandigheden op het terrein passend werden geacht.

Er is ervoor gekozen om de rondom een spoorknooppunt te ontwikkelen centrale functies die zich buiten de kernen bevinden, in de gebiedsstructuur op te nemen. Het spoorknooppunt Welkenraedt moet bijgevolg toegevoegd worden.

De in bijlage 3 opgenomen lijst regionaal relevante bedrijfsparken is gewijzigd om er bedrijfsparken die beantwoorden aan het criterium vastgesteld in het ruimtelijk ontwikkelingsplan op te nemen.

Doelstelling AM.4 - Wallonië opnemen in de digitale transitie

Het feit dat de impacten van de digitale revolutie onvoldoende weerklank krijgen in het ruimtelijk ontwikkelingsplan.-

Hoewel de digitalisering daadwerkelijk in meerdere activiteitensectoren aan de gang is (handel, diensten, gezondheid, mobiliteit enz.), komt ze in het ruimtelijk ontwikkelingsplan enkel in haar gebiedsgerelateerde dimensie ter sprake.

De introductie van Wallonië in de digitale transitie dient voor het overige als onderbouw voor talrijke voorstellen die ter sprake komen in doelen SS.3, SS.5, DE.1. en DE.5.

De keuze voor het verminderen van de digitale kloof tussen stad en platteland door inname van de bereikloze plekken wordt niet door de gehele bevolking gedeeld.

De Waalse Regering beslist om dat ontsluitingsbeginsel te behouden daar het plaats neemt in het doel dat zij nastreeft, namelijk een hogere gebiedsaanrekkelijkheid en een hogere concurrentiekracht van bedrijven.

Dit ontsluitingsbeginsel beantwoordt ook aan de doelstelling van de Europa 2020-strategie om uiterlijk in 2020 snelle breedband beschikbaar te stellen aan alle Europeanen.

Gezondheidsbedreigend karakter van communicatietechnologieën.

Het ontsluitingsprincipe gaat gepaard met een voorzorgsbeginsel. Een effectenonderzoek wordt bovendien opgelegd voor iedere projectuitvoering op het grondgebied.

De impact van de ontwikkeling van zelfrijdende auto's, van de verbonden realiteit in ons werk, van onze vervoerswijzen op de ordening van ons grondgebied.

Het milieueffectenverslag van het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan heeft deze aspecten onderzocht. Er werd gevolg gegeven aan de naar voren getreden voorstellen voor zover zij een impact op het grondgebied vertoonden.

Het feit dat de ontsluiting van nieuw woongebied of nieuw bedrijfsgebied gekoppeld wordt aan het bestaan van ultrasnelle verbindingen of aan de mogelijke opheffing van het gebrek daaraan.

Het ontsluitingsprincipe is in overeenstemming met het eerste nagestreefde doel uit de ruimtelijke ontwikkelings- en ordeningsdoelstellingen omschreven in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, namelijk de bestrijding van stedelijke versnippering en rationeel gebieds- en middelengebruik.

AM.5 - De toegang waarborgen tot energie voor allen met aandacht voor de energietransitie

Het Waals energiebeleid

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan is niet op gericht het Waals energiebeleid te bepalen, maar enkel het gebiedsgerelateerd onderdeel ervan.

Het gebrek aan prospectief beleid in de ontwikkeling van het energienet.

De ontwikkeling van het net is een federale bevoegdheid. Enkel de bestaande of reeds overwogen netten mogen op de gebiedsstructuurkaart afgebeeld worden.

Al dan niet de kerncentrales in stand houden.

De bevoegdheid over nucleaire zaken valt onder de federale overheid.

Hernieuwbare energiebronnen waarmee rekening moet worden gehouden.

In het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt besloten om de hernieuwbare energieën in hun geheel te richten via het ontsluitingsprincipe "Verhoging van het aandeel van de hernieuwbare energieën in de productiemix", zonder dat de uit te voeren acties voor elke energiebron worden gepreciseerd.

De gebiedsstructuur.

Er wordt gekozen voor de opname, in de gebiedsstructuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, van enkel de vervoersnetten voor vloeï- en energiestoffen die deel uitmaken van de voornaamste netten als bepaald in het Wetboek.

De verschillende verzoeken om toevoegingen tot de verschillende netten kunnen in voorkomend geval in overweging worden genomen in de plannen op subregionale schalen.

Doelstelling DE.1 - Ervoor zorgen dat allen in een samenhangende gebiedsaanpak toegang krijgen tot dienstverlening, buurthandels en uitrustingen.

Territoriale gelijkheid en het uit te rollen dienstenaanbod in alle delen van het gebied waar deze noden tot uiting zijn gekomen, in het bijzonder daar waar er een aanzienlijke demografische groei tot stand is gekomen.

De ontsluitingsbeginselen van doelstelling DE.1 zijn vastgesteld in samenhang met de gebiedsstructuur van het ruimtelijk ontwikkelingsplan, geprojecteerd voor doelstelling SS.3. Deze aanpak vormt een aangepast antwoord op de werkelijke gebiedssituaties daar hij een concentratie beoogt van diensten, handel en uitrustingen op regionaal niveau in centrale functies gelegen in

gemeenten met een ruimere uitstraling dan hun eigen uitgestrektheid of een geconcentreerde werkgelegenheidskern vorm, evenals een vlotte bereikbaarheid ervan voor hun ruime omgeving.

Het voortbestaan van basisdienstverlening, nabijheidsdiensten en uitrustingen moet evenwel in de rurale gebieden verzekerd worden. De tekst is gewijzigd om dit duidelijker te maken.

De woordkeuze voor de beheers- en programmeringsmaatregel betreffende de ligging van handelsoppervlakten van meer dan 2500 m².

De formulering van de bepaling is gewijzigd om te voldoen aan de Europese richtlijn.

Doelstelling DE.2 - De gunstige voorwaarden creëren voor de diversiteit van de acties en van een maatschappelijk draagvlak voor projecten

De sterkere diversiteit van de activiteiten in ruraal gebied, de noodzaak om te sensibiliseren en meer actoren te betrekken bij het inspraakproces, met name de economische actoren, de inhoud van het uit te werken beleidsdocument, evenals betreffende de formulering van de ontsluitingsbeginselen, de beheers- en programmeringsmaatregelen en de opvolgingsmaatregelen.

De gevraagde verduidelijkingen zijn in de tekst opgenomen.

Doelstelling DE.3 - Kwaliteitsvolle, klantvriendelijke en veilige openbare ruimten ontwikkelen

Het te stedelijk (uitbreidingen gevraagd voor het landelijk milieu en de bedrijfsparken) en onvolledig geachte karakter van de voorstellen, het belang van de creatie van een werkelijke blauw-groene infrastructuur over het gehele grondgebied en het belang om de kwaliteit van de conceptie van de publieke ruimtes te beïnvloeden.

De ontsluitingsbeginselen beogen wel degelijk het ontwerp van alle publieke ruimtes, ongeacht of ze zich in centrumsteden en -gemeenten en in de bedrijfsparken bevinden. De tekst is in die zin aangepast.

De bemerkingen betreffende de inoverwegingname van de verschillende vervoerswijzen in de conceptie van de publieke ruimtes worden beantwoord in de ontsluitingsbeginselen ontwikkeld in de doelstellingen DE.4 en DE.5.

De optie voor de uitvoering van een blauw-groene infrastructuur die het gehele grondgebied zou doorlopen wordt niet formeel gekozen maar wordt evenwel beantwoord in de ontsluitingsbeginselen ontwikkeld in het kader van PV.2.

Er werd gevolg gegeven aan de bemerking over de kwaliteit van de conceptie van de publieke ruimtes.;

Doelstelling DE.4 - De duurzamere vervoerswijzen ondersteunen, aangepast aan de specifieke gebiedskenmerken en aan het vraagpotentieel

Het feit dat de ontsluitingsbeginselen enkel het personenvervoer betreffen.

De doelstelling is inderdaad gericht op het personenvervoer. De ontsluitingsbeginselen betreffende het goederenvervoer worden onder doelstelling SS.4 uiteengezet.

De spreidstand tussen de cijfermatige doelstellingen in de beheers- en programmeringsmaatregelen en de werkelijkheid.

De uitdagingen op het vlak van milieu en volksgezondheid verantwoorden de ambitie van de voorgestelde maatregelen.

De steden waar structurerende openbare vervoerswijzen ontplooid zullen worden.

Om aan de vraag gevolg te geven wordt het ontsluitingsbeginsel uitgebreid naar alle regionale kernen.

Randstedelijke spoornetten ontwikkelen.

De keuze voor de ontwikkeling van een randstedelijk spoornet, enkel in Charleroi en Luik en voor de afwerking van de lopende werken om Brussel wordt gehandhaafd. Doelstelling SS.4 overweegt dan weer spoorverbindingen te ontwikkelen of te versterken tussen de regionale kernen en naar de steden gelegen aan de rand van het Waals grondgebied.

Doel en ontwerp van het fietsnet.

De ambitie is een alternatief aan te bieden voor de personenwagen in huis-school en huis-werk verplaatsingen en het hoofdzakelijk op toerisme toegespitst net te laten evolueren naar een beheersinstrument voor dagelijkse mobiliteit en lokaal, en ruraal, sociaal-economisch ontwikkelingsinstrument.

Vormen van motorbouw waarnaar getracht zal moeten worden.

De tekst is gewijzigd om thermische motoren te verkiezen boven verbrandingsmotoren.

De samenhang tussen de gebiedsstructuurkaart van de doelstelling en de gebiedsstructuurkaart van doelstelling SS.4.

Beide kaarten werden gecoördineerd

Doelstelling DE.5 - *Zorgen voor complementariteit in vervoerswijzen*

De gevolgen van de ligging van de modale omschakelingen op de concurrentie tussen trein- en busvervoer.

Uit de nagestreefde doelstelling blijkt dat het degelijk de complementariteit tussen beide vervoerswijzen is die als gedraglijn moet dienen voor de keuze van de ligging van platforms voor modale omschakelingen.

Intermodaliteitsbevorderende toepassingen ontwikkelen.

Er worden voorstellen ontwikkeld in de ontsluitingsbeginselen van doelstelling AM.4.

Continuïteit van voetgangerstrajecten.

Het versterken van ononderbroken trajectaaneenschakelingen, verwoord in de ontsluitingsbeginselen, heeft betrekking op voetgangers, fietsers en verminderd mobiele personen.

Meerdere voorstellen voor gerichte interventies op verschillende punten van het grondgebied.

Er wordt gevolg gegeven aan de voorstellen van regionaal belang in de gebiedsstructuur van doelstelling SS.4. De gemeentelijke overheden zullen de subregionale voorstellen dienen op te nemen in de documenten die zij zullen uitwerken.

Aanduiding en benoeming van de plaatsen met een intermodaal potentieel.

De gemeentelijke overheden zullen samen met de mobiliteitsactoren de plaatsen moeten aanduiden en benoemen met een intermodaal potentieel.

Doelstelling PV.1 - Bebouwde ruimten aantrekkelijker maken.

Opname van elementen voor de vergroening van bebouwde ruimten.

Dit aspect is ter sprake gekomen in PV.1. en DE.3.

In te zetten middelen voor braakland.

Het cijfer van 3795 ha geciteerd in de tekst is afkomstig van de inventaris van de herontwikkelbare sites. De herontwikkelbare sites worden in het kader van het ruimtelijk ontwikkelingsplan niet in kaart gebracht en behoeven een subregionale schaal bij de uitwerking van de plan- en schema-instrumenten.

De beheers- en programmeringsmaatregel betreffende de reconversie van de herontwikkelbare sites laat blijken dat de Waalse Regering zich ten volle bewust heeft getoond van deze uitdaging en daar aanzienlijke bedragen aan wil besteden. Een beleidsinstrument mag van nature geen tijdspad uitstippelen.

Doelstelling PV.2 - Natuur-, cultuur- en landschapserfgoed waardevol benutten en vrijwaren van rechtstreekse en onrechtstreekse bebouwingsgerelateerde drukfactoren

De aaneenschakeling van mijnterriils benaderen als natuur-, cultuur- en landschapserfgoed.

Op deze vraag wordt niet ingegaan. Sommige mijnterriils staan inderdaad reeds als cultuur- en natuur-erfgoed te boek of zijn in de omtrekken van waardevol landschap (ADESA) opgenomen. Deze individueel erkende kwaliteiten moeten niet naar alle mijnterriils als geheel veralgemeend worden.

Keuze van de sites die in de gebiedsstructuur moeten worden opgenomen en methodologie voor de vaststelling van ecologische doorgangsgebieden.

Het Wetboek bepaalt in artikel D.II.2, § 2, lid 4, de sites die in de ruimtelijke structuur opgenomen moeten worden. Het begrippenarsenaal dient wel te worden aangevuld voor een nadere omschrijving.

Het verzoek om rekening te houden met de biologisch hoogste waardevolle sites is door de ontsluitingsbeginselen toevertrouwd aan de (boven)gemeentelijke schaaldocumenten.

De ecologische doorgangsgebieden zijn dan weer aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019.

Invoering van een donkere ecoweg.

De beheers- en programmeringsmaatregelen zijn aangevuld met het oog op een geleidelijke vervollediging van een donkere ecoweg.

Bebouwd cultuurerfgoed in overweging nemen.

De gekozen optie is erop gericht enkel de elementen uit de lijst buitengewoon Waalse erfgoed op de regionale kaarten te plaatsen. Na meerdere bezwaren is de kaart evenwel gewijzigd om deze elementen nader te omschrijven als monument, site of landschapsgeheel, omringd met een randlijn als het een cultureel, historisch of esthetisch waardevolle omtrek betreft.

Rekening houden met waardevolle vergezichten en landschapslijnen uit de ADESA lijst.

De tekst van het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt aangevuld met het oog op de opname, eveneens, van de waardevolle vergezichten en landschapslijnen uit de ADESA lijst, op dezelfde titel als de landschappelijk waardevolle omtrekken.

De relevantie of de impacten van de eventuele opnamen op het gewestplan zullen geval per geval beoordeeld worden bij gewestplanherzieningen, in functie van de conclusies van het milieueffectenverslag of het openbaar onderzoek.

Impact van windturbines of telefoonmasten of elektriciteitslijnen op het landschap.

Het antwoord op de bekommernis van de bezwaarindieners staat in het ontsluitingsbeginsel over de vrijwaring van het erfgoed van bebouwinginvloeden".

Rekening houden met landschapshandvesten van natuurparken.

De beheers- en programmeringsmaatregelen worden aangevuld om er rekening mee te houden in de (meer)gemeentelijke plannen van aanleg en de gemeentelijke stedenbouwkundige handleidingen.

Doelstelling PV.3 - Ondersteuning van bebouwingen en productiewijzen die spaarzaam gebruik maken van rijkdommen

Het operationeel maken van de beheers- en programmeringsmaatregel betreffende de betonstop.

De Waalse Regering heeft zich fors uitgesproken voor de beheers- en programmeringsmaatregel met het oog op de betonstop tegen 2050.

De permanente conferentie voor ruimtelijke ontwikkeling is er mee belast een onderzoek te doen en een vademecum op te stellen over de spaarzame inzet van gronden, als doel dat deze maatregel operationeel moet maken.

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan beoogt noch beleidsmaatregelen, budgetisering of fiscaliteit in verband met het operationeel maken van de betonstop.

Het operationeel maken van deze maatregel zal nader bepaald worden na aanneming van het ruimtelijk ontwikkelingsplan.

Doelstelling PV.4 - Het grondgebied en de inwoners minder kwetsbaar maken voor natuur- en technologische risico's en voor blootstelling aan athropische hinder

Begripsomschrijving natuurrisico's.

De gekozen optie beoogt tegelijk de natuurrisico's en de geotechnische drukfactoren;

Het bebouwingsverbod in de industriesites.

De optie bestaat erin, de blootstelling van de bevolking aan technologische en industriële risico's te verminderen, ongeacht de plaats waar deze gelegen zijn.

De regeling van het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt evenwel beperkt tot de onroerende goederen die blootgesteld zijn aan technologische risico's, rekening houdend met de noodzaak om een passende afstand te bewaren ten opzichte van de tot bebouwing bestemde gebieden op het gewestplan en van toepassing is op de nieuwe bebouwingen die een nieuw risico vormen voor de bevolking of een bestaand risico erger kunnen maken

Sterkere risicoverlagende maatregelen.

Meerdere beheers- en programmeringsmaatregelen passen in dat perspectief.

De noodzaak om te anticiperen op klimaatrisico's.

Deze problematiek overschrijdt de vakgebieden. Naast koelte-eilanden neemt het ruimtelijk ontwikkelingsplan mee naar de doelstellingen « Anticiper et Muter et Desservir Equilibrer ».

Het belang om de vermindering van de blootstelling van de bevolking aan athropische hinder gepaard te laten gaan met maatregelen tot vermindering van deze hinder zelf.

De ontsluitingsbeginselen die zijn ontwikkeld in het kader van de bestrijding van stedelijke versnippering of de beheersing van mobiliteit in Wallonië vormen in dat opzicht structurele eersterangsmaatregelen. Andere antwoorden dienen gezocht te worden in het milieubeleid dat in Wallonië uitgevoerd wordt.

Rekening houden met licht- en luchtvervuiling.

De ontsluitingsbeginselen worden aangevuld om te verwijzen naar de maatregelen van het plan voor leefmilieu en gezondheid.

Aanpassing van de bebouwing in de omgeving van geluidshinder veroorzakende verkeersinfrastructuren.

Wallonië heeft geluidshinderkaarten laten opmaken voor de voornaamste bronnen van geluidshinder zoals de hoofdverkeerswegen met meer dan 6 miljoen wagens per jaar en de hoofdspoorwegen met meer dan 60.000 treinbewegingen per jaar. De gemeentelijke overheden moeten hier de meest passende conclusies uit trekken in functie van de specifieke lokale kenmerken.

De akoestische kwaliteit van bouwwerken, waaronder die gelegen in de zones B, C en D van de plannen voor langetermijnontwikkeling van de gewestelijke luchthavens, hebben normen opgeleverd die in de regionale stedenbouwkundige handleiding zijn opgenomen.

Waterbeheersmaatregelen.

De maatregelen die een gebiedsdekkende impact zoals de strijd tegen bodemverhardingen of bebouwingsverboden in de omgeving van bronnen van waterlopen hebben, zijn vastgelegd.

Doelstelling PV.5 - De troeven van het grondgebied uitspelen als een hefboom voor toeristische ontwikkeling

Waals toerismebeleid.

Hoewel dit doel er toe strekt, de troeven van het grondgebied uit te spelen als hefboom voor toeristische ontwikkeling, dient dit niet om het Waals toerismebeleid vast te leggen, maar om er een gebiedsgerelateerde omschrijving van te verstrekken.

Het belang om duurzaam toerisme te promoten.

De ontwikkeling van duurzaam toerisme wordt beoogd in de ontsluitingsbeginselen. Het operationeel maken ervan wordt toevertrouwd aan de subregionale schaal en dit wordt vastgelegd in het begrippenarsenaal.

In overweging nemen van toeristische steden, dorpen, locaties, gebieden (immaterieel erfgoed, valleien, mooiste dorpen van Wallonië enz) en de relevantie van de gekozen criteria.

De toeristische locaties met een grote uitstraling zijn in de zin van het ruimtelijk ontwikkelingsplan de locaties met meer dan 100.000 bezoekers per jaar .

Het ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt aangevuld met de lijst van toeristisch zeer waardevolle gemeenten en dit percentage per gemeente wordt berekend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme (CGT).

De natuurparken worden wegens hun rol in de toeristische ontwikkeling van het Gewest in de gebiedsstructuur opgenomen.

De opgenomen toeristische valleien zijn de valleien met een regionale toeristische uitstraling. Andere toeristische valleien kunnen evenwel een subregionale erkenning krijgen.

HST stopplaats Pairi Daiza.

Op basis van de gegevens van het Commissariaat-generaal voor Toerisme blijkt die keuze voor een sterkere toeristische bereikbaarheid van Henegouwen en Wallonië als geheel vanuit Frankrijk coherent met de huidige toestand van het Waalse toerisme.

De kans om de vliegvelden in de gebiedsstructuur op te nemen.

De maatregel wil zes vliegvelden een opstap verlenen tot steunpunten voor toeristische ontwikkeling. Deze keuze zou geenszins een vorm van steun voor fossiele energie zijn in de uitoefening van bedoelde activiteiten.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

ADVIES

Ref.: AT.18.104.AV

Datum van goedkeuring: 18/12/2018

Ruimtelijk ontwikkelingsplan (ROP) - Ontwerpplan**INLEIDENDE GEGEVENS**

Aanvrager: Minister van Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu, de heer Carlo DI ANTONIO

Datum van ontvangst van de aanvraag: 23/10/2018

Termijn voor adviesverlening: 60 dagen

Wettelijke referentie: Artikel D.II.3, §2, 2e lid van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (CoDT)

Historiek: Op 14/07/2017 heeft de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening (CRAT) een advies uitgebracht over de voorstellen van de gewestelijke doelstellingen voor territoriale ontwikkeling en ruimtelijke ordening (Ref.: CRAT/17/AV.320). De CRAT heeft samen met de Beleidsgroep Leefmilieu op 24/11/2017 een advies uitgebracht over de ontwerpinhoud van het milieueffectenrapport (MER) met betrekking tot het ROP (Ref.: CRAT/17/AV.442). De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening heeft samen met de Beleidsgroep Leefmilieu een gezamenlijk advies geformuleerd over:

- het 1^e voortgangsverslag van het MER op 26/01/2018 (Ref.: AT.18.7.AV)
- het 2^e voortgangsverslag van het MER op 13/04/2018 (Ref.: AT.18.30.AV)

Vorbereiding van het advies: Uitgebreide Afdeling Ruimtelijke planning van het Gewest (4 vergaderingen: 19/11/2018, 28/11/2018, 7/12/2018, 14/12/2018) Het dossier werd op 13/01/2018 voorgesteld door de heren T.BERTHET en J-C. JAUMOTTE van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling en mevrouw F.THONET en de heer T.DUPAIX van het kabinet van minister DI ANTONIO.

Datum van goedkeuring van het advies: 18/12/2018

Korte beschrijving van het dossier:

Deze adviesaanvraag heeft betrekking op het ontwerp van Ruimtelijk Ontwikkelingsplan (ROP). Het doel van dit ontwerp is een herziening van het Gewestelijk Ruimtelijk Ontwikkelingsplan (GROP, of SDER in het Frans) dat op 27 mei 1999 door de Waalse

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

regering werd goedgekeurd.

1. ALGEMENE BESCHOUWINGEN**1.1. Vorm en duidelijkheid van het document**

De Beleidsgroep stelt de algemene vorm en duidelijkheid van het document op prijs. Hij wijst op de inspanning om het document vorm te geven en te structureren.

De Beleidsgroep waardeert in het bijzonder de aanwezigheid van een inleidend gedeelte, dat de rol van het ROP schetst en het ROP in context plaatst en kadert. Zo'n inleidend gedeelte zorgt er mee voor dat iedereen het ROP goed begrijpt.

De Beleidsgroep juicht toe dat er een woordenlijst is die ook helpt om het document voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk te maken. Hij vindt wel dat bepaalde begrippen nader toegelicht en toegevoegd dienen te worden, zoals: "nieuwe wijk", "mertropoliseringsfuncties", "stads- en dorpskernen" (verschil met de begrippen centrum/stedelijk centrum/stadscentrum), "artificialisatie", "stad" (in verhouding tot pool), "stad Tonicités", "Community land trust", "bevoorrechte initiatiefgebieden", ... Verder zijn er een aantal begrippen die geactualiseerd dienen te worden, waaronder die van de natuurparken (decreet van 3 juli 2008).

De Beleidsgroep plaatst wel een aantal kanttekeningen bij de kwaliteit van de kaarten. Die zijn vaak niet nauwkeurig of niet coherent genoeg, waardoor ze onduidelijk zijn en het verschil tussen de bestaande toestand en de "te ontwikkelen toestand" moeilijk te zien is. De Beleidsgroep stelt met name de volgende inconsistenties en onvolledigheden vast:

- Het ontbreken van een toekomstgerichte syntheseskaart;
- De kaarten hebben geen titel en er wordt niet naar verwezen;
- Bepaalde elementen van de tekst komen niet terug op de kaarten en omgekeerd, bepaalde elementen komen wel terug op de kaarten, maar worden niet uitgelegd in de tekst waar ze bij horen (bv. kaart van PS.1: het te bouwen HSL-station in Charleroi wordt niet uitgelegd in de tekst; kaart van PS.4: de "te ontwikkelen transregionale en grensoverschrijdende verbinding" tussen Brussel, Namen en Luxemburg staat niet op de kaart; kaart van AM.5: de leidingen komen niet voor in de tekst, maar staan wel op de kaart, enz.);
- Bepaalde kaarten vertonen grote lacunes of bevatten irrelevante informatie (bv. kaart van AM.3: alle mogelijke industriegebieden ontbreken, ...).
- De slechte kwaliteit van de legendes: op eenzelfde kaart wordt één logo gebruikt om verschillende dingen voor te stellen (bv. kaart van PS.1: hetzelfde symbool wordt gebruikt voor de stations van het HSL-netwerk en de stations van het HSL-netwerk die de toegangspoorten naar Wallonië zijn; kaart van PS.4: de stations en luchthavens buiten Wallonië worden met dezelfde logo's voorgesteld als de te ontwikkelen HSL-stations en luchthavens, ...);
- Een gebrek aan consistentie in de nauwkeurigheid van de informatie (bv.: op verschillende kaarten (PS.2, PS.4,...) wordt één symbool gebruikt voor de Waalse polen en de polen buiten Wallonië, maar voor de polen buiten Wallonië is er wel een onderscheid op basis van het aantal inwoners, wat niet het geval is voor de Waalse polen. Moet er volgens deze logica dan aangenomen worden dat de Waalse polen allemaal minder dan 10.000 inwoners hebben?);
- Een gebrek aan consistentie tussen de kaarten (bv. de kaarten van PS.1 en PS.4: de grensoverschrijdende verbinding tussen Charleroi en Parijs via Maubeuge op de kaart van PS.1 staat niet op de kaart van PS.4; kaarten van PS.1, PS.4 en BO.4: de in Aat te ontwikkelen HST-halte op de kaart van BO.5 staat niet op de kaarten van PS.1 en PS.4; kaarten van PS.4 en BE.4: de

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

voormalige spoorlijn Libramont - Bastenaken, die op de kaart van BE.4 staat als "te ontwikkelen fietsnetwerk" en op de kaart van PS.4 als "te ontwikkelen grensoverschrijdende spoorwegverbinding", ...).

De Beleidsgroep betreurt dat er geen papieren document op verzoek beschikbaar was, wat voor een ruimere betrokkenheid gezorgd zou hebben.

Meer in het algemeen stelt de Beleidsgroep vast dat de tekst op bepaalde plaatsen een gebrek aan samenhang vertoont. Zo worden elementen met een verschillende graad van nauwkeurigheid of territoriale schaal soms met elkaar in verband gebracht en vergeleken (bv. bij de beheers- en programmeringsmaatregelen in AM.1, BO.3, ... staan maatregelen met een directe territoriale impact naast aanvullende maatregelen met een indirecte territoriale impact, of algemene maatregelen naast concretere maatregelen).

De Beleidsgroep noteert in het document ook enige verwarring tussen vaststellingen, uitdagingen, doelstellingen en visie. Hij ziet ook dat werkwoorden in de tekst niet coherent vervoegd worden (de tegenwoordige tijd wordt nu eens gebruikt om de bestaande toestand te beschrijven, dan weer om een toekomstvisie te beschrijven - bv. vaststellingen van doelstelling BO.1, doelstelling AM.5, ...). Die twee elementen zorgen voor een moeilijk onderscheid tussen bestaande of gerealiseerde elementen enerzijds en geplande of voorgestelde anderzijds. De Beleidsgroep vraagt om de tekst beter te structureren en de werkwoordstijden consequent te gebruiken, zodat de lezer een duidelijk onderscheid kan maken tussen vaststellingen, uitdagingen, te bereiken doelstellingen, ... De Beleidsgroep stelt ook voor om deze verschillende punten goed te definiëren en de verbanden ertussen te verduidelijken.

In lijn met de opmerking in punt 1.3, paragraaf 2 (bladzijde 5), wordt aangeraden om de doelstellingen grafisch toe te lichten.

Verder merkt de Beleidsgroep op dat de tekst vaak opsommingen bevat in lijstvorm, zonder aan te geven of die volledig dan wel toelichtend zijn. Hij vraagt dan ook om de tekst anders te formuleren, zodat het voor de lezer duidelijk is dat het om voorbeelden gaat, ofwel om volledig te zijn met de opsommingen of om de opsommingen te laten vallen.

1.2. Governance en operationaliteit

In de wetenschap dat het ROP een beleidsinstrument is voor de gewestelijke ruimtelijke ordening en dus een belangrijke rol speelt bij het beheer van dit grondgebied, vindt de Beleidsgroep dat de governance in dit document uitgewerkt had moeten worden. De Beleidsgroep stelt vast dat het document geen bestuurselementen of -instrumenten bevat en geen uitvoerende actoren duidelijk vermeldt. Deze vaststelling werpt dan ook de vraag op over de doeltreffendheid en operationaliteit van het document.

Indien het ROP zich niet uitspreekt over de governance, hoe kunnen de vastgelegde doelstellingen dan worden bereikt en hoe kan de tenuitvoerlegging ervan worden gewaarborgd?

Voor de Beleidsgroep vereist de operationalisering van het plan onder meer dat:

- Er haalbare en onderling verenigbare doelstellingen worden vastgelegd;
- De actoren die het plan mee zullen uitvoeren bepaald en betrokken worden (gemeenten, intercommunales voor economische ontwikkeling, andere gewesten, ...);
- Er voldoende budget wordt vrijgemaakt en geprioriteerd voor een effectieve uitvoering;

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

- Er vlotte en doeltreffende procedures worden vastgelegd en bestaande procedures waar nodig worden aangepast of gestroomlijnd;
- Er doeltreffende en operationele beheers- en programmeringsmaatregelen en opvolgingsmaatregelen worden opgezet.

Wat de doelstellingen betreft, is de Beleidsgroep tevreden dat het ROP de grote ambities bevestigt wat betreft het verminderen van het grondgebruik, het creëren van woningen, het vrijwaren van het erfgoed, enz. Zonder deze doelstellingen in twijfel te trekken, stelt de Beleidsgroep wel de individuele en collectieve haalbaarheid ervan in vraag. Is het mogelijk om deze doelstellingen te combineren? Wat zijn de gevolgen daarvan? Is dit gekwantificeerd (bv. invloed van de gemiddelde woningomvang, met name als gevolg van de doelstellingen van verdichting en vermindering van het grondgebruik)? Bovendien kunnen sommige doelstellingen tegenstrijdig blijken als ze niet goed worden beheerd.

Wat de actoren betreft, stelt de Beleidsgroep vast dat de uitvoering van het ROP voornamelijk berust op de vertaling van de doelstellingen ervan in gemeentelijke of meergemeentelijke plannen en bijgevolg op de capaciteit en goodwill van de gemeenten. Hoe kan het Gewest er zeker van zijn dat ze het document onderschrijven, volgen en implementeren? Over welke middelen zullen zij daarvoor beschikken? Hoe kunnen ze worden aangemoedigd om met elkaar samen te werken? De Beleidsgroep juicht toe dat men de gemeenten wil betrekken bij het ontwerp van de ruimtelijke ontwikkeling, en benadrukt dat het essentieel is om ervoor te zorgen dat die het project onderschrijven, en dat er in dit geval plannen en gidsen worden opgesteld zoals voorzien door het CoDT, in plaats van hybride documenten, en dat er begeleidende maatregelen worden voorzien om hen te stimuleren het project uit te voeren (subsidies, vereenvoudiging van procedures, communicatie, overleg, enz.). Bovendien lijken de voorgestelde ROP's te vaak voorbij te gaan aan het institutionele en regelgevende kader (Federaal, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, interregionale samenwerkingsakkoorden) en aan de territoriale betrokkenheid van andere actoren (mobiliteitsactoren zoals Infrabel, NMBS, de intercommunales, enz.) waar verschillende doelstellingen en maatregelen op berusten. De Beleidsgroep acht samenwerking en overleg tussen alle actoren dan ook fundamenteel noodzakelijk.

Voor de uitvoering van het ROP moet er ook voldoende budget uitgetrokken worden. Het ROP verwijst meermaals naar het gebruik van operationele ontwikkelingsinstrumenten zoals de stadsheroplevings- en vernieuwingsmechanismen en de reconversie van te herontwikkelen sites (SAR). De middelen die voor deze instrumenten worden uitgetrokken, zijn echter beperkt. Het is daarom absoluut noodzakelijk dat de nodige budgetten ervoor worden uitgetrokken. Deze budgettaire keuze is ook een exclusieve hefboom van de gewestelijke overheid.

In dit verband deelt de Beleidsgroep mee dat hij op 18 december 2018 een initiatiefadvies heeft uitgebracht over het gebruik van budgetten voor operationele ontwikkelingsinstrumenten (ref.: AT.18.106.AV). In dit advies wijst de Beleidsgroep enerzijds op het beperkte budget voor operaties in het kader van de wederopbouw van de stad op de stad en anderzijds op het gebrek aan zichtbaarheid van alle middelen uitgetrokken voor het stadsbeleid in het algemeen. De Beleidsgroep benadrukt dan ook de noodzaak om een meer geïntegreerde visie te hebben tussen de verschillende mogelijke subsidiebronnen en om de budgetten opnieuw in evenwicht te brengen om het beleid van ruimtelijke ordening en stadsheropleving, gedragen door Wallonië, zo goed mogelijk uit te voeren.

Wat de procedures betreft, is het essentieel om de procedures van het CoDT en die van het ROP op elkaar af stemmen en te vereenvoudigen met het oog op een grotere efficiëntie.

Wat de in te voeren beheers- en programmeringsmaatregelen en opvolgingsmaatregelen tot slot betreft, beveelt de Beleidsgroep de meest operationele maatregelen aan. Hij vindt dat hun operationaliteit en relevantie beoordeeld moeten worden. Bovendien moeten de in de tekst genoemde beheers- en programmeringsmaatregelen volgens de Beleidsgroep niet als exhaustief of cumulatief worden beschouwd, zodra de projecten de door het ROP nagestreefde doelstellingen bereiken.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

1.3. Evolutie van het document

Het ROP definieert een visie voor Wallonië tegen 2030 en 2050 en bepaalt doelstellingen om die te bereiken. Bovendien maakt het ROP deel uit van een wereld die voortdurend in verandering is (verandering in mentaliteit, praktijken, kennis, technologieën, internationale belastingen, enz.) Het zal dus snel moeten evolueren om gelijke tred te houden met de maatschappij.

Voor de Beleidsgroep vormen de doelstellingen van het ROP de basis voor een duurzame ontwikkeling tot 2030 en 2050. Het evoluerende karakter van het ROP ligt in zijn operationalisering en zijn kaarten. Dat zijn de zaken die flexibel zijn en aangepast moeten worden om het evoluerende karakter van het ROP te garanderen zonder te raken aan de doelstellingen ervan.

1.4. Opvolgings- en evaluatiemaatregelen

De Beleidsgroep stelt het op prijs dat het ROP opvolgingsmaatregelen bevat. Die zijn belangrijk om de gevolgen van het ROP te kunnen beoordelen en de evolutie ervan te kunnen kaderen.

Hij betreurt wel dat in het document niet wordt aangegeven hoe deze maatregelen werden vastgelegd en hoe ze zullen worden behandeld en in aanmerking genomen.

De Beleidsgroep dringt erop aan dat de verzamelde opvolgingsgegevens gecentraliseerd worden om trends beter te kunnen beoordelen en opdat ze altijd voor iedereen toegankelijk zouden zijn.

Meer in het algemeen plaatst de Beleidsgroep vraagtekens bij de evaluatiemethode die voor het ROP in zijn geheel wordt gebruikt.

1.5. Grootstedelijke dynamiek versus interne dynamiek, territoriale cohesie en synergie

De Beleidsgroep waardeert de grootstedelijke en multipolaire dynamiek die erop gericht is om metropolen en polen te bevestigen en van daaruit de ontwikkeling te bevoelen. Hij is wel van mening dat deze dynamiek niet exclusief mag zijn en niet ten koste mag gaan van de territoriale dynamieken en de bestaande activiteiten buiten hun invloedssfeer.

Het begrip territoriale cohesie is een essentieel element voor de ruimtelijke ontwikkeling van Wallonië. De Beleidsgroep betreurt dat dit begrip in het document niet wordt benadrukt. Voor de Beleidsgroep gaat de ruimtelijke ontwikkeling van Wallonië ook over de ondersteuning van achtergestelde gebieden en endogene ontwikkelingsdynamieken, en niet alleen over de versterking van de polen, die over eigen middelen beschikken.

In het algemeen vindt de Beleidsgroep dat er gestreefd moet worden naar synergie en complementariteit, vóór elke vorm van bemiddeling.

1.6. Belgische territoriale en institutionele banden

De Beleidsgroep stelt vast dat het ROP hoofdzakelijk gericht is op het buitenland en de territoriale en institutionele banden binnen België negeert. Zo worden de bestaande banden met Brussel, met name via de Federatie Wallonië-Brussel, het werkgelegenheidsgebied dat ze vertegenwoordigt en de territoriale impact die ze heeft op het vlak van huisvesting, activiteiten en mobiliteit, genegeerd. Hetzelfde geldt voor de banden met Vlaanderen. De Beleidsgroep wijst er nochtans op dat verschillende maatregelen gebaseerd zijn op andere machtsniveaus of op samenwerking tussen de machtsniveaus (federaal niveau, interregionale samenwerking, Duitstalige gemeenschap, enz.). Hij vraagt om deze banden in het voorgestelde document sterker te benadrukken.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

1.7. Samenhang met andere gewestelijke beleidsdomeinen

De Beleidsgroep is van oordeel dat de samenhang tussen de verschillende gewestelijke strategische documenten een essentieel element is om een wezenlijk globaal project voor Wallonië te definiëren. Hij dringt erop aan dat het ROP volledig in zo'n aanpak kadert. Hij wijst met name op het essentiële verband tussen het ROP en de toekomstige gewestelijke mobiliteitsstrategie. Die laatste moet kaderen in de door het ROP opgezette territoriale structuur. De samenhang met de volgende documenten kan ook vermeld worden: het Lucht-klimaat-energieplan (PACE), het Gewestelijk plan voor commerciële ontwikkeling (SRDC), ...

1.8. Voorafgaande raadpleging

Gelet op het belangrijke verband tussen mobiliteit en territoriale structuur dat in de tekst duidelijk naar voren komt, betreurt de Beleidsgroep het gebrek aan overleg met belangrijke mobiliteitsactoren (NMBS, TEC, ...).

Hetzelfde geldt voor de gemeenten. Gelet op de belangrijke rol die zij toebedeeld krijgen voor de uitvoering van het ROP, en om hun betrokkenheid bij het project voor het Waalse grondgebied te stimuleren, zou voorafgaand overleg op zijn plaats geweest zijn.

2. BESCHOUWINGEN MET BETREKKING TOT HET INLEIDENDE GEDEELTE

2.1. Wat is het ruimtelijke ontwikkelingsplan?

Zoals eerder vermeld, waardeert de Beleidsgroep dit inleidende gedeelte van het document.

Om beter overeen te stemmen met de definitie van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (Art. D.II.2, §1, 1^e lid), vraagt de Beleidsgroep wel om de 1^e zin van de vijfde paragraaf aan te passen, door "*kunnen bepalen*" te vervangen door "*bepalen*": "*Het ruimtelijke ontwikkelingsplan (ROP) is het juridische instrument waarmee de gewestelijke overheden ~~kunnen bepalen~~ bepalen welke strategie ze willen uitvoeren om concreet gestalte te geven aan het project dat ze op het grondgebied voorstellen.*"

De Beleidsgroep is ook van mening dat de zesde paragraaf dubbelzinnig is. Voor de Beleidsgroep is het ROP per definitie een bestuursinstrument (zie punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4). Hoewel het een zekere invloed heeft op beslissingen die genomen moeten worden op het vlak van budgetten en subsidies, is het geen bestuurs- of programmeringsinstrument op budgettair vlak. En dus moet "begrotings-", omwille van de duidelijkheid, verplaatst worden om zowel naar de term "*bestuur*" als de term "*programming*" te verwijzen.

2.2. Het kader van het project voor het Waalse grondgebied

2.2.1. De prioriteiten van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Met betrekking tot de prioriteiten van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, formuleert de Beleidsgroep een aantal beschouwingen over de interpretatie van deze prioriteiten in het ROP:

- De Beleidsgroep erkent dat de nadruk moet liggen op de metropolen, maar vindt het belangrijk dat de dynamieken van de socio-economische ontwikkeling buiten de metropolen of grootstedelijke assen niet worden vergeten (zie punt 1.5 van de algemene beschouwingen, pagina 5). Zo vindt de Beleidsgroep dat in de tweede zin van het 2^e lid na "metropolen" het woord "polen" moet worden toegevoegd: "*Dit houdt in dat wordt voortgebouwd op de dynamiek van de bestaande metropolen, polen en economische netwerken (...)*".

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

- De Beleidsgroep wijst op het belang van het begrip territoriale cohesie (zie punt 1.5 van de algemene beschouwingen, pagina 5). De ruimtelijke ontwikkeling van Wallonië gebeurt ook door ondersteuning van achtergestelde gebieden en niet alleen door de versterking van de polen en metropolen. Hij stelt voor om dit element toe te voegen, bijvoorbeeld in de laatste zin van het 2e lid: "*Het gaat ook om de ondersteuning van de complementariteit ~~en~~ de netwerkvorming en solidariteit van de gebieden en de solidariteit tussen de gebieden, waarvan de specifieke kenmerken in stand moeten worden gehouden.*"

De structurerende openbare voorzieningen (ziekenhuizen, sport- of cultuurcentra) zijn centrale elementen die benadrukt dienen te worden, net zoals universiteiten en wetenschapsparken. De Beleidsgroep stelt voor om deze elementen toe te voegen aan de lijst van elementen die in de 2^e zin van het tweede lid worden genoemd.

- Met betrekking tot het 4e lid over het beheer van de mobiliteit vindt de Beleidsgroep de formulering over de rationalisering van het goederenvervoer niet duidelijk. Het vervoer, momenteel voornamelijk over de weg, is namelijk rationeel. Het is dan ook beter om het te "laten evolueren": "*Het gaat er niet enkel om de verstedelijkte gebieden tegen redelijke kosten te bedienen via andere vervoerswijzen dan de personenauto, maar ook om het goederenvervoer te ~~rationaliseren~~ laten evolueren.*"

2.2.2. Toekomstige uitdagingen

De Beleidsgroep meent dat de troeven van Wallonië niet alleen steunen op de knowhow van zijn inwoners, maar ook op die van alle actoren in de samenleving. Hij stelt voor om de 1^e zin van de 2^e alinea als volgt aan te passen: "*De belangrijkste troeven zijn de beschikbare ruimte, de primaire en natuurlijke hulpbronnen van het grondgebied, de dichtheid van het verkeersnetwerk en ~~de van haar knowhow van de bewoners.~~*"

Wat de uitdagingen betreft, formuleert de Beleidsgroep de volgende beschouwingen en aanpassingsvoorstellen:

- Sociale cohesie en gezondheid: deze uitdagingen komen niet tot uiting in het document. Zij worden noch territoriaal uitgesplitst, noch in de uitvoeringsmaatregelen verwerkt. De Beleidsgroep stelt voor die als volgt aan te vullen: "*(...) zet Wallonië zich in voor de bescherming van de gezondheid en de bevordering van het welzijn van iedereen van alle leeftijden op het hele grondgebied van Wallonië.*"
- Mobiliteit: hier moet het goederenvervoer geïntegreerd worden: "*(...) bevestigt Wallonië zijn wens om de mobiliteit onder controle te houden en voorrang te geven aan andere vervoerswijzen dan de personenwagens en de vrachtwagens.*"
- Biodiversiteit en klimaat: de Beleidsgroep merkt op dat deze uitdagingen, in tegenstelling tot de andere genoemde uitdagingen, niet erg ambitieus zijn en enkel gericht zijn op het beperken van bedreigingen of gevolgen. Ze moeten worden aangepast om ambitieuzer en positiever te zijn. Zo vindt de Beleidsgroep bijvoorbeeld dat de uitdaging biodiversiteit als volgt moet worden aangevuld: "*(...) zet Wallonië zich in om de bedreigingen voor natuurlijke leefmilieus en soorten te verminderen, en de ecosysteemdiensten te herstellen.*"
- Afval: ook deze uitdaging is niet ambitieus genoeg. Voor de Beleidsgroep is het beste afval het afval dat niet bestaat. De nadruk moet liggen op het de minimalisering van de afvalproductie. De Beleidsgroep stelt de volgende aanpassing voor: "*(...) vermindert Wallonië zijn productie van afval en geeft het de voorkeur aan economische organisatiemethoden die de minimalisering, recyclage en de terugwinning van afval integreren.*"

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

2.2.3. De contextuele analyse

De Beleidsgroep stelt het schema onderaan op pagina 10 op prijs. Hij betreurt wel dat het verband met het gewestelijke ruimtelijke ontwikkelingsplan (GROP) niet wordt gelegd. Het zou interessant geweest zijn om daar een kleine balans van op te maken en aan te geven of het ROP er al dan niet op voortbouwt. Dit laatste punt wordt gespecificeerd op pagina 16 van het ROP.

2.3. Een visie voor het grondgebied tegen 2050

2.3.1. Een metropolisering die Wallonië bevoeit in zijn volledige creatieve netwerk

De Beleidsgroep is van mening dat de tekst op dit punt verwijst naar onduidelijke begrippen die moeten worden gedefinieerd: "metropoliseringsfunctie", "Waalse creatieve district", "innovatieve activiteiten".

De Beleidsgroep moedigt de voorgestelde grootstedelijke dynamiek aan die erop gericht is om de grote polen van Charleroi en Luik te bevestigen en de ontwikkeling van daaruit te bevoeien. Hij wijst er echter op dat deze dynamiek niet exclusief mag zijn en niet ten koste mag gaan van het bestaande systeem. In functie van de lokale en subregionale specifieke kenmerken moeten de activiteiten buiten de grootstedelijke gebieden gehandhaafd en ontwikkeld kunnen worden (zie punt 1.5 van de algemene beschouwingen, pagina 5).

Met betrekking tot de innovatieve activiteiten in verband met de kennismaatschappij plaatst de Beleidsgroep vraagtekens bij de in de tweede paragraaf opgesomde lijst. Waar is die op gebaseerd? Is die lijst volledig en exclusief? Is er rekening gehouden met de Waalse concurrentiepolen? De Beleidsgroep stelt voor om deze lijst te schrappen en de zin als volgt aan te passen: "(...) *activeren het hele Waalse creatieve district rond innovatieve en performante activiteiten in verband met de kennismaatschappij.*"

2.3.2. Een Wallonië dat zijn interregionale en grensoverschrijdende banden heeft geherconfigureerd en opnieuw heeft aangehaald

De Beleidsgroep vindt dat de banden tussen de andere Belgische metropolen, waaronder Brussel, duidelijk moeten worden aangegeven. Hij herinnert aan zijn punt 1.6 van de algemene beschouwingen op bladzijde 5.

De Beleidsgroep twijfelt aan de relevantie van de laatste zin van dit 2e punt, die onduidelijk is, verschillende begrippen naast elkaar zet en, zonder link met het onderwerp in kwestie, Namen en zijn "diplomatieke" rol integreert.

2.3.3. Een fysiek en digitaal verbonden, creatief, aantrekkelijk en open Wallonië

In lijn met punt 2.2.2 (pagina 7) wordt de economische transformatie van Wallonië niet alleen door zijn inwoners gedragen. De Beleidsgroep stelt voor om de zin als volgt aan te passen: "*Wallonië is erin geslaagd om zijn economische structuur te transformeren door zowel de creativiteit van zijn ondernemers en zijn inwoners als zijn connecties met de rest van de wereld te kapitaliseren.*"

2.3.4. Grond, landschap, mensen en lokale productie als territoriale hulpbronnen en waardeketens

Net als in het vorige punt is de betrokkenheid van alle actoren op het grondgebied noodzakelijk en niet alleen die van de bewoners. De Beleidsgroep stelt voor om de voorlaatste zin als volgt aan te passen: "*Net als bij het stedelijk en cultureel erfgoed heeft het behoud van de kwaliteit van het natuurlijk erfgoed het voorwerp uitgemaakt van een duidelijk beleid en een sterke betrokkenheid van de bewoners van alle actoren van het grondgebied (bewoners, overheden, bedrijven, enz.).*"

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

2.3.5. Energie-, klimaat- en demografische transitie als belangrijke territoriale hefboomen

Zoals hoger reeds aangehaald (zie punt 1.6 van de algemene beschouwingen, pagina 5), stelt de Beleidsgroep vast dat het federale niveau wordt genegeerd.

2.3.6. Conclusie: de co-ontwikkeling van Wallonië en zijn gebieden

De Beleidsgroep vindt dat de laatste paragraaf van de conclusie punt 1 van de conclusie tegenspreekt.

2.4. Een territoriale strategie voor Wallonië

De Beleidsgroep steunt de benadering om voort te bouwen op bestaande structuren of dynamieken. Hij vindt wel dat de doeltreffendheid van deze structuren of dynamieken waarop kan worden voortgebouwd, vooraf in vraag gesteld moet worden. Er moet ook even veel aandacht besteed worden aan wat er intern in Wallonië gebeurt als aan wat er via samenwerking buiten Wallonië gebeurt.

De Beleidsgroep is ook van mening dat de doeltreffendheid van structuren zoals de transregionale en grensoverschrijdende samenwerkingsgebieden, en in het bijzonder de verschillende bestaande structuren vermeld in paragraaf 2 van pagina 18 (de Brusselse grootstedelijke gemeenschap, de Euregio Maas-Rijn, de Eurometropool, de Grote Regio, het Drielandenpark), vooraf moet worden geëvalueerd. Op basis van deze evaluatie kan, indien nodig, een rationalisering van deze structuren worden overwogen.

De Beleidsgroep vindt dat de bestaande samenwerkingsdynamieken, die bovengemeentelijk, intern in Wallonië of endogeen zijn, onvoldoende worden benadrukt. De Beleidsgroep vraagt dan ook dat het endogene ontwikkelingsgebied wordt uitgebreid om al deze lokale dynamieken die op het hele Waalse grondgebied bestaan te integreren. Grafisch gezien zou dit gebied dus het hele Waalse grondgebied moeten bestrijken en de grootstedelijke en gedeelde ontwikkelingsgebieden zouden het dus overstijgen.

De Beleidsgroep vindt dat de verschillende soorten ontwikkelingsgebieden (grootstedelijk, gedeeld en endogeen) in dit hoofdstuk nader moeten worden besproken. Hij vindt ook dat er verwarring is tussen de transregionale en grensoverschrijdende samenwerkingsgebieden enerzijds en de gemeenschappelijke ontwikkelingsgebieden anderzijds, die moet worden weggewerkt.

Tot slot vindt de Beleidsgroep de lijst in de eerste paragraaf van pagina 19 niet relevant, aangezien die zowat het hele Waalse grondgebied bestrijkt. Hij stelt voor om het als volgt te herformuleren: "*De economische activiteiten moeten zowel in stedelijke als in landelijke gebieden plaatsvinden, afgestemd op de specifieke ruimtelijke kenmerken en rekening houdend met de volgende punten:*".

3. BESCHOUWINGEN PER DOELSTELLING

3.1. Zich positioneren en structureren

3.1.1. PS.1 - De rol van Wallonië in de Europese metropolitane dynamiek vergroten

a) Vaststellingen & Uitdagingen

Deze eerste doelstelling houdt in dat Wallonië zijn positie in de dynamiek en de netwerken rond Wallonië bevestigt. Voor de Beleidsgroep moet de logica worden omgekeerd. De prioriteit moet liggen bij de Waalse ontwikkeling, en vervolgens bij de exogene dynamieken die de Waalse ontwikkeling ten goede zouden komen.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

De Beleidsgroep is verbaasd dat Brussel en de hele grootstedelijke dynamiek errond niet aan bod komen (zie punt 1.6 van de algemene beschouwingen, pagina 5).

De Beleidsgroep stelt voor om de verwijzing naar het Marshallplan in de laatste zin van de 3^e paragraaf van de vaststellingen te schrappen. Hij vindt dat deze verwijzing niet thuishoort in een strategisch document met een langetermijnvisie.

De Beleidsgroep begrijpt de reikwijdte van het hoofdstuk "uitdagingen" niet. De formulering suggereert dat de uitdagingen subdoelstellingen zijn van doelstelling PS.1. Bovendien zijn de verbanden tussen de doelstellingen, vaststellingen en uitdagingen niet erg duidelijk. De Beleidsgroep stelt voor om deze verschillende punten duidelijk te definiëren en de eventuele verbanden tussen deze punten te beschrijven (zie punt 1.1 van de algemene beschouwingen, pagina 3).

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 1: De verankering van de grootstedelijke activiteiten in Wallonië versterken

De Beleidsgroep onderschrijft de versterking van de grote polen van Charleroi en Luik. Hij wijst er wel op dat deze versterking niet ten koste mag gaan van de bestaande dynamieken en activiteiten buiten die polen (zie punt 1.5 van de algemene beschouwingen, pagina 5).

De Beleidsgroep plaatst vraagtekens bij de stelling in paragraaf 2 dat de polen van Charleroi en Luik een universiteit zouden moeten hebben. Heeft men de ambitie om een universiteit op te richten in Charleroi of is het de bedoeling om er de bestaande faciliteiten van de ULB, UCL en U-Mons te versterken?

De polen van Charleroi en Luik en de gewestelijke hoofdstad Namen aantrekkelijker maken

Voor de Beleidsgroep moeten de metropolen in staat zijn om alle soorten economie te ontvangen en niet alleen de "kenniseconomie", zoals de tekst van paragraaf 1 impliceert.

Zoals reeds eerder vermeld, mag de rol van Namen in de ruimtelijke structuur niet beperkt blijven tot zijn statuut van Waalse hoofdstad (de aanwezigheid van gewestelijke besturen) en zijn toeristische en erfgoedkundige troeven. Namen is een tertiaire stad met vestigingen van verschillende economische spelers. Het is ook de op twee na grootste Waalse stad qua inwoners.

Tot slot stelt de Beleidsgroep een verschil in nauwkeurigheid vast tussen de zeer specifieke bewoordingen van paragraaf 2 en de algemenere van de paragrafen 1 en 3.

Principe 3: De polen van Charleroi en Luik, de gewestelijke hoofdstad Namen en de toegangspoorten van Wallonië verbinden met de verkeersnetwerken op Europees niveau

De Beleidsgroep stelt vast dat de tekst naar drie Waalse havens verwijst, terwijl Wallonië vier autonome havens heeft. De Beleidsgroep vraagt zich af waarom ze niet allemaal in aanmerking genomen zijn.

De Beleidsgroep merkt op dat de "te versterken assen" (alle vervoerswijzen samen) zich, met uitzondering van Brussel, uitsluitend op Frankrijk of binnen Wallonië richten. Wat met de assen naar Vlaanderen of Duitsland (bv. Luik-Antwerpen, Luik-Ruhr)? De Beleidsgroep stelt zich ook vragen bij de afwezigheid van de as naar Parijs via Bergen (Brussel-Parijs-Bergen).

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Territoriale structuur

De Beleidsgroep stelt vast dat de Waalse waterwegen niet is weergegeven. Die maakt nochtans deel uit van het trans-Europese vervoersnetwerk TEN-V. Hij vraagt dan ook om deze as toe te voegen.

Zoals hoger vermeld, vindt de Beleidsgroep dat er te versterken assen (in het oranje op de kaart) naar Vlaanderen en Duitsland moeten worden voorzien en weergegeven.

De Beleidsgroep plaatst vraagtekens bij de vermelding op de kaart van een "te ontwikkelen HST-station" in Charleroi, zonder dat die doelstelling elders in de tekst wordt toegelicht: tot welk netwerk behoort dat (te creëren nieuwe HSL? tussen welke stations?)? Waar zou het komen: Charleroi-Zuid, Charleroi-West, op de luchthaven in Gosselies? Daarnaast heeft de Beleidsgroep vragen bij het ontbreken op de kaart van de "te ontwikkelen HST-halte" bij Aat, die op de kaart voor de toeristische doelstelling (BO.5) staat (zie punt 1.1 van de algemene beschouwingen, pagina 2).

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt vast dat er voor deze doelstelling geen beheers- en programmeringsmaatregelen zijn. Hij vraagt zich af waarom dat is en vindt het nodig om te verduidelijken wat men verstaat onder de term "versterking" in de drie principes voor de uitvoering van doelstelling PS.1 (versterking van de verankering van de grootstedelijke activiteiten, versterking van de aantrekkelijkheid van de polen en te versterken verbindingssassen).

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep vindt dat de opvolgingsmaatregelen niet erg operationeel zijn. Hoe kan er, op basis van de gemiddelde jaarlijkse evolutie van de Waalse export van goederen en diensten, vastgesteld worden wat er uit de metropolen komt? In plaats van het aantal en de diversiteit van de voorgestelde opleidingen per pool, vindt de Beleidsgroep dat het aantal afgestudeerden meer zegt.

De laatste opvolgingsmaatregel, geformuleerd als "*analyse van de aansluiting van de luchthavens op de openbaarvervoersnetten*", is niet kwantificeerbaar. Dat is veeleer een beheersmaatregel. Die zou vervangen moeten worden door de evolutie van het aantal mensen dat het openbaar vervoer heeft gebruikt om naar de luchthavens te gaan.

3.1.2. PS.2 - Wallonië integreren in transregionale en grensoverschrijdende socio-economische netwerken

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep begrijpt de verwijzing naar het evenwichtsherstel in het Brussels grootstedelijk gebied op het gebied van transregionale tewerkstelling niet (paragraaf 3). Hij vraagt dat deze zin wordt toegelicht.

De laatste paragraaf van de vaststellingen verwijst naar het grensoverschrijdende samenwerkingsprogramma Interreg. De Beleidsgroep vraagt zich af waarom er alleen op dit programma wordt gefocust, dat bovendien van korte duur is. Hij stelt dan ook voor om de zin als volgt de wijzigen: "*Wallonië neemt deel ~~aan het~~ aan grensoverschrijdende samenwerkingsprogramma's zoals Interreg die tot doel hebben de gezamenlijke, verenigde en evenwichtige ontwikkeling van grensoverschrijdende gebieden te bevorderen [...].*"

In dezelfde paragraaf stelt de Beleidsgroep vast dat in de laatste zin domeinen met verschillende logica's en dynamieken naast elkaar worden gezet: handelsvestigingen hebben een zuiver economische en concurrentiële logica, terwijl de andere genoemde domeinen deel uitmaken van een logica van strategische ruimtelijke ordening.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Tot slot stelt de Beleidsgroep vast dat de traditionele economie over het hoofd wordt gezien, terwijl die toch tot het socio-economische netwerk behoort, een bron van ontwikkeling is en jobs creëert. Ze wordt niet vermeldt bij de vaststellingen, noch bij de maatregelen.

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 1: Wallonië een plaats laten innemen in de transregionale en grensoverschrijdende socio-economische netwerken en de ontwikkeling van de grensgebieden ondersteunen

Zoals aangegeven in punt 2.4 (pagina 9) plaatst de Beleidsgroep vraagtekens bij de reële toegevoegde waarde van de bestaande samenwerkingsstructuren. Hij wijst er ook op dat er naast deze belangrijke overeenkomsten, zowel binnen Wallonië als erbuiten, nog doeltreffende uitwisselingen en dynamieken zijn.

Tot slot vraagt de Beleidsgroep om duidelijk aan te geven wat men bedoelt met het samenwerkingsnetwerk "Stad Tonicités".

Principe 2: De diensten en de faciliteiten delen tussen de grensgebieden, de regio's en de buurlanden

Hoewel het delen van diensten en faciliteiten tussen grensgebieden zeker relevant is en aangemoedigd moet worden, mag er niet passief gewacht worden op een ontwikkeling die uitsluitend uit externe dynamieken zou voortvloeien. Voor de Beleidsgroep moet de prioriteit liggen bij samenwerking binnen Wallonië. Hij wijst op de nood aan ondersteuning van de lokale ruimtelijke dynamiek en van ruimtelijke solidariteit met achtergestelde grensgebieden in het bijzonder (zie punt 1.5 van de algemene beschouwingen, pagina 5).

Principe 3: De grensgebieden met de regio's en buurlanden verbinden

De Beleidsgroep stelt zich vragen bij het gebruik van de term "steden" hier, tegenover "polen". De Beleidsgroep vraagt om deze term te verduidelijken.

Verder vindt de Beleidsgroep het opvallend dat de steden in de buurt van Wallonië waarmee de verbinding moet worden verbeterd, haast uitsluitend Frans zijn. Er wordt geen melding gemaakt van Brussel, de Vlaamse (op Leuven na), Duitse en Nederlandse steden.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt vast dat de beheers- en programmeringsmaatregelen een institutioneel en bestuurlijk karakter hebben. Er moet ook ingezet worden op concretere maatregelen.

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep verwijst nogmaals naar zijn punt 2.4 (pagina 9). Hij vindt dat een evaluatie van het aantal transregionale en grensoverschrijdende samenwerkingsverbanden enkel zin heeft als de precieze inhoud van deze overeenkomsten bekend is en hun relevantie vaststaat.

De Beleidsgroep vindt wegtellingen geen relevante gegevens, omdat er geen verband is met de grensgebieden.

3.1.3. PS.3 - Op de multipolaire structuur van Wallonië voortbouwen en de complementariteit tussen gebieden bevorderen met behoud van hun specifieke kenmerken

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep dringt erop aan om de activiteiten, diensten en faciliteiten af te stemmen op de specifieke kenmerken van het grondgebied.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

In tegenstelling tot wat in de laatste paragraaf wordt gesteld, is de Beleidsgroep van mening dat het ontstaan en de ontwikkeling van economische activiteiten in plattelandsgebieden verenigbaar kan zijn met de structuur en de leesbaarheid van het gebied, zeker als het gaat om de ontwikkeling van endogene economische activiteiten, in tegenstelling tot exogene activiteiten die de stedelijke gebieden zouden vermijden. Hij stelt dan ook voor om de paragraaf als volgt te formuleren: "*De verspreiding van bepaalde vormen van economische activiteiten binnen plattelandsgebieden en de ongeschikte ligging van bepaalde grondreserves hebben kunnen, in bepaalde gevallen, een impact hebben op de structuur en de leesbaarheid van het grondgebied.*"

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 1: De polen consolideren als steunpunten voor de ontwikkeling van het gebied

Zoals hierboven reeds aangehaald, vraagt de Beleidsgroep om de term "steden" te definiëren.

Voor de Beleidsgroep moet de ontwikkeling van elk gebied afgestemd worden op de dynamiek van polen of steden die ver buiten zichzelf uitstralen, in plaats van mee te spelen in die dynamiek. De lokale ontwikkelingsdynamieken mogen immers niet enkel op basis van dit criterium worden ontmoedigd. De Beleidsgroep vraagt dan ook om de 2^e zin van de tekst als volgt aan te passen: "*De ambitie bestaat erin om de ontwikkeling van elk gebied af te stemmen te laten meespelen op in de dynamiek van steden die ver buiten zichzelf uitstralen of werkgelegenheid concentreren.*"

Wat de polen en hun selectie betreft, vindt de Beleidsgroep het goed dat het om een open lijst gaat die kan worden gewijzigd naarmate er al dan niet aan criteria is voldaan. Hij plaatst wel vraagtekens bij de selectiemethode en verbaast zich over de keuze voor bepaalde polen (bv. Sprimont-Aywaille).

De Beleidsgroep vestigt ook de aandacht op de mogelijke gevolgen voor steden die niet als pool geselecteerd werden, met name op het vlak van onderhoud en aantrekking van infrastructuur en economische activiteiten, en op het risico dat het statuut van pool nog onbereikbaar wordt voor een niet-geselecteerde stad.

Tot slot vindt de groep dat de ambities die voor de polen worden geformuleerd veel groter zijn dan die voor de metropolen. Die zouden in de tekst over metropolen moeten worden opgenomen en hier zou de nadruk moeten liggen op wat specifiek is voor polen.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Principe 2: De polen met elkaar verbinden

De Beleidsgroep vraagt om voorrang te geven aan het versterken van bestaande verbindingen alvorens nieuwe te creëren. Een analyse van de relevantie van het creëren van een nieuwe verbinding is een voorwaarde.

Principe 3: Gebieden groeperen per ontwikkelingsproject

De beschrijving van de ontwikkelingsgebieden is zeer algemeen en omvat zowel elementen die voor elk van de gebieden gelden of van algemene strekking zijn, als specifieke elementen. De Beleidsgroep vraagt daarom om de maatregelen die voor alle gebieden gelden te verzamelen in de inleiding en vervolgens voor elk gebied alleen die maatregelen te vermelden die specifiek voor dat gebied zijn.

Zoals eerder aangehaald (zie punt 2.4, pagina 9), moet het endogene ontwikkelingsgebied worden uitgebreid om alle bovengemeentelijke ontwikkelingsdynamieken die op het hele Waalse grondgebied bestaan te integreren en stimuleren. Grafisch zou dit gebied dus het hele Waalse grondgebied moeten bestrijken. De grootstedelijke en gedeelde ontwikkelingsgebieden zouden dat gebied dus overstijgen.

Voor de gedeelde ontwikkelingsgebieden vindt de Beleidsgroep het vreemd dat er alleen wordt gesproken over de grensgebieden langs de Franse, Luxemburgse en Duitse grenzen. Het grensgebied met het Vlaamse Gewest zou daar ook toe moeten behoren.

De Beleidsgroep vestigt de aandacht op de noodzaak om de verschillen te corrigeren die in dit gebied ontstaan op het gebied van huisvesting en grondynamiek (zie punt 3.2.1, doelstelling AM.1, Beheers- en programmeringsmaatregelen op pagina 17).

De Beleidsgroep is verbaasd dat de dynamiek van de natuurparken enkel onder de gedeelde ontwikkelingsgebieden wordt vermeld en aangewakkerd. Voor de Beleidsgroep moet deze dynamiek, met positieve socio-economische voordelen, voorkomen in alle ontwikkelingsgebieden.

Tot slot begrijpt de Beleidsgroep het belang van de laatste paragraaf niet, aangezien die uitvoeringscriteria bevat.

Territoriale structuur

Zoals eerder aangehaald, vindt de Beleidsgroep dat het endogene ontwikkelingsgebied het hele Waalse grondgebied moet bestrijken. De grootstedelijke en gedeelde ontwikkelingsgebieden zouden het endogene ontwikkelingsgebied overstijgen om hun specifieke kenmerken toe te voegen (zie punt 1.6 op pagina 6 en punt 2.4 op pagina 9). Tot slot zouden de gedeelde ontwikkelingsgebieden ook de grens met Vlaanderen moeten omvatten.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt vast dat voor de uitvoering van deze doelstellingen samenwerkingsverbanden op supragemeentelijk niveau nodig zijn, met name door het opstellen van meergemeentelijke ontwikkelingsplannen. De groep vindt dat ook subregionale samenwerkingsverbanden benadrukt moeten worden.

De Beleidsgroep juicht toe dat men de gemeenten wil betrekken bij de ontwikkeling van het grondgebied, en benadrukt dat het essentieel is om voor voldoende en geschikte middelen te zorgen die hun samenwerking bij de toepassing van dergelijke instrumenten garanderen (stimulansen, vereenvoudiging van procedures, enz.). De Beleidsgroep herinnert aan punt 1.2 van de algemene beschouwingen (pagina's 3 en 4).

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt de volgende opvolgingsmaatregelen voor:

- Evolutie van ziekenhuizen, scholen en culturele faciliteiten buiten de grote agglomeraties;
- Evolutie van de totale oppervlakte van natuurparken.

3.1.4. PS.4 - Van de structurele verkeers- en vervoersnetwerken een hefboom maken om welvaart en duurzame ontwikkeling te creëren

a) Vaststellingen & Uitdagingen

De Beleidsgroep verbaast zich over de stelling in punt 5 dat Wallonië op zijn grondgebied niet over grote multimodale verbindingplatformen voor goederenvervoer beschikt, met uitzondering van Triligiport en de luchthaven van Luik. Worden de multimodale platformen van onder meer Ghlin, Renory en Athus niet als groot beschouwd? Wat is "groot"?

In deze paragraaf wordt ook gewezen op de hoge charterkosten die een grote rem zetten op het intermodale goederenvervoer voor bedrijven. De Beleidsgroep vindt het beter om te spreken van "overslag" dan van "charter". Bovendien zetten niet alleen de kosten een rem, maar ook de organisatorische rompslomp.

De Beleidsgroep vindt het vreemd dat de gegevens van het modale aandeel in het aantal passagierskilometers dateren van 2009. Hij vindt ook dat de strenge opmerking over de staat van de infrastructuur genuanceerd moet worden.

Tot slot betreurt de Beleidsgroep dat het onderhoud van de vervoersnetwerken niet is opgenomen bij de uitdagingen en vraagt om dat toe te voegen.

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 2: De verbindingpunten met de verkeers- en vervoersnetwerken versterken

De Beleidsgroep benadrukt dat de ontwikkeling van de luchthavens dient te gebeuren met naleving van het "klimaatdecreet" dat op 20 februari 2014 werd goedgekeurd.

Territoriale structuur

De Beleidsgroep stelt vast dat bij deze doelstelling twee kaarten horen zonder dat het verschil ertussen wordt uitgelegd.

Hij betreurt dat geen van beide kaarten van de doelstelling PS.4 de bestaande te verbeteren verbindingen bevat. Alleen de bestaande en "te ontwikkelen" staan erop, zonder dat het verschil tussen de twee altijd duidelijk is. De Beleidsgroep vindt dat er een duidelijk onderscheid gemaakt moet worden tussen "bestaand", "te verbeteren" en "te ontwikkelen/creëren".

De Beleidsgroep merkt op dat de "te ontwikkelen transregionale en grensoverschrijdende verbinding" tussen Brussel, Namen en Luxemburg niet op de eerste kaart staat. Hij vraagt dat deze verbinding wordt opgenomen, zodat de uitvoeringsprincipes en de beheers- en programmeringsmaatregelen grafisch worden weergegeven.

Daarnaast plaatst de Beleidsgroep vraagtekens bij de grafische voorstelling van de nieuwe te ontwikkelen Waalse hogesnelheidsas tussen Luik en Doornik (groene pijl op de eerste kaart). Is het de ambitie om een HSL-station in Doornik te ontwikkelen? Om verwarring te voorkomen, acht de

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Beleidsgroep het beter om de groene pijl door te trekken tot in Rijsel, waarbij hij wel duidelijk door Doornik gaat.

Verder merkt de Beleidsgroep op dat een aantal ontwikkelingsprojecten niet op deze kaart voorkomen, zoals de versterking van bepaalde binnenvaarthavens en -faciliteiten.

Tot slot wijst de Beleidsgroep, zoals eerder aangehaald (zie punt 1.1 van de algemene beschouwingen, pagina 2), op de zwakte van de legende (stations en luchthavens buiten Wallonië die worden weergegeven als te ontwikkelen HSL-stations en luchthavens) en op het gebrek aan consistentie met andere kaarten (ontbreken van de grensoverschrijdende verbinding tussen Charleroi en Parijs via Maubeuge op de kaart van PS.1, ontbreken van de HST-halte in Aat op de kaart van BO.5, enz.)

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

Zoals hierboven al aangegeven, worden een aantal maatregelen niet of niet goed weergegeven op de kaart van de ruimtelijke structuur (de te ontwikkelen grensoverschrijdende verbinding tussen Brussel, Namen en Luxemburg, de te ontwikkelen Waalse hogesnelheidsas tussen Luik en Doornik).

Wat het waterwegennet betreft, merkt de Beleidsgroep op dat de maatregelen voornamelijk en onvolledig betrekking hebben op het project Seine-Schelde, terwijl er nog andere haveninfrastructuren en binnenwaterverbindingen te ontwikkelen zijn.

Wat het wegennet betreft, worden er geen maatregelen geformuleerd voor het probleem van de in de vaststellingen vermelde knelpunten. Verder stelt de Beleidsgroep zich vragen bij de relevantie van de te ontwikkelen wegverbinding tussen Cerexhe-Heuseux en Beaufays, zoals aangeduid op de kaart.

Wat de verbindingpunten betreft, vraagt de Beleidsgroep dat de volledigheid van de genoemde havens en spoorwegplatformen wordt nagegaan. De Beleidsgroep meldt ook dat de vergunning voor de verlenging van de start- en landingsbaan in Charleroi is afgegeven en dat dit punt dus geschrapt kan worden.

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep wijst erop dat het concept tonkilometers steeds minder relevant wordt en er andere indicatoren ontwikkeld moeten worden.

3.1.5. PS.5 - De supralokale territoriale dynamiek afstemmen op het gewestelijk niveau en de Waalse identiteit versterken

a) Uitvoeringsprincipes

De Beleidsgroep wijst op de belangrijke rol van de gewestelijke overheid voor de operationalisering van deze doelstelling (en van het ROP in het algemeen) door middel van stimulansen. De acties voor plattelandsontwikkeling en andere operationele ontwikkelingsinstrumenten zijn niet mogelijk zonder steun van het Gewest (zie ook punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4).

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep betreurt het gebrek aan originaliteit en ambitie van de beheers- en programmeringsmaatregelen. Ze blijven beperkt tot de instrumenten van het CoDT. Er wordt bijvoorbeeld niet verwezen naar acties zoals de natuurparken of specifieke instrumenten ter ondersteuning van achtergestelde gebieden.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

3.2. Anticiperen en muteren

3.2.1. **AM.1 - Inspelen op de huidige en toekomstige behoeften aan toegankelijke en aan de sociodemografische evoluties en energie- en klimaatontwikkelingen aangepaste huisvesting**

a) **Uitvoeringsprincipes**

Principe 1: De terreinen opwaarderen en "goed" gelegen gebouwen hergebruiken

De Beleidsgroep vindt de term "woonclusters" ontoereikend en stelt voor om in de plaats daarvan te spreken van "woonruimtes", om de onnodige allusie op polariteit te vermijden.

Principe 2: Het ontwerp van de woningen laten evolueren

De Beleidsgroep merkt op dat de tekst over deze doelstelling sterk gericht is op de nieuwe vormen van huisvesting (principes 2 en 3). De Beleidsgroep vindt dat de traditionele woning ook zijn plaats heeft, onder meer via renovatie, opdeling of samenvoeging. Hij vraagt dan ook om de tekst te herschrijven, zodat ook traditionele woningen worden geïntegreerd, en de manieren om die aan te passen worden belicht. Dit moet ook gepaard gaan met maatregelen die dit soort acties vereenvoudigen en aanmoedigen (aanpassing van de regels, bewustmaking van het publiek en professionals in de huisvestingssector, geschikte opleidingen, enz.)

Meer in het algemeen vindt de Beleidsgroep dat het ROP rekening moet houden met alle vormen van huisvesting en renovatiemethodes en niet alleen met de meest moderne. De prioriteit moet liggen bij het op elkaar afstemmen van ligging en woning.

Principe 3: De alternatieve huisvesting en de toegang tot eigendom ondersteunen

Voor de Beleidsgroep is de toegang tot eigendom geen doel op zich, in tegenstelling tot de toegang tot een woning. Momenteel evolueert de maatschappij ook naar een grotere beschikbaarheid van goederen en diensten, wat doet vermoeden dat de toegang tot eigendom niet langer de prioriteit zal zijn. De Beleidsgroep meent dat het ROP onvoldoende rekening houdt met deze maatschappelijke evolutie, die zich op verschillende vlakken afspeelt, zoals huisvesting en mobiliteit. Hij vraagt om de titel van dit principe aan te passen door "eigendom" te vervangen door "een woning": "De alternatieve huisvesting en de toegang tot een woning tot eigendom ondersteunen".

Tot slot vraagt de Beleidsgroep in het algemeen om verschillende termen te verduidelijken: "nieuwe wijken", "stads- en dorpskernen", "Community land trust", "bevoorrechte initiatiefgebieden", "ecowijk", ... De Beleidsgroep stelt voor om ze toe te voegen aan de woordenlijst (zie punt 1.1 van de algemene beschouwingen, pagina 2).

b) **Beheers- en programmeringsmaatregelen**

De Beleidsgroep vraagt dat de tweede zin van de inleiding wordt aangepast, omdat die verwarrend is. Het is vanaf 2050 dat er geen artificialisatie meer zal plaatsvinden.

De Beleidsgroep vestigt nogmaals de aandacht op de moeilijkheden bij de uitvoering van het ROP (zie ook punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4). De hier opgesomde maatregelen, die gericht zijn op het verdichten van de stads- en dorpskernen en het bebouwen van geartificialiseerde terreinen, zijn bijna uitsluitend de verantwoordelijkheid van de gemeenten (opstellen van (meer)gemeentelijke ontwikkelingsplannen, identificeren van gebieden van gewestelijk belang, stadsheroplevings- of stadsvernieuwingsmechanismen, enz.) Er is echter geen enkele garantie dat zij die zullen doorvoeren.

De tekst verwijst bovendien naar "stads- en dorpskernen" die verdicht moeten worden, zonder daar een duidelijke definitie van te geven. Het is dus aan de gemeenten om dat te definiëren, wat tot

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

verschillende interpretaties zal leiden, afhankelijk van de gemeenten in relatie tot hun realiteit en mogelijkheden. Dit werpt ook de vraag op over de verdeling van de doelstellingen tussen de gemeenten en dus over de transcommunaliteit.

De Beleidsgroep vestigt ook de aandacht op de achtergestelde delen van het grondgebied en wijst op de corrigerende rol die het Gewest moet spelen om de ongelijkheden weg te werken. De verschillen die in de drie gedefinieerde ontwikkelingsgebieden ontstaan op het vlak van huisvesting moeten weggewerkt worden, met bijzondere aandacht voor de gedeelde ontwikkelingsgebieden. Dit aspect van huisvesting moet opgenomen worden in de beschrijvingen van de gedeelde ontwikkelingsgebieden (zie punt 3.1.3 over doelstelling PS.3, pagina 13).

Wat de maatregel met het oog op het gebruik van de heroplevings- en vernieuwingsmechanismen betreft, wijst de Beleidsgroep erop dat dit alleen mogelijk is als er voldoende middelen voor worden uitgetrokken. Hij verwijst naar zijn initiatiefadvies over het gebruik van budgetten voor operationele ontwikkelingsinstrumenten (ref.: AT.18.106.AV van 18/12/2018) (zie ook punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina 4). In dit advies stelt de Beleidsgroep ook criteria voor om projecten te prioriteren op basis van hun efficiëntie ten opzichte van de door Wallonië nagestreefde doelstellingen.

De Beleidsgroep vraagt om de maatregel met betrekking tot de doelstellingen voor het creëren van woningen als volgt aan te vullen: "Op gemeentelijk niveau doelstellingen voor het creëren van woningen per gebied vastleggen in relatie tot de behoeften aan nieuwe woningen".

Tot slot vraagt de Beleidsgroep zich af of het relevant is om de maatregel met betrekking tot asbestverwijdering te behouden. Het gaat om een maatregel van een andere schaal dan de andere voorgestelde maatregelen (zeer concreet tegenover de meer algemene andere maatregelen) en omvat zowel gezondheidsaspecten als bouwtechnische overwegingen.

c) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep meent dat het uitvoeringspercentage in de geïdentificeerde gebieden relevanter is dan het aantal woningen.

De Beleidsgroep stelt voor om de term "vochtig" te vervangen door "gebrekkelig" om zich niet te beperken tot woningen met vochtproblemen.

3.2.2. AM.2 - De Waalse economie in de kennismaatschappij en de buurteconomie integreren en de werkgelegenheidscheppende verwerkingsketens op het Waalse grondgebied (her)vormen

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep is blij dat Wallonië zich bewust is van deze middelen en er gebruik van wil maken.

Hij merkt echter op dat de traditionele economie opnieuw over het hoofd wordt gezien, ook al neemt die in Wallonië een belangrijke plaats in.

Meer in het algemeen merkt de Beleidsgroep nogmaals op dat het ROP zich op de toekomst richt en enigszins voorbijgaat aan de huidige toestand, hoewel die zich wel zou kunnen handhaven en ontwikkelen.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

b) *Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur*

Globaal genomen is voor het bereiken van deze doelstelling en uitvoeren van zijn verschillende principes een vereenvoudiging nodig van de procedures voor het verkrijgen van vergunningen. Algemeen wordt er verwezen naar punt 1.2 van de algemene beschouwingen (pagina's 3 en 4).

Principe 1: De verankering van de kenniseconomie en de innoverende activiteiten in het gebied versterken

Wat de belangrijke steunpunten voor de ontwikkeling van de kenniseconomie en de innoverende activiteiten betreft, is de Beleidsgroep verbaasd dat het "competentiecentrum voor de automobiel van Spa-Francorchamps" op gelijke hoogte wordt gezet met de universitaire centra en wetenschapsparken, en vraagt hij zich af waarom deze keuze werd gemaakt.

Anderzijds vindt de Beleidsgroep dat hogescholen, onderzoekscentra en grote openbare voorzieningen zoals ziekenhuizen enz. als steunpunten moeten worden opgenomen (zie punt 2.2.1, pagina 6).

Tot slot verbaast het de Beleidsgroep dat, concreet voor de universitaire centra, Gembloers niet bij de universitaire centra wordt gerekend. Als het wordt beschouwd als onderdeel van de Universiteit van Luik, zou Aarlen ook niet genoemd mogen worden.

Principe 3: De lokale en inclusieve economische dynamiek en de hulpbronnefficiënte productiemethoden ondersteunen

De Beleidsgroep steunt de ondersteuning van de lokale economische dynamiek. Die dynamiek is echter niet altijd van toepassing of wordt niet altijd toegepast.

Territoriale structuur

De kaart van de ruimtelijke structuur roept een aantal opmerkingen op:

- De uitdaging van deze kaart is volgens de Beleidsgroep om de vanuit een economisch standpunt valoriseerbare hulpbronnen te lokaliseren. Openbare voorzieningen zonder economisch doel moeten worden geweerd, met uitzondering van bijvoorbeeld de belangrijkste waterwinningspunten die bestemd zijn voor de export buiten het Gewest. Dit zou de kaart veel duidelijker maken. Deze grote openbare voorzieningen zouden bovendien op een eigen specifieke kaart kunnen worden opgenomen;
- De verstrekte informatie is niet altijd volledig (bv.: sommige openbare waterwinplaatsen ontbreken, en de nadruk lijkt te liggen op die van de SWDE; een aantal sites voor houtverwerking lijken ook te ontbreken), niet altijd consistent op het vlak van schaalvergelijking (bv. internationale bottelarijen versus kleine lokale brouwerijen; een zagerij versus een bedrijvenpark voor houtverwerking) en niet altijd overtuigend wat betreft hun ligging;
- Met name de strategische reserves (mijnschachten, warmtenetwerken, enz.) en groeveafzettingen moeten worden toegevoegd.

c) *Beheers- en programmeringsmaatregelen*

Met betrekking tot de lokale economische dynamiek is het belangrijk dat lokale actoren aan het proces kunnen deelnemen. De Beleidsgroep vindt dat het ter beschikking stellen van derde plaatsen moet gebeuren op basis van de behoeften van iedereen (bedrijven, maar ook lokale producenten en klanten) en dus ook in landelijke gebieden. De Beleidsgroep stelt voor om de zin als volgt aan te passen: "*Uitgeruste werkruimten, van het type derde plaatsen, ter beschikking stellen die interacties en uitwisselingen bevorderen tussen klanten, producenten en bestaande of opkomende bedrijven in samenhang met de ondersteunende structuren voor de oprichting.*"

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Wat de ondersteuning van initiatieven op het vlak van de kringlooeconomie betreft, vindt de Beleidsgroep dat de maatregel die gericht is op het bundelen van voorzieningen moet worden uitgebreid tot alle voorzieningen en diensten waarvoor dit mogelijk is en niet alleen tot voorzieningen voor energie- en afvalbeheer, zoals de tekst bepaalt (bv. parkeerplaatsen, enz.).

d) Opvolgingsmaatregelen

De opvolgingsmaatregel met betrekking tot het aantal verkooppunten is niet relevant. Het belangrijkste hier is de lokale valorisatie van de hulpbron. Het is dan ook beter om het marktaandeel van de rechtstreekse verkoop in de totale verkoop te volgen en niet het aantal verkooppunten.

3.2.3. AM.3 - Anticiperen op de economische behoeften met het oog op een duurzame ontwikkeling en een spaarzaam bodembeheer

a) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 1: Anticiperen op de behoeften aan ruimten voor economische activiteiten

De Beleidsgroep vindt het vreemd dat het circuit van Francorchamps wordt vermeld en vraagt om het te verwijderen.

Wat de industriële activiteit betreft, vindt de Beleidsgroep het wat overdreven om dit soort activiteiten langs de spoor- en waterwegen te plaatsen. Het moet daarom niet veralgemeend worden, maar worden toegepast naargelang de specifieke behoeften van een industriële activiteit.

De Beleidsgroep stelt vast dat de tekst slechts drie Waalse havengebieden vermeldt en vraagt zich af waarom alleen die drie genoemd worden.

Principe 2: Op een duurzame en bodemefficiënte manier voorzien in de bedrijfsbehoeften

De Beleidsgroep wijst op de voorbeeldfunctie die de overheid moet vervullen. Wat de locatie van de activiteiten betreft, mogen grote openbare faciliteiten en diensten niet meer ingeplant worden buiten gebieden die goed worden bediend door andere vervoerswijzen dan de auto (bv. het ziekenhuisproject in Habay). De Beleidsgroep stelt dan ook voor om de tweede paragraaf van principe 2 als volgt aan te vullen: "*Om het modale aandeel van de auto te verminderen, zal de inplanting van de activiteiten van de tertiaire sector, zowel publiek als privaat, worden uitgedacht in functie van andere vervoerswijzen en zal de vestiging van winkels in stadscentra worden bevorderd.*"

De Beleidsgroep wijst er ook op dat het niet altijd mogelijk is om gebouwen te hergebruiken die zijn gebruikt voor economische activiteiten (ofwel laat de staat van het gebouw dit niet toe, ofwel kan het gebouw niet (meer) aangepast worden voor het soort geplande activiteiten). Soms is afbraak/heropbouw op een bepaald perceel een betere oplossing (paragraaf 4 van principe 2).

Territoriale structuur

De kaart die de ruimtelijke structuur illustreert, roept de volgende vragen en bemerkingen op:

- In het algemeen zijn er inconsistenties met de kaart van PS.4 en lijken bestaande en geplande elementen door elkaar gebruikt te zijn.
- Over de zone aangeduid met "site die bevorderlijk is voor de ontwikkeling van de industriële activiteit" meent de Beleidsgroep dat die niet volledig is. De Beleidsgroep kijkt met name naar de as tussen Namen en Hoei, de as Virton-Athus en de zone Waver-Ottignies-Louvain-la-Neuve, die op deze kaart moeten worden aangegeven.
- Met betrekking tot het "gebied waar het goederenvervoer per spoor bevorderd moet worden" plaatst de Beleidsgroep vraagtekens bij het traject tussen Namen en Dinant. Hij vindt het ook

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

vreemd dat de "spoorgoederencorridor" tussen Namen en Luxemburg niet op de kaart staat (zie kaart PS.4).

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt zich vragen bij de haalbaarheid om tegen 2050 voor 100% aan nieuwe bedrijventerreinen te ontwikkelen door reconversie van gebieden die reeds kunstmatig zijn aangelegd. Hij is van oordeel dat de scenario's om deze doelstelling te bereiken gecontroleerd moeten worden om, indien nodig, enige marge in te bouwen (zie punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4).

De Beleidsgroep vraagt om de term "vooraf" te vervangen door "reeds" om elk misverstand te vermijden: *"30% nieuwe bedrijventerreinen ontwikkelen tegen 2030 in gebieden die ~~vooraf~~ reeds kunstmatig zijn aangelegd, met name door de reconversie van braakliggende terreinen, of 100% tegen 2050 in gebieden die reeds met planologische instrumenten zijn uitgerust."*

De Beleidsgroep vindt niet zozeer dat er naar verdichting gestreefd moet worden, maar eerder dat de activiteiten goed afgestemd moeten worden op de bestemming van de ruimten voor economische activiteiten. Een mogelijk averechts effect van verdichting is immers het aanmoedigen van de inplanting van bedrijven die zich bijvoorbeeld in het stadscentrum zouden kunnen bevinden. Daarom is het beter om de activiteiten te filteren die zich in deze zones zouden vestigen in plaats van te allen prijze te verdichten.

De Beleidsgroep wijst ook op de mogelijkheden voor bedrijven om uit te breiden. Er moet een evenwicht gevonden worden tussen een redelijke bezettingsgraad en de nood aan uitbreiding van bedrijven. In dit opzicht is de Beleidsgroep verbaasd over de voorgestelde bezettingscoëfficiënt, vooral gezien de vereisten in andere regelgeving (Watercode inzake infiltratie, achteruitbouwzone SEVESO en brandweerdiensten). Deze coëfficiënt moet in alle gevallen indicatief blijven.

c) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep meent dat de opvolgingsmaatregel met betrekking tot principe 2 niet overeenstemt met de geplande beheersmaatregelen. Het gaat meer om mobiliteit. Indicatoren voor het meten van de kwalitatieve bezettingsgraad, de doelstellingen van 30% en 100% reconversie van terreinen, zouden relevanter zijn.

3.2.4. AM.4 - Wallonië integreren in de digitale transitie

a) Uitvoeringsprincipes

In het algemeen vindt de Beleidsgroep dat de gevolgen van de digitale revolutie onvoldoende in het ontwerp van ROP aan bod komen. Welke gevolgen kunnen we bijvoorbeeld verwachten van de ontwikkeling van autonome voertuigen, de geconnecteerde realiteit enz. in onze manieren van werken, verplaatsen, de manier waarop we ons grondgebied inrichten enz.?

De Beleidsgroep vraagt om de laatste paragraaf van het eerste uitvoeringsprincipe te schrappen. Hij vindt die zin namelijk niet meer relevant, zodra het doel is om overal breedband aan te leggen. Bovendien vindt hij dat huisvesting niet mag afhangen van de aanwezigheid van een breedbandverbinding.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

In het algemeen zijn de beheers- en programmeringsmaatregelen geen permanente maatregelen en kunnen zij mettertijd veranderen. De Beleidsgroep vraagt daarom dat ze niet met een limitatieve lijst worden opgesomd.

De Beleidsgroep vraagt een definitie van het begrip "TIER 1-onderzoeksinfrastructuur".

De Beleidsgroep vindt het ook vreemd om deze doelstelling te illustreren met een foto van de premetro in Charleroi.

c) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep vindt de opvolgingsmaatregelen te beperkt. Het zou bijvoorbeeld goed zijn om te definiëren wat een innoverend bedrijf is en de evolutie van het aantal en de omzet van dergelijke bedrijven te volgen.

3.2.5. AM.5 - Ervoor zorgen dat iedereen toegang heeft tot energie in het kader van de energietransitie

a) Vaststellingen & Uitdagingen

Wat hernieuwbare energie betreft, wijst de Beleidsgroep erop dat het aantal fotovoltaïsche parken toeneemt en ruimte innemen.

Hij wijst eveneens op de milieubeperkingen in verband met windmolenparken en het gebrek aan planning voor de ontwikkeling ervan, die hier niet worden genoemd. De Beleidsgroep herinnert eraan dat hij op 13/07/2018 een initiatiefadvies heeft uitgebracht over de ontwikkeling van windenergie in Wallonië (ref.: AT.18.40.AV) en herhaalt zijn verzoek om de Waalse windmolens in kaart te brengen, wat moet worden opgenomen in het ROP.

Tot slot wordt in de tekst geen melding gemaakt van warmtekrachtkoppeling en warmtenetwerken. De Groep vindt dat dit moet worden toegevoegd.

Wat de vooruitzichten voor de energietransitie betreft, vermeldt de tekst zowel reeds of bijna volledig gerealiseerde elementen als ontwerpen. Bovendien wordt de Borinage aangehaald als gebied dat niet rechtstreeks wordt bediend door het elektriciteitstransmissienet met zeer hoge spanning, hoewel het op dat vlak niet het enige gebied in Wallonië is.

Voor de paragraaf over de Waalse gebouwen vraagt de Beleidsgroep, teneinde vollediger te zijn en alle kosten verbonden aan de spreiding van de woningen (investeringskosten, beheerskosten, distributiekosten, enz.) te omvatten, om de tweede zin als volgt aan te passen: "De spreiding van de woningen op het grondgebied, gekoppeld aan de periurbanisatie, vereist een versterking een verhoging van de kosten voor de uitrustingen en diensten en leidt bijgevolg tot een stijging van de distributiekosten."

Tot slot hebben de energie-uitdagingen zowel betrekking op de woningsector als op de economische sector. De Beleidsgroep vraagt dan ook om de eerste zin van de uitdaging aan te vullen.

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

De Beleidsgroep vindt het vreemd dat er in de tekst niet wordt verwezen naar de leidingen op de kaart.

De Beleidsgroep is van mening dat de compactheid van gebouwen een van de maatregelen is om het energieverbruik van het vastgoedbestand te verminderen. De stedenbouwkundige regelgeving en documenten moeten worden aangepast en vereenvoudigd om deze compactheid te bevorderen. De Beleidsgroep herinnert nogmaals aan punt 1.2 van de algemene beschouwingen (pagina's 3 en 4).

Territoriale structuur

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

De kaart van de ruimtelijke structuur moet worden aangevuld om de grote eenheden voor de productie en opslag van elektriciteit (Tihange, Coö...) te kunnen lokaliseren. Bovendien moet Feluy aangeduid worden als enige verbinding met de vloeistoftransportnetwerken van Antwerpen.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep vraagt om de planning van de ontwikkeling van windenergie op te nemen in de beheersmaatregelen. Voor de Beleidsgroep zijn een kader en een kaart noodzakelijk.

3.3. Bedienen en in evenwicht brengen

3.3.1. BE.1 - Ervoor zorgen dat iedereen toegang heeft tot diensten, buurtwinkels en voorzieningen in een coherente territoriale benadering

a) Uitvoeringsprincipes

Principe 1: Het grondgebied structureren om concurrentie te vermijden

De Beleidsgroep stelt het op prijs dat "ziekenhuisactiviteiten" duidelijk als structurerende elementen in het ontwerp van het ROP staat (hij verwijst naar zijn opmerking over de ziekenhuiscentra in punt 2.2.1, pagina 6).

Principe 2: Zorgen voor een betere toegang tot diensten en voorzieningen

De Beleidsgroep vraagt om de voorlaatste paragraaf als volgt aan te vullen: "Om de sociale en territoriale cohesie te versterken, moet een "nieuwe nabijheid" worden georganiseerd op basis van een netwerk van gedeelde, multifunctionele, flexibele ruimten ((multi-)diensthuizen, dorpshuizen, recreatieruimten rond modale uitwisselingsplatformen, enz.)."

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep heeft meerdere bedenkingen bij de maatregel met betrekking tot de inplanting van handelscomplexen van meer dan 2.500 m²:

- Een toepassing van het principe met het oog op een beperking van het bodemgebruik moet het, althans gedeeltelijk, mogelijk maken om deze maatregel uit te voeren;
- Of het nu in het centrum of in de rand van de stad is, de Beleidsgroep is van mening dat de inplanting van dergelijke handelscomplexen schade toebrengt aan de centra en de omliggende commerciële weefsels.
- De Beleidsgroep plaatst vraagtekens bij de operationalisering van deze maatregel. Hoe kan men aantonen of er al dan niet schade is?
- Richt men de inspanningen niet beter eerst op het revitaliseren van de stadscentra, en niet alleen vanuit commercieel oogpunt?

Samengevat: hoewel de Beleidsgroep het algemene principe van deze maatregel kan volgen, vraagt hij om een voorafgaande analyse van de economische resultaten van de bestaande handelscentra en hun effect op de diffuse handel. Hij vraagt ook om in de eerste plaats maatregelen te nemen om de stadskernen nieuw leven in te blazen. Hij wijst op het principe van bestrijding van stedelijke versnippering/beperking van het bodemgebruik en benadrukt tot slot het indicatieve karakter van deze maatregel. Hij stelt voor om de maatregel ten minste als volgt aan te passen: "Handelscomplexen van meer dan 2.500 m² toestaan enkel in de stadscentra en niet meer in de rand van de stad, tenzij als het zeker is kan worden aangetoond dat een installatie in de rand dat ze geen schade toebrengen aan handelszaken in de omliggende stadskernen."

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

c) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt voor om de volgende opvolgingsmaatregelen toe te voegen:

- Evolutie van het aantal geboorten om te anticiperen op de behoefte aan crèches en andere opvangvoorzieningen voor jonge kinderen;
- Evolutie van het aantal huishoudens met jonge kinderen dat zich vestigt;
- Evolutie van het aantal lege handelspanden per gemeente en/of agglomeratie;
- Bezetting van percelen in de buurt van handelscentra, winkelgalerijen, retailparken, hypermarkten, discountwinkels, outlets en lifestyle centers.

3.3.2. BE.2 - Gunstige voorwaarden scheppen voor de diversiteit van activiteiten en de sociale betrokkenheid bij projecten**a) Uitdagingen**

De Beleidsgroep is van mening dat, alvorens conflicten op het vlak van grondgebruik te beslechten, synergie en diversiteit moeten worden bevorderd door middel van projecten die verschillende functies combineren. De operationele stedenbouwkundige instrumenten moeten worden aangepast om dit mogelijk te maken (bv. economische of andere activiteiten op verschillende verdiepingen, tuinen boven parkeerplaatsen, enz.)

b) Uitvoeringsprincipes**Principe 1: De compatibiliteit tussen de activiteiten beheren**

De Beleidsgroep is van mening dat de niet alleen de inwoners bewustgemaakt moeten worden van de voordelen van een combinatie van activiteiten, maar dat het soms ook nuttig kan zijn voor de lokale verkozenen, vooral wanneer het gaat om de herintegratie van een reeks economische activiteiten in de stads- en dorpskernen. De Beleidsgroep stelt dan ook voor om de eerste zin van het principe als volgt aan te passen: "*Om de diversiteit van de activiteiten op hetzelfde grondgebied te kunnen bevorderen, moeten de ~~inwoners~~ burgers en hun verkozenen bewust worden gemaakt van de voordelen die een beredeneerde combinatie van activiteiten en een verdichting van het grondgebruik kunnen bieden.*"

Principe 2: De participatieve benaderingen versterken

De Beleidsgroep is van mening dat alle actoren duidelijk betrokken moeten worden bij de beschreven participatie- en consultatieprocessen. Participatie moet verder gaan dan burgerparticipatie alleen. De Groep stelt voor om de tweede zin van paragraaf 2 als volgt aan te passen: "*Bij de heropwaardering van een wijk moet in de eerste plaats rekening worden gehouden met alle actoren, ~~de inwoners~~, de bestaande mix, die als dusdanig moet worden erkend en versterkt.*"

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De eerste beheersmaatregel is gericht op het opstellen van een referentiekader waarin de voorwaarden voor de verenigbaarheid van een activiteit met de wijk worden verduidelijkt. De Beleidsgroep vindt dat deze oefening multilateraal moet worden uitgevoerd en niet alleen in de genoemde betekenis. In bepaalde situaties is het immers de verenigbaarheid van een geplande woonwijk met een bestaande activiteit die moet worden geanalyseerd.

De Beleidsgroep neemt nota van de nieuwe vermelding van operationele ontwikkelingsinstrumenten zoals de stadsheroplevings- en vernieuwingsmechanismen. Hij verwijst naar zijn opmerking over de beperkte middelen (+/- 8 miljoen euro in 2018) die jaarlijks voor dit soort operaties worden uitgetrokken, ook al is het een belangrijke hefboom voor de uitvoering van het ROP (zie punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina 4).

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

De Beleidsgroep herinnert ook aan zijn vraag om verduidelijking van het begrip "nieuwe wijken". Hij wijst er ook op dat deze "nieuwe wijken" naar zijn mening niet altijd voldoen aan de voorwaarden van een goede ligging, inplanting en toegankelijkheid.

De Beleidsgroep vraagt ook om de begrippen "verstedelijkte gebieden" en "plattelandsgebieden" te verduidelijken, om verwarring te voorkomen. Ze moeten aan de woordenlijst toegevoegd worden.

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep vindt dat er een gebrek aan samenhang is tussen de uitvoeringsprincipes en de opvolgingsmaatregelen.

Hij stelt voor om de volgende opvolgingsmaatregelen toe te voegen:

- Evaluatie van de positie van het participatieproces in de uitwerking van gemeentelijke ontwikkelingsplannen en plaatselijke beleidsontwikkelingsplannen;
- Aandeel "Nieuwe wijken" ontwikkeld op te herkwalficeren terreinen en in verval geraakte sites.

3.3.3. BE.3 - Kwalitatief hoogstaande, gebruiksvriendelijke en veilige openbare ruimten ontwikkelen

a) Uitvoeringsprincipes

Principe 1: Natuur, gebouwen en landschap combineren

De Beleidsgroep ondersteunt het feit dat "de natuur aanwezig moet zijn in het hart van de stad" en de dorpen. Hij vindt dat deze natuur zowel op als los van de grond tot uiting moet kunnen komen. Om de doelstellingen van verdichting en een rationeel bodemgebruik te kunnen verwezenlijken, moet het dus mogelijk zijn om naast de in de tekst gegeven voorbeelden ook natuurlijke inrichtingen los van de grond (bv. groene muren en daken, hangende tuinen en groentetuinen, enz.) te overwegen en mee te tellen.

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

Wat de eerste beheersmaatregel betreft, vindt de Beleidsgroep het streven naar een minimum aan groene ruimten in verstedelijkingsprojecten lovenswaardig. Hij wijst wel op de volgende elementen:

- De noodzaak om dit te begeleiden met maatregelen die verticale verstedelijking toestaan, om voldoende verdichting mogelijk te maken en meer ruimte op de grond vrij te maken;
- Het feit dat deze maatregel geen afbreuk mag doen aan het begrip stedenbouwkundige verplichtingen, dat specifiek moet blijven voor elk project.

De Beleidsgroep stelt dan ook voor om de eerste maatregel als volgt te formuleren: "Groene ruimten (privé of openbaar) voor collectief gebruik (zo nodig terug te geven aan de overheid) aanleggen op minstens 10% van de oppervlakte in alle verstedelijkingsprojecten van meer dan 2 ha, op voorwaarde dat verticale verstedelijking is toegestaan."

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Hij vraagt ook om er bij de toepassing van deze maatregel op toe te zien dat het landbouwgebied niet wordt aangetast en het behoud van de bestaande ecologische elementen wordt bevorderd. Tot slot wijst hij erop dat ook natuurelementen los van de bodem in aanmerking kunnen worden genomen (zie vorige paragraaf).

Wat de vierde beheersmaatregel betreft, en rekening houdend met de reeds gemaakte opmerkingen, acht de Beleidsgroep het niet opportuun om de beperkte gewestelijke middelen voor stadsvernieuwing uitsluitend voor groene ruimten en actieve vervoerswijzen uit te trekken. Het is beter om de steun van het Gewest te richten op de meest relevante punten in elk project, die afzonderlijk moeten worden geanalyseerd.

c) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt voor om de volgende opvolgingsmaatregelen toe te voegen:

- De diversiteit aan groenbedekking in de openbare ruimte in landelijke en stedelijke gebieden in kaart brengen;
- Het netwerk gevormd door de openbare ruimte in kaart brengen, op basis van de toegankelijkheid voor de verschillende vervoerswijzen;
- Aandeel van de participatieprocessen in de uitwerking van projecten voor renovatie, verbetering en ontwikkeling van de openbare ruimte.

Tot slot meent de Beleidsgroep dat de opvolgingsmaatregel voor het principe "Het ontwerp van de openbare ruimten aanpassen aan de gebruikers" niet relevant is en moet worden vervangen door een evaluatie van de perceptie van deze ruimten.

3.3-4. BE.4 - Duurzamere vervoerswijzen ondersteunen die zijn aangepast aan de specifieke territoriale kenmerken en het vraagpotentieel

De Beleidsgroep stelt vast dat er bij deze doelstelling geen rekening is gehouden met het goederenvervoer. De titel en de vaststellingen zijn algemeen, maar de rest van de tekst is uitsluitend op het personenvervoer gericht. De Beleidsgroep acht het dan ook opportuun om de tekst aan te vullen met het goederenvervoer, of om de titel van deze doelstelling aan te passen.

a) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

De Beleidsgroep vraagt om in de eerste paragraaf de term "verbrandingsmotor" te vervangen door "diesel- en benzinemotor".

Principe 1: Een performant en aantrekkelijk openbaar vervoer ontwikkelen

De Beleidsgroep vindt het vreemd dat het GEN zo weinig voorkomt in de tekst. Het gaat nochtans om een element dat een grote territoriale impact zal hebben.

De Beleidsgroep stelt voor om de tweede paragraaf als volgt aan te passen: "*Wanneer er geen spoorwegverbindingen tot stand zijn gebracht, kunnen verschillende alternatieve vervoerswijzen worden ontwikkeld in functie van de specifieke lokale kenmerken op de bestaande wegennetten weginfrastructuren.*"

De Beleidsgroep vindt dat structurerende vormen van openbaar vervoer niet alleen in de grote maar ook in de regionale polen moeten worden ingevoerd. De Beleidsgroep stelt dan ook voor om de laatste paragraaf van dit principe als volgt aan te passen: "*Er zullen structurele vormen van openbaar vervoer worden ingevoerd, zowel in de grote polen als in regionale polen In Charleroi, Luik, Bergen en Namen.*"

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Daarnaast moeten er, omwille van de samenhang, ook structurele vormen van openbaar vervoer ingevoerd worden voor de verbinding met de naburige polen van Rijsel (de assen Doornik-Rijsel en Moeskroen-Lille) en Luxemburg (Aarlen-Luxemburg en Virton-Luxemburg).

Principe 3: De uitwerking van collectieve of gedeelde mobiliteitsoplossingen bevorderen en/of versterken

Vooraf voor de doelstellingen BE.4 en BE.5, en zoals reeds aangehaald in punt 3.2.4 (AM.4, pagina 21), verbaast de Beleidsgroep zich over het gebrek aan verwijzingen naar toekomstige ontwikkelingen op het gebied van mobiliteit, in het bijzonder die van de autonome voertuigen, die onze mobiliteit en onze relatie met het grondgebied grondig zullen veranderen.

In de lijst van elementen die worden genoemd "om de omvang van het wegverkeer te beperken", vraagt de Beleidsgroep om het eerste punt als volgt aan te vullen: "(...) wordt een expresnet voor autodelen (RECO) gecreëerd, zonder pechstroken."

Principe 4: De overgang naar andere motorisatievormen dan de verbrandingsmotor ondersteunen

Zoals hierboven aangehaald, vraagt de Beleidsgroep om dit principe aan te passen en uit te breiden naar benzine- en dieselmotoren: "De overgang naar andere motorisatievormen dan de benzine- en dieselmotor-verbrandingsmotor ondersteunen."

Territoriale structuur

De Beleidsgroep vraagt om de hoogwaardige buslijn (HOV) Bergen-Borinage op de kaart te zetten, zoals wordt aanbevolen op pagina 20 van de aanvulling op het milieueffectenrapport.

Zoals hierboven vermeld (principe 1), vindt de Beleidsgroep dat er nog "te ontwikkelen" voorstedelijke netwerken naar Rijsel en Luxemburg moeten komen. Hij vraagt om de kaart aan te vullen, zodat de volgende assen erop staan als "te ontwikkelen voorstedelijk spoorwegennet": Doornik-Rijsel, Moeskroen-Rijsel, Aarlen-Luxemburg en Virton-Luxemburg.

Tot slot betreft de Beleidsgroep het gebrek aan consistentie tussen deze kaart en de kaarten van doelstelling PS.4 (en met name de eerste van de twee). Zo toont de kaart van BE.4 de voormalige spoorlijn Libramont - Bastenaken bijvoorbeeld als "te ontwikkelen fietsnetwerk", terwijl de eerste kaart van PS.4 deze spoorverbinding aangeeft als "te ontwikkelen grensoverschrijdende spoorwegverbinding". De Beleidsgroep vraagt dat deze kaart en de kaarten van PS.4 op elkaar worden afgestemd.

Zoals hierboven reeds aangehaald, betreft de Beleidsgroep dat geen van deze kaarten bestaande verbindingen bevat die moeten worden verbeterd, wat een prioriteit zou moeten zijn voor er nieuwe verbindingen worden overwogen (zie punt 3.1.4 PS.4, Territoriale structuur op pagina 15).

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep vindt de maatregel "Voorzien in park-and-rideparkings in de buurt van stations voor langeafstandsverplaatsingen" te beperkt. Het is immers niet altijd mogelijk om een park-and-rideparking te voorzien in de buurt van een station. Anderzijds zijn sommige plaatsen perfect geschikt voor dergelijke parkings, zonder station in de directe omgeving (bv. de huidige park-and-rideparking in de buurt van het gewestelijk ziekenhuis van Namen). Deze zin zou herschreven moeten worden om meer mogelijkheden toe te laten.

De Beleidsgroep vraagt om een duidelijke definitie van het begrip "collectief vervoer". Hij vindt dat "collectief vervoer" in de maatregel "*Het modale aandeel ten gunste van het collectief vervoer (in aantal afgelegde kilometers) verhogen*" moet slaan op alle voertuigen die meerdere personen vervoeren (carpool, bus, ...).

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Wat het verminderen van het modale aandeel van de personenauto betreft, gaat het om het aandeel van het "autosolisme" van de personenauto dat moet worden verminderd. De Beleidsgroep vraagt om deze maatregel als volgt aan te vullen: "*Het modale aandeel van het autosolisme van de personenauto (in aantal afgelegde kilometers) verminderen.*"

Tot slot merkt de Beleidsgroep op dat de hier vermelde cijfers indicatief zijn en gelden voor het Gewest.

c) Opvolgingsmaatregelen

Het aanhalen van het activiteitenverslag lijkt niet voldoende om het eerste uitvoeringsprincipe, "Een performant en aantrekkelijk openbaar vervoer ontwikkelen", te bereiken. De Beleidsgroep wijst erop dat een van de sleutels daartoe ligt bij het raadplegen van de betrokken actoren. Die hadden vóór het ontwerp van ROP geraadpleegd moeten worden om tot realistische en haalbare perspectieven te komen (zie punt 1.8 van de algemene beschouwingen, pagina 6).

De Beleidsgroep stelt voor om de volgende opvolgingsmaatregelen toe te voegen:

- Evolutie van de oppervlakte onbebouwde percelen in woongebied op minder dan 700 meter van een NMBS-station;
- Telling van fietsers;
- Modaal aandeel van carpoolen.

3.3.5. BE.5 - De complementariteit van de vervoerswijzen organiseren

a) Vaststellingen & Uitdagingen

Aangezien het om een vaststelling gaat, vraagt de Beleidsgroep om de eerste zin van de vijfde alinea aan te vullen met het autowegennet: "*De multimodale platformen bevinden zich voornamelijk op de as tussen Luik en Moeskroen, langs de spoor- ~~en~~ water- en autowegennetten.*"

Wat de uitdagingen betreft, wijst de Beleidsgroep op de onderlinge afstemming (verbinding of autonomie) van de mobiliteitsvormen op de verschillende niveaus van het grondgebied.

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 1: Intermodale verbindingpunten ontwikkelen

De Beleidsgroep benadrukt de noodzaak om de mobipolen te verbinden met het spoorwegennet. De eerste paragraaf kan dus als volgt worden aangevuld: "*Wegens de voordelen van de trein (permanente eigen bedding, zeer positief milieurapport, filevrije toegang tot stadscentra, reiscomfort zonder concurrentie) en de beperkte overheidsbudgetten, zal de ontwikkeling van de mobipolen en expresbusverbindingen gebeuren in een geest van complementariteit en niet van concurrentie tussen trein en bus.*"

Principe 2: De continuïteit van de verplaatsingsketens optimaliseren

De Beleidsgroep vindt het wenselijk om de toegankelijkheid van bedrijven tot alternatieve vervoerswijzen te vergemakkelijken door aan te dringen op de daadwerkelijke operationaliteit (met name door de procedures te versnellen en vereenvoudigen).

De Beleidsgroep meent dat doelstelling BE.5 via mobiele activiteit het gezondheidsaspect kan omarmen. Hij stelt dan ook voor om de tekst met betrekking tot hindernissen en obstakels als volgt aan te vullen: "*Zowel in landelijke als verstedelijkte gebieden worden voetgangerstrajecten vaak onderbroken door obstakels, zowel natuurlijke als aangelegde (rivieren, niveaoverschillen, spoorlijnen,*

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

drukke wegen, grote huizenblokken, enz.) Door steegjes, spoorwegonderdoorgangen, loopbruggen en andere doorgangen te plannen en behouden, worden nieuwe obstakels vermeden. Bestaande onderbrekingen zullen verminderd worden, zodat ze comfortabel en veilig worden en de verplaatsingstijd beperkt wordt."

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

In lijn met de vorige paragraaf vraagt de Beleidsgroep om een beheersmaatregel toe te voegen die nieuwe onderbrekingen voor de actieve vervoerswijzen moet voorkomen en de bestaande onderbrekingen moet verminderen, zodat ze comfortabel en veilig worden en de verplaatsingstijd beperkt blijft.

d) Opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep stelt voor om de volgende opvolgingsmaatregelen toe te voegen:

- Evolutie van het aantal gedeelde actieve vervoerswijzen (fietsen, steps, enz.) en beveiligde fietsenstallingen in de buurt van stations.
- Evolutie van het gebruik van autodelen: aantal voertuigen / vormen van gebruik / parkeerplaatsen / gebruikers.

3.4. Beschermen en opwaarderen

3.4.1. BO.1 - De aantrekkelijkheid van de verstedelijkte gebieden vergroten

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep wijst nogmaals op zijn algemene opmerking over de operationaliteit van het ROP en de noodzaak voor het Gewest om voldoende middelen uit te trekken voor zijn ambities en de leidende beginselen op zich te kunnen nemen (zie punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4).

Specifiek verwijst de Beleidsgroep naar zijn initiatiefadvies over het gebruik van budgetten voor operationele ontwikkelingsinstrumenten (ref.: AT.18.106.AV van 18/12/2018) dat eerder al werd aangehaald en waarin hij de noodzaak benadrukt om een meer geïntegreerde visie te hebben tussen de verschillende mogelijke subsidiebronnen en om de budgetten opnieuw in evenwicht te brengen om het beleid van ruimtelijke ordening en stadsheropleving, gedragen door Wallonië, zo goed mogelijk uit te voeren.

b) Uitvoeringsprincipe: De verstedelijkte gebieden terugwinnen

De Beleidsgroep is van mening dat de aantrekkelijkheid en dynamiek van stads- en dorpscentra samenhangen met een concentratie van uiteenlopende activiteiten. Economische activiteit, hoewel minder polariserend, heeft er ook een plaats, zolang ze verenigbaar is met deze centrale locatie. De Beleidsgroep stelt voor om de 1^e zin van de tweede paragraaf als volgt aan te passen: "*Polariserende activiteiten, zoals winkels, diensten en voorzieningen, evenals compatibele economische activiteiten, moeten in de stads- en dorpskernen worden behouden en versterkt om ze aantrekkelijker te maken.*"

De Beleidsgroep vindt dat het groene netwerk bijdraagt aan de levenskwaliteit in verstedelijkte gebieden en daar dus integraal deel van moet uitmaken. Daarom moet er rekening gehouden worden met de biodiversiteit en moet die in verstedelijkte gebieden minimaal aanwezig zijn. Het gaat dus niet om het "terugwinnen" van stedelijke ruimten door middel van vergroening, maar veeleer door het groen in deze ruimten te integreren. De Beleidsgroep vraagt om de zesde paragraaf in dit opzicht te herschrijven. De Beleidsgroep verwijst ook naar de stedelijke landbouw, waar op dat vlak interessante kansen liggen.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

In de tekst wordt meermaals verwezen naar het begrip "nieuwe wijken", zonder dat het ergens wordt uitgelegd. De Beleidsgroep vraagt nogmaals om dit begrip in de woordenlijst te definiëren.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

Wat de reconversie van te herontwikkelen gebieden (SAR) betreft, is de Beleidsgroep tevreden over de ambitie om 100 hectare SAR per jaar om te bouwen, om tegen 2050 de 3.795 hectare te bereiken die momenteel in de inventaris is opgenomen. Hij wijst echter op het feit dat het bereiken van deze doelstelling niet betekent dat alle te herontwikkelen gebieden gedekt zullen zijn (volgens de SPAQUE zou er meer dan 20.000 hectare zijn). Het verwijst ook naar punt 1.2 van de algemene beschouwingen (pagina's 3 en 4) over het feit dat er voldoende middelen uitgetrokken moeten kunnen worden voor deze ambitie.

De Beleidsgroep stelt de relevantie van bepaalde maatregelen in vraag: *Waarom "Voorzien in stedelijke verkavelingsomtrekken"*? Waarom instrumenten zoals bevoorrechte initiatiefgebieden of gebieden voor landschaps- en milieuhervest noemen, die tot nog toe nooit of zelden werden toegepast? Hetzelfde geldt voor de maatregel "De "goed" gelegen wijken in de gebieden van gemeentelijk belang opnemen". Dit gebied is per definitie goed gelegen. De bewoording moet op zijn minst worden verduidelijkt.

d) Opvolgingsmaatregelen

De hier opgenomen indicatoren zijn niet relevant. De Beleidsgroep vraagt om de volgende indicatoren in de plaats te gebruiken:

- Evolutie van de grondoppervlakte van omgebouwde SAR's;
- Termijn voor concretisering van de SAR's;
- Potentieel bruikbare oppervlakte (in m²) van de door de gemeente niet-gebruikte gebouwen.

3.4.2. BO.2 - Het natuurlijke, culturele en landschappelijke erfgoed opwaarderen en beschermen tegen de rechtstreekse en onrechtstreekse druk van de verstedelijking

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep stelt in de tekst een onevenwicht vast tussen het natuurlijke erfgoed enerzijds en het culturele en landschappelijke erfgoed anderzijds. Hij vraagt om de vaststellingen over het culturele en landschappelijke erfgoed, die in de tekst wat weggedrukt zijn, aan te vullen. De Beleidsgroep wijst er ook op dat er vaak synergieën bestaan tussen deze verschillende soorten erfgoed en dat die belicht, benadrukt en versterkt mogen worden.

b) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

Principe 2: Het erfgoed vrijwaren van de verstedelijking

De Beleidsgroep vraagt om de titel van dit principe als volgt aan te passen: "*Het erfgoed vrijwaren en integreren van de verstedelijking*". Het vrijwaren van het erfgoed staat immers los van de verstedelijking. Erfgoed moet gevrijwaard worden, of dat nu in een verstedelijkt gebied is of niet. Daarnaast benadrukt de Beleidsgroep dat vrijwaring geen exclusief begrip is dat systematisch neerkomt op het "onder een stolp plaatsen", waardoor andere acties uitgesloten zijn. Integratie en synergie maken er integraal deel van uit. Om dit aspect te garanderen, vraagt de Beleidsgroep om, zoals hierboven al aangehaald, het woord "integreren" toe te voegen aan de titel van dit principe, en om de eerste zin van dit principe als volgt aan te vullen: "*Zowel de bebouwde als de onbebouwde elementen met een erfgoedwaarde moeten in stand gehouden worden vanuit hun doel om de herinnering levend te houden*".

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Wat het cultureel erfgoed betreft, lijkt de tekst enkel rekening te houden met erfgoed met een statuut (perimeters van cultureel, historisch of esthetisch belang in de gewestplannen, lijst van uitzonderlijk erfgoed in Wallonië). De Beleidsgroep is van mening dat het beleid van bescherming en restauratie van erfgoed, vooral het erfgoed dat specifiek is voor de subregio's, actief moet worden voortgezet, ongeacht of het een statuut heeft of niet.

Het landschappelijk erfgoed wordt hier alleen vertegenwoordigd door landschapsgehelen en de door ADESA vastgestelde perimeters van landschappelijk belang (PIP). De Beleidsgroep wijst erop dat er verschillende instrumenten bestaan met diverse doeleinden en regelgevende waarden (PIP van het gewestplan, landschapshandvest van de natuurparken, landschapsatlas, door ADESA vastgelegde opmerkelijke punten en uitzichten, enz.). Deze verschillende instrumenten moeten in aanmerking genomen en op elkaar afgestemd worden om gestabiliseerde en algemeen erkende erfgoedelementen te integreren in een beheerskaart zoals het gewestplan.

De Beleidsgroep is verbaasd dat de natuurparken niet ontwikkeld worden, omdat het gaat om een globaal instrument dat verschillende soorten erfgoed actief beschermt en de onderlinge synergieën bevordert, zonder dat dit ten koste gaat van de economische ontwikkeling.

Territoriale structuur

De Beleidsgroep stelt vast dat bij deze doelstelling twee kaarten horen, waarvan de eerste bovendien niet erg duidelijk is, zonder dat het verschil ertussen wordt uitgelegd.

De Beleidsgroep vraagt om de volgende elementen toe te voegen aan de kaarten: de als werelderfgoed opgenomen natuurparken, monumenten en landschappen (RAMSAR-site, Geopark, ...), waaronder die in de grensgebieden met Wallonië. Hij vraagt ook om, voor meer duidelijkheid, de elementen van het culturele en landschappelijke erfgoed die vanwege hun natuurlijke kenmerken als dusdanig worden aangegeven, op de tweede kaart op te nemen. De eerste kaart bevat enkel de elementen van het culturele en landschappelijke erfgoed waar geen natuurlijke kenmerken aan verbonden zijn.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep vindt dat er eerst aan vrijwaring en daarna aan opwaardering gedaan moet worden, en vraagt dan ook om de twee maatregelen om te draaien.

De Beleidsgroep vraagt om aan de maatregelen voor het culturele erfgoed de afronding van de inventarisatie van het erfgoed toe te voegen. Hij vraagt ook om in de maatregelen voor het landschappelijk erfgoed te verwijzen naar de landschapshandvesten van de natuurparken.

3.4.3. BO.3 - Hulpbronnefficiënte verstedelijkings- en productiemethoden ondersteunen

a) Vaststellingen

De Beleidsgroep merkt op dat er verwarring is tussen de begrippen bodem (intrinsieke kwaliteit) en grond. Terwijl het eerste niet hernieuwbaar is, kan het tweede dat wel zijn. De Groep vraagt om dit te verduidelijken in de tekst.

De Beleidsgroep stelt verschillende aanpassingen van de tekst voor. De tweede en laatste zin van de tweede paragraaf worden als volgt gewijzigd: "Door de verstedelijking kunnen lucht, water en grond - duurzame hulpbronnen - hun kwaliteit verliezen~~verliezen~~, wat gevolgen heeft voor de gezondheid van de inwoners van Wallonië." "Het Waalse grondgebied is rijk aan primaire hulpbronnen (landbouw, bosbouw en ondergrond) en natuurlijke hulpbronnen (zoals grondwater) die op rationele wijze moeten worden gevaloriseerd door, waar nodig, te zorgen voor de vernieuwing of het behoud ervan om te

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

vermijden dat ze uitgeput geraken en door synergieën te bevorderen en, waar nodig, door tegelijk te bemiddelen in hun concurrentiestrijd." De eerste zin van de derde paragraaf wordt als volgt gewijzigd: "~~Geleidelijk aan~~ Terwijl bepaalde activiteiten zich in het gebied aan het ontplooiën zijn, verandert de Waalse economie en worden nieuwe sectoren een bron van investeringen".

De Beleidsgroep wijst ook op een correct gebruik van cijfers. Zo vindt de Beleidsgroep het vreemd om te lezen dat de laatste paragraaf de steden Couvin en Neufchâteau vermeldt om een sterke toename van de artificialisatie te illustreren. Hoewel er inderdaad sprake is van een sterke toename, blijft artificialisatiegraad van deze steden beperkt.

b) Uitvoeringsprincipes

Principe 1: Het grondgebruik verminderen

De Beleidsgroep vraagt om de term "artificialisatie" duidelijk te omschrijven in de woordenlijst.

De Beleidsgroep deelt de wens van een globale vermindering van het grondgebruik tegen 2050. Hij vindt het wel essentieel dat er nu al begeleidende maatregelen worden gepland en uitgevoerd. Zo vraagt de Beleidsgroep onder meer om:

- Positieve maatregelen te nemen om de verschillende actoren aan te moedigen de aanpak te onderschrijven (specifieke overheidssteun voor de aankoop van grond in stads- en dorpskernen, een positieve fiscale evolutie om zulke gronden aantrekkelijker te maken, en.);
- Te zorgen voor voldoende, efficiënte en toegankelijke budgetten en mechanismen ter ondersteuning van operaties met betrekking tot stads- en dorpskernen (stadsheropleving en -vernieuwing, delen van het budget van grote steden, SAR, enz.);
- Alle mogelijk actoren (SPW, Infrabel, NMBS, ...) te betrekken (bv.: ter beschikking stellen van Infrabel-terreinen voor de ontwikkeling van stationsbuurten) en te zorgen voor de coördinatie van de acties en het beleid;
- Te zorgen voor een performant en eerlijk systeem voor de compensatie van waardevermindering;
- Te garanderen dat economische activiteit zijn plaats heeft in het gebied;
- Mechanismen te voorzien om het aantal geschillen te beperken.

Verder vraagt de Beleidsgroep zich af hoe deze doelstelling over het hele grondgebied en zijn 262 gemeenten kan worden verdeeld en gefaseerd, en wat de gevolgen van deze maatregel zijn voor bepaalde specifieke aspecten van het grondgebruik. En dus: hoe kan het afronden van de artificialisatie integraal gerijmd worden met de Waalse ambities op het gebied van economie, energie, transport, enz. De Beleidsgroep is van mening dat een zekere flexibiliteit van het systeem moet worden overwogen ("uitgangspoorten").

Voor de Beleidsgroep vereist een zo ambitieuze doelstelling als deze een grondige reflectie over de operationalisering ervan. De Beleidsgroep wijst daarvoor op zijn algemene opmerking over de operationaliteit van het ROP en met name de haalbaarheid en verenigbaarheid van de doelstellingen, en de noodzaak voor het Gewest om voldoende middelen uit te trekken voor zijn ambities en de leidende beginselen op zich te kunnen opnemen (zie punt 1.2 van de algemene beschouwingen, pagina's 3 en 4).

Wat de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ROP betreft, herinnert de Beleidsgroep aan de doelstellingen voor het creëren van nieuwe woningen. Een toename van de verdichting in de verstedelijkte ruimten is dus onvermijdelijk (bv. hergebruik van grond, herverdichting van bepaalde soorten gebouwen, afbraak/heropbouw, stadsheropleving en -vernieuwing). De Beleidsgroep vindt dat de tekst hier zeer oppervlakkig over blijft.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Principe 2: Op een beredeneerde manier met de hulpbronnen van het grondgebied omspringen

De Beleidsgroep vraagt om de zin te schrappen waarin wordt verwezen naar een inventarisatie van de landbouwgronden die moeten worden beschermd tegen verstedelijking (tweede zin van de tweede paragraaf), omdat die suggereert dat de landbouwgronden verstedelijkt kunnen worden. Voor de Beleidsgroep kan het echter alleen maar gaan om landbouwgronden in een bebouwbaar gebied op het gewestplan. Bovendien, hoe moeten de criteria voor het uitvoeren van deze inventarisatie worden vastgesteld?

De Beleidsgroep stelt voor om de voorlaatste paragraaf als volgt aan te passen: "*Het waterverbruik wordt verminderd en het beschermingsprincipe de beschermingsystemen van de waterwinningen en de kwetsbare gebieden voor het grondwater wordt worden in stand gehouden en indien nodig opnieuw geëvalueerd.*"

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep wijst op het gebrek aan samenhang in de voorgestelde maatregelen. De maatregelen met een directe territoriale impact moeten immers gescheiden worden van de aanvullende maatregelen met een indirecte territoriale impact.

In lijn met eerdere beschouwingen heeft de Beleidsgroep vragen bij de kwantitatieve doelstellingen voor het gebruik van niet-geartificialiseerde terreinen. Vooral in het licht van de doelstellingen voor het creëren van woningen heeft de Beleidsgroep twijfels bij het realisme van de voorgestelde cijfers en maakt het zich zorgen over de impact van de omvang van de gemiddelde woning op de levenskwaliteit in 2050.

De Beleidsgroep is van mening dat de planologische benadering voor het compenseren van artificialisatieprojecten moet worden aangevuld met een 'ecosysteemdiensten'-benadering. Het is niet echt raadzaam om de term "hergebruik" te hanteren voor al geartificialiseerde terreinen, het is beter om te spreken van "desartificialisatie" om verwarring te voorkomen. De Beleidsgroep vraagt om de tweede zin van de maatregel voor een vermindering van het grondgebruik als volgt aan te passen: "*Deze maatregel dient onder meer gepaard te gaan met een mechanisme om een artificialisatieproject via een desartificialisatie-een hergebruik van al kunstmatig aangelegde terreinen te compenseren of via ecosysteemdiensten in verstedelijkte gebieden.*"

De Beleidsgroep vraagt om de volgende maatregelen toe te voegen:

- De locatie van bebouwbare gebieden op het gewestplan herzien om lintbebouwing tegen te gaan;
- De opvang en het gebruik van door verstedelijking gewonnen water organiseren;
- De hoeveelheid groen op gebouwen vergroten.

De Beleidsgroep vraagt ook dat de volgende maatregelen als volgt worden gewijzigd:

- "*Een communicatiestrategie over de kwaliteit en het gebruik van (al dan niet gerecycleerde) materialen met een kleine ecologische voetafdruk gerecycleerde materialen in de bouwsector implementeren*";
- "*Een instrument ontwikkelen om de impact van een verstedelijkingsproject op de gemeenschap te objectiveren*".

d) Opvolgingsmaatregelen

In lijn met het voorgaande zullen de opvolgingsmaatregelen moeten worden aangevuld met maatregelen zoals de evolutie van de lintbebouwing, de toename van de groene oppervlakten, enz. De

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Beleidsgroep vraagt ook om het artificialisatiepercentage van de terreinen te bepalen per type bezetting (woning, economische activiteit, enz.).

3.4.4. BO.4 - De kwetsbaarheid van het grondgebied en zijn inwoners voor natuur- en technologische risico's en de blootstelling aan door de mens veroorzaakte overlast verminderen

a) Vaststellingen & Uitdagingen

De Beleidsgroep stelt voor om "artificialisatie van de gronden" te schrappen bij de antropogene risico's die zowel de menselijke activiteiten als de fauna, flora en landschap bedreigen. Het gaat immers om een ander soort risico dan de andere voorbeelden, zoals met name de SEVESO-inrichtingen en kernenergie. Bovendien wordt dit elders besproken.

De Beleidsgroep stelt voor om onder Uitdagingen "waargenomen" te vervangen door "geïdentificeerd": "*De natuur- en technologische risico's en de door de mens veroorzaakte overlast die daadwerkelijk worden ~~waargenomen~~ geïdentificeerd en zijn aangetoond, dienen in aanmerking te worden genomen om ze te beheren en te integreren in het ontwerp van de ruimtelijke ordening om te vermijden dat delen van het grondgebied bevroren*".

b) Uitvoeringsprincipes

De Beleidsgroep stelt voor om in de titel van het eerste principe "natuurrisico's" te vervangen door "omgevingsrisico's", omdat de genoemde risico's ruimer zijn dan de risico's die van uitsluitend natuurlijke oorsprong zijn (bv. mijnverzakkingen).

De Beleidsgroep stelt ook voor om de tweede zin van het tweede principe te schrappen, omdat dit elders al wordt geregeld.

c) Beheers- en programmeringsmaatregelen

De Beleidsgroep heeft vragen bij de maatregel die de verstedelijking van brongebieden moet verbieden. Wat verstaat men onder brongebied? Gaat het om een waterwingebied? De Beleidsgroep vraagt om de maatregel te verduidelijken en het begrip "brongebied" te definiëren.

3.4.5. BO.5 - Van de troeven van het gebied een hefboom voor de ontwikkeling van het toerisme maken

a) Uitvoeringsprincipes en een territoriale structuur

De Beleidsgroep vestigt de aandacht op het toerisme verbonden aan grote evenementen (de 200e verjaardag van de Slag bij Waterloo, het festival van Dour, ...) die hier niet worden genoemd, maar die wel een territoriale impact hebben.

De Beleidsgroep wijst erop dat het "verre internationale" toerisme niet de enige vorm van toerisme in Wallonië is. Het lokale en nabije toerisme (aangrenzende regio's en landen) is zeer goed vertegenwoordigd. De toegangspoorten tot het grondgebied zijn dus niet beperkt tot de twee Waalse luchthavens alleen.

Territoriale structuur

In het algemeen heeft de Beleidsgroep vragen bij de volledigheid van de grote toeristische trekpleisters (het domein van Chevetogne ontbreekt) en de relevantie van het criterium van 100.000 bezoekers per jaar.

Hij vraagt zich ook af waarom de vallei van de Viroin ontbreekt in de toeristische valleien.

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

b) Beheers- en programmeringsmaatregelen & opvolgingsmaatregelen

De Beleidsgroep is blij met de beheersmaatregel om een stand van zaken op te stellen over de in het gewestplan opgenomen recreatiegebieden.

Hij vraagt zich wel af wat de relevantie is van de opvolgingsmaatregel met betrekking tot dezelfde gebieden. De Beleidsgroep ziet de toegevoegde waarde niet van de evolutie van het aantal in recreatiegebied opgenomen hectares.

4. ADVIES OVER HET MILIEUEFFECTENRAPPORT VAN HET ROP

De Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening heeft samen met de Beleidsgroep Leefmilieu twee adviezen uitgebracht over de voortgang van het milieueffectenrapport (Ref.: AT.18.7.AV van 26/01/2018 en AT.18.30.AV van 13/04/2018).

In het tweede advies hebben de Beleidsgroepen de volgende bemerkingen geformuleerd:

"Proces van voortdurende raadpleging"

De Beleidsgroepen juichen toe dat er met hen het tussentijds overleg is gepleegd over de ontwerpen van MER. De Regering laat de Beleidsgroepen op die manier toe om hun adviesfunctie ten volle te vervullen. Bij het lezen van de nieuwe versie van het MER nemen ze nota van de integratie van een groot deel van de aanbevelingen die de Beleidsgroepen in hun advies van januari 2018 hadden geformuleerd en van het feit dat er bij de analyse van de milieueffecten meer rekening wordt gehouden met de wetgevende en territoriale contexten. De Beleidsgroepen zijn tevreden dat het document op basis van een constructieve en iteratieve samenwerking met het ontwerp bureau en de Regering is geëvolueerd.

Bijkomende aanbevelingen

Het onderzoek van het tweede voortgangsverslag van het MER door de Beleidsgroepen is een deels theoretische analyse, voor zover dit MER is aangepast aan een nieuwe versie van het ROP die de Beleidsgroepen niet hebben. Desondanks hebben de Beleidsgroepen de volgende bemerkingen:

- *Hoewel de nieuwe versie van het MER kwalitatief is verbeterd, moeten er nog steeds verbeteringen aangebracht worden, met name wat betreft:*
 - *De milieueffectenbeoordeling van de strategische doelstellingen, die gedetailleerder moet zijn.*
 - *Maatregel BO.3 over het spaarzaam beheren van de bodem (fiche 21): de analyse van dit belangrijke probleem moet worden voortgezet om een mogelijke (of zelfs waarschijnlijke) realisatiegraad van de maatregel in functie van de ingezette middelen te evalueren, om de directe en indirecte gevolgen voor het milieu te identificeren en om de modaliteiten (of het gebrek aan modaliteiten) van de maatregel te bepalen.*
 - *Maatregel BO.4 over het beheer van natuurrisico's (fiche 22): de milieubeoordeling van de maatregel moet gedetailleerder.*
- *De definitieve versie van het MER moet aangeven op welke versie van het ROP de werken werden vastgelegd.*
- *Het MER moet de aandacht vestigen op zijn aanbevelingen en de opvolging ervan.*
- *Indien de auteur van het MER vond dat bepaalde aanbevelingen of bemerkingen uit het advies van de Beleidsgroepen van januari 2018 niet overgenomen konden worden, dient hij de redenen voor die beslissing aan te geven in het daartoe bestemde hoofdstuk.*

BELEIDSGROEP RUIMTELIJKE ORDENING

CESW

18/12/2018

Ruimtelijk Ontwikkelingsplan

De Beleidsgroepen stellen vast dat het MER een kritischer visie van het ROP aanneemt, en interessante en relevante aanbevelingen formuleert die de Beleidsgroepen ondersteunen. De Beleidsgroepen vragen de auteurs van het ROP dan ook om bij het aanpassen van het ontwerp van ROP deze aanbevelingen op te volgen, met name wat de voorgestelde alternatieven betreft."

De Beleidsgroep betreurt het dat de bijkomende aanbevelingen niet werden opgevolgd.
De Beleidsgroep vindt dat dit MER de belangrijkste conclusies had moeten overnemen van het MER van het voorontwerp van besluit tot vaststelling van de ecologische doorgangsgebieden.

Samuël SAELENS
Voorzitter

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40269]

**23 JANVIER 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant le schéma communal de développement commercial (SCDC)
applicable sur le territoire de la commune de Hannut**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les articles 16 et suivants;

Vu la décision du conseil communal de Hannut du 21 janvier 2016 de procéder à l'élaboration d'un schéma communal de développement commercial (SCDC) au sens des articles 16 et suivants du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et approuvant les conditions d'un marché de services ayant pour objet la désignation d'une personne morale agréée au sens du même décret chargée de l'élaboration du projet de schéma et du rapport sur les incidences environnementales conformément aux articles D.52 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu la décision du conseil communal de Hannut, datée du 25 mars 2016, dans laquelle il confie à l'asbl AMCV (Association du Management du Centre-Ville asbl, sis rue Samson, 27, à 7000 Mons) l'élaboration du schéma communal de développement commercial (SCDC) et du Rapport sur les Incidences environnementales (RIE) y afférent;

Vu l'arrêté ministériel daté du 21 septembre 2015 relatif à l'octroi de l'agrément en qualité d'auteur de projet de Schéma de Développement commercial à l'asbl AMCV (Association du Management du Centre-Ville asbl, sis rue Samson 27, à 7000 Mons);

Vu la décision du conseil communal de Hannut datée du 18 mai 2017 par laquelle il adopte provisoirement le projet schéma communal de développement commercial et le contenu minimal du rapport sur les incidences environnementales;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 20 mars 2018 par laquelle il détermine provisoirement le contenu minimal du rapport sur les incidences environnementales;

Vu l'avis du collège communal de Hannut daté du 18 mai 2018 relatif au contenu minimal du RIE;

Vu l'absence d'avis du pôle « Environnement » du CESW relatif au contenu minimal du RIE;

Vu la décision du Gouvernement wallon datée du 20 août 2018 par laquelle il détermine définitivement le contenu minimal du rapport sur les incidences environnementales;

Vu la décision conseil communal de Hannut en date du 26.03.2019 adoptant provisoirement le projet schéma communal de développement commercial (SCDC) et le Rapport sur les Incidences environnementales (RIE) y afférent;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 déterminant, en exécution de l'article D.29-4 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les communes sur le territoire desquelles une enquête publique doit être réalisée dans le cadre de ce dossier, en l'occurrence les communes de Hannut, Braives, Burdinne, Geer, Lincen, Orp-Jauche et Wasseiges;

Vu que ces enquêtes publiques se sont déroulées du 19 août 2019 au 4 octobre 2019 dans les communes précitées;

Considérant que les mesures de publicité réalisées dans le cadre de ces enquêtes publiques ont été réalisées conformément aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, et particulièrement les articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6;

Considérant que deux lettres de réclamations/observations ont été déposées dans le cadre de l'enquête publique; que celles-ci, portent essentiellement sur des aspects Mobilité, et plus particulièrement sur l'accessibilité des différents pôles commerciaux pour les usagers lents (cyclistes), ont été prises en compte et intégrées dans le projet de schéma communal de développement commercial;

Vu qu'en date du 6 août 2019, le collège communal de Hannut a soumis le projet de schéma communal de développement commercial et le Rapport sur les Incidences environnementales à l'avis des instances suivantes :

- l'Observatoire du Commerce (CESW);
- le pôle « Environnement » (CESW);
- le Fonctionnaire délégué;
- le Fonctionnaire des Implantations Commerciales;
- la CCATM de Hannut;
- les collèges communaux de Braives, Burdinne, Geer, Lincen, Orp-Jauche et Wasseiges;

Considérant que le collège communal de Hannut n'a pas jugé opportun de solliciter l'avis d'autres personnes ou instances;

Vu qu'une réunion d'information citoyenne s'est tenue le 3 septembre 2019;

Vu l'avis favorable émis par l'Observatoire du Commerce en date du 19 septembre 2019;

Vu l'avis favorable émis par le collège communal de la commune de Geer en sa séance du 9 septembre 2019;

Vu les avis favorables par défaut des instances suivantes : le pôle « Environnement », le Fonctionnaire délégué, le Fonctionnaire des Implantations commerciales, la CCATM de Hannut et les collèges communaux des communes de Braives, Burdinne, Lincen, Orp-Jauche et Wasseiges;

Considérant que le projet de schéma communal de développement commercial et son Rapport sur les Incidences environnementales ont été amendés en ce sens;

Vu l'avis favorable émis par la Commission communale de l'Urbanisme et de la Mobilité de Hannut réunie le 20 novembre 2019;

Vu la décision prise par le conseil communal de Hannut en sa séance du 28 novembre 2019 par laquelle il adopte le schéma communal de développement commercial, accompagné de la déclaration environnementale visée à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant qu'en vertu de l'article 19, § 7, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, il revient au Gouvernement wallon d'approuver ou de refuser d'approuver le Schéma;

Considérant que la procédure d'adoption du schéma a été respectée; que la procédure est régulière;

Considérant que le schéma communal de développement commercial de Hannut est conforme au Schéma régional de développement commercial;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le schéma communal de développement commercial de Hannut et le Rapport sur les Incidences environnementales (RIE) y afférent, annexés au présent arrêté, et accompagnés de la déclaration environnementale visée à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 2. Le Gouvernement wallon transmet le présent arrêté au collège communal de Hannut.

Art. 3. Le présent schéma communal de développement commercial devra faire l'objet des mesures de publicités visées aux articles D.29-21 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 4. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Namur, le 23 janvier 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Province de Liège

Ville de Hannut

ville de
hannut

Déclaration environnementale

**Annexe à la délibération du 28 novembre 2019
d'adoption définitive du Schéma communal de
développement commercial**

Le schéma communal de développement commercial répond au prescrit du Décret relatif aux implantations commerciales.

La phase de diagnostic du Schéma Communal de Développement commercial a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques du paysage commercial hannutois. Tout d'abord, Hannut possède trois nodules commerciaux qui cohabitent de manière très équilibrée. Ces trois pôles se sont positionnés de manière différente en termes d'offre commerciale ce qui leur permet une cohabitation actuelle saine. Les clients se rendent aussi bien dans un pôle que dans l'autre. Le deuxième constat qui est apparu assez clairement est qu'il existe un potentiel de développement commercial à Hannut et que les consommateurs sont en attente de l'arrivée de certaines enseignes.

Sur base de l'ensemble du diagnostic, quatre scénarios de développement sont envisageables : un « sans régulation » et trois « avec régulation ».

Comme démontré dans le diagnostic, la structure commerciale de la Ville de Hannut est très claire, très lisible pour le consommateur : trois noyaux commerciaux ayant chacun leur spécialisation et leur rôle dans l'équilibre global. Sans régulation, un développement commercial pourrait avoir lieu à l'extérieur de ces pôles, au travers de l'ouverture de nouveaux points de vente dans des zones aujourd'hui non commerciales, et perturber, ainsi l'équilibre et la dynamique commerciale existante. De très nombreuses villes se retrouvent confrontées à cette problématique faute d'avoir organisé et encadré le développement commercial et peinent à créer une dynamique et un équilibre commercial sur leur territoire. La Ville d'Hannut est, depuis toujours, et notamment grâce au Schéma de Développement Commercial déjà mis en place en 2009, parvenue à maintenir cet équilibre entre ses différents pôles. L'option « sans régulation » risquerait de mettre à mal le résultat de ce travail de longue haleine.

Les trois scénarios « avec régulation » sont élaborés suivant deux orientations distinctes : Soit le maintien de l'attractivité de Hannut, soit son accroissement. Ceux-ci sont synthétisés comme suit :

1. Maintien de l'attractivité actuelle de Hannut : Pas de développement de nouveaux m² envisageable.
2. Accroissement de l'attractivité globale de Hannut via l'extension des deux pôles périphériques et la spécialisation du centre-ville vers la proximité.
3. Accroissement de l'attractivité globale de Hannut via le développement parallèle des trois pôles commerciaux qui passe par un développement structurel au niveau du centre-ville.

Au vu des impacts importants tant économiques qu'environnementaux qu'aurait eu un développement sans régulation, la Ville de Hannut s'est positionnée en faveur d'un développement avec régulation. Le choix du scénario va plus loin encore puisque malgré la volonté d'accroître l'attractivité globale de la Ville de Hannut, le choix a été porté vers le scénario le plus difficile à mettre en œuvre : troisième scénario. Il vise en effet à développer en parallèle les trois pôles commerciaux d'Hannut et implique donc de refuser certains projets en périphérie, plus faciles à mettre en œuvre, et d'agir comme facilitateur pour des projets plus complexes en centre-ville.

Le suivi de la mise en œuvre du Schéma communal de développement commercial et son évaluation seront facilités par les recommandations et outils proposés par l'Auteur de projet :

- Plan d'actions opérationnel ;
- Outil de gestion.

Le Schéma communal de développement commercial prend par ailleurs compte des observations et remarques formulées dans le cadre de l'adoption provisoire, de l'enquête publique, de la consultation du Fonctionnaire délégué et des commissions compétentes (CWEDD, CCATM).

L'avant-projet de schéma de communal de développement commercial a été adopté à l'unanimité lors du Conseil communal du 26 mars 2019.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 19 août 2019 au vendredi 4 octobre 2019. Durant cette période, le dossier était consultable :

- soit au Service Cadre de Vie de l'Administration communale (rue de Landen 23 à 4280 Hannut), chaque jour ouvrable de 9h à 12h

- soit sur rendez-vous sollicité préalablement (min 24h) auprès de l'agent communal délégué à cet effet (tél. : 019/51.93.92.)
- soit sur le site communal ici : <http://bit.do/SCDC-HANNUT>

Une réunion d'information du public, à laquelle a participé une dizaine de citoyens, a eu lieu le mercredi 3 septembre 2019 à 20h00 à l'Académie Julien Gerstmans (Rue des Combattants 1 à 4280 Hannut).

Le Collège communal a, après analyse des différents avis émis par les instances régionales, la CCATM et les observations formulées pendant l'enquête publique (Observatoire du Commerce, Gracq), décidé de proposer au Conseil communal d'apporter quelques modifications (portant sur des aspects en lien avec la « Mobilité ») au schéma avant son adoption définitive.

Les tableaux de synthèse ci-dessous fournissent une vision globale des réactions (observations, remarques et éventuelles réclamations) enregistrées sous différentes formes et résument les remarques considérées comme pertinentes qui ont fait l'objet d'adaptation et compléments dans le document tels que résumé dans les tableaux suivants :

I. Réaction de l'Observatoire du Commerce

N°	Objet de l'observation	Commentaire de l'auteur de projet	Adaptation du SCDC
1	L'Observatoire apprécie la démarche de la commune qui consiste à se doter d'un outil qui permette d'asseoir sa stratégie de développement commercial, d'appuyer ses décisions en matière d'implantation commerciale mais également de guider les retailers souhaitant développer un projet commercial à Hannut	Appréciation positive et encourageante envers le maître d'ouvrage n'appelant pas de réponse particulière	Non
2	L'Observatoire apprécie le choix du scénario qui est proposé dans le projet de SCDC à savoir le renforcement des 3 pôles existants, chacun ayant ses spécificités propres. Toutefois, le lien entre le diagnostic et les orientations choisies ne paraît pas toujours très clair tant l'exercice semble théorique et descriptif.	Appréciation positive et encourageante envers le maître d'ouvrage. La structure du SCDC répond aux exigences du Décret relatif aux implantations commerciales. Cela le rend très théorique dans ses volets officiels. Un volet pragmatique et opérationnel, non exigé par le Décret a été transmis à la Ville d'Hannut pour la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions.	Non
3	L'Observatoire comprend que le scénario a été choisi sur la base de la concertation plutôt que sur une analyse socio-économique même si l'option finale choisie est cohérente par rapport à la structure commerciale actuelle. Preuve en est, ce scénario est déjà appliqué dans les faits à Hannut. Il a en effet été présenté à moult reprises lors de différentes demandes de	Appréciation positive et encourageante envers le maître d'ouvrage n'appelant pas de réponse particulière	Non

	permis d'implantation commerciale sur lesquelles l'Observatoire a été amené à se prononcer.		
4	L'Observatoire du commerce regrette néanmoins que cette stratégie ne tienne pas suffisamment compte de l'influence de la périphérie nord de la commune et notamment de la région flamande (Landen). L'audition a en effet permis d'apprendre que 10% des achats le long de la route de Landen étaient réalisés par une clientèle néerlandophone. Cet aspect n'est pas suffisamment mis en évidence dans le RIE.	La comparaison des zones de chalandise potentielle et effective dans le diagnostic de ce SCDC a permis d'identifier que la population située au-delà de la frontière linguistique n'était pas suffisamment captée comparativement au potentiel qu'elle représente. Le choix du scénario visant à augmenter l'attractivité globale de la Ville de Hannut va dans le sens du recrutement de cette clientèle insuffisamment captée.	Non
5	S'agissant de l'opérationnalisation du projet de SCDC, l'Observatoire du commerce regrette que les documents écrits analysés ne détaillent pas les actions concrètes à mener pour concrétiser la stratégie communale. Toutefois l'Observatoire a appris lors de l'audition qu'une série de fiches-actions ont été élaborées. Il conviendrait qu'une priorisation claire soit établie afin que le développement des 3 pôles soit équilibré de manière concomitante. Par ailleurs, une telle démarche est absolument fondamentale en termes de transparence vis-à-vis des développeurs.	Le plan d'actions et les fiches-actions détaillées ne font pas parties des exigences du décret relatif aux implantations commerciales. Ils ont été fournis à la Ville de Hannut et sont accompagnés d'un calendrier précis de mise en œuvre.	Non

II. Réaction du Gracq (Locale de Hannut) au cours de l'enquête publique

N°	Objet de l'observation	Commentaire de l'auteur de projet	Adaptation du SCDC
1	Pôle de Landen : sécurisation de l'accès cycliste au niveau du rond-point et du parking	Remarque très pragmatique d'utilisateurs réguliers du noyau commercial.	Oui
2	Pôle de Landen : amélioration du stationnement vélo	Remarque très pragmatique d'utilisateurs réguliers du noyau commercial.	Oui
3	Pôle de Huy : amélioration du stationnement vélo	Remarque très pragmatique d'utilisateurs réguliers du noyau commercial.	Oui
4	Pôle de Huy : amélioration de la sortie du pôle pour les vélos	Remarque très pragmatique d'utilisateurs réguliers du noyau commercial.	Oui

5	Pôle du centre-ville : amélioration du stationnement vélo	Remarque très pragmatique d'utilisateurs réguliers du noyau commercial.	Oui
---	---	---	-----

**Vue et approuvée pour être annexée à la Délibération du Conseil communal du
28 novembre 2019**

Par le Conseil :

La Directrice générale



Le Bourgmestre,



DEVELOPPEMENT RECHERCHE ENVIRONNEMENT ENERGIE ARCHITECTURE AMENAGEMENT MOBILITE

Atelier d'architecture DR(EA)²M scprl

Place Communale, 28
6230 Pont-à-Celles

**RAPPORT SUR LES INCIDENCES
ENVIRONNEMENTALES DU SCHEMA COMMUNAL DE
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL DE LA VILLE DE
HANNUT**

RESUME NON TECHNIQUE

MARS 2019

Demandeur

Ville de Hannut
23, rue de Landen
4280 Hannut

Table des matières

Partie 1 : Préambule	3
1.1 Introduction.....	3
1.2 Auteur de l'étude d'incidences	3
1.3 Auteur du SCDC.....	3
Partie 2 : Présentation du SCDC	4
Partie 3 : Cadre juridique et documents d'orientation	6
Partie 4 : Enjeux de la situation existante, évolution avec ou sans Schéma Communal de Développement Commercial et mesure pour réduire les incidences	9
4.1 Paysage.....	9
4.1.1 <i>Enjeux identifiés</i>	9
4.1.2 <i>Evolution sans mise en œuvre du SCDC</i>	10
4.1.3 <i>Incidences du SCDC et mesures pour les réduire</i>	10
4.2 Socio-économique.....	11
4.2.1 <i>Enjeux identifiés</i>	11
4.2.2 <i>Evolution sans mise en œuvre du SCDC</i>	12
4.2.3 <i>Incidences du SCDC et mesures pour les réduire</i>	12
4.3 Urbanisme et patrimoine	13
4.3.1 <i>Enjeux identifiés</i>	13
4.3.2 <i>Evolution sans mise en œuvre du SCDC</i>	14
4.3.3 <i>Incidences du SCDC et mesures pour les réduire</i>	15
4.4 Structure physique et milieu naturel.....	16
4.4.1 <i>Enjeux identifiés</i>	16
4.4.2 <i>Evolution sans mise en œuvre du SCDC</i>	17
4.4.3 <i>Incidences du SCDC et mesures pour les réduire</i>	17
4.5 Mobilité	18
4.5.1 <i>Enjeux identifiés</i>	18
4.5.2 <i>Evolution sans mise en œuvre du SCDC</i>	19
4.5.3 <i>Incidences du SCDC et mesures pour les réduire</i>	19

Partie 1 : *PREAMBULE*

1.1 Introduction

L'article D.53 du Code de l'environnement prévoit que les Schéma Communaux de Développement Commercial fassent l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement durant leur phase d'élaboration.

Le contenu de ce rapport d'incidences a été validé par le Ministre des implantations commerciales et le Ministre de l'environnement conformément aux prescriptions de l'article 19 du Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et à l'article D.56 §3 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Après une présentation des objectifs et des projets du SCDC, un état des lieux de la situation existante de droit et de fait sera effectué. Il précédera l'analyse des incidences que le SCDC pourrait avoir sur l'environnement. Enfin, le rapport proposera une série de mesures afin d'éviter, réduire ou compenser les éventuels effets négatifs.

1.2 Auteur de l'étude d'incidences

Ce rapport a été confié à l'Atelier d'architecture DR(EA)²M, dont le siège est situé 28, Place Communale à 6230 Pont-à-Celles.

1.3 Auteur du SCDC

Le demandeur est la ville de Hannut (23 rue de Landen 4280 Hannut) qui a confié la réalisation du Schéma à l'Association du Management de Centre-Ville (AMCV), dont le siège se trouve rue Samson 27 à Mons (7000).

Partie 2 : **PRESENTATION DU SCDC**

Sur base de différents scénarios proposés par l'auteur de projet (avec et sans régulation), la stratégie choisie par l'autorité communale pour le SCDC de Hannut vise « *un accroissement de l'attractivité globale de Hannut via le développement parallèle des trois pôles commerciaux qui passe par un développement structurel au niveau du centre-ville* ». Cette stratégie est synthétisée sur la carte suivante et se décline en trois types de zones : les pôles commerciaux d'Hannut, les zones d'intervention prioritaires et les sites potentiels d'intervention structurelle.

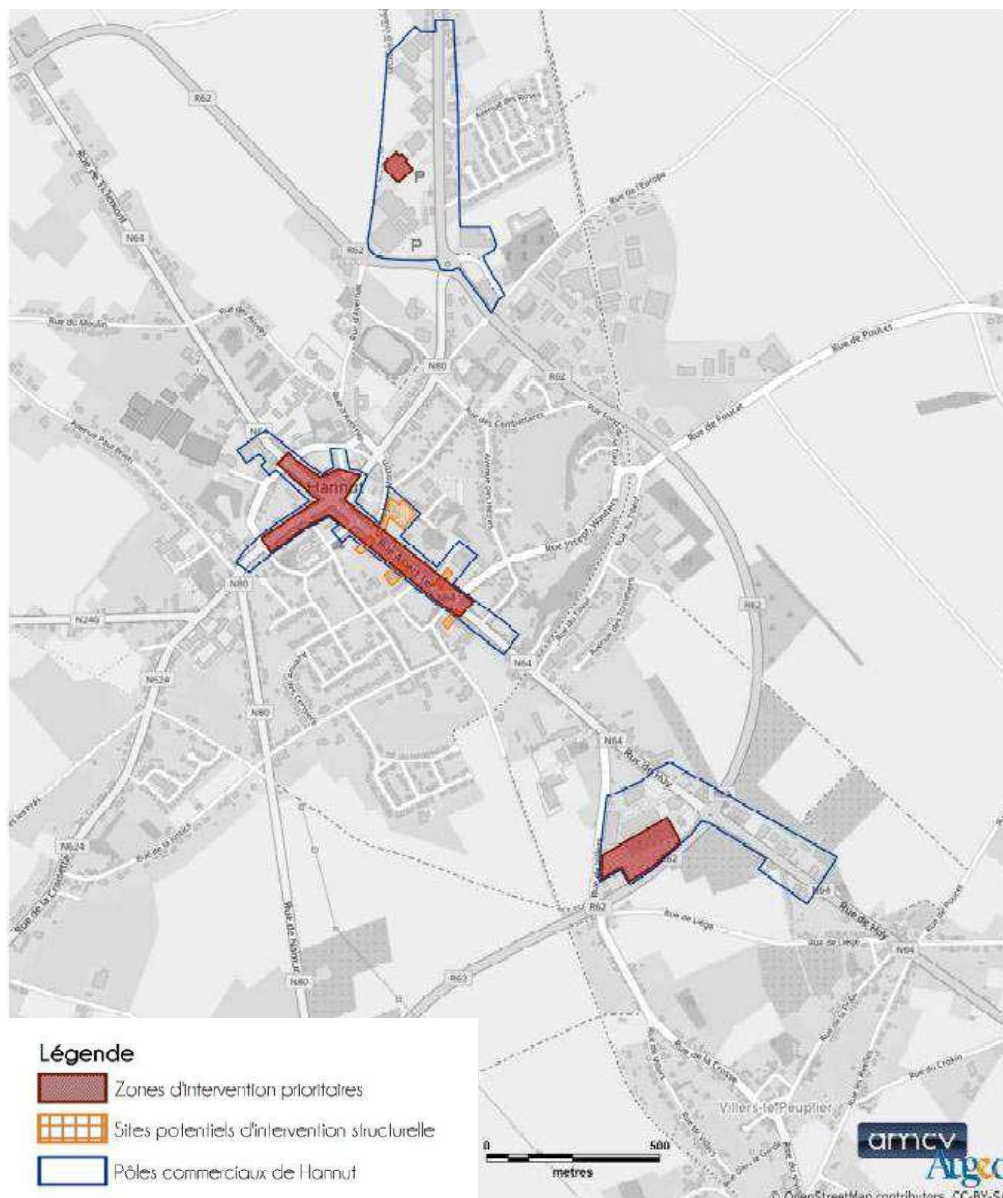


Figure 1 : Localisation des 3 zones du SCDC (SCDC de Hannut).

	Pôles commerciaux
<p>→ Zones où le développement commercial doit être concentré.</p> <p>→ Ces espaces doivent être densifiés.</p> <p>→ En dehors de ces zones, pas de nouvelles implantations au sens du décret du 5 février 2015.</p>	
	Zones d'interventions prioritaires
<p>→ Zones qui doivent être développées en priorité pour renforcer leur rôle dans la structure commerciale.</p> <p>→ Une zone d'intervention prioritaire a été définie pour chaque pôle commercial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Pôle de la Rue de Landen</i> : rafraîchissement du bâtiment de l'ancien Intermarché de par sa localisation centrale - <i>Pôle de la Rue de Huy</i> : renforcement de l'Orchidee Plaza de par son rôle structurant - <i>Pôle du centre-ville</i> : intervention structurelle permettant l'arrivée de nouvelles locomotives 	
	Zones d'intervention structurelles
<p>→ Zones localisées dans le centre-ville présentant un potentiel de restructuration afin d'accueillir de grandes enseignes et, ainsi, de renforcer le rôle de shopping du centre-ville.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Carrefour Market, rue Albert 1^{er}, 2</i> - <i>Ancien Hôtel de ville, rue Albert 1^{er}, 1</i> - <i>Chanet et Maquet, rue Albert 1^{er}, 29-31</i> - <i>Tom&Co, rue albert 1^{er}</i> - <i>Ancien garage Peugeot, rue albert 1^{er}, 77-79</i> 	



Figure 2 : Localisation des 5 zones d'intervention structurelle du centre-ville (SCDC de Hannut).

Partie 3 : CADRE JURIDIQUE ET DOCUMENTS D'ORIENTATION

Succinctement, pour l'ensemble des trois pôles commerciaux concernés, nous ne relevons pas de contraintes importantes particulières. Relevons néanmoins la problématique de pollutions du sol sur les parcelles concernant le pôle de la rue de Huy.

Situation existante de droit	Remarques
A l'échelle régionale	
Schéma de développement territorial (SDT)	La commune de Hannut est identifiée comme un pôle d'appui en milieu rural sur le SDT de 1999. Sur le SDT de 2013, la commune est identifiée comme un pôle secondaire qui doit renforcer l'attractivité de leur offre en services et équipements. La commune se trouve sur un axe suprarégional de développement entre les métropoles de Lille, Bruxelles et Liège.
Plan de secteur	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Pôle centre-ville</i> : zone d'habitat - <i>Pôle Landen</i> : zone d'habitat autour de routes de liaison existantes, à proximité de la ZACC n°1 affectée en zone d'habitat (densité de 25 à 35 log/ha) partiellement mise en œuvre - <i>Pôle Huy</i> : zone d'habitat et zone d'habitat à caractère rural, autour de routes de liaison existantes
Guide régional d'urbanisme (GRU)	Pas de RGBSR ni de RGBZPU qui concernent le site. Potentiellement concerné par le règlement sur l'accessibilité des PMR et le RG enseignes et dispositifs de publicité.
Schéma Régional de Développement Commercial (SRDC)	<ul style="list-style-type: none"> - Achats alimentaires : forte sous-offre mais recommandation de ne plus le secteur afin de ne pas déstructurer le tissu commercial existant. - Achats semi-courants légers : pas de constat spécifique pour Hannut mais potentiel de développement dans ce secteur de vente identifié - Achats semi-courants lourds : forte sous-offre et potentiel de développement dans ce secteur de vente identifié <p>Au niveau des recommandations du SRDC, aucune n'est spécifique à Hannut.</p>
Schéma Directeur Cyclable pour la Wallonie	La commune d'Hannut est classée comme un pôle et comporte plusieurs liaisons vers d'autres pôles.
A l'échelle communale	
Schéma de développement communal (SDC)	La commune d'Hannut possède un SDC approuvé en 2012. Par rapport aux 3 zones du SDC, on peut retenir ceci : <ul style="list-style-type: none"> - Le schéma de circulation reporte tout le transit sur le contournement et affecte toutes les rues du centre en voirie locale avec la rue Albert 1er comme « collecteur communal » ; - Le carrefour Albert 1er/Snyers doit être aménagé ; - Augmenter la densité dans le centre-ville.
Guide communal d'urbanisme (GCU)	La commune possède un GCU révisé et approuvé en 2014.
Plan Inter-Communal de Mobilité (PICM)	La commune d'Hannut est incluse dans le PICM de Berloz, Geer, Hannut et Waremme, depuis 2013. Aucune mesure ne concerne les périmètres du SCDC : l'état des lieux indiquait une relative fluidité du trafic avec quelques problématiques au sortir des écoles.
Plan Communal de Développement de la Nature (PCDN)	La commune d'Hannut a approuvé son PCDN en 2008.
Programme Communal de Développement Rural (PCDR)	La commune d'Hannut possède un PCDR depuis 2018.

Programme communal d'action en matière de logement	Le plan logement 2014-2016 prévoit deux projets dans le centre-ville mais qui ne concernent pas les périmètres d'action du SCDC.
Contrat de rivière	La commune de Hannut fait partie du contrat de rivière Meuse-aval composé de quatre contrats locaux. La commune de Hannut fait partie du contrat local de Méhaigne Dyle-Guette,
Plan Habitat Permanent	Non concerné
A l'échelle locale	
Schéma d'orientation local (SOL)	Non concerné
Permis d'urbanisation	Un plan de lotissement de 1970 existe sur la parcelle de l'Orchidée Plaza
Chemin et sentiers vicinaux	Plusieurs chemins et sentiers traversent les périmètres de pôles identifiés mais aucuns ne concernent les zones d'intervention structurelle
Pollution (état des sols)	Les parcelles de et autour de l'Orchidée Plaza sont concernées par des démarches de gestion des sols (art. 12 §2 et 3 du décret). Ce qui veut dire qu'elles ont fait ou doivent faire l'objet de démarches liées à une problématique de pollution du sol.
Site à réaménager (SAR)	Non concerné
Remembrement urbain	Non concerné
Remembrement agricole (aménagement foncier)	Un périmètre de remembrement en cours s'étend au nord-est du centre-ville, il s'agit du périmètre dit « Lincen ».
Revitalisation urbaine	On recense deux périmètres de revitalisation urbaine.
Rénovation urbaine	Un périmètre de rénovation urbaine.
Zone d'initiative privilégiée	Non concerné
Périmètre de reconnaissance économique	4 périmètres de reconnaissance économique sur le centre-ville dont 3 correspondants aux zones d'activités économiques industrielle et mixte du plan de secteur, situé au nord-est du centre-ville.
Monuments et sites classés	Un monument et un site classé au centre-ville.
Site archéologique	Pas de sites archéologiques.
Arbres et haies remarquables	On dénombre plusieurs arbres remarquables au niveau du centre-ville de Hannut. On compte également 3 sites AHREM.
Périmètre d'intérêt paysager ADESA	Non concerné
Bois soumis	La commune de Hannut compte 14,82 ha de bois soumis (2009) mais qui ne concernent pas les périmètres du SCDC.
Plan d'assainissement par sous bassin hydrographique (PASH)	L'essentiel du centre-ville est repris en zone d'assainissement collectif à l'exception des maisons situées le long de la rue de Tirlemont en périphérie. Les eaux usées sont redirigées vers la station d'épuration d'Avernas-le-Baudoin (8250 EH).
Captages et zones de prévention	On trouve un captage en eaux souterraines au nord-est du centre-ville pour lequel il n'existe pas de zone de prévention.
Statut des voiries	Le centre-ville est traversé par trois routes régionales : la N80, la N624 et la N64. On notera également la présence d'un RAVeL qui traverse le centre-ville du nord au sud sur sa partie est.
Statut des cours d'eau	Un cours d'eau de 3ème catégorie se trouve au nord du centre-ville.
Aléa d'inondation	Non concerné, toutefois on retrouve des axes de ruissellement au sein du centre-ville.

Risques naturels (éboulements de parois, phénomènes karstiques, glissements de terrain)	Non concerné
Risques géologiques et miniers	Non concerné
Terrils	Non concerné
Risques nucléaires	Le sud-est de la commune de Hannut se trouve en zone de confinement et le nord-ouest de la commune est concerné par une zone d'approvisionnement.
Entreprises REGINE	4 sites PRTR Wallon, 1 site PRTR Européen. Il s'agit essentiellement d'élevages intensifs de porcs et de volailles.
Directive SEVESO	Non concerné
Conservation de la nature (réserve naturelle, réserve forestière, zone humide d'intérêt biologique, cavité souterraine d'intérêt scientifique)	Non concerné.
Natura 2000*	Une zone Natura 2000 est située à la limite des communes de Hannut et de Geer, elle se trouve à environ 2,6km du centre-ville. Il s'agit d'un des derniers ensembles de forêts alluviales

Tableau 1 : Synthèse du cadre juridique et des documents d'orientation participant à l'aménagement du territoire wallon et en relation avec le périmètre d'étude.

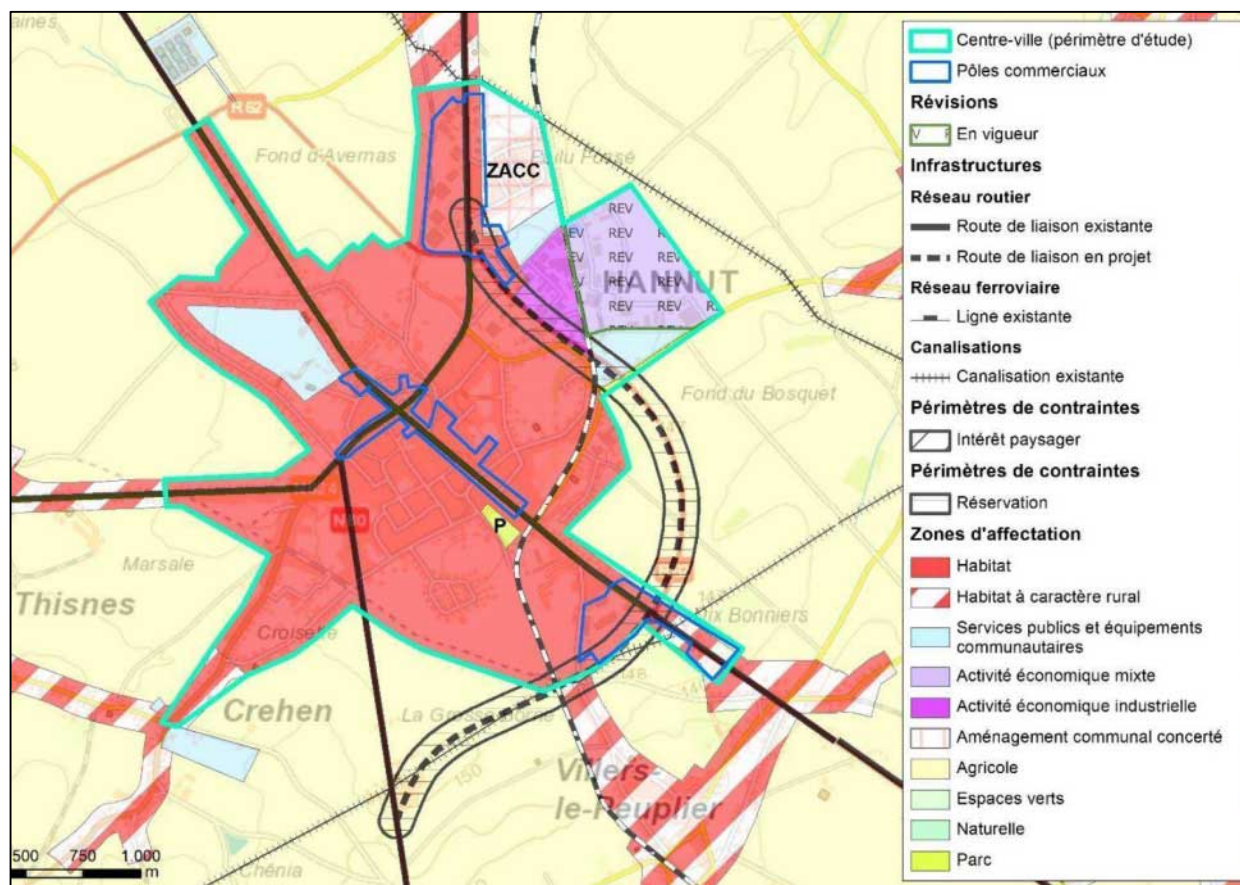


Figure 3 : Extrait du plan de secteur et repérage du SCDC (Source : données DGO4 – Carto : DR(EA)²M).

Partie 4 : **ENJEUX DE LA SITUATION EXISTANTE, EVOLUTION AVEC OU SANS SCHEMA COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET MESURE POUR REDUIRE LES INCIDENCES**

4.1 **Paysage**

4.1.1 **Enjeux identifiés**

Enjeu 1 : Un paysage très ouvert marqué par les noyaux bâtis et quelques éléments végétaux

Le contexte paysager de la région est typique de la Hesbaye limoneuse constitué d'une succession de grandes cultures agricoles. Çà et là persistent encore quelques petits bois mais c'est à l'approche des villes et des villages qu'une certaine densité végétale réapparaît. Dans les zones cultivées de ce territoire, les vues sont donc longues et ouvertes et l'implantation d'une zone commerciale peut, en fonction de sa localisation, avoir une visibilité forte.

Les pôles « rue de Landen » et « rue de Huy » sont tous deux situés à la périphérie de Hannut. Ils disposent donc d'un contexte urbanisé, bâti et végétalisé (arbres, pelouses, ...) qui ne les isolent pas dans le paysage. Le pôle « rue de Huy » a en outre la particularité d'être entouré de plusieurs parcelles exploitées pour la culture intensive de pommes et poires. Notons également la présence d'une parcelle boisée de 0,79ha au sein du périmètre du pôle « rue de Huy » dont l'importance tient davantage dans la rareté de ce type d'éléments que dans sa qualité paysagère.

Enjeu 2 : Présence de vues extérieures sur les pôles rue de Landen et rue de Huy

Etant localisés en périphérie, ces deux pôles sont visibles depuis plusieurs points de vue. Ces vues pourraient cependant disparaître de par la présence de zones urbanisables existantes qui permettraient de faire écran entre les bâtiments existants et les zones agricoles ouvertes.

Sur les zones d'interventions prioritaires, les vues paysagères sont moindres puisque les zones sont plus petites et confinées à un endroit de leur pôle. On note pour le pôle « rue de Landen » une faible vue depuis le nord-ouest et une visibilité forte depuis le contournement (cfr chapitre « urbanisme »). Les vues du pôle « rue de Huy » se limitent à une vue depuis le village de Villers-le-Peuplier et depuis le sud-ouest.

Pour le pôle du centre-ville, les vues paysagères sont nulles puisqu'il est totalement intégré dans le centre de Hannut.

Enjeu 3 : Une zone boisée jouant un rôle paysager au sein du pôle « rue de Huy »

Au sein de la zone d'intervention prioritaire du pôle « rue de Huy », il faut relever la présence d'une zone boisée dont le rôle paysager tient davantage dans la rareté de ce type d'éléments au sein de la Hesbaye fortement dédiée à l'agriculture intensive que dans la qualité intrinsèque dudit boisement. Il n'est cependant pas repris au Schéma de Développement Communal comme élément à préserver.



Figure 3 : Analyse paysagère du pôle rue de Huy » (WalOnMap 2016).

4.1.2 Evolution sans mise en œuvre du SCDC

Sans mise en œuvre du SCDC, l'évolution de la situation sur le paysage pourrait être plus impactante puisque de nouvelles implantations commerciales pourraient, à priori, s'implanter partout en zone urbanisable au plan de secteur alors que le SCDC limite justement les futures implantations à des périmètres bien précis.

4.1.3 Incidences du SCDC et mesures pour les réduire

Incidence 1 : l'impact de la mise en œuvre du SCDC sur le paysage sera limité au sein du pôle « rue de Landen ». Au sein du pôle du centre-ville, les vues paysagères étant inexistantes, il n'y a pas d'incidence sur le paysage à signaler.

- Aucune mesure particulière n'est à prendre pour les pôles du centre-ville et « rue de Landen ».

Incidence 2 : au sein du pôle « rue de Huy », il y aura un impact sur le paysage puisque la zone d'intervention prioritaire qui y est prévue contient une zone boisée qui fait écran avec l'arrière des bâtiments commerciaux et sur laquelle les extensions de bâtiments préconisées devraient avoir lieu en premier au vu de sa localisation mitoyenne des parcelles déjà bâties.

- **Recommandation 1** : pour le pôle « rue de Huy », en cas de suppression de la parcelle boisée, il semble pertinent de prévoir soit une urbanisation (qualité architecturale, bâti végétalisé, ...), soit un reboisement qui maintiendrait le rôle paysager du bois existant.

4.2 Socio-économique

4.2.1 Enjeux identifiés

Enjeu 4 : Une démographie en hausse continue depuis 1991 et qui va se poursuivre

La Commune d'Hannut connaît une croissance démographique continue depuis 1991, de même que toutes ses communes limitrophes. De ces dernières, Hannut se trouve parmi celles qui ont la croissance la plus forte avec Geer, Orp-Jauche et Burdinne. Seule Wasseige connaît une croissance plus forte. En comparaison avec l'ensemble de la province de Liège et la Région wallonne, on peut conclure qu'Hannut et sa région sont soumis à une croissance démographique forte.

Cette tendance n'est pas près de s'arrêter puisque les perspectives de croissance démographique à l'horizon 2035 estimées par le bureau fédéral du plan prévoient un maintien de la hausse.

Enjeu 5 : De plus en plus d'appartements

Comme pour la province de Liège et la Région wallonne, la commune d'Hannut voit une hausse du nombre d'appartements sur son territoire qui traduit une tendance générale due à plusieurs facteurs augmentant la demande pour des unités d'habitation plus petites.

Un nouveau logement sur deux à Hannut est désormais un appartement et cette tendance devrait encore s'accroître à l'avenir vu que la majorité des facteurs qui soutiennent la demande pour des unités d'habitation plus petites continuent à croître.

Enjeu 6 : Une activité économique portée par le commerce et l'HoReCa

27% des entreprises d'Hannut sont actives dans la catégorie « Commerces, HoReCa et Transport ». Ce qui en fait le secteur le plus actif de la commune. En termes de poste de travail, ce même secteur reste dominant juste après celui des administrations et de l'enseignement majoritairement constitué d'emplois publics. Le secteur « Commerces, HoReCa et Transport » peut donc être considéré comme le secteur privé le plus pourvoyeur d'emplois de la commune.

Le commerce joue un rôle prépondérant dans la dynamique économique d'Hannut. Si l'on compare la situation avec les communes voisines et d'autres pôles commerciaux voisins, on remarque qu'Hannut se positionne de manière intéressante en ayant des statistiques identiques aux pôles de Wavre et Namur en ce qui concerne la part des entreprises et en tête de toutes les communes en ce qui concerne la part des postes de travail.

Enjeu 7 : Peu de conflits d'usage entre les zones commerciales et les zones d'équipement

Pôle local reconnu, Hannut dispose donc de plusieurs équipements dont le public qui les fréquente dépasse les seuls habitants du centre-ville. Ce qui génère un surcroît de demande en mobilité depuis et vers le centre-ville. A l'observation, il apparaît que la répartition géographique entre les équipements et les zones commerciales est plutôt bien agencée et permet de réduire les conflits d'accès et d'occupation des parkings.

Les zones commerciales sont étendues autour de la Grand-place et dans la rue Albert 1^{er} et leur accès est surtout axial. Les équipements sont tous situés au Nord et au Nord-Ouest et pour la plupart à l'extérieur des anciens remparts et leur accès se fait plutôt en utilisant les rocade (avenue de Thouars, rue d'Avernas, rue de Tirlémont)

4.2.2 Evolution sans mise en œuvre du SCDC

Sans mise en œuvre du SCDC, on peut s'attendre à deux évolutions que le SCDC vise à éviter :

1. Le développement d'une offre commerciale qui ne permette pas de répondre aux besoins identifiés et maintenir l'attractivité d'Hannut par rapport aux autres pôles commerciaux ;
2. Un développement commercial non maîtrisé en dehors des pôles qui étale l'offre commerciale et en vient à déformer les pôles existants et à disperser les besoins en parkings, animations et rénovation de l'espace public sur un territoire plus grand.

4.2.3 Incidences du SCDC et mesures pour les réduire

Incidence 3 : Les mesures prises dans le SCDC sont une manière d'anticiper les besoins futurs des clients. Avec la croissance démographique attendue, on peut s'attendre à une augmentation de la demande en commerces à Hannut. En augmentant la surface commerciale et en étendant l'offre, le SCDC contribue donc à la réponse aux besoins en commerces. Cette augmentation se veut cependant limitée au sein des trois pôles et non en s'étendant encore comme une réponse à la baisse attendue de la demande en surfaces commerciales suite à la croissance de l'e-commerce.

Incidence 4 : en optant pour la réalisation d'un SCDC, la commune d'Hannut cherche à soutenir et développer une des activités économiques les plus importantes de son territoire. Le SCDC et ses mesures auront donc une incidence positive pour le développement de ce secteur. Le choix des autorités communales de réaliser un SCDC et de contraindre les futures implantations dans trois périmètres bien définis permettra donc de renforcer la dynamique et l'équilibre commercial global du territoire, profitables dès lors tant pour les grandes surfaces que pour les commerçants indépendants.

Incidence 5 : Même si la vocation première du SCDC n'est pas d'augmenter l'offre en logement, les mesures qu'il préconise touche à cette thématique notamment dans les zones d'intervention prioritaire du centre-ville où il est prévu de réaliser des logements au-dessus des rez commerciaux.

- **Recommandation 2** : Vu la croissance démographique attendue et la demande en augmentation pour des logements de type appartements, il semble pertinent de systématiser leur création en compléments des commerces dans chaque zone d'intervention prioritaire du centre-ville. Ceci rejoint en outre les objectifs de densification des centres-villes et villages et permet de ramener de la mixité dans les rues commerçantes trop souvent vides une fois les commerces fermés.

Incidence 6 : enfin, soutenir le développement commercial et encourager l'afflux d'une nouvelle clientèle augmentera la demande sur les infrastructures de mobilité (routes et parkings) qui de ce fait pourra impacter l'accès aux autres activités. Sur les équipements du centre-ville, il ne faut pas craindre d'impact important vu la bonne répartition géographique entre le commerce et les équipements qui réduira les potentiels conflits d'usage des mêmes infrastructures. L'augmentation de fréquentation d'un de ces secteurs ne devraient donc pas impacter négativement l'autre.

4.3 Urbanisme et patrimoine

4.3.1 Enjeux identifiés

Enjeu 8 : Un centre-ville avec un bâti hétérogène, un espace public rénové et de qualité et des poches récentes d'appartements

Trois éléments caractérisent le périmètre du pôle commercial du centre-ville de Hannut :

- Un bâti historique relativement hétérogène en gabarits, matériaux, qualité et styles architecturaux mais ayant typologie commune de maison unifamiliale mitoyenne dont le rez est affecté au commerce ;
- Un espace public récemment rénové et faisant la part belle aux piétons qui rend la circulation aisée et agréable tout au long de l'axe commercial ;
- Des poches récentes de bâti résidentiel de type appartements en rez+3+T et d'une bonne qualité architecturale participant ainsi à une nouvelle dynamique au centre-ville.

Enjeu 9 : Seuls deux éléments patrimoniaux dans le centre-ville

Mis à part le cœur et la Tour de l'église Saint-Christophe et le petit bosquet aux remparts Saint-Christophe, aucun élément patrimonial faisant l'objet d'une protection n'est présent dans et à proximité du pôle. Cette faiblesse patrimoniale s'explique par de nombreux épisodes de destructions qu'a connus la ville durant les guerres du Moyen-Age et des derniers siècles.

Enjeu 10 : un pôle « rue de Landen » construit en plusieurs phases et avec une qualité architecturale inégale

Le pôle « rue de Landen » se caractérise par un ensemble d'une vingtaine de halls commerciaux tantôt isolés tantôt regroupés en « shopping » et d'une surface allant de 500 à 5000m². Ce pôle s'est construit en trois phases :

- Une première phase avant les années 1990 qui a développé la partie Nord ;
- Une deuxième phase début 2000 conjointement à l'aménagement du 1er rond-point du contournement et en extension des surfaces commerciales. L'urbanisation résidentielle se poursuivra peu après le long de la rue de Landen au Nord des derniers bâtiments commerciaux ;
- Une troisième phase vers 2015 conjointement à la réalisation du contournement. En parallèle débute l'urbanisation résidentielle le long de la limite sud du contournement.

Cet historique met en évidence la différence de qualité architecturale mais surtout de traitement des abords du bâti commercial. Cheminement modes doux, plantations, gestion des eaux de pluie font partie des projets élaborés dans la troisième phase.

Enjeu 11 : une importante réserve foncière autour du pôle « rue de Landen »

D'autre part, l'évolution de l'urbanisation résidentielle montre une possible extension sur les réserves encore disponibles en zone d'habitat au plan de secteur. Au total, 17,61 ha peuvent encore être urbanisables autour du pôle de la rue de Landen qui pourraient à terme renforcer la demande sur les biens de consommation courante.

Aucun élément patrimonial faisant l'objet d'une protection n'est présent dans et à proximité du pôle.

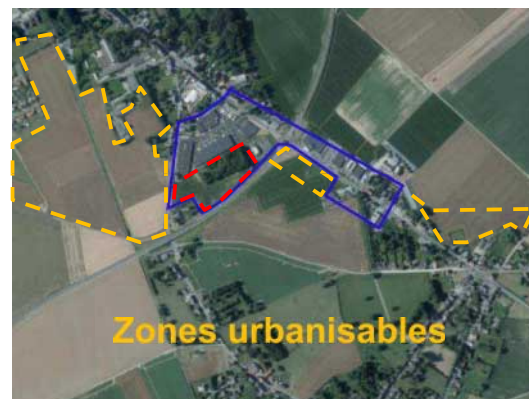


Enjeu 12 : un pôle « rue de Huy » récemment rénové et mitoyen d'une importante réserve foncière

Le pôle de la rue de Huy se constitue dès les années 1970 et s'étend début 90. C'est vers 2005 et la construction du contournement que le site subi une transformation complète pour être dédié au commerce dont le dernier bâtiment sera construit vers 2013.

Proche de ce pôle se trouve aussi une importante réserve urbanisable de 36,2 ha considérée comme stratégique au Schéma de Développement Communal et dont la mise en œuvre influencera fortement la fréquentation du pôle.

Aucun élément patrimonial faisant l'objet d'une protection n'est présent dans et à proximité du pôle.



4.3.2 Evolution sans mise en œuvre du SCDC

Sans mise en œuvre du SCDC, la commune ne disposera pas de l'outil pour appuyer les opérations prévues sur les sites d'intervention structurelle dont l'impact sur le bâti et le cadre architectural pourra être positif. Au vu de l'hétérogénéité du bâti ancien dans le centre-ville et de sa qualité architecturale plutôt moyenne, l'absence de SCDC laissera aux seuls opérations privées le soin de procéder ou non à des opérations de rénovations ambitieuses qui ne correspondront peut-être pas aux besoins identifiés dans l'état des lieux du SCDC.

Avec l'augmentation de l'e-commerce, on peut s'attendre à une réduction de la demande en surfaces commerciales. Limiter l'implantation de nouveaux commerces au sein de pôles physiquement délimités, permettra de maintenir une « pression » commerciale et éviter une augmentation des vides commerciaux.

4.3.3 Incidences du SCDC et mesures pour les réduire

Incidence 7 : sur le patrimoine, l'incidence du SCDC sera nulle étant donné l'absence de patrimoine référencé au sein des périmètres d'intervention.

Incidence 8 : sur le bâti du centre-ville, l'incidence de la mise en œuvre du SCDC sera davantage positive puisqu'il pourra contribuer à poursuivre les objectifs de rénovation urbaine notamment sur les sites d'intervention structurelle mais à la seule condition que l'extension de surface commerciale souhaitée s'accompagne au minimum d'une bonne qualité architecturale et au mieux d'un geste architectural fort sur les fronts de la rue Albert 1^{er}.

- **Recommandation 3** : L'actualité immobilière récente témoigne d'un regain pour les centres villes aussi bien dans les grands centres urbains que dans des plus petits. Plusieurs villes mettent en place de gros programmes de restructuration de leur centre avec chaque fois une dynamique ambitieuse au niveau des commerces, de l'espace public et de l'architecture. En parallèle, on observe une tendance nouvelle des grandes chaînes commerciales à développer de nouveaux projets en centre urbain. Il serait dès lors dommage de ne pas profiter de ces dynamiques pour ne pas accompagner la mise en œuvre du SCDC par une augmentation de la qualité architecturale, surtout en centre-ville. Nous recommandons donc de prévoir sur un ou plusieurs des sites d'intervention structurelle un geste architectural fort sur les fronts de la rue Albert 1^{er} afin de disposer de bâtiments repères participant au sentiment de convivialité urbaine déjà atteint au niveau de l'espace public.

Incidence 9 : sur le bâti des pôles « rue de Landen » et « rue de Huy », les zones d'intervention structurelle sont l'occasion d'augmenter la qualité architecturale et des abords comme cela a été fait lors des précédentes phases de rénovation.

- **Recommandation 4** : donner un objectif d'augmentation de la qualité architecturale et des abords dans les deux zones d'intervention structurelle des pôles « rue de Landen » et « rue de Huy ».

Incidence 10 : le renforcement des pôles « rue de Landen » et « rue de Huy » aura un impact sur leur fréquentation par les riverains actuels mais surtout futurs vu les importantes réserves foncières à leurs abords immédiats dont certaines sont programmées dans le Schéma de Développement Communal. De pôles commerciaux conçus uniquement pour un accès en voiture, ils pourraient devenir des quartiers à part entière à condition d'avoir une réflexion globale les intégrant avec les quartiers voisins et les réserves foncières et dessinant des liaisons avec le centre-ville.

- **Recommandation 5** : Etendre la réflexion des futurs SOL des réserves foncières prévus au Schéma de Développement Communal aux deux pôles commerciaux.

Incidence 11 : l'impact précis sur les impétrants est difficile à estimer sans connaître plus précisément l'ampleur et le programme des différents projets. A ce stade, il est seulement possible d'indiquer que les sites concernés sont déjà équipés et avaient déjà vocation de commerces et/ou équipements précédemment.

- **Recommandation 6** : réaliser une analyse qualitative et quantitative des impétrants durant la phase de conception des projets des zones d'intervention structurelle.

4.4 Structure physique et milieu naturel

4.4.1 Enjeux identifiés

Enjeu 13 : aucune contrainte naturelle forte mais une densité végétale importante dans le centre-ville

Seules deux contraintes naturelles sont présentes au sein du pôle du centre-ville et concernent un risque de ruissellement concentré au niveau de la Grand-Place de la rue Albert 1^{er} et de la rue Wauters. Le ruissellement concentré met en évidence les zones à risque d'inondation par ruissellement et/ou coulée de boues apparaissant suite à la concentration naturelle des eaux de ruissellement de surface. Ce risque peut être faible (en jaune), moyen (en mauve) ou élevé (en rouge). Plusieurs arbres et haies remarquables sont présents dans le centre-ville mais en dehors de la zone commerciale.

Enjeu 14 : une végétalisation intéressante en intérieurs d'îlots au centre-ville mais moins forte le long de la rue Albert 1^{er} et dans les îlots d'intervention structurelle

La vue aérienne du centre-ville montre que la plupart des intérieurs d'îlot sont encore densément végétalisés. Cette végétalisation est cependant moins dense à l'intérieur des remparts et le long de la rue Albert 1^{er}.

L'îlot intégrant les zones d'intervention structurelle du Carrefour Market et de l'ancien Tom&Co est modérément végétalisée principalement par la présence des deux complexes commerciaux dont les toits et parkings ne comprennent pratiquement pas d'arbres et haies. Cet état est accentué par la présence d'un bâti de type économique et d'un espace important affecté à du stockage de gravas et matériaux.

L'îlot intégrant l'ancienne maison communale et de Chanet et Maquet est assez bien végétalisé et les deux zones d'intervention structurelle sont déjà pratiquement totalement minéralisées.

L'îlot de l'ancien garage Peugeot est quant à lui assez fortement minéralisé avec d'importantes constructions en zone arrière.

Enjeu 15 : des espaces publics moins végétalisés à mesure qu'on s'éloigne de la Grand Place

En ce qui concerne la végétalisation de l'espace public, des arbres et plantations ont été implantés sur toutes les places et voiries qui ont été réaménagées. La Grand-place et la place Gustin sont les espaces les plus plantés. Plus on s'éloigne de ces lieux et plus la densité plantée diminue. Sur la rue Albert 1^{er}, il n'y a plus aucune plantation à partir du bâtiment Chanet et Maquet.

Enjeu 16 : une végétalisation faible du pôle « rue de Landen » surtout près des bâtiments les plus vieux

Le pôle « rue de Landen » est caractérisé par de grandes étendues minéralisées. Une différence nette est cependant visible entre les installations récentes et celles construites dans les années 1990.

Autour du complexe Broze/Trafic/JBC/Brico Dullaers, la végétalisation se limite à quelques arbustes aux pieds des pylônes d'éclairage. L'espace dédié aux voiries et parkings est uniformément asphalté

ce qui entraîne un écoulement vers le réseau d'égouttage de 100% des eaux de pluie. Le niveau de végétalisation peut être qualifié de très mauvais. Ce qui entraîne une très faible diversité biologique.

Autour du complexe Intermarché, la qualité végétale est supérieure. On peut relever : des massifs de plantes et arbustes aménagés et protégés de la voirie par des bordures, des espaces de pelouses au droit des bâtiments et le long du contournement, des espaces de parking fait de blocs béton non scellés gardant un pouvoir d'infiltration des eaux de pluie et un bassin d'orage végétalisé.

Enjeu 17 : une végétalisation intéressante du pôle « rue de Huy »

Le réaménagement complet du pôle de Huy a permis de renforcer la végétalisation du site et connaît le même niveau de qualité que la partie nouvelle du pôle « rue de Landen » (pavé drainant, haies, massifs d'arbustes). Il ne contient cependant pas de bassin d'orage. Par contre, il dispose d'une importante pelouse sur les abords du Quick et d'une importante parcelle boisée à l'arrière du bâtiment Decathlon. Ce bois est constitué d'espèces herbacées, arbustives et arborées feuillues typique de nos régions (ronces, bouleau, chêne, frêne, sureau, ...) et constitue un refuge certain pour la petite faune vue la rareté de ce type de massif dans les environs.

4.4.2 Evolution sans mise en œuvre du SCDC

Sans mise en œuvre du SCDC, les différents sites et bâtiments devraient rester en l'état avec un niveau de végétalisation relativement faible et une situation sans contraintes majeures en termes d'environnement et de milieu naturel.

4.4.3 Incidences du SCDC et mesures pour les réduire

Incidence 12 : Le programme du SCDC ne prévoit pas de mesures particulières en ce qui concerne le milieu naturel et la végétalisation. Un éventuel impact positif ne peut donc être identifié.

- **Recommandation 7** : Vu le faible niveau de végétalisation des ilots et des bâtiments concernées par les zones d'intervention structurelle, il serait intéressant de profiter de toutes les opérations futures pour augmenter le niveau de végétalisation des sites et mettre en place des matériaux et installations techniques qui réduisent l'empreinte écologique et limitent les impacts sur l'environnement : plantations, pelouses fleuries, pavés drainants, toitures végétalisées, bassins tampons, panneaux solaires, éclairage naturel des bâtiments, ...

Rappelons tout l'intérêt des prés fleuris qui sont des écosystèmes pouvant générer une très grande diversité écologique.

Incidence 13 : On peut relever un impact négatif probable au niveau du pôle « rue de Huy » si la parcelle boisée devait être rasée sans compensations. Cette parcelle ne contient pas d'espèces protégées connues mais constitue un refuge pour la flore et la faune d'autant plus intéressant que ce type de bois (une taille intéressante et une fréquentation humaine faible) est très peu présent dans la région.

- **Recommandation 8** : vu l'intérêt du bois, nous recommandons de pouvoir maintenir un espace identique au sein du pôle.

4.5 Mobilité

4.5.1 Enjeux identifiés

Enjeu 18 : un bon accès automobile

Les trois pôles commerciaux disposent tous d'une bonne accessibilité automobile. Celui du centre-ville est directement accessible depuis le contournement par les rues de Landen et de Huy. Et les pôles « rue de Landen » et « rue de Huy » sont tous deux directement connectés au contournement par des ronds-points. Le pôle « rue de Landen » dispose même d'une bretelle d'accès directe depuis le contournement et de sa propre voirie interne de desserte dans sa partie sud (Intermarché).

Enjeu 19 : une grande capacité de parking

Le centre-ville d'Hannut dispose de 12 zones de parkings d'une capacité totale de 980 places en accès libre.

Toutes ne sont cependant pas utilisées par les chalands des commerces du centre-ville. Parmi tous les parkings du centre-ville seuls six sont réellement utilisés par les chalands. Les autres peuvent l'être de manière exceptionnelle mais non structurelle. Ce qui offre une capacité totale de 482 places auxquels il faut ajouter 157 places disponibles en voirie (dont 77 en zone bleue). Soit un total de 639 places de parking.

D'après le service « Gestion centre-ville », il n'y a pas actuellement de sous-offre globale en termes de parking mais on dénombre ponctuellement un manque de places qui pourrait être résolu en invitant les employés des commerces à se garer hors zone commerciale.

Notons également que l'espace mitoyen de l'ancien hôtel de ville repris comme site d'intervention structurelle dans le SCDC est utilisé comme espace de parking non officiel lors des événements organisés dans l'ancien hôtel de ville. Cette zone fermée par des barrières Heras n'est cependant pas utilisée par les chalands et les riverains. Raison pour laquelle elle n'a pas été comptabilisée ci-dessus.

Les deux pôles « rue de Landen » et « rue de Huy » disposent tous deux d'une capacité de stationnement importante et adéquate à la demande. Au pôle « rue de Landen », le parking de l'Intermarché dispose de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Enjeu 20 : des aménagements modes doux, surtout dans le centre et vers le pôle « rue de Landen »

Les trois pôles commerciaux disposent d'une assez bonne qualité d'aménagement pour les modes doux.

Le centre-ville dispose de trottoirs larges, en très bon état avec des passages piétons sécurisés et rétrécis. Les voiries du centre-ville sont également équipées de bandes cyclables suggérées qui se poursuivent jusqu'au pôle « rue de Landen ». On retrouve trois emplacements de parkings vélos dans le centre-ville d'Hannut pour un total de 15 vélos. Dans les rues Gramme et Albert 1^{er}, le mobilier urbain permet la fixation de vélo. Selon le service de gestion du centre-ville, l'usage de ces parkings est faible.

Le pôle « rue de Landen » dispose d'un cheminement modes doux sécurisés pour les piétons et vélos depuis le centre-ville avec un passage du contournement sécurisé au niveau du rond-point. Sur le complexe, la partie sud sauf l'absence de parkings vélos, le site est relativement bien adapté

pour les modes doux. Par contre, la partie nord n'est pas bien adaptée et consiste en un vaste espace macadamisé dédiée aux voitures.

Le pôle « rue de Huy » est le pôle le moins équipé en aménagements modes doux. Des trottoirs bordent les deux côtés de la rue de Huy mais leurs matériaux varient fort et ils manquent de sécurisation. La situation est similaire de l'autre côté du rond-point où seul un côté de la rue dispose de bas-côtés mais qui sont directement intégrés aux parkings des commerces. Seul le rond-point dispose de trottoir et de passages piéton sécurisés. En ce qui concerne les vélos, aucun aménagement n'existe au sein du pôle.

Signalons également la présence du RAVeL qui traverse la commune du Nord au Sud et permet de relier Bertrée/Avernas à Villers-le-Peuplier et Avrennes en passant dans Hannut. Il ne relie donc malheureusement pas les villages les plus denses de la zone de chalandise vers Hannut

On peut donc regretter que :

- Les trottoirs n'aient pas été refait sur la portion Wauters/Snyers de la rue Albert ;
- La partie du pôle « rue de Landen » comprenant l'ancien Intermarché ne dispose pas d'aménagements pour les modes doux ;
- Les bandes cyclables suggérées ne relient pas le centre-ville au pôle « rue de Huy »
- Le pôle « rue de Huy » n'est pratiquement pas équipés en aménagements pour les modes doux.

Enjeu 21 : Un centre-ville bien desservi par les bus mais une seule ligne reliant les trois pôles

En termes de transport en commun, 7 lignes de bus desservent le centre de Hannut. Le pôle commercial du centre-ville est donc particulièrement bien desservi. Une seule ligne permet une liaison entre les trois pôles commerciaux bien que le passage dans le pôle « rue de Huy » ne soit pas systématique. Ce dernier pôle étant par ailleurs desservi plus ou moins bien par 3 autres lignes.

4.5.2 Evolution sans mise en œuvre du SCDC

Sans mise en œuvre du SCDC, de nouvelles implantations commerciales pourront se développer en dehors des périmètres définis et ne pas profiter de toutes la stratégie de mobilité mise en place par le SCDC (signalétique, information sur le stationnement, ...) et par la commune (offre en stationnement, rénovation de l'espace public, cheminement modes doux, ...).

4.5.3 Incidences du SCDC et mesures pour les réduire

Incidence 14 : la desserte voiture des trois pôles étant d'un très bon niveau et aucune problématique particulière n'ayant été relevée à ce niveau, il n'y a pas d'impacts notables à attendre.

Incidence 15 : considéré comme un enjeu pour lutter contre le réchauffement climatique l'usage des modes doux doit être favorisé autant que possible. Cela passe notamment par un renforcement des infrastructures. Ceci est d'autant plus d'actualité que l'émergence des modes électriques (vélos, monoroues, trottinettes) est en pleine explosion et attire un nouveau public. Le SCDC ne prévoyant aucune mesure particulière pour les modes doux, il est donc peu probable qu'il en favorise l'usage.

- ➔ **Recommandation 9** : disposer un/des parkings vélos dans au moins chacun des trois pôles commerciaux ;
- ➔ **Recommandation 10** : à l'instar des bornes de recharge pour les voitures électriques, intégrer le placement de bornes de recharges pour modes doux électriques ;
- ➔ **Recommandation 11** : créer/rénover les liaisons modes doux (bandes cyclables et trottoirs) au pôle « rue de Huy » afin d'atteindre le même niveau d'équipement que le pôle « rue de Landen » ;

- **Recommandation 12** : étendre les aménagements modes doux réalisés autour du nouvel Intermarché à l'ensemble du pôle « rue de Landen »

Incidence 16 : l'impact sur l'usage des transports en commun devrait connaître une évolution proportionnelle à l'évolution du nombre de chalands mais ne devrait pas voir une rupture dans l'évolution de sa croissance puisque le SCDC ne prévoit aucune mesure particulière à ce sujet.

- **Recommandation 13** : renforcer la visibilité, la qualité et l'accès piéton des arrêts de bus surtout ceux des pôles « rue de Landen » et « rue de Huy » ;
- **Recommandation 14** : étudier un transfert de la desserte du pôle « rue de Huy » entre les lignes 128, 339 et 610 sur la ligne 127 afin renforcer la connexion entre les trois pôles sans rupture de charge

Incidence 17 : avec une augmentation des surfaces commerciales au centre-ville de 2200m², la demande en nouvelles places de parking devrait osciller entre 55 et 220 places dont la plupart sur l'îlot Carrefour qui devrait continuer à accueillir de l'offre alimentaire.

- **Recommandation 15** : évaluer lors de la demande de permis de réhabilitation de l'îlot Carrefour l'impact sur le stationnement

Incidence 18 : le SCDC prévoit une reconfiguration complète de l'îlot « Carrefour » au centre-ville avec davantage de surfaces commerciales mais ne précise pas si un changement est prévu au niveau du nombre de places de parkings.

- **Recommandation 16** : préciser dans le SCDC, les objectifs en termes de place de parkings pour l'îlot « Carrefour ».

VILLE DE HANNUT



SCHÉMA COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

PHASE 2 - STRATÉGIE

TABLE DES MATIERES

1. Introduction	3
2. Options et recommandations pour le développement commercial	5
2.1. Renforcement du centre-ville d'Hannut	7
2.1.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées ...	7
2.1.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain...	10
2.1.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable	10
2.1.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune	10
2.2. Développement de la rue de Landen	12
2.2.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées ..	12
2.2.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain...	12
2.2.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable	13
2.2.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune	13
2.3. Développement de la route de Huy	14
2.3.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées ..	14
2.3.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain...	15
2.3.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable	15
2.3.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune	15
2.4. Synthèse	16
3. Description des liens avec les autres plans et programmes pertinents	17
4. Programmation de la mise en œuvre de certaines zones	22
5. Objectifs pertinents en fonction des critères de délivrance des permis d'implantation commerciale	24
6. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du Schéma Communal de Développement Commercial	27

1. Introduction

La phase de diagnostic du présent Schéma Communal de Développement commercial a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques du paysage commercial hannutois. Tout d'abord, Hannut possède trois nodules commerciaux qui cohabitent de manière très équilibrée. Ces trois pôles se sont positionnés de manière différente en termes d'offre commerciale ce qui leur permet une cohabitation actuelle saine. Les clients se rendent aussi bien dans un pôle que dans l'autre. Le deuxième constat qui est apparu assez clairement est qu'il existe un potentiel de développement commercial à Hannut et que les consommateurs sont en attente de l'arrivée de certaines enseignes.

Sur base de l'ensemble du diagnostic, quatre scénarios de développement sont envisageables : un « sans régulation » et trois « avec régulation ».

Comme démontré dans le diagnostic, la structure commerciale de la Ville de Hannut est très claire, très lisible pour le consommateur : trois noyaux commerciaux ayant chacun leur spécialisation et leur rôle dans l'équilibre global. Sans régulation, un développement commercial pourrait avoir lieu à l'extérieur de ces pôles, au travers de l'ouverture de nouveaux points de vente dans des zones aujourd'hui non commerciales, et perturber, ainsi l'équilibre et la dynamique commerciale existante. De très nombreuses villes se retrouvent confrontées à cette problématique faute d'avoir organisé et encadré le développement commercial et peinent à créer une dynamique et un équilibre commercial sur leur territoire. La Ville d'Hannut est, depuis toujours, et notamment grâce au Schéma de Développement Commercial déjà mis en place en 2009, parvenue à maintenir cet équilibre entre ses différents pôles. L'option « sans régulation » risquerait de mettre à mal le résultat de ce travail de longue haleine.

Les trois scénarios « avec régulation » sont élaborés suivant deux orientations distinctes : Soit le maintien de l'attractivité de Hannut, soit son accroissement. Ceux-ci sont synthétisés comme suit :

1. **Maintien de l'attractivité actuelle** de Hannut : Pas de développement de nouveaux m² envisageable.
2. **Accroissement de l'attractivité globale** de Hannut via l'extension des deux pôles périphériques et la spécialisation du centre-ville vers la proximité.
3. **Accroissement de l'attractivité globale** de Hannut via le développement parallèle des trois pôles commerciaux qui passe par un développement structurel au niveau du centre-ville.

La Ville de Hannut s'est positionnée en faveur du troisième scénario qui fera donc l'objet de cette phase du travail : la stratégie.

Afin de correspondre aux exigences du Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, cette phase sera structurée trois parties : les options et recommandations pour le développement commercial, la programmation de la mise en œuvre de certaines zones, et les objectifs pertinents en fonction des critères de délivrance des permis d'implantation commerciale.

La troisième phase du travail reprendra les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du présent Schéma Communal de Développement Commercial sous la forme de fiches-actions opérationnelles.

2. Options et recommandations pour le développement commercial

La première phase du travail a mis en évidence qu'il existait un potentiel de développement commercial pour certains secteurs de vente dont le récapitulatif est repris au tableau ci-dessous.

Secteurs de vente	Potentiel de développement
Alimentation	Potentiel capté
Bricolage	500 m ²
Articles de sport	300 m ²
Loisirs	1.600 m ²
Vêtements, chaussures	4.800 m ²
Equipement de la maison	3.600 m ²

Ces superficies de développement potentiel correspondent à l'état de développement actuel du commerce à Hannut et ne tiennent pas compte du permis accordé le 5 septembre 2014 à la S.A. Hannodis pour la revalorisation de la cellule de l'ancien Intermarché sur la route de Landen mais pas encore mis en œuvre à l'heure d'écrire ces lignes. Ce permis prévoit le développement de 4.152 m² répartis comme suit par le demandeur :

Enseigne	Secteurs de vente	Superficie
Broze	Loisirs	1.575 m ²
Luxus	Chaussures	1.194 m ²
JBC	Vêtements	915 m ²
Lola&Liza	Vêtements	468 m ²

Le Collège communal, dans sa décision du 5 septembre 2014, exige cependant que le projet soit développé avec un meilleur équilibre entre l'équipement de la personne et celui de la maison, l'objectif étant de tendre vers un ratio 40 (équipement de la maison – soit 1.661 m²) / 60 (équipement de la personne (2.491 m²)). Une fois ce projet concrétisé, il sera possible de connaître le solde de développement potentiel pour le territoire de la Ville d'Hannut.

L'enquête menée dans la zone d'étude nous a également enseigné que les consommateurs étaient à la recherche de certaines enseignes et certains types de commerces (voir tableau suivant).

Commerces jugés manquants	Part des personnes interrogées
C&A	13,5%
H&M	13,5%
Boucherie	9,4%
JBC	9,0%
Magasin de vêtements	8,3%
Poissonnerie	7,5%
Magasins moyen de gamme	6,4%
Veritas	6,4%
Point Carré	5,6%
Cassis/Paprika	5,3%
Magasin de vêtements pour jeunes	5,3%
Parfumerie	5,3%
Magasin pour hommes	4,9%
Cinéma	4,1%

Au vu de l'évasion commerciale, des m² supplémentaires peuvent être développés à Hannut et ce, essentiellement, dans le secteur de l'habillement (achats semi-courants légers) et le secteur de l'équipement de la maison (achats semi-courants légers et lourds).

La stratégie développée pour la Ville de Hannut sera donc orientée vers un accroissement de son attractivité globale tout en maintenant l'équilibre entre les trois pôles. Afin d'obtenir ce résultat, la stratégie sera composée de 3 axes principaux :

- Renforcement du centre-ville de Hannut par le biais d'une intervention structurelle permettant l'arrivée de nouvelles locomotives
- Développement du pôle périphérique à la rue de Landen
- Développement du pôle périphérique à la rue de Huy

L'objectif étant de **maintenir l'équilibre** entre les trois nodules commerciaux de Hannut, une condition de réussite sera le développement simultané des trois pôles et le maintien voire le renforcement de leur positionnement.

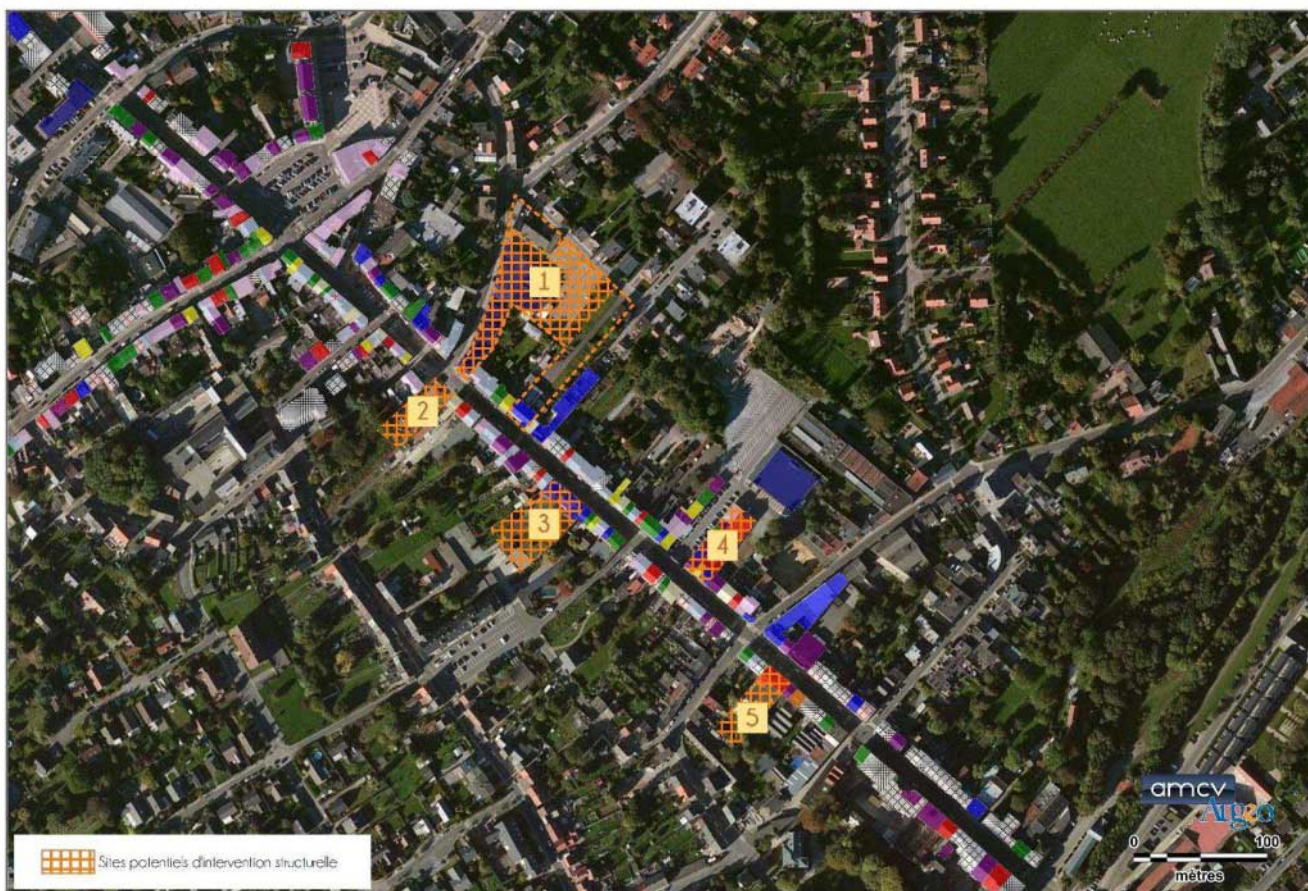
2.1. Renforcement du centre-ville d'Hannut

2.1.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées

En fonction de la stratégie choisie, le centre-ville de Hannut doit se restructurer pour pouvoir accueillir des enseignes nationales ou internationales. Il s'agira de renforcer le centre-ville en créant des cellules capables de les accueillir.

L'augmentation de l'attractivité du centre-ville passera par l'implantation d'enseignes dans le secteur de l'habillement dans la rue Albert 1^{er}. Le choix de ce segment apparaît évident dans la mesure où :

- Il s'agit du segment de Hannut le plus orienté vers le shopping, ce positionnement sera renforcé par le développement de commerces d'équipement de la personne au sein de celui-ci.
- Il s'agit du segment dans lequel les interventions structurelles les plus réalistes peuvent être envisagées (cf. carte suivante).



Nous avons identifié, sur base des opportunités locales (superficie, fin d'activité, reprise d'activité, propriété, demande/réponse potentielle des occupants/propriétaires, ...), cinq sites potentiels de restructuration du paysage urbanistique dans le but de créer les cellules permettant d'accueillir de grandes enseignes. Dans la mesure où des développements immobiliers auraient lieu sur ces sites, ils pourraient intégrer une dimension architecturale intéressante et innovante qui augmenterait la qualité globale du bâti en centre-ville. Les cinq sites, localisés sur la carte, sont les suivants :

1. Rue Albert 1^{er}, 2 : Carrefour Market

La localisation du Carrefour Market est centrale par rapport à l'ensemble du centre-ville. Sa superficie d'environ 5.000 m² au sol (en considérant la zone orange de la carte ci-dessus) est la plus importante, ce qui permettrait de développer une grande entité voire même deux entités commerciales. Cette zone pourrait encore s'étendre jusqu'à atteindre 7.800 m² au sol en intégrant la parcelle du magasin Catena.

Un projet de restructuration de l'espace actuellement occupé par le Carrefour Market et son aire de stationnement (voire de la parcelle liée au magasin Catena) permettrait au centre-ville de Hannut de disposer d'une ou deux grandes cellules commerciales accompagnée éventuellement d'un parking en sous-sol. Ce dernier devrait permettre de maintenir le même nombre de places qu'actuellement. Une troisième cellule pourrait même être ajoutée si l'ensemble de la zone était développé. Ce projet, associé à la construction de logements en R+1+T serait en accord avec les recommandations du Schéma de Structure Communal qui préconise une densification de l'habitat.

2. Rue Albert 1^{er} 1 : Zone jouxtant l'ancien Hôtel de Ville

Face au Carrefour Market, un autre site potentiel a été identifié. Il s'agit d'un espace d'environ 1.000 m² situé juste à côté de la Brasserie du Parc, espace qui est actuellement utilisé comme zone de stationnement. Cet espace est également central mais aurait pour effet de supprimer un espace de stationnement. D'un point de vue de l'intégration du bâti à l'existant, il s'agirait de créer une cellule commerciale sur le modèle R+1 avec la création de logements à l'étage.

3. Rue Albert 1^{er} 29-31: Chanet et Maquet

Une intervention structurelle au niveau des deux cellules commerciales de Chanet et Maquet sises rue Albert 1^{er} 29 et 31 permettrait d'obtenir une cellule d'environ 2.000m². L'avantage de l'intervention structurelle au niveau de ces deux cellules est qu'elles disposent déjà d'un espace de stationnement à l'arrière de celles-ci et elles bénéficient également de la présence du parking Maquet. La superficie qu'il est possible d'obtenir est également non négligeable. La création de logements à l'étage correspondrait aux préconisations du Schéma de Structure Communal sur la densification de l'habitat.

4. Rue Albert 1^{er} : Tom&Co

L'intervention structurelle sur le site dénommé Tom&Co ne toucherait pas uniquement la cellule vide qui abritait anciennement Tom&Co mais elle concernerait également les cellules commerciales attenantes à l'ancien Tom&Co ainsi que les deux cellules donnant sur la rue Albert 1^{er} (sises 76 et 78). Ceci est une condition de réussite du projet d'intervention structurelle. En effet, actuellement la cellule vide qui abritait le Tom&Co est en situation de

recul et n'est pas visible. Or, l'intérêt est de générer de l'attractivité au centre-ville de Hannut en amenant une nouvelle locomotive potentielle qui aura inévitablement besoin de visibilité pour remplir pleinement son rôle et l'accès à la rue Albert 1er sera bénéfique aux autres commerces. L'intervention structurelle sur ce site a également l'avantage de créer un générateur de flux sur un site qui dispose déjà d'un parking. La création de logements à l'étage correspondrait aux préconisations du Schéma de Structure Communal sur la densification de l'habitat.

5. Rue Albert 1^{er} 77-79 : Cellules vides (ancien garage Peugeot)

Le site d'intervention structurelle possible situé au niveau 77-79 de la rue Albert 1^{er} (ancien garage Peugeot) est assez éloigné du centre névralgique de Hannut. C'est pourquoi une intervention structurelle sur ce site apparaît comme étant non prioritaire mais elle permettrait de supprimer cette cellule vide qui existe depuis 10 ans et d'obtenir une surface commerciale d'environ 1.200m². La création de logements à l'étage correspondrait aux préconisations du Schéma de Structure Communal sur la densification de l'habitat.

Au vu des superficies qu'il serait possible de créer, le centre-ville serait donc en capacité d'absorber l'essentiel du potentiel de développement commercial dans le secteur de l'habillement et d'augmenter de la sorte son attractivité globale.

Non seulement il est nécessaire d'agir structurellement au centre-ville dans le but de pouvoir accueillir des grandes enseignes à la rue Albert 1^{er} mais il conviendra également de travailler sur les autres segments du centre-ville. En effet, la structure commerciale de Hannut ne concerne pas uniquement la rue Albert 1^{er}, d'autres segments viennent compléter l'offre commerciale qu'il convient de renforcer également.

Le diagnostic a mis en évidence que la rue Zénobe Gramme et la rue de Tirlemont sont deux segments orientés vers la proximité. La plupart des activités commerciales qui les composent sont des services et des commerces d'entretien de la personne (pharmacies, salons de coiffure...). Ceci est d'autant plus vrai pour la rue de Tirlemont mais qui ne comporte qu'une seule cellule vide, au moment du relevé, jusqu'à la petite ceinture de Hannut. En revanche, la rue Zénobe Gramme, plus importante en termes de nombre de cellules commerciales, possède plusieurs cellules vides. Le diagnostic faisant ressortir un manque de commerces alimentaires qualitatifs (poissonnerie, boucherie), la stratégie développée préconise l'implantation prioritaire de ce type de commerces dans la rue Zénobe Gramme dans le but de renforcer le positionnement de ce quartier mais aussi, grâce à la présence de commerces de proximité qualitatifs, de générer de l'attractivité.

Parmi les commerces de proximité soulignés comme manquants par les consommateurs de Hannut, 5,3% ont cité une parfumerie en général, 3,4% souhaiteraient voir s'installer Ici Paris XL à Hannut et 2,3% ont cité Planet Parfum. Au total, 10,9% des consommateurs trouvent qu'il manque une parfumerie à Hannut. Actuellement, les consommateurs doivent se rendre à Huy ou à Tirlemont pour trouver Ici Paris XL et dans la périphérie de Huy ou à Waremme pour Planet Parfum. L'installation d'un commerce de ce type dans le centre-ville permettrait de satisfaire ces consommateurs et de limiter l'évasion vers ces villes pour ce type d'achats. Hannut a également le potentiel d'attirer une enseigne comme Yves Rocher

qui est présente dans des villes comme Waremme, Jodoigne, Saint-Trond et Huy.

Le diagnostic a également permis de souligner un point fort du centre-ville par rapport aux deux autres pôles de Hannut : sa convivialité. Beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte pour qu'un lieu soit convivial : beauté de la ville et sa qualité architecturale, sa propreté, le confort, l'accueil et la chaleur qui s'en dégagent... mais l'offre commerciale, comme les commerces de types HoReCa, participe également à la convivialité d'un lieu. Ce sont des endroits où l'on peut se poser, échanger, profiter... autour d'un verre ou d'un repas. Les commerces HoReCa ont donc toute leur importance dans les centres-villes qui sont des lieux de vie, et ceux-ci seront donc implantés prioritairement dans le centre-ville de Hannut si des projets venaient à voir le jour.

2.1.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain

Dans le centre urbain de Hannut, un développement structurel est prévu dans le but de redessiner des m² permettant de faire venir une ou plusieurs enseignes, tout ceci en intégrant ce développement dans l'environnement actuel et en ne dénaturant pas le paysage.

La superficie des espaces identifiés pour un développement structurel dans le centre-ville répond entièrement à l'objectif d'intégration dans l'environnement urbain. En effet, il s'agit de superficies suffisamment grandes pour y développer des cellules permettant d'accueillir des enseignes attractives mais dans des limites raisonnées et raisonnables au vu de la structure du bâti du centre-ville de Hannut.

2.1.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable

Le contournement de Hannut a eu pour objectif d'éliminer le trafic de transit au sein du centre-ville. Les flux de circulation sont engendrés par les différentes fonctions de la ville (écoles, administrations, commerces...), le renforcement commercial du centre-ville n'engendrera pas la création de nouveaux flux de circulation mais une intensification de ceux-ci. Des mesures seront envisagées dans les fiches-actions pour intégrer le renforcement des flux de circulation liés à l'activité commerciale.

Le centre-ville est déjà bien desservi en transport en commun grâce à de nombreux arrêts de bus desservis par plusieurs lignes, la mobilité durable est donc assurée. D'autant que des aménagements cyclistes sont également existants.

D'autres éléments relatifs à la mobilité pourraient être mis en place sur ce pôle : installer un parking vélo couvert avec des râteliers adaptés, mettre à disposition des bornes de recharge pour les voitures électriques, mettre en œuvre les Sens Unique Limité (SUL) dans l'axe Nord-Sud (rue Zénobe Gramme entre autres) ...

En cas de réhabilitation de l'îlot Carrefour Market, il sera nécessaire de réaliser une étude d'impact sur le stationnement.

2.1.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune

Le renforcement de l'activité commerciale au centre-ville privilégiera l'emploi au sein de la commune. Outre l'intervention structurelle au sein du centre-ville, la Ville de Hannut a pour

ambition de redéployer son activité commerciale grâce aux commerces indépendants qualitatifs. Alors que les grands complexes commerciaux et les enseignes nationales et internationales vont fonctionner sur base de contrats de travail relativement précaires (Contrat à Durée Déterminée, temps partiel, ...) pour leurs employés, on va retrouver une plus grande qualité dans des commerces indépendants. Et ce, non seulement au niveau du contrat de travail lui-même que de la valorisation sociale qui en découle.

2.2. Développement de la rue de Landen

2.2.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées

La rue de Landen est un pôle de soutien de (très) petite ville, son offre commerciale positionne ce nodule en tant que pôle de run shopping (à savoir les achats corvées que les clients se dépêchent de réaliser, par opposition au fun shopping qui vise à intégrer plaisir, loisirs et shopping) en raison de la prédominance de commerces d'équipement de la maison dans le mix commercial.

L'extension de ce pôle commercial pourra se faire de manière à ce qu'il conserve sa position dans la structure commerciale de Hannut. 500m² supplémentaires peuvent être développés dans le secteur du bricolage à Hannut et c'est à la rue de Landen que ceux-ci devront être développés. Dans ce pôle commercial sont d'ailleurs déjà installés Mr. Bricolage et Brico Dullaers. Il ne s'agirait donc pas ici de créer des m² commerciaux dans le secteur du bricolage en installant une nouvelle enseigne mais bien d'accorder la possibilité à ces deux enseignes de pouvoir s'étendre.

Le pôle commercial de la rue de Landen dispose d'une cellule vide d'environ 3.800m² (ancien Intermarché). Cette cellule commerciale vide est localisée au milieu du nodule et crée une rupture dans le continuum commercial. La priorité est qu'elle soit réoccupée pour assurer la continuité commerciale du pôle. La superficie de cette cellule vide correspond justement au potentiel de développement commercial dans le secteur de l'équipement de la maison. Or, nous l'avons vu dans la phase précédente, ce pôle a la particularité, comparativement aux autres pôles de Hannut, d'avoir une structure commerciale orientée vers l'équipement de la maison et les achats semi-courants lourds. Il apparaît donc évident que l'accent doit être mis sur la réoccupation de l'ancien Intermarché et d'y installer des enseignes d'équipement de la maison complémentaires à celles déjà installées sur le site (Mr. Bricolage, My PC, Casa, Leen Bakker, Brico Dullaers et Robin Home Intérieur & Cook Design), à la route de Huy et au centre-ville.

Parmi les commerces cités comme manquants, on retrouve des commerces d'équipement de la maison comme Blokker (cité par 1,9% des personnes interrogées) dont le positionnement de l'offre est différent de Casa, par exemple ou des magasins d'électroménagers-hifi.

2.2.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain

La concentration des équipements le long de l'axe Route de Landen évitera l'étalement commercial.

Dans le but d'éviter une rupture du continuum commercial de ce pôle, il est important de recommercialiser les cellules existantes (ancien Intermarché). Le développement commercial passera donc aussi par le redéploiement des structures déjà existantes et intégrées dans l'environnement. Le travail sur les cellules commerciales existantes permettra d'augmenter la qualité architecturale globale du pôle.

La surface minimale pour s'implanter en périphérie est de 400m². Les équipements et infrastructures commerciales pouvant s'implanter en centre-ville se feront au centre-ville et en s'intégrant dans l'environnement urbain.

2.2.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable

Les pôles périphériques de la ville de Hannut existent déjà, il ne s'agit pas créer de nouveaux nodules commerciaux mais de les développer. Les flux de circulation sont par conséquent déjà intégrés et seront intensifiés raisonnablement. Le développement simultané des trois pôles aura pour effet de les harmoniser étant donné l'équilibre entre ces pôles.

Le nodule de la rue de Landen possède plusieurs accès favorisant la circulation le long de la nationale.

Le pôle de la rue de Landen est desservi par une ligne de transport en commun reliant Landen à Huy et passant au centre-ville et à l'Orchidée Plaza. C'est le pôle commercial le moins desservi par les transports en commun mais la prédominance de commerces d'équipements semi-courants lourds implique aussi des déplacements en voiture.

D'autres éléments relatifs à la mobilité pourraient être mis en place sur ce pôle : installer un parking vélo couvert avec des râteliers adaptés, mettre à disposition des bornes de recharge pour les voitures électriques, étendre les aménagements modes doux réalisés autour du nouvel Intermarché à l'ensemble du pôle (notamment par la création d'une piste cyclable de quelques mètres pour prolonger la traversée cyclable de la rue de Landen directement vers le parking de l'Intermarché et une signalétique spécifique pour les vélos) et renforcer la visibilité, la qualité et l'accès piéton des arrêts de bus.

2.2.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune

L'arrivée de nouvelles enseignes dans les deux pôles périphériques combinée au renforcement du centre-ville soutiendra le développement commercial équilibré au sein de la commune favorisant la durabilité et la qualité de l'emploi.

2.3. Développement de la route de Huy

2.3.1. Objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées

Le nodule de la route de Huy a la particularité d'être composé de 18,8% de cellules commerciales dans le secteur des loisirs. Un positionnement plus marqué dans ce secteur lui permettrait de conserver son attractivité actuelle et de promouvoir l'attractivité globale de Hannut. Ce pôle renforcerait sa destination de shopping de loisirs.

D'un point de vue du potentiel de développement commercial, le diagnostic nous a permis d'identifier un potentiel de développement de 1.600m² dans le secteur des loisirs et de 300m² dans le secteur des articles de sport.

Concernant le secteur des loisirs, l'objectif est d'amener une offre encore absente de Hannut ou disposant d'un positionnement différent. Son centre-ville dispose déjà d'une papeterie, de librairies et magasins de jeux et jouets. La périphérie de Hannut est également pourvue de commerces de loisirs que ce soit à la route de Huy mais aussi à la route de Landen (animaleries, jouets, fitness, casino...).

Peu de consommateurs ont cité des commerces du secteur des loisirs comme étant manquants à Hannut, et pourtant l'évasion commerciale est de 50%. La plupart des consommateurs n'ayant pas effectués leurs derniers achats à Hannut se sont rendus à la Fnac à Liège et ont recherché une enseigne qui propose une offre plus large que simplement des articles de loisirs. Hannut n'a pas la prétention de faire venir la Fnac sur son territoire. En revanche, certaines enseignes proposant également des articles de loisirs sont absentes de la région : AVA (superficie moyenne de 870m², présent à Saint-Trond et Huy), Creacorner, C'est ici aussi que pourrait se développer une jardinerie.

Commerces jugés manquants dans le secteur des loisirs	Pourcentage
Cinéma	4,1%
Librairie	3,0%
Disquaire	1,9%
Magasin de loisirs créatifs	1,5%
Magasin de jouets	1,1%
Ava	0,8%
Jouets Broze	0,8%

Concernant le secteur des articles de sport, ce sont 300m² qui pourraient être développés à la route de Huy à Hannut. Etant donné le peu de superficie disponible en tant que potentiel, un agrandissement du Decathlon pourrait être envisagé étant donné qu'il s'agit d'un de leurs plus petits magasins à l'heure actuelle. Certaines enseignes proposent également de petits formats, c'est le cas de AS Adventure dont l'offre commerciale est différente de Decathlon ; d'Intersport voire même United Brands qui a développé un format de 340 m² à Knokke. Ces formats sont habituellement destinés aux centres-villes.

2.3.2. Implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain

La concentration des équipements au niveau de l'Orchidée Plaza évitera l'étalement commercial le long des axes structurant le rond-point du contournement et permettra d'augmenter la qualité architecturale globale du pôle.

La surface minimale pour s'implanter en périphérie est de 400m². Les équipements et infrastructures commerciales pouvant s'implanter en centre-ville se feront au centre-ville et en s'intégrant dans l'environnement urbain.

2.3.3. Orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et favoriser une mobilité durable

Les pôles périphériques de la ville de Hannut existent déjà, il ne s'agit pas créer de nouveaux nodules commerciaux mais de les développer. Les flux de circulation sont par conséquent déjà intégrés et seront intensifiés raisonnablement. Le développement simultané des trois pôles aura pour effet de les harmoniser étant donné l'équilibre entre ces pôles.

Le pôle commercial situé à la rue de Huy est également desservi par les transports en commun. Plusieurs lignes s'arrêtent à proximité directe de l'Orchidée Plaza, favorisant une mobilité durable. Il serait intéressant d'étudier la faisabilité d'un transfert de la desserte du pôle « route de Huy » entre les lignes 128, 339 et 610 sur la ligne 127 afin renforcer la connexion entre les trois pôles sans rupture de charge.

D'autres éléments relatifs à la mobilité pourraient être mis en place sur ce pôle : installer un parking vélo couvert avec des râteliers adaptés, mettre à disposition des bornes de recharge pour les voitures électriques, créer/rénover les liaisons modes doux et créer un lien vers le Ravel, autoriser le tourne à gauche vers le centre-ville pour les vélos en installant une indication « excepté cyclistes » sous le panneau C31a et renforcer la visibilité, la qualité et l'accès piéton des arrêts de bus.

2.3.4. Orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune

L'arrivée de nouvelles enseignes dans les deux pôles périphériques combinée au renforcement du centre-ville soutiendra le développement commercial équilibré au sein de la commune favorisant la durabilité et la qualité de l'emploi.

2.4. Synthèse

Figure 1 Synthèse des orientations générales

Renforcement du centre-ville de Hannut	<p>Augmentation de l'offre commerciale de Hannut via le développement structurel. L'objectif est de pouvoir accueillir une ou plusieurs grandes enseignes au centre-ville. Cinq sites potentiels ont été identifiés pour accueillir des commerces d'équipement de la personne.</p> <hr/> <p>Maintien de la qualité de l'offre commerciale</p> <hr/> <p>Amélioration de la lisibilité de l'offre commerciale en travaillant sur la spécialisation et le positionnement de certains axes</p> <hr/> <p>Interdire le déménagement des enseignes présentes au centre-ville vers la périphérie. L'exception acceptable est le déménagement de commerces d'équipement de la maison qui nécessitent des superficies plus importantes et par conséquent qui trouvent leur place en périphérie.</p> <hr/> <p>Potentiel de développement de 4.800m² dans le secteur de l'habillement</p>
Développement de la rue de Landen	<p>Concentration des activités commerciales autour du pôle existant et privilégier la réoccupation de l'ancien Intermarché afin de renforcer la continuité commerciale du pôle.</p> <hr/> <p>Renforcer le positionnement du nodule commercial en privilégiant l'implantation de commerces d'équipement de la maison.</p> <hr/> <p>Extension possible de 500m² dans le secteur du bricolage et développement de 3.600m² dans le secteur de l'équipement de la maison (décoration, ameublement).</p>
Développement de la rue de Huy	<p>Concentration des activités commerciales autour du pôle existant afin d'éviter l'étalement ayant pour conséquence de déforcer le pôle et son positionnement.</p> <hr/> <p>Renforcer le positionnement de ce pôle en autorisant l'implantation de commerces de loisirs et d'articles de sport.</p> <hr/> <p>Potentiel de développement de 300m² dans le secteur des articles de sport et de 1.600m² dans le secteur des loisirs.</p>

3. Description des liens avec les autres plans et programmes pertinents

Afin d'assurer l'interconnectivité entre les différents plans et programmes, les objectifs et orientations du présent Schéma Communal de Développement Commercial ont été mis en parallèle avec ceux-ci.

Les constats pour Hannut dans le **Schéma Régional de Développement Commercial** (SRDC) sont les suivants :

- Achats alimentaires : forte sous-offre (p.33). Cependant grâce à l'enquête réalisée dans le cadre de ce présent Schéma Communal de Développement Commercial (SCDC), il a été mis en évidence que l'évasion commerciale dans ce secteur est extrêmement faible (moins de 10%). De plus, toutes les enseignes de grandes surfaces alimentaires présentes en Belgique ont un point de vente à Hannut. Le SCDC recommande donc de ne plus développer d'offre alimentaire afin de ne pas déstructurer le tissu commercial existant dans ce secteur.
- Achats semi-courants légers : pas de constat spécifique pour Hannut malgré que la Ville soit relevée comme un centre de sous-bassin de consommation dans ce secteur (p.35). Le bassin de consommation de Liège est, lui, considéré comme en équilibre. Le SCDC identifie, lui, un potentiel de développement dans ce secteur de vente (300 m² en sport, 1.600 m² en loisirs et 4.800 m² en vêtements et chaussures).
- Achats semi-courants lourds : forte sous-offre (p.37). Le SCDC a également identifié un potentiel de développement dans ce secteur de vente (500 m² en bricolage et 3.600 m² en équipement de la maison).

Au niveau des recommandations du SRDC, aucune n'est spécifique à Hannut. En revanche, il existe des recommandations générales par type de nodule. Le SRDC est basé sur les données de l'Atlas du commerce en Wallonie au sein duquel le centre-ville d'Hannut est défini comme un « Centre de petite ville » et les pôles de la route de Huy et de la route de Landen sont identifiés comme « Nodules de soutien de (très) petites villes ».

Le « Centre de petite ville » est défini comme « Centre commerçant traditionnel généraliste, centre d'une commune peu dense, doté d'une accessibilité en transport en commun moyenne, caractérisé par une dynamique relativement forte (taux de cellules vides et part des grandes enseignes moyens) → Le plus souvent moteur commercial des petites villes. ». Et les recommandations sont les suivantes :

- Garantir son rôle d'approvisionnement généraliste pour les populations locales
- Conserver la fonction structurante et assurer une mixité des fonctions au cœur des villes
- Envisager une intervention publique ciblée afin d'éviter tout déclassement de ce type de nodule vers la classe « centre de très petite ville »

La stratégie définie dans le cadre de ce SCDC vise à renforcer le centre-ville tant dans son rôle d'approvisionnement généraliste (par le biais du soutien et le développement de commerces de proximité dans des quartiers spécialisés) que dans celui de fonction

structurante (par le biais du développement de grandes surfaces susceptibles d'accueillir des enseignes d'équipement de la personne). De cette façon, le centre-ville de Hannut évitera tout déclassement vers la classe « centre de très petite ville ».

Le « Nodule de soutien de (très) petite ville » est quant à lui défini comme « Zone commerciale récente généraliste, localisée en milieu peu dense, dotée d'une accessibilité en transport en commun médiocre à mauvaise, caractérisée par une dynamique variable (apparition de cellules vides et part de grandes enseignes élevée) → Le plus souvent soutien d'un centre de petite ville, devenu parfois le moteur de (très) petites villes. ». Pour ces pôles, les recommandations sont les suivantes :

- Maintenir son rôle de soutien en garantissant une complémentarité avec le centre de (très) petite ville
- Eviter ce type de développement au sein des agglomérations
- Eviter le surclassement vers un nodule de type « nodule de soutien d'agglomération »
- Pas de nécessité de développer plusieurs nodules (plus d'un) de ce type autour des (très) petites villes

La stratégie définie dans le cadre de ce SCDC s'inscrit entièrement dans ces recommandations. En effet, elle prévoit de maintenir et renforcer la complémentarité entre les trois pôles d'Hannut et de les spécialiser pour qu'ils aient chacun un rôle spécifique dans la structure commerciale de la commune. La stratégie prévoit également un développement relativement limité de ces nodules de soutien et, l'existence de deux pôles ne pouvant être remise en cause, le SCDC prévoit de ne pas permettre la création d'un nouveau nodule de ce type. De cette façon, les nodules de soutien ne devraient pas prendre le dessus sur le centre-ville.

A l'échelle locale, le présent Schéma Communal de Développement Commercial est en accord avec le **Schéma de Structure Communal** (SSC) dans la mesure où il préconise un développement structurel dans le centre-ville qui s'accompagnerait de la création de logements aux étages supérieurs. En effet, le Schéma de Structure Communal recommande une densification de l'habitat (40 à 60 logements à l'hectare) et des activités dans les zones d'habitats à densité forte+ (Hannut centre et axes principaux). Le résultat étant de réaliser une zone « polarisatrice » qui concentre commerces, logements, services... et qui encourage la diversité des fonctions. L'occupation des éventuels étages vides au-dessus des commerces renforce également l'objectif de densification de population du centre de Hannut.

En outre, ce SSC préconise des accès séparés aux logements en cas de rez-de-chaussée commerciaux que ce soit lors de la construction de nouveaux bâtiments (notamment les cinq sites d'intervention structurelle) mais aussi dans le cas de la rénovation de bâtiments à vocation commerciale.

Le Schéma de Structure Communal préconise également certains éléments en termes d'aménagement des espaces publics qui sont tout à fait en accord avec ce présent Schéma Communal de Développement Commercial (aménager les rues et places pour renforcer la convivialité des lieux, rendre la place aux piétons et aux cyclistes, marquer les entrées dans les zones à vocation centrale, et soigner la qualité des espaces publics).

Le présent Schéma Communal de Développement Commercial est également mis en parallèle avec le **Règlement Communal d'Urbanisme** afin de s'assurer de l'interconnectivité de ceux-ci. La synthèse est présentée ci-dessous :

Pôle commercial	Règlement Communal d'Urbanisme	Schéma Communal de Développement Commercial
Centre-ville	Garder le caractère commercial de la zone.	Renforcement de l'activité commerciale du centre-ville.
	Préserver l'harmonie dans la diversité présente dans l'aire sans pour cela renoncer à une architecture contemporaine. Celle-ci s'appuiera sur les caractéristiques du tissu urbain existant.	Nouvelles constructions commerciales intégrées au tissu urbain existant. Le gabarit des constructions avoisinantes sera respecté pour une meilleure intégration. Embellissement des façades existantes.
	Implanter les constructions dans le prolongement du front de bâtisse existant.	Nouvelles constructions commerciales intégrées au tissu urbain existant.
	Diversifier l'offre en logement.	Dans le cas de projets accompagnés de logements aux étages, les logements seront diversifiés.
	Encourager la construction des immeubles à Haute Qualité Environnementale.	Dans le cas de projets commerciaux dans le centre-ville, une attention particulière sera portée sur ce point.
	Autoriser les ensembles à appartements de petites tailles, s'intégrant dans le contexte urbanistique bâti ou non bâti.	Dans le cas de projets accompagnés de logements aux étages, les logements seront diversifiés.
	Prévoir des accès séparés aux logements pour les rez commerciaux ou de bureaux.	<p>Dans le cas de nouveaux projets commerciaux accompagnés de logements aux étages, des accès séparés seront prévus. En cas de restauration d'immeubles existants et de linéaire de façade suffisant, les accès séparés aux étages des immeubles commerciaux seront exigés.</p> <p>La transformation des commerces en logements est interdite dans un périmètre qui sera précisé dans les fiches-actions.</p> <p>Dans le cas de restauration d'immeubles commerciaux, les lignes de composition de façade et les trumeaux seront reconstitués s'ils ont été préalablement supprimés.</p> <p>Le développement structurel au centre-ville a pour objectif de créer des cellules capables d'accueillir de grandes enseignes, des locomotives. L'attractivité du centre-ville sera accrue. Les sites d'intervention structurelle prioritaires sont centraux. La diversité des commerces sera également encouragée dans l'ensemble du centre-ville.</p>
Favoriser et diversifier les activités qui augmentent l'attractivité du centre : localiser les équipements les plus importants près des centres, favoriser la diversité des commerces.		

Pôle commercial	Règlement Communal d'Urbanisme	Schéma Communal de Développement Commercial
Rue de Landen	Accepter la mitoyenneté des constructions, pour encourager d'autres formes d'urbanisation que les « 4 façades » et qui répondent davantage aux préoccupations de qualité urbanistique et environnementale.	La priorité du SCDC est la réoccupation de la cellule de l'ancien Intermarché.
	Encourager de petits ensembles localement plus denses, organisés autour d'un espace public. Ceux-ci peuvent constituer de petits lieux de rencontre et de référence dans les quartiers afin de structurer davantage le territoire. Ces lieux de référence pourront accueillir du mobilier public (bancs, jeux, petites infrastructures sportives extérieures, etc.).	La priorité du SCDC est la réoccupation de la cellule de l'ancien Intermarché.
	Veiller à limiter les nuisances liées à la proximité avec des activités économiques et des zones résidentielles.	Le SCDC a pour objectif la concentration de l'activité commerciale autour des commerces existants et la réoccupation de l'ancien Intermarché en tant qu'axe prioritaire. Cette finalité limitera donc les nuisances qui pourront être engendrées en cas de création d'un nouveau nodule commercial à la route de Landen.
	Imposer, de préférence à l'intérieur du site, une zone de parcage suffisante en fonction de la clientèle potentielle. Etre attentif à la sécurité et à la rationalité des manœuvres des véhicules (clientèle et livraisons), ne pas autoriser une modification du relief du sol trop importante mais préférer le travail du terrain en plateaux successifs, utiliser pour les parkings non couverts un revêtement perméable des emplacements des véhicules afin de faciliter l'infiltration des eaux de ruissellement.	L'espace de stationnement actuel est suffisant. Dans le cas de la réoccupation de la cellule Intermarché, la zone de parking sera également pensée et réaménagée en fonction des besoins des enseignes que ça soit du point de vue des livraisons mais aussi du point de vue de la clientèle.
	Préserver les ouvertures paysagères	Le redéploiement commercial sur le site doit conserver sa visibilité pour intercepter les flux de circulation.
	Maintenir ou développer des espaces non bâtis de qualité comme des espaces de respiration (qualité de l'air, réduction du bruit, plantations, rencontre, jeux et détente pour des personnes d'âges variés). Encourager la gestion judicieuse du patrimoine végétal privé et public, privilégiant les essences locales.	/

Pôle commercial	Règlement Communal d'Urbanisme	Schéma Communal de Développement Commercial
Rue de Huy	<p>Accepter la mitoyenneté des constructions, pour encourager d'autres formes d'urbanisation que les « 4 façades » et qui répondent davantage aux préoccupations de qualité urbanistique et environnementale.</p>	<p>Le SCDC ne va pas à l'encontre de ce point.</p>
	<p>Encourager de petits ensembles localement plus denses, organisés autour d'un espace public. Ceux-ci peuvent constituer de petits lieux de rencontre et de référence dans les quartiers afin de structurer davantage le territoire. Ces lieux de référence pourront accueillir du mobilier public (bancs, jeux, petites infrastructures sportives extérieures, etc.).</p>	<p>Le SCDC ne va pas à l'encontre de ce point.</p>
	<p>Veiller à limiter les nuisances liées à la proximité avec des activités économiques et des zones résidentielles.</p>	<p>Le SCDC a pour objectif la concentration de l'activité commerciale autour des commerces existants. Cette finalité limitera donc les nuisances qui pourront être engendrées si le pôle s'étant au-delà du rond-point.</p>
	<p>Imposer, de préférence à l'intérieur du site, une zone de parcage suffisante en fonction de la clientèle potentielle. Etre attentif à la sécurité et à la rationalité des manœuvres des véhicules (clientèle et livraisons), ne pas autoriser une modification du relief du sol trop importante mais préférer le travail du terrain en plateaux successifs, utiliser pour les parkings non couverts un revêtement perméable des emplacements des véhicules afin de faciliter l'infiltration des eaux de ruissellement.</p>	<p>L'espace disponible au niveau de l'Orchidée Plaza permet la création d'une zone de stationnement supplémentaire et suffisante.</p>
	<p>Préserver les ouvertures paysagères</p>	<p>Le redéploiement commercial sur le site doit conserver sa visibilité pour intercepter les flux de circulation.</p>
<p>Maintenir ou développer des espaces non bâtis de qualité comme des espaces de respiration (qualité de l'air, réduction du bruit, plantations, rencontre, jeux et détente pour des personnes d'âges variés). Encourager la gestion judicieuse du patrimoine végétal privé et public, privilégiant les essences locales.</p>	<p>L'objectif du SCDC à la route de Huy est de concentrer l'offre commerciale autour de l'Orchidée Plaza et d'éviter un déploiement anarchique de l'offre commerciale le long des axes structurant le rond-point du contournement. Les espaces non bâtis situés en dehors du périmètre d'intervention prioritaire seront donc maintenus.</p>	

4. Programmation de la mise en œuvre de certaines zones

La carte suivante synthétise le présent Schéma Communal de Développement Commercial d'un point de vue spatial. Trois types de zones y sont représentées : les pôles commerciaux d'Hannut, les zones d'intervention prioritaires et les sites potentiels d'intervention structurelle.

Les **pôles commerciaux de Hannut** sont les zones au sein desquels le développement commercial doit être concentré. Ces espaces doivent être densifiés. Cela signifie également que de nouvelles implantations régies par le décret du 5 février 2015 ne peuvent être envisagées à l'extérieur de ces zones.

Au sein de ces pôles commerciaux, des zones de développement ont été définies comme prioritaires (**Zones d'interventions prioritaires**). Il s'agit des zones au sein desquelles les actions et développements doivent être menés en priorité afin de renforcer leur rôle dans la structure commerciale de la Ville d'Hannut. Une zone d'intervention prioritaire a été définie pour chaque pôle commercial :

- Pour le pôle de la route de Landen, au vu de sa localisation centrale et de l'image négative générée par son état de relatif abandon, c'est le bâtiment de l'ancien Intermarché qui doit être la cible des premiers investissements au sein du nodule. Cela permettra d'augmenter la qualité architecturale globale du noyau et pourra également intégrer un volet « végétalisation » afin de réduire l'empreinte écologique du bâtiment et de limiter son impact sur l'environnement. Idéalement, cette zone devrait être intégrée au futur SOL des réserves foncières voisines prévu au Schéma de Développement Communal.
- L'Orchidée Plaza joue déjà le rôle structurant du pôle de la route de Huy. A l'échelle de ce nodule, son renforcement doit donc constituer une priorité. En cas de construction à l'emplacement actuel de la zone boisée située à l'arrière de l'Orchidée Plaza, et au vu de sa rareté dans la région, il serait intéressant de prévoir son remplacement par une autre zone boisée dans un périmètre relativement proche et d'intégrer un volet « végétalisation » au nouveau bâtiment éventuel. Idéalement, cette zone devrait être intégrée au futur SOL des réserves foncières voisines prévu au Schéma de Développement Communal.
- Dans le centre-ville, les actions (qui seront identifiées et détaillées dans la troisième phase de ce SCDC) devront permettre de renforcer le périmètre défini comme zone d'intervention prioritaire. En concentrant les actions et les moyens, ils sont efficaces et visibles et permettent de créer un effet d'entraînement sur l'ensemble du noyau.

Au sein du centre-ville, certains espaces ont été identifiés comme des **sites potentiels d'intervention structurelle**. Ils ont été détaillés au point 2.1.1. Il s'agit des cinq sites potentiels de restructuration du paysage urbanistique dans le but de créer les cellules permettant d'accueillir de grandes enseignes d'équipement de la personne et, ainsi, renforcer le rôle de shopping du centre-ville d'Hannut.



5. Objectifs pertinents en fonction des critères de délivrance des permis d'implantation commerciale

		OBJECTIFS PERTINENTS EN FONCTION DES CRITERES DE DELIVRANCE DES PIC							
Centre-ville	Programmation générale	PROTECTION DU CONSOMMATEUR		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN		POLITIQUE DE L'EMPLOI		MOBILITE DURABLE	
		Favoriser la mixité commerciale	Eviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité	Vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir	Inscription de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain	Densité de l'emploi	Qualité et la durabilité de l'emploi	Mobilité durable	Accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité
	<p>Renforcement de l'attractivité du centre-ville de Hamnut via le développement structurel et le travail sur les différents segments</p>	<p>Ce Schéma Communal de Développement Commercial a pour objectif d'augmenter l'attractivité globale de Hamnut en développant des m² dans l'ensemble des secteurs de vente.</p> <p>Le pôle de Hamnut, dans sa globalité, conserve donc sa mixité commerciale.</p> <p>Concernant le centre-ville spécifiquement, le mix commercial est déjà diversifié et les interventions prévues auront pour effet de conserver cette mixité commerciale et même de la favoriser d'un point de vue du niveau de gamme.</p>	<p>Le travail sur les segments de Hamnut et notamment la rue Zénobe Gramme, a pour objectif de redéployer le commerce de proximité qualitatif (alimentaire par exemple) évitant ainsi le risque de rupture d'approvisionnement de proximité.</p>	<p>Le SDCDC n'a pas la prétention de créer une nouvelle zone commerciale en centre-ville qui engendrerait une rupture entre les fonctions. Il s'agit d'occuper les cellules commerciales actuellement vacantes et les interventions structurelles ont également pour objectifs la création de logements au-dessus des commerces favorisant un équilibre habitat-commerce.</p>	<p>Le renforcement de l'attractivité du centre-ville se fera en réoccupant les cellules commerciales existantes et en créant des cellules commerciales capables d'accueillir de grandes enseignes. Les projets s'intégreront donc forcément dans le nœud commercial du centre-ville et le renforcera.</p>	<p>L'occupation des cellules vacantes par des commerces indépendants généralement garants d'une meilleure durabilité et qualité de l'emploi par rapport aux grandes enseignes est en adéquation avec le critère de qualité et de durabilité de l'emploi.</p> <p>L'intervention structurelle dans le centre-ville de Hamnut a pour objectif de faire venir une ou plusieurs locomotives indispensables au renforcement du centre-ville de Hamnut dont les contrats sont généralement moins durables (CDD, temps partiel...) mais ces locomotives permettront d'attirer d'autres commerces et donc de favoriser l'emploi dans la région.</p>	<p>Le centre-ville de Hamnut est bien desservi par les transports en commun et des aménagements cyclables sont présents ce qui favorise la mobilité durable. En outre, le renforcement de l'offre commerciale du centre-ville ne va pas créer de nouveaux flux de circulation. Des mesures seront prises en compte afin d'améliorer le stationnement.</p> <p>Les projets d'intervention structurelle qui sont accompagnés de la création de logements aux étages et l'occupation des étages vides au-dessus des commerces par des logements favorise également la mobilité durable dans la mesure où ces projets ramènent du logement en centre-ville, à proximité des commerces, l'utilisation de la voiture est donc caduque.</p> <p>En outre, de manière globale, le SDCDC a pour prétention de limiter l'évasion commerciale ce qui aura pour effet de limiter les déplacements vers les autres pôles commerciaux de la région.</p>	<p>Le centre-ville est accessible en transports en commun.</p> <p>Les projets d'intervention structurelle sont situés à proximité d'espaces de stationnement.</p>	

OBJECTIFS PERTINENTS EN FONCTION DES CRITERES DE DELIVRANCE DES PIC		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN		PROTECTION DE L'EMPLOI		MOBILITE DURABLE		
		PROTECTION DU CONSOMMATEUR	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Densité de l'emploi	Qualité et la durabilité de l'emploi	Mobilité durable	Accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité	
Route de Landen Programmation générale	Favoriser la mixité commerciale	Eviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité	Insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain	Densité de l'emploi	Qualité et la durabilité de l'emploi	Mobilité durable	Accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité	
	Ce Schéma Communal de Développement Commercial a pour objectif d'augmenter l'attractivité globale de Hannut en développant des m ² dans l'ensemble des secteurs de vente. Le pôle de Hannut, dans sa globalité conserve donc sa mixité commerciale. Concernant la route de Landen, ce nodule est en capacité d'absorber le potentiel de développement commercial dans les secteurs du bricolage et de la maison, à savoir l'équipement semi-courant léger et lourd.	Il n'y aura pas de rupture en termes d'approvisionnement de proximité dans la mesure où le commerce de proximité du centre-ville sera encouragé et que globalement, la commune dispose d'une offre commerciale mixte.	L'objectif prioritaire étant le redéploiement commercial de l'ancien Intermarché, il n'y a pas de création d'une rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines.	Le redéploiement commercial sur le site de l'ancien Intermarché favorise la continuité commerciale au sein de ce pôle. Il en est de même pour les éventuelles extensions dans le secteur du bricolage.	L'occupation des cellules vides et les possibles extensions vont générer de l'emploi sur le territoire et le densifier dans ce nodule commercial.	L'augmentation de l'attractivité globale de Hannut va passer par l'implantation de nouvelles enseignes et d'indépendants dans la commune tout en maintenant l'équilibre entre les trois pôles commerciaux. Le maintien de cet équilibre va permettre de créer des emplois durables sur le territoire et ainsi éviter la rotation d'un point de vue de l'occupation commerciale.	Ce SCDC préconise de l'implantation de commerces semi-courants légers et/ou lourds. Ce type de commerces nécessitent plus souvent l'utilisation de la voiture, la création de nouveaux m ² dans ces secteurs aura pour impact de diminuer l'évasion commerciale vers d'autres pôles et donc la distance parcourue par ces consommateurs pour rejoindre d'autres pôles commerciaux.	Le site est déjà accessible en transport en commun, dans la mesure où une ligne de bus dessert l'arrêt à proximité. En outre, ce pôle commercial étant orienté vers les achats semi-courants légers et lourds, l'utilisation de la voiture pour rejoindre ce pôle sera prédominante. Notons que le pôle commercial possède déjà plusieurs accès au site et qu'il ne devrait pas nécessiter des aménagements supplémentaires à charge de la collectivité.

OBJECTIFS PERTINENTS EN FONCTION DES CRITERES DE DELIVRANCE DES PIC								
Programme générale	PROTECTION DU CONSOMMATEUR		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN		POLITIQUE DE L'EMPLOI		MOBILITE DURABLE	
	Favoriser la mixité commerciale	Eviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité	Vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir	Insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain	Densité de l'emploi	Qualité et la durabilité de l'emploi	Mobilité durable	Accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité
Route de Huy	<p>Ce Schéma Communal de Développement Commercial a pour objectif d'augmenter l'attractivité globale de Hannut en développant des m² dans l'ensemble des secteurs de vente. Le pôle de Hannut, dans sa globalité conserve donc sa mixité commerciale.</p> <p>Concernant l'Orchidée Plaza, les développements de m² supplémentaires se feront dans les secteurs des loisirs et des articles de sport, principalement de l'équipement semi-courant léger.</p>	<p>Il n'y aura pas de rupture en termes d'approvisionnement de proximité à l'échelle du territoire dans la mesure où le commerce de proximité du centre-ville sera encouragé et que globalement, la commune dispose d'une offre commerciale mixte.</p>	<p>Les m² supplémentaires à développer dans ce pôle commercial représentent un peu moins de 2.000m². Cette superficie ne va pas rompre l'équilibre entre les différentes fonctions urbaines sur le territoire.</p>	<p>Le développement dans les secteurs de vente des loisirs, y compris de jardinerie, et des articles de sport seront favorisés au niveau du pôle de l'Orchidée Plaza et cela ne devrait pas déstructurer ce pôle.</p>	<p>Le développement prévu à la route de Huy, ses possibles extensions, vont générer de l'emploi sur le territoire et le densifier dans ce nodule commercial.</p>	<p>L'augmentation de l'attractivité globale de Hannut va passer par l'implantation de nouvelles enseignes et d'indépendants dans la commune tout en maintenant l'équilibre entre les trois pôles commerciaux. Le maintien de cet équilibre va permettre de créer des emplois durables sur le territoire et ainsi éviter la rotation d'un point de vue de l'occupation commerciale.</p>	<p>Le site de la route de Huy est accessible en transports en commun, plusieurs lignes de bus permettent de le rejoindre aisément.</p> <p>Ces lignes de bus permettent aux habitants des villes et villages environnants de rejoindre ce pôle facilement en transports en commun.</p> <p>Le Ravel passe également à moins de 500m du pôle commercial ce qui permet aux cyclistes de le rejoindre de manière agréable.</p>	<p>Le site de la route de Huy est accessible en transports en commun, plusieurs lignes de bus permettent de le rejoindre aisément.</p>

6. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du Schéma Communal de Développement Commercial

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des thématiques sur lesquelles il est nécessaire de travailler pour que le Schéma Communal de Développement Commercial puisse être mis en œuvre. Ce tableau présente également les mesures et les recommandations à suivre pour chacune des thématiques. Chaque mesure est accompagnée d'un commentaire explicatif repris en italique.

Rappelons que le Schéma Communal de Développement Commercial définit des objectifs d'aménagement et de développement, qui sont concrétisés par une série de mesures, dont le niveau de détail correspond à un document du type « outil d'orientation » et pour lesquelles il est difficile d'évaluer précisément tous les effets. C'est pourquoi certaines recommandations dans le tableau restent relativement générales. L'objectif principal étant d'attirer l'attention sur des problématiques sensibles pouvant être influencées par la mise en œuvre du schéma.

Thème	Mesure
	Homogénéisation des heures d'ouverture des commerces <i>Cela permettra de</i> <ul style="list-style-type: none"> • aller à la rencontre des besoins et des envies des chaland • améliorer la satisfaction du centre-ville • faciliter la compréhension de l'horaire à l'échelle du centre-ville
Offre commerciale	Création de pop-up stores <i>Cela permettra de</i> <ul style="list-style-type: none"> • créer une dynamique nouvelle et spécifique dans les rues commerçantes du centre-ville ou même dans des quartiers spécifiques en luttant contre les cellules vides • aider en priorité les jeunes entrepreneurs à se lancer en testant leurs produits tout en diminuant les risques et coûts liés au bail commercial • soutenir la création d'entreprises (créateurs, designers, start-ups, etc.) • soutenir le commerce existant en générant une nouvelle attractivité • pérenniser les activités commerciales générées

	<p>Soutien au développement des commerces connectés</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer la visibilité des commerces locaux en ligne (amélioration du référencement des magasins, de la communication sur les produits, promos, horaires, ...) • développer et accroître l'attractivité commerciale • fidéliser la clientèle • améliorer l'image de la ville
<p>Création d'un paysage urbain attractif</p>	<p>Conversion de commerces en logement</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer l'état des bâtiments • mettre en valeur le patrimoine • améliorer le cadre de vie et la convivialité • agir sur la propreté de la Ville • améliorer la qualité des logements
	<p>Développement d'un Business Improvement District (BID)</p> <p><i>Les Business Improvement Districts ont pour objectifs d'accroître l'attractivité d'une zone bien définie et de promouvoir son développement économique.</i></p> <p>Amélioration de la propreté urbaine</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer le sentiment de propreté • améliorer le cadre urbain

<p style="text-align: center;">Accessibilité</p>	<p>Mise en place d'un signalétique</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>optimiser la circulation automobile</i> • <i>optimiser les déplacements piétons</i> • <i>donner une meilleure information des usagers</i> • <i>donner une meilleure utilisation des zones de stationnement</i> • <i>créer une meilleure connexion entre les pôles commerciaux</i> • <i>créer une délimitation visuelle des pôles commerciaux</i> • <i>réaliser des boucles de circulation les plus simples possibles</i> <p>Amélioration de l'information sur les parkings</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>améliorer l'occupation des parkings</i> • <i>clarifier l'information du stationnement</i>
<p style="text-align: center;">Potentiel de développement</p>	<p>Déploiement des sites potentiels de développement commercial</p> <p><i>Cela permettra de</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>redessiner des m² permettant de faire venir une ou plusieurs enseignes dans le centre-ville de Hannut</i> • <i>intégrer les projets dans l'environnement actuel et ne pas dénaturer le paysage urbain</i>